

Cahiers du mouvement ouvrier

NAISSANCE DES SECTIONS FRANÇAISE ET ITALIENNE DE LA TROISIEME
INTERNATIONALE

DES DOCUMENTS
INEDITS OU RARES,
EN PARTICULIER

*Le conflit catalan et les
tâches du prolétariat*
DE LEON TROTSKY



N° 86 – 1^{er} NUMERO EXCLUSIVEMENT EN LIGNE – Février 2021

Cahiers du mouvement ouvrier

**Fondés par Jean-Jacques Marie et Vadim Rogovine.
Assistant pour la partie russe et soviétique : Marc Goloviznine,
collaborateur scientifique de l'Institut de sociologie
de l'Académie des sciences de Russie**

Directeur de la publication : Jean-Jacques Marie.
Comité de rédaction : Nicole Bossut-Perron, Odile Dauphin, Katia Dorey,
Marc Golozivine, Colette Hublet, Frank La Brasca, Claudie Lescot,
Jean-Jacques Marie, Jacqueline Trinquet.

Publié par Le Cercle des *Cahiers du mouvement ouvrier*

c/O Jean-Jacques Marie – Bâtiment Les Charmes

36, rue de Picpus – 75012 Paris.

Adresse mail : jj.marie@club-internet.fr

www.cahiersdumouvementouvrier.org

SOMMAIRE

Présentation p. 5

DOCUMENTS INEDITS

... de Lénine p. 6

– *Lettre à l’émir d’Afghanistan Amanoulah-Khan*’ (novembre 1919).

... de Trotsky p. 8

– *Lettre de démission du bureau politique (5 juillet 1919) et réponse collective*, signée Lénine, Kamenev, Krestinski, Kalinine, Serebriakov, Staline et Stassova.

– *La contre-révolution agonisante.* p. 10

... de Staline p. 12

– *La Guépéou n’est pas une boîte postale.* Télégramme adressé aux camarades Iagoda et Evdokimov (8 décembre 1929).

Lev Zadov, de Makhno au NKVD puis au peloton d’exécution, p. 13
par Jean-Jacques Marie.

LE CONFLIT CATALAN ET LES TÂCHES DU PROLETARIAT

Présentation p. 16

Le conflit catalan et les tâches du prolétariat (1934), de Léon Trotsky. p. 18

Présentation du document par Pelai Pagès. p. 22

Lettre de Léonetti. p. 24

Présentation du document par Sergi Rosés. p. 29

NAISSANCE DES SECTIONS FRANÇAISE ET ITALIENNE DE LA TROISIEME INTERNATIONALE

- **Le Congrès de Tours** par Pierre Saccoman p. 40
 - Le Congrès de Tours (décembre 1920). **Textes d'illustration** p. 46
 - 1. **Intervention** de Marcel Sembat (dimanche 26 décembre 1920) p. 46
 - 2. **Article** de Marcel Cachin, publié dans le numéro de décembre 1945 des « **Cahiers du communisme** » p. 52
 - 3. Extrait des *Mémoires* de Jules Humbert-Droz p. 61
 - **Le Congrès de Livourne et la fondation du Parti communiste en Italie (1921)**, par Frank La Brasca. p. 64
 - Annexe : *Les 21 conditions d'adhésion à la Troisième Internationale.* p. 94
-

DOCUMENTS RARES

- *Rapport du 5 avril 1921 sur les causes de la révolte de Cronstadt*, de Jacob Agranov (délégué spécial, puis à dater de 1922, vice-président de la Tcheka). p. 98
 - *L'Alliance Internationale des Travailleurs (ou Première Internationale) 1922*, de Enrico Malatesta. p. 103
 - *La plate-forme constitutive de la Gauche révolutionnaire de la SFIO (octobre 1935).* p. 112
 - *Les hauts dignitaires du PCUS passés à l'hystérie anticomuniste (1998)*, par Vadim Rogovine. p. 116
-

NOTES DE LECTURE

- *Les révoltés de La Courtine*, de Rémi Adam, par Jean-Jacques Marie. p. 119
- *1000 ans de révoltes paysannes. Une histoire d'émancipation et de défense des communs*, de Christine Excoffier, par Odile Dauphin. p. 123

Présentation

Après un texte de l'anarchiste italien Malatesta publié en 1922 qui revient sur l'histoire, disons, agitée de la Première Internationale, ce numéro est en grande partie consacré à une actualité... centenaire. Il compte en effet d'abord deux séries d'articles qui portent les uns sur les congrès de Tours (article de Pierre Saccoman) et de Livourne (article de Frank La Brasca) qui, à quelques mois d'écart, ont donné naissance, le premier, au Parti communiste de France, le second au Parti communiste d'Italie. L'article sur le congrès de Tours est accompagné d'extraits d'ouvrages divers présentant des points de vue différents sur cette page de l'histoire du mouvement ouvrier français.

Ce numéro publie ensuite quelques inédits de Lénine, Trotsky... et Staline, qui ne se placent pas, on le verra, sur le même plan. La lettre de Lénine à l'émir d'Afghanistan pose un problème de fond du combat anti-impérialiste, le texte de Trotsky renvoie aux difficultés qu'il rencontre en 1919 pour assurer la direction de l'Armée rouge, celui de Staline éclaire le caractère policier de ce que l'on n'ose appeler sa pensée, disons, pour le moins, sa pratique.

Il y a cent ans, ensuite, éclatait l'insurrection de Cronstadt. Le responsable de la Tcheka, Jacob Agronov, y a consacré un long rapport, certes discutable et dont nous ne prétendons pas qu'il représente la vérité historique sur Cronstadt mais qui présente un intérêt peu contestable. Ce rapport est rarement évoqué dans les ouvrages portant sur l'insurrection. Nous en publions dans ce numéro la première partie (la plus courte) ; la seconde (beaucoup plus longue) figurera dans le n° 87.

Deux articles portent sur l'anarchisme russe à l'époque de la guerre civile : l'un est un inédit de Léon Trotsky sur l'armée de Makhno, l'autre une biographie sur un lieutenant de Makhno, Zadov qui poursuivra sa carrière de révolutionnaire... en devenant agent du Guépéou.

Référence à une actualité toujours brûlante un texte inédit en français de Léon Trotsky, datant de 1934 précédé d'une double présentation de deux historiens révolutionnaires catalans, porte sur la question de la Catalogne.

A l'heure où ici et là certains discutent d'un « programme de gauche » destiné bien entendu à un candidat de « gauche » à la présidentielle de 2022, il nous a paru intéressant, entre autres pour établir des comparaisons historiques, de republier la plateforme de la Gauche révolutionnaire de la SFIO fondée par Marceau Pivert en 1935.

Un texte ancien du co-fondateur des CMO, Vadim Rogovine, illustre, à partir d'exemples russes, ex-soviétiques l'un des phénomènes de la décomposition du stalinisme ; il y a d'un côté les politiques qui pataugent avec délices dans les diverses combinaisons de la politique bourgeoise et, de l'autre, les idéologues, qui passent du stalinisme mou à l'anticommunisme le plus primaire.

DOCUMENTS INEDITS

... de Lénine

– LETTRE A L'EMIR D'AFGHANISTAN AMANULLAH KHAN¹

A Votre Majesté l'émir d'Afghanistan

Ayant reçu de votre ambassadeur extraordinaire, le respecté Muhammed-Vali-Khan, la précieuse lettre de Votre Majesté, je m'empresse de vous remercier pour vos salutations et votre initiative pour instaurer l'amitié entre les grands peuple russe et afghan.

Dès les premiers jours de la lutte glorieuse du peuple afghan pour son indépendance, le gouvernement Ouvrier et Paysan de Russie s'est empressé de reconnaître le nouvel ordre des choses en Afghanistan, a solennellement reconnu sa pleine indépendance et envoyé son ambassade pour établir un lien solide et permanent entre Moscou et Kaboul. A l'heure actuelle, l'Afghanistan florissant est le seul état musulman indépendant au monde et le destin confié au peuple afghan la grande tâche historique d'unir autour de lui les peuples musulmans asservis et de les conduire sur le chemin de la liberté et de l'indépendance.

Le gouvernement Ouvrier et Paysan de Russie mandate son ambassade en Afghanistan pour engager des pourparlers avec le gouvernement du peuple afghan et conclure des accords amicaux, commerciaux et autres, dont le but n'est pas seulement de renforcer des relations de bon voisinage au profit de nos peuples mais de mener une lutte commune contre le gouvernement impérialiste le plus rapace au monde, la Grande Bretagne dont les intrigues, comme vous l'indiquez à juste titre dans votre lettre, ont jusqu'à présent entravé le libre et pacifique développement du peuple afghan et l'ont écarté de ses plus proches voisins.

Votre ambassadeur extraordinaire, le respecté Muhhamed-Vali-Khan, m'a informé que vous étiez prêt à engager des pourparlers sur des accords d'amitié avec Kaboul et aussi du désir du peuple afghan à recevoir une aide militaire du peuple russe contre l'Angleterre. Le gouvernement Ouvrier et Paysan de Russie est disposé à accorder très largement cette aide au peuple afghan et, de surcroît, à rétablir la justice foulée aux pieds par l'ancien gouvernement des tsars russes. Nous avons proposé à votre ambassadeur et ordonné à nos autorités au Turkestan de constituer une commission mixte pour redresser la frontière russo-afghane, dans l'esprit d'un élargissement du territoire afghan fondé sur le droit, la justice et le libre souhait des peuples qui vivent dans la zone frontalière. Nous espérons que cette commission, avec Votre approbation, se mettra immédiatement au travail pour que celui-ci soit achevé en même temps que la conclusion des pourparlers sur l'accord russo-afghan à Kaboul.

¹ V. I. Lénine a remis sa lettre le 29 novembre 1919 à la mission extraordinaire afghane dirigée par l'ambassadeur Muhammed Vali-khan avant son retour dans sa patrie.

Notre gouvernement, à la demande de Votre ambassadeur, à pris contact par radio avec les gouvernements des États voisins de la Russie pour assurer la libre circulation de l'ambassade afghane en Europe et en Amérique mais, malheureusement, les intrigues de la même puissance intéressée mentionnée dans votre précieuse lettre, n'ont pas permis de réaliser le plan de Votre Majesté et votre ambassade a dû prendre un autre chemin. En lui donnant congé avec les meilleurs souhaits du peuple russe, je tiens, au nom du gouvernement Ouvrier et Paysan, à Vous exprimer ainsi qu'à tout le peuple afghan, mes plus cordiales salutations.

V. Oulianov (Lénine)

Président du Sovnarkom

27 novembre 1919

Kremlin. Moscou.

Publié partiellement dans la *Pravda* n° 100, 29 avril 1928. F 2, inv. 1, d. 11873, ff 5-6 – copie en langue russe.

Le CRCEDHC (Centre russe de conservation et d'études des documents en histoire contemporaine) conserve, en même temps que la copie de la lettre de Lénine, une traduction de la lettre de l'émir avec un note de V. I. Lénine : « *Secret pour les archives* » (f. 2 inv. 1, d.11873, f. 7).

... de Trotsky

– LETTRE DE DEMISSION DU COMITE CENTRAL

Au Comité central du Parti communiste russe

5 juillet 1919,

Les conditions de mon travail sur les fronts me privent de la possibilité de participer régulièrement au travail du centre militaire et du Bureau politique du C.C. Cela en contrepartie me prive souvent de la possibilité de prendre sur moi la responsabilité devant le parti et les cadres du département militaire de toute une série de décisions du centre que je considère comme des violations risquées et très dangereuses du système militaire que nous avons mis en place et qui a été validé par le congrès du parti.

Jugeant en même temps nécessaire, comme la majorité du Comité central, que je puisse poursuivre mon activité sur le front, je demande :

a) de me libérer de mon titre de membre du Bureau politique du Comité central et de Président du Comité militaire révolutionnaire (Commissaire du peuple à la guerre).

b) de me confirmer mon titre de membre du Comité militaire révolutionnaire.

Membre du Comité central Trotsky

ET PROJET DE RESOLUTION DU BUREAU D'ORGANISATION ET DU BUREAU POLITIQUE PROPOSE PAR V. I. LENINE.

Le Bureau d'organisation et le Bureau politique du Comité central, après avoir pris connaissance de la déclaration du camarade Trotsky et l'avoir examinée sous tous ses aspects sont arrivés à la conclusion unanime qu'ils ne sont absolument pas en état d'accepter la démission du camarade Trotsky et de satisfaire sa demande.

Le Bureau d'organisation et le Bureau politique du Comité central feront tout ce qui dépend d'eux pour rendre le plus adéquat pour le camarade Trotsky et le plus profitable à la République son activité sur le front sud qui est le front le plus difficile, le plus dangereux et le plus important et que le camarade Trotsky a lui-même choisi. Ses titres de commissaire à la guerre et de président du comité militaire révolutionnaire n'empêchent pas le camarade Trotsky d'agir comme membre du comité militaire révolutionnaire du front sud avec le commandant du front (Egorov) qu'il a lui-même choisi et que le Comité central a confirmé.

Le Bureau d'organisation et le Bureau politique du Comité central laissent au camarade Trotsky l'entière possibilité d'obtenir par tous les moyens ce qu'il estime être une correction de la ligne générale dans la question militaire et, s'il le désire, de hâter la convocation du congrès du parti.

Pleinement convaincus que la démission du camarade Trotsky au moment actuel est

absolument impossible et porterait un tort énorme à la République, le Bureau d'Organisation et le Bureau politique du Comité central proposent fermement au camarade Trotsky de ne plus soulever cette question et de continuer à remplir ses fonctions, en les réduisant au maximum s'il le désire afin qu'il puisse concentrer son activité sur le front sud.

En conclusion le Bureau d'Organisation et le Bureau politique refusent d'accepter le départ du camarade Trotsky du Bureau politique et son abandon du poste de président du Comité militaire révolutionnaire de la République (Commissaire du peuple à la guerre). Lénine, Kamenev, Krestinski, M. Kalinine, L. Serebriakov, Staline, Stassova.

– LA CONTRE-REVOLUTION AGONISANTE

Les dirigeants des derniers soulèvements de koulaks dans la région de la Volga ont lancé le slogan : « *A bas les communistes, vive le pouvoir soviétique !* »

Qu'est-ce cela signifie ?

Cela signifie que la contre-révolution a définitivement perdu pied et qu'elle n'a plus confiance en elle-même. Les comploteurs contre-révolutionnaires veulent rétablir la monarchie, veulent ramener le tsar sur le trône et les grands propriétaires. Mais ils n'osent pas le dire ouvertement, car ils savent que même les paysans ignorants répondraient à ces appels en les chassant à coups de bâtons et de fourches. Les contre-révolutionnaires ont depuis longtemps camouflé leurs véritables désirs sous des slogans trompeurs et séduisants. Au cours de leurs soulèvements, tous les monarchistes ont juré par l'Assemblée constituante. Mais aujourd'hui ce slogan est définitivement usé. L'expérience de Denikine, de Koltchak les a tous convaincus que l'Assemblée constituante ne servait qu'un temps comme masque pour les partisans du régime nobiliaire monarchique. Le slogan de l'Assemblée constituante ne permet déjà plus du tout aujourd'hui d'attraper même des paysans arriérés. Non seulement le prolétaire, le berger villageois, le paysan pauvre sans terre, mais même le paysan moyen travailleur, convaincu par l'expérience, sait que seul le pouvoir soviétique s'efforce sincèrement et honnêtement de protéger les intérêts des masses populaires laborieuses. C'est pourquoi les paysans, même cette couche d'entre eux, à juste titre, mécontente des actions des autorités locales, soutiennent fermement le pouvoir soviétique. Les comploteurs contre-révolutionnaires sont obligés d'en tenir compte, de s'adapter à cette réalité et d'écrire sur leurs drapeaux : « *vive le pouvoir soviétique !* »

Il y a cinquante ans, quand en Russie le mouvement révolutionnaire ne faisait que commencer, quand les révolutionnaires ne représentaient qu'une poignée insignifiante dans cet énorme pays, la paysannerie croyait encore fortement à la monarchie et réagissait avec effroi à la propagande révolutionnaire. Parfois, alors, les révolutionnaires utilisaient les manifestes diffusés au nom du tsar. C'était, bien entendu, une tactique incorrecte, bientôt condamnée par le parti révolutionnaire, mais le fait que des révolutionnaires s'adressaient à la paysannerie, prétendument au nom du tsar, montre à quel point les préjugés monarchistes des masses paysannes étaient alors puissants².

La révolution n'a pas laissé la moindre trace de ces préjugés. A la place de la foi dans la monarchie, dans le tsar, la bourgeoisie s'est efforcée de fabriquer la foi dans une Assemblée constituante au-dessus des classes. Les premiers mois après la dissolution de la Constituante les paysans ont mordu à ce slogan. Subissant toutes sortes de difficultés et d'épreuves dans le pays, épuisés par la guerre, par les gouvernements tsaristes et bourgeois, les paysans ont mordu une nouvelle fois à l'hameçon et ont été enclins à croire que l'Assemblée constituante aurait pu soulager leur existence. Mais la vie a balayé ces préjugés. Et maintenant les ennemis jurés de la classe ouvrière et de la paysannerie laborieuse se camouflent en partisans du pouvoir soviétique. Les koulaks et les contre-révolutionnaires abandonnent l'étendard de la Constituante comme un vieux chiffon. Sous leurs appels fleurissent des signatures d'inspiration soviétique : responsable militaire un tel, commissaire militaire un tel. La contre-

² Sur la tentative d'organiser une insurrection paysanne en prenant appui sur un manifeste tsariste voir la note 72 du deuxième tome du premier livre.

révolution abandonne ses dernières positions idéologiques et se voit obligée de se placer (de façon, bien entendu, hypocrite), sur le terrain du pouvoir soviétique. Ce faisant, la contre-révolution signe son arrêt de mort, car elle témoigne, en le signant elle-même, qu'en dehors du pouvoir soviétique il n'y a pas d'issue et pas de salut pour le peuple.

En vérité, la contre-révolution garde la possibilité de développer son agitation politique en s'appuyant sur les gaffes, les fautes et même des crimes commis par des agents du pouvoir soviétique. Mais le pouvoir soviétique lui-même mène et veut mener ce combat avec une énergie infatigable. Pour améliorer l'appareil du pouvoir soviétique il faut l'épurer de l'intérieur et cela exige avant tout de séparer strictement la bourgeoisie villageoise, les koulaks, des paysans moyens travailleurs.

Tous les cadres soviétiques dans les villages, les cantons, les districts, les provinces doivent d'abord se rapprocher du paysan moyen dans un travail commun avec lui et empêcher les koulaks de patronner les lois soviétiques et le pouvoir soviétique. Ce doit être le centre de leur activité.

Il ne faut pas admettre les koulaks dans l'Armée rouge. Il ne faut pas les soumettre à l'instruction militaire. Il faut veiller très soigneusement à ce que la mobilisation ne touche, en plus des ouvriers, que les seuls honnêtes paysans travailleurs.

Il faut envoyer les koulaks, avec les fils de la bourgeoisie, dans les milices de l'arrière pour effectuer des tâches pénibles les plus difficiles dans l'intérêt de l'armée et de la défense du pays des soviets.

Il faut chasser impitoyablement les koulaks des soviets.

En cas d'insurrections, de sabotage de voies ferrées et de ponts, il faut fusiller impitoyablement les koulaks du canton le plus proche.

Avec les paysans travailleurs abusés, avec les paysans moyens il faut agir plus par des mots, par la conviction, en leur expliquant que leur salut réside dans une lutte impitoyable contre les koulaks et dans une collaboration étroite avec la classe ouvrière.

Comme le serpent de la fable, les koulaks ont changé de peau ; ils jurent maintenant par le pouvoir soviétique et pensent que les paysans travailleurs ne les reconnaîtront pas. Mais le paysan travailleur a répondu au serpent qui a changé de peau.

« Tu as beau avoir une nouvelle peau, ton cœur n'a pas changé » et il lui a tordu le cou.

C'est ainsi que le paysan travailleur agira, en commun avec la classe ouvrière, vis-à-vis des koulaks contre-révolutionnaires. Ils se repeignent en rouge, ils contrefont le pouvoir soviétique mais nous ne leur ferons pas grâce.

Ouvriers et paysans, il est temps de tordre le cou aux koulaks contre-révolutionnaires !

27 mars 1920.

... de Staline

« LE GUEPEOU N'EST PAS UNE BOITE POSTALE »

Présentation :

Au début de décembre le trotskyste Ianouchevski adresse à la direction de « l'isolateur » (prison politique) de Verkhne-Ouralsk, au nom des trotskystes qui y sont emprisonnés, une protestation contre les mesures répressives prises à l'encontre de « l'aile léniniste du parti ». L'administrateur de l'isolateur transmet le texte de la protestation à son supérieur Iagoda, alors chef du Guépéou, qui la transmet au comité central. Staline réagit aussitôt brutalement par le télégramme ci-dessous adressé à Iagoda et à son adjoint Evovkimov (*Istoria Stalinskogo goulaga. Tome 6, p. 44*). Rappelons que Iagoda sera l'un des condamnés à mort du troisième procès de Moscou, dit procès du « Bloc des droitiers et des trotskistes » antisoviétique, sans que l'avertissement sévère de Staline figure à sa charge.

TELEGRAMME DE STALINE

Aux camarades Iagoda et Evdokimov

« Je considère comme une grande erreur le fait que l'administration de l'isolateur de Verkhne-Ouralsk ait accepté le document des petits-bourgeois contre-révolutionnaires. Il faut considérer comme une faute encore plus grande la transmission de ce document par le Guépéou au Comité central du parti. Le Guépéou est le bras punitif du pouvoir soviétique et pas une boîte postale, au service des morveux petits-bourgeois de la contre-révolution. Nos affaires sont mal engagées si c'est ainsi que vous éduquez les cadres du Guépéou.

Je vous retourne le document dans l'espoir que vous vous débrouillerez pour sanctionner l'administrateur qui a accepté comme un document légal ce pamphlet ordurier contre le pouvoir soviétique.

Ce ne serait pas mal non plus de châtier monsieur Ianouchevski.

Avec mon salut communiste. »

Le 8-XII-29.

Lev Zadov bras droit de Makno, puis officier du Guépéou, décoré, récompensé, arrêté et fusillé.

Jean-Jacques Marie



Lev Zadov / Wikipedia

Lev Zadov, de son vrai nom complet Lev Zinkovski Zedov, fils d'un cocher de Iouzovka, après deux petites années d'école dans un heder (une école juive), commença tôt à travailler comme apprenti dans un moulin, puis comme ouvrier dans une forge. Il rejoint en 1910 l'un des groupes anarchistes, alors nombreux en Ukraine. En 1912 il prend part à trois « expropriations » destinées à alimenter la caisse de son groupe. L'année suivante, il est jugé pour ces trois actions et écope de huit ans de bagne dont la révolution de février le libère comme des milliers d'autres détenus politiques. En février 1918 il s'enrôle dans l'Armée rouge. Son détachement est commandé par un anarchiste alors connu, Tcherniak. Le détachement part dans le sud combattre les Blancs dirigés par l'ataman Kaledine, puis après le suicide de ce dernier combattre les troupes rassemblées par Krasnov. Peu après Zadov s'éclipse. Il écrira plus tard : « *En août 1918 notre détachement a reçu de Tsaritsyne l'annonce que nous étions transformés en unité de l'Armée rouge. Et nous avons reçu de l'argent pour payer nos salaires. En tant que chef de l'état-major je touchais 750 roubles, alors que le soldat rouge de base recevait 50 roubles. En tant qu'anarchiste je manifestai mon désaccord avec cette disposition. Avec l'accord du commandant du détachement Tcherniak je me rendis à l'état-major du front sud (...), et de là je fus envoyé en Ukraine sur les arrières des Allemands* »³.

Il part alors à Giouliai-Polie le centre du mouvement anarchiste de Makhno. En quelques mois il passe de l'organisation de la propagande au poste de chef du contre-espionnage du 2e corps, dit du Donetsk, de l'Armée de Makhno. Il devient vite l'adjoint personnel de Makhno. Lorsque ce dernier fut blessé il nomma Zadov commandant du groupe d'artilleurs et de fantassins envoyés sur le front sud pour combattre Wrangel en alliance avec l'Armée rouge. Après la défaite et la fuite de Wrangel hors de Crimée, Moscou ordonne le désarmement des contingents de Makhno qui refuse de se plier à cet ordre de Moscou. Le romancier russe Alexis Tolstoï, rentré de l'émigration en 1923, règle le compte de Zadov dans le troisième tome de son roman *Le chemin des tourments* : « *Dans le sud on ne connaissait pas moins le nom de Levka Zadov que celui du petit père Makhno. Levka était un bourreau, un homme d'une férocité si incroyable que Makhno faillit plusieurs fois le sabrer mais il lui pardonnait à cause de son dévouement* »⁴. Ainsi un jour, (dans le roman) il menace un officier blanc qui a abandonné l'armée de Denikine en lui lançant au visage : « *Espèce de salaud, si tu me mens encore une fois, je te ferais ce que Sodome n'a pas fait avec Gomorrhe* ». Confisquant à l'officier la photo de sa (jolie) femme il répond à ce dernier qui lui demande de la lui rendre : « *On la déposera sur ton cadavre sanglant* »⁵ et il l'assomme.

En 1921 il fait partie des 77 makhnovistes, Makhno compris, qui se réfugient en Roumanie où il vivote pendant plusieurs années à grand renfort de petits boulots. Il retourne en URSS en 1924 dans des conditions dignes d'un mauvais roman d'aventure. Ayant appris l'amnistie accordée à tous les anciens de l'armée de Makhno, son frère Daniel et lui s'associent à un groupe de nationalistes ukrainiens réactionnaires que les services roumains veulent envoyer en URSS commettre des actes de sabotage. A peine franchie la frontière, Zadov et son frère se rendent aux autorités soviétiques... Après plusieurs mois d'interrogatoires... il est recruté dans le Guépéou (nouveau nom de la Tcheka depuis 1922) sans doute à cause de son expérience dans les services de renseignement de l'armée de Makhno.

Interrogé en 1993 par un journaliste du quotidien Troud⁶, son fils expliquera ainsi cette décision au premier regard surprenante : « *N'oubliez pas que cela se passait en 1924. On*

³ Troud, 24 juin 1993.

⁴ Khojdenie po moukam, Moscou 1957, tome 2, p 153.

⁵ Ibid p 154.

⁶ Troud 24 juin 1993.

avait amnistié tous les makhnovistes. On était encore loin du déchaînement des répressions staliniennes. Et puis on n'a pas nommé mon père dans les organes punitifs de la Tcheka, mais dans les services de renseignements, domaine dans lequel il avait des idées ».

Zadov sert apparemment sans problème dans le NKVD (nouveau nom du Guépéou à partir de 1934) jusqu'à atteindre un grade équivalent aujourd'hui à celui de colonel. Au cours de cette période il obtient sur son activité un jugement flatteur du vice-président du NKVD d'Ukraine, G. V. Kovtouné qui écrit : *« Pendant son activité dans les services de renseignement n'a manifesté que des côtés positifs. Il a montré son courage dans des opérations de combat et a été plusieurs fois décoré : en 1929, il reçoit des remerciements du Guépéou d'Ukraine et une prime de 200 roubles pour avoir désarmé un dangereux saboteur ; a reçu à titre de récompense un mauser avec l'inscription « Pour ses mérites de combattant » de la part du comité provincial du Guépéou ; en 1932 le comité exécutif de la province d'Odessa lui attribue une arme de combat ; en 1934 il reçoit une prime mensuelle pour le courage qu'il a manifesté lors de l'arrestation d'un groupe de terroristes »*⁷. Puis le tsunami de la répression stalinienne le rattrape. Nicolas Iejov, placé par Staline à la tête du NKVD en septembre 1936 à la place d'Henrykh Iagoda nettoie le NKVD d'une grande partie de ceux qui travaillaient jusqu'alors sous les ordres de Iagoda, destiné à figurer en bonne place sur le banc des accusés du troisième procès de Moscou. Il est arrêté le 4 septembre 1937. Au début de 1938, le NKVD arrête sa femme. Lev Zadov et son équipe sont accusés d'espionnage au profit des services secrets roumains, britanniques et allemands. Il est condamné à mort par la Cour Suprême de Kiev le 25 septembre 1938 et fusillé le jour même. Il sera réhabilité par la justice soviétique le 29 janvier 1990.

⁷ Troud, 24 juin 1993.

LE CONFLIT CATALAN ET LES TÂCHES DU PROLETARIAT

Présentation et traduction du dossier par Jacqueline Trinquet

Le document qui constitue le prétexte à ce dossier est une lettre de Trotsky de juin juillet 1934 qui n'avait connu qu'une diffusion restreinte sous une forme abrégée. Elle est rétablie ici, en français, dans son intégralité.

Ce dossier comprend :

1. La première édition complète d'une lettre de Trotsky à l'Izquierda Comunista Espanola (ICE), juin-juillet 1934, avec à la suite l'article d'une présentation précédente par Pelai Pagès dans *L'Avenç* (2014).
2. Une lettre d'Alfonso Leonetti au nom du Secrétariat International de la Ligue Communiste Internationale à l'ICE.
3. La présentation du contexte de 1934, de la lettre de Trotsky, publiée pour la première fois de façon complète et en français (langue d'origine), et de celle de Leonetti, ainsi que des péripéties de leurs publications par Sergi Rosés Cordovilla sur le site *Ser Histórico* (Novembre 2020).

C'est à Pelai Pagès, historien, professeur d'histoire contemporaine à l'Université de Barcelone, qu'est revenu l'initiative de diffuser en 2014 pour la première fois depuis longtemps en Espagne et pour la première fois en catalan, la lettre de Trotsky (mais toutefois de façon incomplète), alors qu'un processus de mobilisation pour une République indépendante s'engageait à nouveau en Catalogne. Cette lettre et sa présentation sont parues dans la revue catalane *L'Avenç* (septembre 2014).

Sergi Rosés, historien, nous a communiqué l'article qu'il a récemment fait paraître avec la lettre de Trotsky et celle de Leonetti (novembre 2020) sur le site *Ser Histórico*. Cet article présente le contexte de l'année 1934 et les péripéties de la publication de ces deux lettres, celle de Trotsky publiée de façon complète pour la première fois, et celle de Leonetti totalement inédite.

Qu'ils soient l'un et l'autre remerciés de leur contribution.

Pour améliorer la compréhension de ces textes nous ajoutons des éclaircissements sur quelques sigles évoqués dans ceux-ci. Quand ils apparaissent pour la première fois dans un des textes ils y sont repérés par un astérisque.

C.E.D.A. : Confédération Espagnole des Droites Autonomes. Fondée en février 1933 elle regroupait plusieurs petits partis de droite, des chrétiens démocrates aux fascistes et elle avait le soutien des propriétaires terriens, de certains milieux d'affaires, d'officiers supérieurs et des évêques.

Rabassaire : vigneron qui loue sa vigne par bail emphytéotique. A la fin du XIX^e siècle les viticulteurs catalans (rabassaires) dont le bail avait la durée de vie des ceps furent ruinés par le phylloxéra. Ils tinrent congrès en 1893 pour exiger que les terres de "rabassa morta" leur soient cédées à perpétuité.

E.R.C. : Esquerra Republicana de Catalunya. Gauche Républicaine de Catalogne.

P.C.C. : Partit Comunista de Catalunya (1932 – 1936) projection en Catalogne du P.C.E. Fusionne en 1936 avec d'autres partis pour constituer le P.S.U.C. (Parti Socialiste Unifié de Catalogne), expression du P.C.E. en Catalogne.

U.S.C. : Unio Socialista de Catalunya. Issue en 1923 d'une scission de la Fédération catalane du P.S.O.E. Intègre le P.S.U.C. En 1936.

LE CONFLIT CATALAN ET LES TACHES DU PROLETARIAT⁸

L. Trotsky (juin/juillet 1934)



Trotsky en 1934

(Lettre du cde P., collaborateur du S.I.)

⁸ Les lettres majuscules et les termes en italique sont de l'original ; quelques corrections orthographiques ont été faites.

1. L'appréciation du conflit catalan et des possibilités en résultant doit partir du fait que la Catalogne représente aujourd'hui indubitablement la plus forte position des forces défensives dirigées contre la réaction espagnole et contre les dangers du fascisme. Si cette position tombe, la réaction aura remporté une victoire décisive et pour longtemps. Avec une politique juste de l'avant-garde prolétarienne il est possible de faire de cette position *défensive* la plus forte, la position de départ d'une nouvelle *offensive* de la révolution espagnole. Telle doit être notre perspective.

2. Ce développement n'est possible que si le prolétariat catalan réussit à s'emparer *lui* de la direction de la lutte défensive contre le gouvernement central réactionnaire de Madrid. Mais cela n'est possible que si le prolétariat catalan ne promet pas seulement de *soutenir* cette lutte, *au cas où elle serait déclenchée*, – soit par l'intransigeance du gouvernement de Madrid, soit par l'agressivité de la petite-bourgeoisie catalane (cette politique de suivisme est préconisée par nos camarades dans l'Alliance Ouvrière de Catalogne et réalisée contre Maurin) –, mais s'il se met dès le début à la *tête* de la résistance, s'il dessine des perspectives, lance des mots d'ordre plus hardis et dès le commencement mène la lutte non seulement en paroles, mais en actes.

3. Une résistance victorieuse n'est concevable que si non seulement elle mobilise toutes les forces de masse de la Catalogne (toutes les conditions en sont actuellement données), mais pousse de plus vers *l'offensive*. C'est pourquoi il est d'une importance décisive que l'avant-garde prolétarienne sache expliquer dès maintenant aux masses ouvrières et paysannes du reste de l'Espagne que par la victoire ou la défaite de la résistance catalane se décidera aussi leur victoire ou leur défaite. La mobilisation de ces alliés de l'Espagne tout entière doit être faite dès maintenant et non pas au moment où l'offensive réactionnaire contre la Catalogne sera devenue un fait (ce qui est la position de nos camarades et de la majorité de l'A.O.).

4. La Catalogne peut être pour longtemps le pivot décisif de la révolution espagnole. La conquête de la direction en Catalogne doit être le centre de notre politique en Espagne. La politique de nos camarades la rend complètement impossible. Cette politique doit être rapidement changée si l'on ne veut pas qu'une situation décisive aboutisse, par notre faute à une nouvelle défaite de la révolution espagnole qui serait décisive pour longtemps. On ne doit pas cacher que la politique de nos camarades dans cette question, jusqu'à maintenant, a fortement nuit au prestige non seulement de notre propre organisation et de l'Alliance Ouvrière, mais à celui du prolétariat lui-même, ce qui ne saurait être réparé que par un tournant radical et convainquant par les faits. La position de nos camarades et de ceux de l'A.O. ne peut être comprise par les masses travailleuses non-prolétariennes que comme suit : le prolétariat s'engage par la voix de ces organisations à participer si les autres commencent ; mais même pour cela il demande son prix (les conditions posées par l'A.O. à l'Esquerra petite-bourgeoise, ignorent complètement l'intérêt particulier des paysans et des petits-bourgeois citadins) ; et cette position cherchera – aussitôt que la possibilité s'y prêtera – à donner à la lutte une direction dans les sens de ses propres buts de classe, la dictature du prolétariat. Au lieu d'apparaître comme le dirigeant de toutes les couches opprimées de la nation, comme le leader de la libération nationale, le prolétariat apparaît ici purement comme un partenaire des autres classes, voire un partenaire très égoïste, auquel il faut donner ou plutôt promettre sa part parce qu'on a besoin de lui et pour aussi longtemps que nécessaire. La petite-bourgeoisie catalane et la grande bourgeoisie et la réaction se fondent sur la carence de cette petite-bourgeoisie ne pourraient demander rien de mieux qu'un prolétariat dans cette position.

5. Le tournant de nos camarades, doit consister tout d'abord en ceci : ils doivent propager (par notre propre organisation et par l'A.O.) la proclamation de la République Catalane

Indépendante et doivent demander pour l'assurer l'armement immédiat de tout le peuple. Ils ne doivent pas, pour cet armement, attendre le gouvernement, mais commencer immédiatement à former des milices ouvrières, qui, elles, doivent alors non seulement revendiquer un meilleur armement de la part du gouvernement, mais doivent s'en procurer par elles-mêmes par le désarmement des réactionnaires et des fascistes. Le prolétariat doit prouver par les faits aux masses catalanes qu'il prend un intérêt sacré à la défense de l'indépendance catalane. Dans cela consistera le pas décisif vers la conquête de la direction de la lutte de toutes les couches prêtes à la défense de la ville et de la campagne.

L'armement du peuple doit devenir le centre de notre agitation des prochaines semaines sous les mots d'ordre de :

Continuation du paiement de tous les salaires ;

Le gouvernement et les employeurs doivent se partager le coût de l'armement et de l'approvisionnement ;

Les forces de combat existantes (police, etc.) seront encadrées comme instructeurs dans la formation des milices ;

Les officiers seront élus par les membres de la Milice ;

La base des milices est l'usine, ou bien le lieu d'habitation ;

Les ouvriers des grandes entreprises, des chemins de fer etc. et de toutes entreprises publiques feront automatiquement partie de la milice ;

De plus tous les citoyens sont invités à s'enrôler ;

Toute formation élit son comité, qui, de son côté, envoie son représentant (sans doute par des instances intermédiaires) au Comité central de toutes les formations de milice de Catalogne. Ce comité central (c.à.d. le Soviet central) remplit la tâche d'un état-major politique, mais tout d'abord celle du contrôle, plus tard, de la direction centrale de l'approvisionnement en armes et en vivres, etc. En réalisant cette tâche, il sera obligé de devenir, d'un organe à côté du gouvernement proprement dit, ce gouvernement lui-même. Cela est la forme et le chemin concrets des soviets dans la situation donnée en Catalogne.

6. Etant donné l'extrême division du prolétariat catalan, qui ne permet pas à son hégémonie de se faire jour en Catalogne, le prolétariat dans la situation actuelle ne peut proclamer lui-même l'indépendance catalane. Mais il peut et il doit en appeler la proclamation de toute sa force et l'exiger de l'Esquerra petite-bourgeoise actuellement gouvernante. Il doit répondre à son retard par la revendication de nouvelles élections immédiates : « Nous avons besoin d'un gouvernement qui représente et dirige la volonté réelle de lutte des masses populaires ». Les comités des formations de milice doivent devenir le moyen principal de la réalisation et de la préparation de ces élections. Autrement dit : dans la mesure où les deux côtés de la chose – proclamation de l'indépendance et armement du peuple – peuvent être séparés l'un de l'autre, c'est le dernier par lequel il faut commencer le travail pratique et par le moyen duquel il faut imposer le premier.

7. Non seulement le prolétariat doit mettre en avant des revendications démocratiques générales (la liberté de la presse etc. ; un Etat qui ne soit pas coûteux ; le nivellement des salaires des fonctionnaires ; une économie démocratique – la suppression des impôts indirects, la taxation élevée directe des possédants pour le financement de la résistance, etc.) ; non seulement il doit faire siennes – en dehors de ses propres revendications de classe – toutes les revendications spécifiques aux paysans et aux petits-bourgeois citadins et même dépasser les revendications mises en avant jusqu'alors (il manque ici la connaissance des détails, surtout dans la question agraire), mais avant tout le prolétariat doit dès maintenant et de sa propre

initiative lancer les revendications comme mots d'ordre dans les masses et appeler celles-ci à lutter pour elles, – mais non pas poser ces revendications à l'Esquerra qui gouverne comme « conditions » auxquelles on serait prêt à participer à la lutte.

8. Plus haut on parle toujours vaguement de « le prolétariat doit... ». La raison en est que malheureusement on ne peut pas parler du « Parti du prolétariat ». Notre organisation qui – avec une politique juste – pourrait prendre sur elle le rôle du parti, paraît s'être plus ou moins dissoute dans la masse molle d'unité de l'« Alliance ». Dans quelle mesure ici serait possible un tournant rapide qui corresponde à la poussée de l'heure actuelle, il n'est assurément pas possible de le fixer hors du lieu-même. Comme dans la situation actuelle le sort de la Révolution espagnole et de notre organisation en Espagne peut être décidé pour une longue période (naturellement il y a aussi la possibilité que le conflit se résolve – mais même dans ce cas l'influence de notre organisation, si elle continue la politique actuelle, devrait subir parmi les masses prêtes à lutter un dommage extraordinaire capable de la pousser entièrement hors de l'arène politique). L'envoi d'un délégué du S.I. est nécessaire. Son voyage devrait être préparé par une lettre du S.I. à écrire immédiatement et qui exposerait notre position sur la question.

LEON TROTSKY, LE MOUVEMENT COMMUNISTE CATALAN ET LA REPUBLIQUE CATALANE.

Pelai Pages

Lorsqu'à l'été 1934 eut lieu dans toute son âpreté le conflit entre le gouvernement de la Généralité et le gouvernement de la république de Madrid lors de la promulgation de la loi des contrats de *Culture*, il y avait déjà quelques mois qu'en Catalogne avait été constituée l'Alliance ouvrière, promue fondamentalement par le Bloc ouvrier et paysan dirigé par Joaquim Maurin. A partir de l'Alliance ouvrière contre le fascisme, fondée en mars 1933, fut constituée définitivement le 9 décembre de la même année l'Alliance ouvrière comme réponse au triomphe électoral des partis de droite aux élections du 19 novembre précédent. La menace de régression liée à ce résultat électoral – comprenant des radicaux et la CEDA* comme majorité parlementaire – conduisit à la création d'un Front unique ouvrier dont, en Catalogne, la CNT et le Parti communiste s'écartèrent volontairement. D'après son manifeste de fondation l'Alliance ouvrière avait été créée avec pour objectif fondamental de freiner l'offensive antisociale de la droite espagnole et afin d'éviter un coup d'état imposant une dictature fasciste. L'expérience allemande et l'ascension d'Hitler au pouvoir était trop récente pour qu'une situation similaire ne puisse pas se reproduire dans l'Etat espagnol. L'alliance ouvrière était par conséquent un organisme clairement défensif, qui prétendait rassembler divers efforts afin d'éviter et d'affronter, si le cas se présentait, la réaction des forces d'extrême droite espagnole.

Le développement des événements – la politique clairement antisociale menée par le nouveau gouvernement – finit par provoquer une radicalisation progressive de la situation et ainsi, l'Alliance ouvrière développa une politique beaucoup plus offensive, aussi bien à l'égard du gouvernement de Madrid que finalement, vis-à-vis de celui de Barcelone. Ainsi dès le 13 mars 1934 elle convoqua une grève générale en solidarité avec les ouvriers grévistes de Madrid qui, même si elle échoua à Barcelone, finit par triompher dans la plupart des villes industrielles de Catalogne, bien que boycottée par le gouvernement de la Généralité et sans le soutien de la CNT. Au cours d'un entretien de Maurin et Nin avec la journaliste Irene Polo à propos de cette grève, tous les deux furent d'accord pour affirmer, du côté de Maurin qu'il fallait étendre le mouvement à l'ensemble de l'Etat car seulement ainsi « la classe ouvrière pourra atteindre l'objectif de la prise du pouvoir », quant à Nin il déclara que « le problème est d'être unis afin d'atteindre le même but : vaincre le fascisme par la conquête du pouvoir par la classe travailleuse. Nous sommes tous d'accord là-dessus ; y compris les syndicalistes anarchistes ». Après avoir posé le contentieux avec Madrid – et également, il faut le rappeler, à l'égard des propriétaires catalans de l'Institut agricole catalan de Saint Isidre – en juin 1934, l'Alliance ouvrière catalane organisa une conférence où fut adopté l'accord déclarant textuellement que « si le gouvernement contre-révolutionnaire de Madrid attaque la Catalogne et si de ce fait la République catalane est proclamée, l'Alliance ouvrière soutiendra le mouvement, en faisant tout son possible pour en prendre la direction avec l'objectif de le mener vers le triomphe de la République socialiste fédérale ». Et de nouveau, avant octobre 1934, l'Alliance ouvrière fit une autre démonstration de force lorsque, le 10 septembre elle organisa une manifestation à Barcelone, contre les grands propriétaires de l'Institut agricole catalan, avec la participation

de 25 000 personnes.

C'est dans ce contexte que Trotsky écrivit son article, d'un ton franchement critique aussi bien à l'égard des militants trotskystes catalans et espagnols que dirigeait Andreu Nin, que vis-à-vis de Maurin et de l'Alliance ouvrière elle-même. Il faut dire ici, qu'ainsi que le révolutionnaire russe le fit dans beaucoup d'autres circonstances, celui-ci avançait des suggestions en partant de son expérience pendant la révolution russe et en appliquant le modèle que les bolchéviques avaient suivi dans le processus qui avait abouti à leur triomphe d'octobre 1917. De ce fait, en grande mesure, des critiques qui venaient de loin. Il est clair que, les rapports entre Nin, les trotskystes espagnols et Trotsky n'avaient pas été spécialement bons et celui-ci n'avait pas vu d'un bon oeil les rapports que Nin entretenait avec Maurin lorsqu'il était revenu de Russie en Catalogne, en septembre 1930, à tel point qu'il obligea pratiquement Nin à rompre avec Maurin en juin 1931. Plus tard, lors de la crise qui traversa la Gauche communiste de Nin, et qui s'était prolongée jusqu'en 1933 et avec les rapports tendus avec le Secrétariat International trotskyste, les interventions de Trotsky avaient été spécialement critiques. Mais, curieusement au cours de l'année 1934, les articles parus dans la revue « Comunismo » (Communisme), l'organe théorique de la Gauche Communiste, signés par Trotsky, se référaient presque toujours à la situation internationale ou à des aspects historiques – dans le numéro du mois de février fut publié l'article *Récapitulation historique sur le front unique* – sans qu'il y ait d'article spécifique sur la situation espagnole ou catalane. Et en septembre 1934 un éditorial de « Comunismo » annonçait déjà l'imminente rupture avec Trotsky et le trotskisme international.

Les rapports de Trotsky avec Maurin et le Bloc ouvrier et paysan avaient été historiquement beaucoup plus critiques. Pour Trotsky, Maurin et le Bloc représentaient une option « centriste » qui ne pouvait en aucun cas être capable de diriger un processus révolutionnaire. Déjà en juillet 1931 il avait recommandé à ses partisans espagnols de mener à bien une critique radicale contre la politique de Maurin, « ce mélange de préjugés petits bourgeois, d'ignorance, de « science » provinciale et de roublardise politique ». Les critiques sur le programme et l'intervention du BOC de la part de Trotsky avaient toujours été percutantes et elles avaient trouvé des réponses dans les pages de « *La Batalla* », l'organe de presse du BOC, avec la signature, entre autres, de Julian Gorkin ou de Jordi Arquer, même s'ils avaient toujours défendu le révolutionnaire russe lorsqu'il était attaqué viscéralement par le stalinisme, et y compris en 1934, ils avaient demandé que l'asile politique lui soit accordé en Espagne.

Il était donc tout à fait normal que des critiques apparaissent de nouveau ainsi que des recommandations sur la façon d'intervenir dans une situation délicate comme l'était alors la situation en Catalogne et dans la République espagnole, dans le seul article que nous connaissons de Trotsky sur la situation catalane publié en 1934. Trotsky faisait partie des révolutionnaires européens, peu nombreux, capable d'estimer l'importance atteint par le processus politique de la République espagnole et même s'il ne disposait pas toujours de toute l'information possible, la stratégie et la tactique qu'il proposait étaient toujours dirigées vers un but très concret qui n'était autre que de rendre possible la prise du pouvoir par la classe travailleuse. Et il n'hésitait pas non plus à réclamer la République catalane, comme une formule qui rende possible un principe qui lui avait toujours paru inaliénable : l'exercice du droit des peuples et des nations à l'autodétermination. Un exercice qui, en première instance, devait être défendu par la classe travailleuse. L'indépendance de classe, l'action prépondérante de la classe ouvrière – qui en aucun cas ne devait être à la remorque de la situation – étaient les autres recommandations qu'exprimait Trotsky dans un article frappant qui, de façon claire et expressive, situait la question catalane au premier plan de la situation conflictuelle républicaine d'alors.

**LETTRE D'A. LEONETTI A LA C.E. DE L'I.C.E.
(17 JUILLET 1934)**



Alfonso Leonetti / videoandria.com

SECRETARIAT INTERNATIONAL DE LA L.C.I.⁹

Genève, 17 juillet 1934

A la C.E. de la Section espagnole

Chers camarades,

Une lettre avait été préparée par nous au sujet du conflit catalan, avant l'arrivée du cam. M. Les conversations avec ce camarade nous ont confirmé dans la nécessité de vous adresser cette lettre afin de mieux préciser nos points de vue respectifs sur cette question importante.

1 – Nous pensons ne pas avoir de désaccords avec vous sur l'appréciation « que dans les circonstances actuelles le mouvement de l'émancipation nationale de la Catalogne est un facteur progressif dans le développement de la révolution espagnole » (voir votre information « La situation en Catalogne »).

Mais justement, de ce fait, nous estimons que votre position dans le conflit entre Madrid et Barcelone ne correspond pas à la tâche de faire du mouvement d'émancipation nationale de la Catalogne un véritable facteur progressif de toute la révolution espagnole.

2 – Il faut tout d'abord placer clairement le conflit catalan dans les perspectives de la révolution espagnole. Indubitablement la Catalogne représente aujourd'hui la plus forte position *défensive* contre la réaction clérico-monarchiste. *Si cette position tombe, la réaction espagnole aura remporté une victoire décisive et pour bien longtemps.* La lutte de la Catalogne se trouve ainsi placée par les circonstances actuelles au centre de tout le mouvement d'émancipation des masses opprimées d'Espagne, c'est-à-dire que la lutte de la Catalogne n'est pas *séparable* de la lutte des masses ouvrières et paysannes de toute l'Espagne. Mais pour faire du conflit catalan le point de départ d'une nouvelle *offensive* de la révolution espagnole, il est nécessaire que le prolétariat catalan, soutenu par la classe ouvrière espagnole, s'empare de la direction de la lutte *défensive* contre Madrid, jusqu'à la *séparation*. Cela signifie que la tâche de l'avant-garde prolétarienne doit consister à démontrer toute l'impuissance de l'*Esquerra* de défendre et de réaliser l'émancipation nationale de la Catalogne, dont elle – l'avant-garde prolétarienne – doit prendre la tête.
Comment ?

3 – Lutter dans les circonstances actuelles pour l'émancipation catalane signifie *pousser à l'extrême le conflit entre Madrid et Barcelone ce qui veut dire lutter pour la séparation*. Dans cette voie on démontrera tout l'esprit hésitant, inconséquent, tendant au compromis, etc., de la petite bourgeoisie, voire de l'*Esquerra*.

Or, la position adoptée par vous et que vous avez fait adopter à l'Alliance Ouvrière nous apparaît une position d'*attente* et de *suivisme*. Vous dites :

« Si le gouvernement réactionnaire de Madrid attaquait la Catalogne, la place de la classe ouvrière serait aux côtés de cette dernière » ;

« Si la République catalane était proclamée, nous devrions nous défendre contre l'offensive du pouvoir central et profiter de cette occasion pour pousser le mouvement sur le chemin de la révolution socialiste » (voir votre rapport cité plus haut).

⁹ Les lettres majuscules et les termes en italique sont de l'original ; quelques corrections orthographiques ont été faites.

« Si le gouvernement réactionnaire attaquait », « si la République catalane était proclamée... » cela signifie une position « d'attente ».

Non, cette position, nous estimons qu'elle doit absolument et de toute urgence être revue.

Il ne faut pas *attendre* l'attaque du gouvernement réactionnaire de Madrid. D'ailleurs l'attaque de la part de celui-ci est déjà déclenchée. Il faut dire à la classe ouvrière (et non seulement de la Catalogne, mais de toute l'Espagne) que de la victoire ou de la défaite de la résistance catalane se décidera aussi sa victoire ou sa défaite. La classe ouvrière doit mobiliser toutes les forces des masses de Catalogne pour les dresser contre la réaction, dont Madrid est le centre. Pour cela, la classe ouvrière (et son avant-garde politique) doit poser le problème de l'*indépendance* de la Catalogne, jusqu'à – nous le répétons – la *séparation* d'avec Madrid.

4 – Evidemment, nous, marxistes, nous ne sommes pas des « séparatistes » ; mais nous ne sommes non plus des « démocrates ». Néanmoins en luttant pour la « démocratie » nous pensons arriver au socialisme et au pouvoir prolétarien. La même chose pour la question nationale.

En luttant pour l'indépendance catalane, pour la République catalane, en somme, la classe ouvrière ne perd pas de vue un instant que sa tâche est de lutter pour une libre république catalane ouvrière et paysanne dans une libre république ouvrière et paysanne d'Espagne.

5 – Pour que le mouvement de l'émancipation nationale de Catalogne soit un facteur progressif à l'heure actuelle, il faut la mobilisation de tout le *peuple* catalan contre Madrid, contre la réaction monarchiste-vaticaniste. C'est pourquoi la lutte pour la *République catalane indépendante* est d'une importance décisive dans les circonstances actuelles. Cela signifie-t-il que Maurín a une position juste ? Nullement. Ce qui nous sépare de Maurín est constitué par tout ce qui nous sépare des « démocrates » et des « opportunistes ». Pour nous la lutte en faveur des libertés démocratiques et par suite la lutte pour la République démocratique catalane est un moyen « pour pousser le mouvement sur le chemin de la révolution socialiste », tandis que pour Maurín et les autres « catalanistes » c'est un moyen pour tromper les masses. Or, si nous voulons démasquer tant les Maurins que les radicaux de l'Esquerra, nous devons justement ne pas les laisser apparaître comme les défenseurs de l'autonomie et de l'indépendance catalane, mais prendre dans nos mains la lutte pour cette indépendance et cette autonomie.

6 – Il se dit que les ouvriers catalans ne sont pas *séparatistes* et que d'autre part les ouvriers et paysans espagnols se placent à côté de la réaction contre tout mouvement *séparatiste*. Nous ne mettons pas en doute que de pareilles tendances puissent exister dans la classe ouvrière catalane et espagnole. Mais il s'agit de les comprendre et de les expliquer. La lutte pour la *séparation* est aujourd'hui la lutte contre la réaction qui a son centre dans le gouvernement de Madrid. *Le peuple catalan indépendant et armé* signifie un rempart formidable pour la lutte des ouvriers et paysans espagnols contre le fascisme et les forces monarchistes.

La proclamation de la République catalane exige la mobilisation des masses ouvrières et paysannes de l'Espagne tout entière contre le gouvernement central de Madrid. Et de cette manière la lutte pour la Catalogne indépendante peut se transformer en lutte pour la République ouvrière et paysanne de toute l'Espagne.

Donc ne pas attendre la proclamation de la République catalane ; ne pas attendre l'attaque contre elle de Madrid ; mais prendre dès maintenant *la direction* pour la lutte en faveur de la République catalane contre Madrid ; démontrer l'incapacité de l'Esquerra, l'hypocrisie des Maurín, etc.

7 – La tâche de l'Alliance ouvrière dans ce conflit consiste non pas à discuter si l'on doit ou non donner comme mot d'ordre la proclamation de la République catalane ; mais bien à

résoudre les problèmes concrets pour *mobiliser l'ensemble des masses catalanes contre Madrid*.

Le premier problème qui se pose est celui de l'*armement du peuple*. Remplacer la milice créée par l'Esquerra par le *peuple armé* :

- a) milice ouvrière et paysanne,
- b) éligibilité des officiers,
- c) salaires payés aux travailleurs pendant leur service, etc.

Mais ne pas attendre l'armement du peuple de l'Esquerra. *Le peuple doit s'armer* : c'est la condition fondamentale pour garder et garantir ses droits.

8 – Il ne suffit pas de dire : *L'Alliance est avec le peuple dans le conflit avec Madrid*. Il faut mettre à nu toute l'impuissance de l'Esquerra dans ce conflit à défendre le peuple. L'armement des masses populaires exigé et entrepris par nous et l'A.O. peut bien mettre à nu tout l'esprit de « compromis » qui anime le gouvernement de Companys.

Vous dites que l'A.O. a été consultée officiellement à Barcelone aussi bien qu'en province au sujet d'une possible « collaboration » avec le gouvernement Companys. Votre réponse que « dans le cas où la Catalogne serait attaquée etc. », « l'Alliance se mettrait aux côtés du peuple » nous semble également fausse. Nous y trouvons -permettez-nous de le dire – toujours la même position *attentiste et suiviste*. Il ne faut pas *attendre*, mais *prévenir l'attaque* ; cela veut dire qu'il faut organiser *la résistance* ; armer le peuple, les ouvriers et les paysans ; *organiser* les masses populaires ; les *informer*, etc. Ne pas *promettre* seulement de *soutenir* le peuple catalan contre Madrid, mais dire comment le peuple catalan peut et doit se défendre et mener sa lutte réelle contre Madrid. Cela veut dire qu'il faut distinguer le peuple du gouvernement de Companys.

Il ne peut s'agir nullement de « conditions » à l'Esquerra pour « collaborer » avec elle contre Madrid ; *il s'agit de déterminer nettement les conditions qui peuvent seulement permettre au peuple catalan de résister à Madrid et de développer sa résistance*. Ces conditions sont :

- 1) constitution d'une milice ouvrière et paysanne (armement du peuple) ;
- 2) formation de comités d'Alliance ouvrière et paysanne dans toute la Catalogne ;
- 3) alliance avec les ouvriers et paysans de toute l'Espagne.

L'Esquerra ne peut que trahir les intérêts du peuple catalan, comme elle l'a déjà trahi une fois. Aucune confiance dans l'Esquerra ; ne pas la *soutenir* et démontrer ses oscillations et ses faiblesses dans la lutte contre Madrid.

C'est aux masses que l'A.O. doit s'adresser pour leur armement, le désarmement des fascistes, l'expropriation des réactionnaires de la Lliga, etc. Et non seulement par des appels, mais en prenant directement l'initiative. De cette manière, l'influence de l'Esquerra dans les masses populaires sera de plus en plus évincée par l'influence des organisations de l'avant-garde prolétarienne.

9 – La question de l'indépendance catalane se présente aujourd'hui sous l'aspect de la *lutte paysanne* (loi d'affermage). Il est nécessaire de donner à la lutte pour l'émancipation nationale un contenu social ; ce contenu peut être donné :

- 1) par la lutte en faveur de la terre aux paysans (à bas l'esclavage du métayage ; affranchissement des rabassaires de tout charge étatique et féodale ; etc.)
- 2) par la lutte en faveur de la semaine de 40 heures et du contrôle ouvrier, etc.

10 – Nous nous résumons : le prolétariat ne doit ni *attendre* l'attaque réactionnaire, ni *promettre* son aide ; le prolétariat doit par son activité *se mettre à la tête* du mouvement d'émancipation nationale et lui imprimer un cours net et ferme. Pour faire cela, le prolétariat doit lutter pour :

- 1) la proclamation de la République catalane indépendante,
- 2) l'armement du peuple,
- 3) la terre aux paysans,
- 4) le contrôle ouvrier,
- 5) la constitution de comités de l'Alliance ouvrière et paysanne,
- 6) l'alliance avec les masses ouvrières et paysannes de toute l'Espagne,
- 7) la convocation de nouvelles élections pour la formation d'un gouvernement capable de diriger vraiment la lutte des masses populaires contre « Madrid ».

Des perspectives claires ; des mots d'ordre hardis ; pas d'*attente*. Par cette voie il est vraiment possible de changer la défense en attaque et de pousser le mouvement sur le chemin de la révolution socialiste.

Fraternellement

pour le S.I. Martin

P.S. : Ci-jointe nous vous transmettons en communication aussi une lettre du cam. P. de la section allemande sur le même sujet.

PRESENTATION DE LA LETTRE DE TROTSKY « *LE CONFLIT CATALAN ET LES TÂCHES DU PROLETARIAT* » L'AUTRE TOURNANT DE L'ETE 1934

Sergi Rosés Cordovilla, novembre 2020

1. Le contexte : la situation en Catalogne et en Espagne au premier semestre de 1934, et la position de l'I.C.E.*

La victoire de la droite aux élections de novembre 1933 met fin au dénommé biennium (2 années) réformiste de la Deuxième République espagnole et inaugure le « biennium noir », en transférant la direction des affaires gouvernementales au Parti républicain radical*, soutenu par la C.E.D.A.*, le groupe majoritaire de droite qui resta néanmoins en dehors du gouvernement. En Catalogne, cependant, le gouvernement était resté aux mains du parti représentant la petite bourgeoisie, l'E.R.C.*, qui, dirigé par Lluís Companys dès le début de 1934, incorpora les socialistes de l'U.S.C.* et deux autres petits partis catalanistes.

Au cours du premier semestre de 1934, les contradictions sociales en Catalogne et en Espagne s'étaient approfondies et polarisées. Un bon exemple en fut la création et la croissance de l'Alliance Ouvrière en Catalogne (A.O., un organisme de front unique des organisations ouvrières, sans la participation cependant de la C.N.T. et du P.C.C.*) et plus tard dans le Pays de Valence et les Asturies, ainsi que le renforcement de la gauche dirigée par Largo Caballero au P.S.O.E., la victoire de l'aile gauche au congrès de la jeunesse socialiste, les grèves de la métallurgie à Madrid, celle des journaliers et des petits fermiers d'Estrémadure, les affrontements à l'Escorial en avril entre les partisans de la C.E.D.A. et les militants ouvriers (en particulier les socialistes) et – particulièrement important au vu de ce qui se passera en octobre en Catalogne – l'approbation de la loi des contrats de culture par le Parlement de Catalogne en mars, qui non seulement suscita des réactions de colère dans la presse, aux parlements et aux gouvernements, mais aussi des actions revendicatives des paysans catalans.

La loi sur les contrats de culture promue par l'E.R.C. apportait une solution partielle aux anciennes revendications des rabassaires* catalans (locataires), modifiant les caractéristiques de la « rabassa morta » et permettant un accès lent à la propriété foncière. Cette réforme agraire partielle avait cependant été combattue par la bourgeoisie catalane, en particulier par le parti régionaliste de la Lliga Catalana* de la grande bourgeoisie et des propriétaires terriens dirigé par Francesc Cambó, qui avait sollicité l'aide de la droite espagnole. La Lliga et les propriétaires terriens (l'Institut Agricole de Sant Isidre) demandèrent le soutien du gouvernement espagnol pour qu'il introduise un recours devant le Tribunal des garanties constitutionnelles, qui rejeta la loi catalane le 8 juin, en la déclarant inconstitutionnelle. Le

gouvernement catalan, cependant, ne se plia pas aux diktats des institutions de l'Etat espagnol, et présenta au parlement une nouvelle loi identique au premier texte, adopté le 12 juin ; dans le même temps, les députés de l'E.R.C. abandonnèrent le parlement espagnol, suivis plus tard par ceux de l'E.A.J.-P.N.V.* L'affrontement redoubla avec l'appel de la droite à l'intervention de l'armée en Catalogne et à la suspension de l'autonomie catalane.

Dans ce contexte, l'Alliance Ouvrière de Catalogne tint sa première conférence le 17 du même mois ; à cette occasion le Bloc Obrer i Camperol (B.O.C.) proposa la proclamation de la République catalane comme un premier pas vers la République socialiste fédérale, un mot d'ordre très similaire à celui prôné par la Gauche communiste espagnole (I.C.E.) dès sa III^e Conférence en mars 1932. Mais Nin, étonnamment, ne défendit pas cette position lors de la conférence, mais présenta une attitude plus passive, de compromis, proposant de ne pas se mettre à la tête de l'action de protestation mais de se ranger aux côtés des rabassaires et du peuple catalan pour les conduire plus tard, ce que Trotsky allait critiquer. L'A.O. adopta finalement une résolution plus conforme à celle de l'I.C.E. qu'à celle du B.O.C., ne proposant pas la proclamation de la république catalane, mais appelant à sa défense en «essayant» d'en prendre la direction pour la conduire au triomphe de la république socialiste fédérale seulement dans le cas où elle aurait été proclamée par le gouvernement catalan et attaquée par le gouvernement espagnol¹⁰, et demandant par conséquent l'armement des travailleurs (le gouvernement de la Generalitat a préféré bien sûr, cet été-là, la voie de l'accord et du pacte avec le gouvernement espagnol). Comme on le verra à la lecture du texte de Trotsky, sa position était complètement différente : il fallait prendre la tête du mouvement défensif en proclamant l'indépendance, en formant des milices et en se procurant des armes (pas seulement en les réclamant), également en faisant appel à la solidarité de la classe ouvrière espagnole, afin de pouvoir passer à l'offensive plus tard ; c'est donc à ce conflit catalan que Trotsky fait référence.

Quant à elle l'I.C.E. (Section espagnole de la Ligue communiste internationale (L.C.I.), elle avait subi une importante lutte de fractions en 1932 et 1933 qui prit fin à l'été de cette dernière année avec le départ d'Henri Lacroix et d'une partie de sa fraction de l'organisation. Au cours de ce combat, la direction de l'organisation accusa Trotsky et le Secrétariat international (S.I.) de la L.C.I. de prendre position pour Lacroix ; en réalité, ni Trotsky ni le S.I. ne s'alignèrent sur Lacroix, mais ils critiquèrent certains aspects de la politique de la faction majoritaire dirigée par Nin (comme, d'autre part, ils critiquèrent aussi Lacroix), et les relations se détériorèrent fortement. À la fin de 1933, cependant, les relations formelles s'améliorèrent considérablement, grâce à la volonté conjointe du S.I. et de l'I.C.E. de travailler ensemble dans la même organisation internationale. L'I.C.E. justifia cependant sa critique de la pratique organisationnelle du S.I., et réaffirma la validité de ses positions politiques et organisationnelles vis-à-vis de ce dernier, ce qui témoignait d'un éloignement progressif des positions.

Le S.I. choisit de continuer sur la voie de l'amélioration des relations et il n'est pas prouvé qu'il soit intervenu de manière excessive dans les affaires espagnoles pendant cette période, mais plutôt dans une attitude assez passive ; le nouvel aiguisement du processus révolutionnaire espagnol comme conséquence de la situation en Catalogne n'avait cependant pas échappé à Trotsky, qui suivait constamment la situation politique et sociale mondiale et il adressa au S.I. ses réflexions sur la situation et proposa des mesures pour l'approfondissement de l'intervention prolétarienne et, par conséquent, fit la critique constructive qui, à son avis, devait être faite dans la section espagnole. C'est donc dans ce contexte qu'au début de l'été

¹⁰ Voir : PAGÈS, Pelai. *El movimiento trotskista en España, 1930-1935*. Barcelona : Península, 1978, p. 200, et PAGÈS, Pelai. « Trotsky i la república catalana ». *L'Avenç*, núm. 404 (setembre 2014), p. 38 ; voir aussi : DURGAN, Andy. « Sobre las Alianzas Obreras ». *Viento sur*, n° 105 (octubre 2009), p. 45-46.

1934, il écrivit le texte « Le conflit catalan et les tâches du prolétariat ».

Depuis la fin de 1933 la formation et le renforcement de l'Alliance Ouvrière était la priorité politique de l'I.C.E., (Nin écrivait que c'était « le but central de son activité »¹¹), plus encore que le renforcement et la croissance de l'organisation elle-même, en ignorant surtout les possibilités qu'offrait à celle-ci la radicalisation d'une partie des organisations socialistes, d'abord ignorée puis méprisée. Créée en Catalogne à l'initiative du B.O.C., la politique d'Aliança Obrera (A.O.) a été immédiatement acceptée par Nin puis par le reste de la direction de l'I.C.E., mais conçue davantage comme un facteur de convergence des organisations pour atteindre l'unité organique que comme front unique contre un ennemi commun mais avec liberté de critique et donc comme un moyen de renforcer sa propre organisation et de conquérir l'hégémonie. Cette approche de la manière dont l'I.C.E. interprétait la politique du front unique motiva certaines critiques de Trotsky, mais la question organisationnelle ne reviendrait au premier plan qu'à l'été 1934, avec sa proposition du « tournant » de l'entrée dans les organisations socialistes, que l'I.C.E. refusa.



Andreu Nin

Face à l'escalade du conflit politique et social en Catalogne au printemps et à l'été 1934, l'I.C.E. présenta une alternative basée sur trois axes : la distribution de grandes propriétés agricoles et l'attribution de terres aux agriculteurs cultivant de petites propriétés ; l'armement du prolétariat, sous la direction de l'A.O. ; et l'unité d'action de toute la classe ouvrière d'Espagne par le biais de l'A.O.¹². Étonnamment, et malgré les conversations qu'un membre de la direction (probablement Molins i Fàbrega) eut à Paris avec le S.I. en juin ou juillet, le

¹¹ NIN, Andreu. « Hacia la Alianza Obrera nacional ». *La Antorcha*, n° 1 (1-V-34), p. 8.

¹² Voir notamment : « La situación en Cataluña ». *La Antorcha*, n° 2 (30-VI-34), p. 1 ; et « La tierra debe pasar a los campesinos sin indemnización : el pleito de Cataluña en suspenso ». *La Antorcha*, n° 3 (14-VII-34), p. 1.

droit à l'autodétermination pour la Catalogne – qui a été le fond du conflit entre les gouvernements catalan et espagnol, avec la question de la terre comme catalyseur – et la propre proposition politique de l'I.C.E. d'une république catalane au sein d'une fédération socialiste ibérique, n'était pas apparu dans sa presse publique pendant les mois du «conflit catalan», et Nin ne la présenta que tardivement fin août et septembre¹³. En concevant la politique d'A.O. comme priorité de l'organisation, l'I.C.E. subordonna ses propres propositions à des résolutions de compromis qui ne brisaient pas l'A.O. Face à cela, les huit points de la lettre de Trotsky étaient un guide pour une politique indépendante et résolue de la section espagnole.

Le texte de Trotsky allait au-delà de la question de la solution à l'oppression espagnole de la Catalogne, et il tourne en fait autour de la manière de faire avancer la révolution ouvrière en Espagne, en préconisant des politiques de front unique et la création et la coordination de milices ouvrières qui déjà laissaient entrevoir des formes que l'on verrait apparaître pendant l'octobre asturien de 1934 et l'été catalan de 1936, critiquant également la politique erronée de l'I.C.E. Mais sans aucun doute l'argument principal du texte et ce qui lui donne une valeur spécifique dans la littérature révolutionnaire marxiste est la défense sans complexes de l'indépendance de la Catalogne, comme moteur de la révolution espagnole mais aussi comme solution à ce moment-là à l'oppression espagnole : si Nin et l'I.C.E. n'ont pas vu – ou n'ont pas osé aller – au-delà de la position toujours maintenue par l'organisation de reconnaissance du droit à l'autodétermination pour la Catalogne (y compris la séparation) mais en même temps prônant comme solution la république fédérale, comme si la séparation d'une nation était possible pour d'autres lieux mais tabou pour l'Espagne, Trotsky n'hésita pas à adapter les mots d'ordre et les tâches à l'évolution politique et sociale de ce moment historique en Catalogne.

La lettre de Trotsky et celle d'Alfonso Leonetti (alors membre du S.I. et l'un des responsables du travail pour l'Espagne) n'ont pas été publiées par l'I.C.E., mais elles sont très probablement parvenues aux mains de sa direction, comme indiqué par deux faits : une copie a été trouvée dans les documents sur l'Espagne des fonds du mouvement trotskyste conservés au R.G.A.S.P.I. ; et les trois écrits de Nin publiés dans les mois d'août et de septembre 1934 étaient précisément consacrés à la question nationale¹⁴ (que lui et l'I.C.E. avaient publiquement ignorée les mois précédents, quand elle était d'actualité). En effet, il ne semble pas logique que Nin ait senti qu'il fallait rédiger trois articles sur la question nationale – dont deux proposaient en outre des solutions pratiques à la question nationale catalane (République catalane au sein de la République fédérale espagnole) – précisément au moment où l'affrontement entre les gouvernements catalan et espagnol s'était atténué en août ; d'autre part, si l'on considère que les lettres de Trotsky et Leonetti avec leurs mots d'ordre de rupture sur la question nationale catalane devaient arriver à Barcelone dans la seconde quinzaine de juillet, alors nous pouvons pleinement comprendre la nécessité pour Nin d'envisager la question nationale de façon théorique et de proposer des mots d'ordre pratiques pour la situation catalane.

Dans la lignée de sa propre trajectoire antérieure sur la question nationale, de la position de l'I.C.E., et de celle de Trotsky lui-même antérieurement, Nin partagea dans ses articles d'août et de septembre le diagnostic posé dans les lettres envoyées par le S.I. en juillet, mais il

¹³ Voir : NIN, Andreu. « La República Catalana como factor revolucionario ». *La Antorcha*, n° 5 (25-VIII-34), p. 3 ; et NIN, Andreu. « El marxismo y los movimientos nacionalistas ». *Leviatán*, n° 5 (septiembre 1934), p. 39-47.

¹⁴ Les deux articles de la note précédente et : NIN, Andreu. « La cuestión de las nacionalidades y el movimiento obrero revolucionario : antecedentes de la teoría proletaria ». *Comunismo*, n° 37 (agosto de 1934), p. 22-26. L'année suivante, Nin planifia une étude spécifique sur la question catalane qu'il ne réalisa pas, étudiant uniquement dans le livre *Els moviments d'emancipació nacional* le thème général de la question nationale qu'il avait commencé dans ses articles de l'été 1934.

proposa une solution de moindre rupture, arguant qu'il était nécessaire de «*considérer la proclamation de la République catalane comme un acte d'une énorme transcendance révolutionnaire*» et que la classe ouvrière devait adopter cette solution afin d'écarter la petite bourgeoisie de la direction du mouvement national, mais qu'une fois «*émancipée du joug espagnol*», la Catalogne indépendante serait le premier pas vers l'Union des Républiques socialistes d'Ibérie¹⁵. Nin exprimait donc de nouveau la position officielle de l'I.C.E. en ce qui concerne la question nationale catalane (autodétermination conduisant à une république au sein d'une république fédérale), mais qu'il n'avait pas défendue en juin à la conférence de l'A.O. et que l'I.C.E. n'avait présenté dans sa presse qu'à la fin du mois d'août.

Dans la même situation par contre, sur la base d'analyses et de préoccupations similaires, Trotsky en déduisit, que la solution à l'époque exigeait l'indépendance, allant au-delà de sa propre position fédéraliste précédente: «*Le tournant de nos camarades, doit consister tout d'abord en ceci : ils doivent propager (par notre propre organisation et par l'A.O.) la proclamation de la République Catalane Indépendante et doivent demander pour l'assurer l'armement immédiat de tout le peuple*», et du fait que la classe ouvrière n'était pas hégémonique et n'était donc pas assez forte pour proclamer seule l'indépendance, «*elle peut et doit en appeler à la proclamation de toute sa force et l'exiger de l'Esquerra petite-bourgeoise actuellement au gouvernement*». Le traitement de la question nationale par Trotsky était dialectique, soulignant le caractère progressif et accélérateur pour la révolution prolétarienne de l'indépendance catalane : l'organisation étatique indépendante ou fédérée ou confédérée ultérieure n'était pas une fin en soi et dépendrait des circonstances historiques, et à cette époque il considérait que la solution révolutionnaire exigeait celle de l'indépendance ; en 1936, dans une situation de révolution impliquant toute l'Espagne, il ne la souleva plus. Comme il l'a fait remarquer dans son dernier grand ouvrage :

«*Le parti du prolétariat ne recommande pas que les diverses nationalités restent dans les limites d'un certain État ou s'en séparent ; c'est l'affaire de chacun d'eux. Mais il s'engage à les aider à réaliser leur authentique volonté nationale. Quant à la possibilité de se séparer d'un État, cela dépend des circonstances historiques concrètes et de la corrélation des forces* »¹⁶.

La divergence entre Trotsky et Nin (et de toute l'I.C.E. avec lui) sur ce point n'est pas mineure, et explique pourquoi l'I.C.E. n'a pas publié le texte, même dans ses bulletins intérieurs : s'ils partageaient analyse et perspectives, Nin défendait le droit à l'autodétermination et à la séparation mais adhéra à la solution fédérale pour la Catalogne chaque fois que la question catalane se posa¹⁷, notamment à son paroxysme en 1934 (peut-être parce qu'il ne voyait pas de prédisposition au sein de la direction et des militants de l'I.C.E. à la proposition de Trotsky et du S.I.), alors que Trotsky, dialectique, voyait la nécessité historique dans la conjoncture de cette année-là de l'indépendance de la Catalogne. Il est

¹⁵ NIN, Andreu. « El marxismo y los movimientos nacionalistas », *op. cit.*, p. 47.

¹⁶ TROTSKY, L. *Stalin : [una valoración del hombre y su influencia]*. 1^a ed. Completado con material inédito, editado y traducido [al inglés] por Alan Woods. [Zaragoza : Lucha de Clases, 2017], v. 1, p. 260. Cette citation est identique à celle qui apparaît dans la première édition en castillan (*Stalin*. 1^a ed. Compilado y traducido del ruso por Charles Malamuth. [Barcelona : José Janés], 1947, p. 163), mais je l'ai légèrement modifié pour la rendre plus conforme à l'original anglais (*Stalin : an appraisal of the man and his influence*. Edited and translated from the Russian by Charles Malamuth. London : Hollis and Carter, 1947, p. 155) : j'ai traduit le mot « concret » par « concretas » (et non par « nacionales », comme indiqué dans les deux traductions), et j'ai mis « partido » et « estado » en minuscules, tels qu'ils apparaissent dans l'original. Je remercie Juan José Barrero Menéndez pour son aide dans des certaines vérifications.

¹⁷ Comme je l'ai indiqué précédemment, Nin n'aborde pas spécifiquement la question catalane dans son livre de 1935 *Els moviments d'emancipació nacional*, mais le modèle de solution avec lequel cette étude s'est terminée, la fédération de l'URSS, indique clairement que, pour le cas catalan, il a continué à prôner l'Union des républiques socialistes d'Ibérie.

certain que Trotsky a appelé à celle-ci dans le but de favoriser le triomphe de la révolution ouvrière non seulement en Catalogne mais aussi en Espagne, mais il est aussi certain qu'il a préconisé la solution indépendantiste au problème de l'oppression espagnole sur la Catalogne, sans que le fédéralisme soit un fétiche obligatoire pour les marxistes espagnols.

2. Brève histoire du texte de Trotsky « Le conflit catalan et les tâches du prolétariat »

(Ce texte) est la première édition de l'original en français du document complet de Trotsky « Le conflit catalan et les tâches du prolétariat », auquel s'ajoute également une lettre de Leonetti qui l'accompagnait, dans ce cas inédite. Il s'agit d'une copie carbone conforme d'un document dactylographié non daté de trois pages, apparemment une transcription dactylographiée d'une lettre écrite et envoyée au S.I. par le « Camarade P., collaborateur du S.I. ». Quant à la date de son élaboration, tant pour le sujet traité que pour le fait que la lettre de Leonetti qui l'accompagnait date du 17 juillet 1934, elle fut écrite entre la célébration de la première conférence de l'A.O. et cette dernière date, c'est-à-dire de la mi-juin à la mi-juillet 1934. Quant à sa paternité, elle doit certainement être considérée comme écrite par Trotsky, mais la question mérite d'être expliquée plus en détail.

En effet, le document original indique qu'il s'agit d'une lettre du « camarade P., un collaborateur du S.I. », et la fin de la lettre de Leonetti précise que ce camarade P. était de la section allemande. On ne sait pas que Trotsky ait jamais utilisé le pseudonyme « camarade P.»¹⁸, mais il n'y a pas non plus de trace d'un militant de premier plan dans la section allemande à cette époque dont le nom ou le pseudonyme commençait par «P.»¹⁹. Il y avait certes, un révolutionnaire communiste allemand de premier plan à cette époque dont le pseudonyme commençait par P., l'ancien dirigeant du K.P.D. Arkadij Maslow, qui a utilisé les mots « Parabellum » et « Paul » et qui avec sa camarade Ruth Fischer avait commencé à collaborer avec le S.I. Cependant, il est hautement improbable que Maslow ait été l'auteur du texte sur la Catalogne adressé au S.I., car il avait à peine entamé cette collaboration à partir de février ou mars 1934, sur la suggestion de Trotsky et – ce qui a un sens dans l'affaire qui nous occupe ici – contrairement à l'avis de la direction de la section allemande, qui avait précisément refusé en même temps, le 13 juin, son entrée dans la section et dont il n'était donc pas membre (comme l'était à l'époque, selon Leonetti, le «camarade P.»). Maslow semblait important pour Trotsky, en particulier pour le travail allemand et international (probablement, comme Fischer, pour les pays anglo-saxons²⁰), et ses articles dans *Unser Wort* traitaient de ce travail et aussi des affaires économiques²¹, mais aucun d'entre eux de la Catalogne ou de l'Espagne ; en fait, les quelques articles publiés en 1934 sur ces pays dans l'organe bolchevique-léniniste allemand ne traitaient du conflit catalan de cette année-là et aucun d'entre eux n'est de Maslow²². En bref, il est hautement improbable qu'un militant allemand exilé récemment à Paris et sans expérience préalable dans la L.C.I. ait adressé une lettre au S.I. traitant d'un sujet aussi spécifique que la Catalogne où il montrait une connaissance suffisante de la situation analysée et du passé de la section espagnole, et où il proposait également d'adopter dans le S.I. et dans l'I.C.E. un mot d'ordre de rupture tel que

¹⁸ Voir : LUBITZ, Wolfgang ; LUBITZ, Petra. « Leon Trotsky's pen names ». Dans : *Lubitz' TrotskyanaNet* (https://www.trotskyana.net/Leon_Trotsky/Pseudonyms/trotsky_pseudonyms.html#pennames).

¹⁹ Voir, par exemple : ALLES, Wolfgang. "German Trotskyism in the 1930s". *Revolutionary history*, v. 2, no. 3 (autumn 1989), p. 29-36.

²⁰ Voir : TROTSKY, L. « [Les difficultés dans l'organisation] ». Dans : TROTSKY, L. *Oeuvres, op. cit.*, p. 99.

²¹ Voir : ALLES, Wolfgang, *op. cit.*, p. 31 ; et KESSLER, Mario. *A political biography of Arkadij Maslow, 1891-1941 : dissident against his will*. Cham : Palgrave Macmillan, cop. 2020, p. 149, n. 13.

²² Je remercie Wolfgang Lubitz pour cette information.

celui de l'indépendance.

Par contre, un certain nombre de facteurs indiquent que l'auteur du texte doit avoir été Trotsky :

- Formels : à la fois le style d'analyse et le raisonnement des propositions, ainsi que quelques mots (« tournant », qui est le même mot qu'il a utilisé en même temps dans les documents dans lesquels il a proposé l'entrisme ; « rayon », qui est un mot russe, pour district).
- Le niveau de connaissance concernant l'I.C.E. : références négatives sur les positions passées et actuelles (dissolution dans l'A.O.) de l'organisation ; la référence au manque d'information sur la question agraire (l'I.C.E. n'a jamais fini d'élaborer des thèses définitives, elle n'a présenté que des propositions qu'elle n'a jamais adoptées) ; et les mentions au sujet de Maurín.
- Les propositions qui y sont présentées constituent un tournant radical dans la question catalane tant pour l'I.C.E., la L.C.I., que pour celles défendues jusqu'alors par Trotsky lui-même (fédéralisme), et coïncident dans un concept de rupture avec la proposition d'un tournant qu'il avait faite des semaines plus tôt, en juin, avec l'entrisme ; ce tournant « radical et convaincant » se voit non seulement dans cet appel à l'indépendance, mais aussi dans le traitement détaillé des milices dans le document, un problème qu'il avait développé quelques semaines auparavant dans des thèses perdues²³.
- Leadership : l'auteur de la lettre proposa un voyage d'un délégué en Espagne afin de convaincre la section espagnole du nouveau tournant, et aussi qu'une lettre soit envoyée immédiatement en préparation de ce voyage. La documentation disponible ne permet pas de savoir si ce voyage a été effectué, mais il est clair que la lettre préparatoire que l'auteur a demandée a été écrite, et immédiatement : c'est la lettre de Leonetti, dans laquelle celui-ci a endossé le même discours que celui de la lettre originale. Seul Trotsky avait une telle capacité à faire valoir sa position au sein du S.I.

Certains de ces facteurs doivent avoir été pris en compte par les premiers éditeurs du texte (George Breitman, Pierre Broué et Michel Dreyfus), qui ont donc attribué à juste titre leur paternité à Trotsky. Pourquoi, alors, ce texte est-il attribué dans l'exemplaire original et dans la lettre de Leonetti au « camarade P. » ? Et pourquoi Leonetti a-t-il dit qu'il provenait de la section allemande ? Évidemment, nous ne pourrions jamais avoir de réponse sûre à cela, mais le plus raisonnable est de penser que, dans le contexte du passé tendu de la section espagnole avec Trotsky, il a pensé qu'il valait mieux qu'une telle proposition de rupture que la sienne soit considérée de la manière la plus objective possible, et qu'il y parviendrait mieux s'il le faisait sous un pseudonyme, afin d'attirer l'attention sur la proposition et non sur qui l'avait faite²⁴.

Pour autant que je sache, cette lettre n'a pas été publiée dans la presse bolchevique-léniniste de l'époque, tant interne que publique, qu'elle soit espagnole, d'une autre section ou internationale, dans une manifestation claire de désaccord avec une proposition politique mal comprise et non partagée. Sa non-inscription dans la presse interne de l'I.C.E., c'est-à-dire le

²³ Surtout après l'insurrection de Vienne et les événements de Paris en février 1934, la question des milices revint dans plusieurs écrits de Trotsky de cette année-là, au point qu'il y consacra finalement quelques thèses, comme il l'annonça dans une lettre à Leonetti du 15 juin ; malheureusement, ces thèses ont été perdues (voir : TROTSKY, L. « [Les difficultés dans l'organisation] ». Dans : TROTSKY, L. *Oeuvres, op. cit.*, p. 99 et n. 12). Il est possible, cependant, que la signification générale de ceux-ci se trouve dans certains articles de la presse bolchevique-léniniste de l'époque, comme dans : « Por las milicias antifascistas ». *La Antorcha*, n° 3 (14-VII-34), p. 4.

²⁴ En fait, Trotsky utilisait habituellement cette procédure lors de son dernier exil, en utilisant quand il le jugeait bon divers pseudonymes, tels que « Crux », « Gourov » et « Vidal ».

boycott de celle-ci – à moins qu'elle ait été interceptée par des agents staliniens, option peu probable mais qu'on ne peut pas écarter non plus – est un indicateur suffisamment significatif de la distance politique progressive entre la direction espagnole et Trotsky, que la question plus importante de l'entrisme, à la même époque, aggraverait.

Ce n'est qu'en 1978 que la première édition de ce texte parut dans la *International socialist review*, un supplément au journal *The Militant*, organe du S.W.P. (alors section du Secrétariat Unifié aux États-Unis) ; le texte avait un titre différent de l'original et a été présenté par George Breitman, rédacteur en chef des *Writings* de Trotsky (avec l'aide de Pierre Broué pour le contexte historique), qui a rapporté qu'il s'agissait d'une traduction de 1934 d'un texte inédit²⁵. Breitman, cependant, n'a pas précisé sa provenance (il n'a mentionné que la bibliothèque où cette traduction était conservée à l'époque) ni abordé la question de sa paternité, qu'il attribuait directement à Trotsky. Dans sa longue introduction, il a souligné les deux caractéristiques fondamentales du texte (l'appel à l'indépendance et la formation des milices), tout en soulignant un sentiment d'insurrection pour la libération nationale qui peut expliquer en partie la trajectoire ultérieure du texte. Quant au texte de Trotsky, il se composait de sept points, et certains paragraphes (en particulier le second) avaient des éclaircissements entre crochets apportés par l'éditeur, car le texte de la traduction anglaise comportait des parties incomplètes ou illisibles. Il n'y a aucune certitude quant à la raison pour laquelle la traduction anglaise qui a servi de source à Breitman comportait sept points et non les huit qui apparaissent dans le document original ; n'ayant pas pu consulter cet exemplaire, la raison ne peut être connue avec certitude, mais il est fort probable que le huitième point appartenait à une page qui s'est détachée, ne laissant que sept points dans les pages du texte conservé ; il ne semble donc pas s'agir d'une omission consciente, puisque le contenu du huitième point suit la même logique d'argumentation, de critique et de proposition que les sept précédents.

L'année suivante, les deux premières éditions de ce texte parurent dans des monographies, en anglais et en français. La version anglaise est apparue dans le supplément aux *Writings* de Trotsky pour les années 1934-1940, également édité par Breitman²⁶. Ce texte était le même que celui qui avait paru dans l'*International socialist review*, mais comprenait également quatre notes explicatives, la première rapportant qu'elle provenait des archives de James P. Cannon et où Breitman mentionnait spécifiquement la question de l'auteur, non pas en l'attribuant au « camarade P. » (comme indiqué dans le document original), mais au « camarade T. » : encore une fois, n'ayant pas eu l'occasion de pouvoir consulter cette copie²⁷, je ne peux pas savoir si ce changement de « P. » à « T. » était dans la copie originale, ou si elle a été faite par Breitman.

La version française est parue en 1979 dans le quatrième volume des *Œuvres* de Trotsky, édité par Pierre Broué et Michel Dreyfus²⁸. Ces éditeurs ont retraduit le texte en français à partir de

²⁵ TROTSKY, L. « The Catalan struggle and the Spanish Revolution : a letter from Leon Trotski ». *International socialist review : monthly magazine supplement to The Militant*, (August 1978), p. 9-10. Confirmant ce que Breitman a écrit, Louis Sinclair n'a mentionné aucune édition précédente dans sa bibliographie (voir : SINCLAIR, Louis. *Trotsky : a bibliography*. Aldershot : Scholar Press, 1989, v. 2, p. 746) ; je remercie Wolfgang Lubitz pour cette dernière information.

²⁶ TROTSKY, L. « The Catalan conflict and the tasks of the proletariat ». En: TROTSKY, L. *Writings of Leon Trotsky*. 1st ed. [Edited by George Breitman]. New York : Pathfinder Press, 1979, suppl. 1934-40, p. 496-499.

²⁷ Breitman n'a pas donné de détails exacts sur sa localisation, seulement qu'il provenait des archives de Cannon à la Library of Social History, mais Pierre Broué et Michel Dreyfus l'ont fait, affirmant qu'il était dans un dossier de ces archives daté de « 1934 ». (Voir paragraphe suivant et note). Mais dans les archives Cannon, actuellement conservées dans les archives de la Wisconsin Historical Society, ce document ne se trouve pas dans le microfilm du dossier « Spain 1931-1934 » ni dans le microfilm de la correspondance générale des « International files » de 1931- 1963, où curieusement le dossier 1934 manque (il passe du dossier 1931-1933 au dossier 1935-1936) ; il semble donc que ce dossier soit perdu ou, à tout le moins, égaré.

²⁸ TROTSKY, L. « Le conflit catalan et les tâches du prolétariat ». Dans : TROTSKY, L. *Œuvres*. Introduction et

la copie anglaise et ont averti que la traduction anglaise était plutôt médiocre et que leur retraduction en français était approximative²⁹. Le texte proposé par les *Oeuvres* ne reprend donc que les sept points, mais Broué et Dreyfus ont choisi de supprimer les éclaircissements entre parenthèses de Breitman et n'ont laissé qu'une phrase incomplète entre parenthèses dans un seul cas ; en outre, ils ont rédigé leurs propres notes explicatives – neuf en tout – bien que leur signification générale coïncide avec celles rédigées par Breitman.

Le texte eut un certain impact immédiat sur le principal dirigeant du S.U., Ernest Mandel, qui le cita dans son livre sur la pensée de Trotsky – initialement publié en 1979 – dans une section sur les variantes des formes et des situations de double pouvoir et qui étayaient en partie son argumentation en montrant le point de vue de Trotsky selon lequel, en Catalogne, en 1934, la création de milices ouvrières et la formation démocratique d'un comité central de celles-ci étaient nécessaires, comme une prémonition de ce qui allait se produire en juillet 1936³⁰ (Broué et Dreyfus, cependant, l'avaient déjà signalé dans une de leurs notes³¹) ; cependant, Mandel ne fait aucune référence au point principal du texte, l'appel à l'indépendance de la Catalogne. Cet impact immédiat a cependant rapidement disparu, car le texte ne semble pas avoir été utilisé dans aucun autre document de diffusion publique ; Broué lui-même n'a cité ce texte qu'une seule fois dans un article quatre ans plus tard, soulignant le raisonnement de Trotsky en faveur de l'indépendance catalane comme un pas vers la révolution prolétarienne en Espagne³², mais je n'ai pas connaissance que le texte de Trotsky ait été publié par aucune section du lambertisme, où Broué était actif à l'époque.

Bien qu'il s'agisse donc depuis 1978, d'un texte connu, la première – et pendant trente ans la seule – édition en castillan n'est arrivée que cinq ans plus tard, en novembre 1984, dans l'édition espagnole d'*Inprecor*, organe théorique du S.U. publié en Espagne par la L.C.R.³³. Cette traduction en castillan a été faite à partir de la version française des *Oeuvres*, mais cinq des notes écrites par Broué et Dreyfus ont été supprimées et les quatre autres ont été retravaillées et raccourcies. Le texte n'a pas eu un grand impact sur les militants qui se réclamaient du trotskysme au niveau catalan, espagnol et international, en raison certainement de facteurs objectifs (le texte ne figurait dans aucun des différents recueils d'écrits de Trotsky sur l'Espagne ni dans les *Escritos* – la traduction en castillan que la maison d'édition Pluma a faite des *Writings*, qui n'incluait pas ses suppléments -), mais surtout subjective (les partis qui se réclamaient non seulement spécifiquement du trotskysme mais plus généralement du marxisme ne prônaient pas l'indépendance de la Catalogne ou d'aucune autre nation sous le joug espagnol ; il n'y avait qu'en Catalogne, au Pays basque et en Galice qu'il existait des organisations se réclamant du marxisme que la prônaient, mais aucune ne se réclamait du trotskysme). Ainsi, le raisonnement de Trotsky sur une question fondamentale de la politique catalane et espagnole a été écarté, oublié et / ou caché, inconnu de la plupart des militants, incompris ou rejeté, en tout cas non incorporé pendant près de trois décennies³⁴, par ceux qui

notes de Pierre Broué et Michel Dreyfus. Paris : Publications de l'Institut Léon Trotsky ; EDI, 1979, v. 4, p. 182-186.

²⁹ *Idem*, p. 182, n. 1.

³⁰ MANDEL, Ernest. *El pensamiento de León Trotsky*. 1^a ed. Barcelona : Fontamara, 1980, p. 72. La note citant la lettre de Trotsky déclare à tort que ce texte a été inclus dans le recueil des écrits de Trotsky sur l'Espagne *La revolución española*, d'Editorial Fontanella.

³¹ Voir : TROTSKY, L. « Le conflit catalan et les tâches du prolétariat », *op. cit.*, p. 185, n. 7.

³² BROUÉ, Pierre. « Quand Carrillo était gauchiste... : les Jeunesses socialistes d'Espagne, 1934-1936 ». *Cahiers Léon Trotsky*, no. 16 (décembre 1983), p. 35-36 ; Broué a également réitéré la question de l'anticipation du Comité central de la milice de 1936.

³³ TROTSKY, L. « El conflicto catalán y las tareas del proletariado ». *Inprecor*, n° especial [40] (noviembre 84), p. 50-51.

³⁴ Attitude qui persiste à ce jour dans l'ensemble de la gauche espagnole et internationale : les réflexions de Miguel Romero, ancien dirigeant de la LCR, vingt-cinq ans après l'apparition de l'article dans *Inprecor*, qui

connaissaient ce texte. Le texte souffrait, précisément à cause de sa proposition politique, d'un second boycott, après le premier de l'I.C.E.

Une petite référence incomplète au texte de Trotsky est apparue dans un article de 2009 de l'historien Andy Durgan, qui montrait sa critique de la position passive de Nin sur la question catalane en 1934³⁵ ; cependant, Durgan a écrit que Trotsky a défendu la nécessité de la « République catalane » contre Nin sans indiquer que le concept utilisé par lui était lié à celui de l'indépendance : « République catalane indépendante », selon les propres mots de Trotsky.

Ce n'est qu'en septembre 2014, trente ans après la parution de l'édition en castillan dans *Inprecor* et trente-six ans après sa première apparition publique dans l'*International socialist review*, que le texte a été retrouvé et traduit en catalan dans le cours du processus d'indépendance en Catalogne, et il a commencé à avoir une certaine distribution non seulement dans les secteurs militants des organisations subjectivement trotskystes, mais aussi dans les secteurs les plus mobilisés de l'indépendantisme de gauche. L'initiative, cependant, n'est partie d'aucune organisation politique, mais de l'historien Pelai Pagès, qui dans le numéro de septembre 2014 du magazine *L'Avenç* a présenté une introduction³⁶ à sa traduction en catalan réalisée à partir du texte des *Œuvres*³⁷.

Dans cette édition, Pagès a conservé les neuf notes de Broué et de Dreyfus, avec quelques petites extensions. Par la suite, cette même traduction catalane et deux nouvelles traductions en castillan ont été publiées sur papier ou sur internet par quelques groupes ou revues³⁸, (et elle a été découverte par quelques historiens³⁹) bien que sans grande influence dans la grande majorité des organisations qui se réclament du trotskysme, qui continuent de reconnaître le droit à l'autodétermination pour la Catalogne mais sans prôner son indépendance⁴⁰ et qui, en fait, continuent de boycotter le texte de Trotsky.

En résumé, c'est donc un texte qui a peu circulé même parmi les militants au cours de ses quatre-vingt-six ans d'existence, sauf de façon relative ces dernières années en Catalogne ; cette faible diffusion est due à des facteurs objectifs mais surtout subjectifs, puisqu'il a subi trois boycotts tout au long de son existence car présentant une proposition non conforme à ce que l'on attend d'une « politique trotskyste ». A cette ignorance s'ajoute le fait que le texte qui a été diffusé est incomplet et, sauf dans le cas de la traduction anglaise, avec traduction sans indication d'origine dans le texte original, étant doublement traduit (de la traduction anglaise puis en français) ou triple (retraduction du français en castillan et catalan). Bien que le sens général de l'ensemble du texte soit le même dans ces traductions, il est nécessaire de signaler

confond les moments de 1934 (le conflit de juin avec le mouvement d'octobre) et déclare qu'il ne comprend pas comment une proclamation pro-indépendance de l'AO aurait aidé le soulèvement d'octobre de cette année-là, lorsque Companys a proclamé l'État catalan au sein de la République fédérale espagnole (voir: ROMERO, Miguel. « Una relectura autocrítica, veinticinco años después ». *Viento sur*, n° 105 (octubre 2009), p. 81-82). La lettre de Leonetti donne cependant des éléments de réponse à cette attitude.

³⁵ DURGAN, Andy, *op. cit.*

³⁶ PAGÈS, Pelai. « Trotsky i la república catalana », *op. cit.*, p. 38-39.

³⁷ TROTSKY, L. « El conflicte català i les tasques del proletariat ». *L'Avenç*, núm. 404 (setembre 2014), p. 40-41.

³⁸ Par exemple, le web Marxists.org, le web et magasin de Lluita Internacionalista, et le web de la revue *Sin permiso*.

³⁹ Comme Eduard Puigventos – biographe de Ramon Mercader – qui confondant politique révolutionnaire et politique de front populaire a affirmé étonnamment que la conception de Trotsky selon laquelle avec une politique juste de l'avant-garde prolétarienne il était possible de convertir la position défensive de la Catalogne en une position offensive de la révolution espagnole, « elle pourrait bien être attribuée à la majorité des forces loyales à la République à partir de l'éclatement de la guerre civile » (cf : PUIGVENTOS Eduard. « El paper dels catalans en l'asil i l'assassinat de Trotski : Andreu Nin i Ramon Mercader ». *Temps i espais de memoria*, num. 04 (gener de 2017), p. 3).

⁴⁰ A l'exception de En Lluita, Lluita Internacionalista et de la Ligue communiste internationale.

deux erreurs de sens : au point 2 du texte original, la référence à Maurín est faite pour critiquer la politique de l'I.C.E., non pas la critique de celui-ci, comme il est apparu dans toutes les traductions ; et le point 7 de l'original et de la traduction anglaise dit que l'une des caractéristiques d'une économie démocratique est « plus d'impôts indirects », mais la traduction française, castillane et catalane indiquent « suppression » de ceux-ci.

Ainsi, pour la première fois, le texte intégral est proposé, à la suite de l'original en français du texte « Le conflit catalan et les tâches du prolétariat », d'après un exemplaire conservé au R.G.A.S.P.I.⁴¹. On ne sait pas comment cette copie est arrivée à Moscou : elle a peut-être été interceptée par des agents staliniens en 1934, mais a probablement été envoyée là-bas deux ans plus tard, lorsque les services secrets soviétiques se sont appropriés les archives de Lev Sedov en novembre 1936 (ou une troisième possibilité serait lors de la saisie des archives de Nin et du POUM en juin 1937).

La lettre de Leonetti (« Martin ») au nom du SI, à la direction de l'I.C.E.⁴² envoyé à la demande de Trotsky à la direction de l'I.C.E., insiste sur le contenu du texte de celui-ci (non sans répétitions et quelques passages équivoques, cependant). Comme ce document, il s'agit également d'une copie provenant du R.G.A.S.P.I. et pour autant que j'ai pu le découvrir, il n'a été reproduit dans aucune publication bolchevique-léniniste de l'époque ou plus tard, et est donc un texte inédit.

⁴¹ TROTSKY, L. « Le conflit catalan et les tâches du prolétariat », Arkhiva Komintern, f. 552, op. 1, d. 7, ll. 5-7, R.G.A.S.P.I.

⁴² Carta d'Alfonso Leonetti a la C.E. de l'I.C.E. (17-VII-1934), Arkhiva Komintern, f. 552, op. 1, d. 7, ll. 8-9, R.G.A.S.P.I.

NAISSANCE DES SECTIONS FRANCAISE ET ITALIENNE DE LA TROISIEME INTERNATIONALE

LE CONGRES DE TOURS

Pierre Saccoman

Le congrès du Parti socialiste – Parti socialiste unifié, Section française de l’Internationale ouvrière, SFIO – s’est tenu, salle du Manège, à Tours du 25 au 30 décembre 1920.

Ce congrès vota, par 3247 mandats contre 1308, l’adhésion à la IIIe Internationale, Comintern, et prit le nom de Section Française de l’Internationale Communiste, SFIC. Puis, en 1922 Parti Communiste de France, transformé plus tard en Parti Communiste Français, nationalisme oblige.

Le Parti socialiste français, unifié en 1905, éclate à nouveau, la minorité représentée par Léon Blum et Paul Faure décide alors de maintenir la SFIO.

On aurait pu espérer que la France se dotait d’un parti révolutionnaire, s’inspirant du parti bolchevique censé pouvoir réaliser la révolution attendue par la classe ouvrière depuis l’échec de la Commune de Paris en 1871.

Les racines

D’abord et avant tout, la crise dans la IIe Internationale et par ricochet, dans la section française, quand la guerre de 14-18 commence. Le 31 Juillet 1914, l’assassinat de Jean Jaurès privait le Parti d’une voix résolument opposée à la participation à la guerre. Le jour de son enterrement, le 4 août, on assiste au ralliement de la SFIO à l’effort de guerre (vote des crédits au parlement) et au tournant de la CGT et de son dirigeant, Léon Jouhaux, qui se prononce pour un soutien à l’Union nationale.

En fait quand on parle de ralliement, il s’agissait surtout des députés, des sénateurs et des cadres du parti...

Au point de vue international, les partis socialistes membres de la « IIe Internationale » décidaient de se rallier à leur propre bourgeoisie : vote des crédits de guerre en Allemagne, en Autriche, en Grande Bretagne, en France. Seuls, le Parti bolchevique russe, le Parti socialiste

tenjik bulgare et le Parti socialiste italien refusaient cette politique d'Union nationale.

Petit à petit, on assiste à la naissance d'oppositions : les députés socialistes allemands Karl Liebknecht, Otto Rhule, les députés socialistes français Raffin Dugens, Brizon et Blanc, refusent de voter les crédits de guerre. Les « mencheviks internationalistes » avec Martov, Trotsky et son groupe « inter rayon » s'opposent eux aussi à la politique d'Union nationale.

En France, les socialistes participent aux gouvernements successifs : en août 1914, entrée de Marcel Sembat (travaux publics), de Jules Guesde (ministre d'Etat sans portefeuille) au Gouvernement Viviani. En octobre 1915, dans le premier gouvernement Briand, entre Albert Thomas, (Armement et fabrication de guerre), dans le second gouvernement Briand, seul reste Albert Thomas. En octobre 1917, les socialistes refusent de participer au second gouvernement Ribot. Il n'y aura plus de ministres socialistes, même si le Parti soutient les gouvernements Painlevé et Clemenceau, ce dernier nommera trois « commissaires » socialistes.

Les oppositions à la guerre s'étoffent :

1) Dès décembre 1916, les minoritaires opposés à la guerre sont au nombre de 11 au Comité national contre 13 majoritaires. Les 28 et 29 juillet 1918, la motion Longuet, pacifiste, pour l'arrêt de la guerre, obtient 1544 mandats contre 1172 à la motion Renaudel, pour la poursuite du conflit. Trois tendances se disputent la direction de la SFIO : la tendance majoritaire (Hervé, Guesde, Thomas), la tendance pacifiste modérée (Longuet, Faure) et la tendance gauche (Raffin Dugens, Lorient, Souvarine).

Les choses vont même très loin : Charles Dumas, chef de cabinet du ministre Jules Guesde en Avril 1915, envoie en mission le député Marcel Cachin en Italie pour négocier une aide financière, on parle d'un million de francs, à Mussolini, dirigeant socialiste italien partisan de l'entrée en guerre de l'Italie aux cotés de la France et de l'Angleterre, afin de lancer un journal de propagande pour la guerre.

2) Quelques syndicalistes, Monate, Rosmer, Marcel Martinet, Louis Bouët, Fernand Lorient, Amédée Dunois, Merrheim se regroupent autour du journal « La Vie Ouvrière » pour lutter contre la guerre. Ce groupe travaille avec des exilés russes qui éditent le journal quotidien « Golos » (La Voix) devenu ensuite « Nache Slovo » (Notre parole), dirigés par Martov et Trotsky. Ils se réunissent régulièrement, quai de Jemmapes.

Le groupe russe est composé d'une tendance « droite » avec Martov, d'un centre avec Lapinsky et Riazanov, d'une gauche avec Manouilsky, Lozovsky, Lounarchasky et Trotsky.

Ce dernier rompt alors définitivement les ponts avec les mencheviks et son ancien complice Parvus, se rapproche peu à peu des bolcheviks. En octobre 1916, Trotsky est expulsé de France.

3) Lénine, alors en Suisse, avec ses compagnons et le dirigeant suisse, Grimm, organisent les conférences internationales de Zimmerwald (5-9 septembre 1915) et de Kienthal (24-30 avril 1916). Là encore, l'écart se creuse entre les pacifistes « purs » et ceux qui, comme Lénine, veulent transformer la guerre impérialiste en révolution. Trotsky tente une synthèse.

La « gauche de Zimmerwald » se constitue autour de Lénine. En France, le Comité pour la Reprise des Relations Internationales (CRRI) est créé qui deviendra le 1er mai 1919 le Comité de la IIIe Internationale, forte à son début de 850 adhérents.

4) Une minorité pacifiste se dessine dès 1914 dans la CGT à partir de la Fédération des métaux et de la Fédération nationale des Syndicats d'institutrices et d'instituteurs.

L'aggravation de la situation sociale

En France on assiste aux premières grèves en janvier 1916. Dès janvier 1917, ce mouvement s'amplifie et gagne la main d'œuvre féminine. En effet, à cause de la mobilisation, il a fallu recourir dans l'industrie, particulièrement celle de l'armement, à un recrutement de plus en plus féminin : on comptait dans l'industrie en 1913, 5% de femmes et en 1917, 26%.

En février 1917, la révolution éclate en Russie qui chasse le Tsar et met en place un gouvernement d'Union nationale avec les mencheviks, mais sans les bolcheviks et une petite minorité de « mencheviks internationalistes » regroupés autour de Martov.

A partir de mars 1917, une vague de grèves importante se déroule en France, particulièrement dans la métallurgie entre le 10 et le 28 mars.

L'aggravation de la situation militaire

En même temps, la guerre de tranchée s'éternise, très meurtrière pour les troupes françaises, l'offensive décidée par le général Nivelle, tourne au massacre. Un mouvement de refus et de désertions est durement réprimé « les fusillés pour l'exemple » de Pétain. La mort et les conditions atroces pour les troupes, la faim et la misère pour les populations civiles.

L'évolution de la situation internationale

En Russie, la Révolution d'octobre permet aux bolcheviks d'accéder au pouvoir. Un immense espoir parcourt le monde du travail. Des mouvements révolutionnaires surgissent, surtout en Allemagne (révolution de 1918-19), en Autriche, en Hongrie, en Italie.

La conférence des Partis communistes qui se tient à Moscou du 2 au 6 mars 1919 se transforme en premier congrès de l'Internationale communiste (la Comintern).

Le second congrès de la IIIe Internationale se tient le 19 juillet 1920, de plus en plus de partis socialistes ou de fractions de ces partis adhèrent à la Comintern :

- avril 1918, adhésion du DNA norvégien,
- mars 1919, adhésion du parti Tesnjak bulgare,
- juin 1919, adhésion du parti socialiste suédois,
- août 1919, création de deux PC aux États Unis,
- octobre 1919, le congrès de Bologne du PSI se prononce pour l'adhésion à l'IC,
- août 1920, fondation du PC de Grande Bretagne,
- 4-7 décembre à Halle en Allemagne fusion de l'USPD et du KPD,
- 15 janvier 1921, scission du PS Italien et fondation du PCI à Livourne.

En France, où sévit la dure grève des cheminots du 1e au 29 mai 1919, le congrès de Strasbourg de la SFIO en février 1920 décide que le Parti doit quitter la IIe Internationale.

Le 31 octobre 1919, les Jeunesses Socialistes décident en congrès de devenir Jeunesse Communiste (Jacques Doriot, Gabriel Peri, Henri Lozerg, Rose Michel, Maurice Honel).

La question de l'adhésion du Parti socialiste à la Comintern est portée par trois groupes :

- la minorité de la SFIO, de plus en plus majoritaire, dirigée par Loriot, Souvarine, Vaillant-Couturier, est rejointe par d'anciens partisans de l'Union nationale comme Marcel Cachin et

Ludovic Oscar Frossart,

- le groupe « Vie Ouvrière » composé de nombreux anarchistes et d'anarcho-syndicalistes,
- ce que l'on peut appeler le groupe des « Français de Moscou » : Rosmer qui a rejoint Moscou pour le second congrès de l'IC et qui a été désigné au « petit bureau de l'IC » avec Zinoviev, Radek, Boukharine et Bela Kun, certains participants de la mission militaire française à Moscou et qui ont déserté pour se mettre au service de la Révolution, Pierre Pascal, Jacques Sadoul, Marcel Body et d'autres comme Jeanne Labourbe, institutrice française en Russie ainsi qu'un groupe de jeunes, Marcel Verget, Lepetit, Raymond Lefevre venus dans des conditions rocambolesques et qui allaient malheureusement périr en mer lors du retour en France.

On peut expliquer la « vague » de la base du Parti socialiste vers l'adhésion à la Comintern par la situation sociale : inflation galopante, chômage accentué par le retour des mobilisés et la fin des commandes de guerre. Les conflits sont nombreux, 2000 grèves et un million de grévistes en 1920 !

Le milieu rural est fortement marqué par les morts de la guerre, les départements ruraux seront à la pointe des votes pour l'adhésion.

Il y a parmi les militants une haine profonde pour ceux qui ont participé à l'effort de guerre. C'est avant tout la base du Parti qui pousse à l'adhésion à la Comintern, c'est l'effet « révolution d'Octobre ». C'est la base qui fait pression sur le Parti et renforce les opposants à la guerre jusque-là infime minorité.

Devant la vague d'adhésions et parce que de nombreux opportunistes et d'anciens partisans de l'Union nationale cherchaient à se faire « une place » dans la nouvelle Internationale, le second congrès de l'IC décide de mettre un certain nombre de conditions pour exclure des nouveaux PC les anciens opportunistes et les carriéristes, ce seront les 21 conditions.

Plusieurs anciens dirigeants socialistes veulent l'adhésion à l'IC mais pas les conditions 7 et 21. C'est le cas de Serrati en Italie et de Longuet, petit-fils de Karl Marx, en France.

Or, en raison de la répression due aux mouvements de grève, Loriot, Dunois et Souvarine sont en prison, Monate aussi - mais il n'avait pas adhéré à la SFIO, il n'adhère au PC qu'en 1922 -, Rosmer est retenu à Moscou au bureau de l'IC, Verget, Lefevre et Lepetit ont disparu en mer, les membres du groupe de Moscou, considérés comme déserteurs ne peuvent rentrer en France. La décision d'adhérer à l'IC repose sur les épaules de Cachin (directeur de l'Humanité) et Frossart (secrétaire de la SFIO) dont on peut sérieusement douter de la loyauté. L'avenir, d'ailleurs, verra Cachin hésiter en 1940 et même prendre publiquement position contre la Résistance avant de se rétracter ; quant à Frossart, il finira par se rallier à Pétain !

Des négociations tendent à faire accepter par l'IC l'adhésion de Longuet et de Faure. Clara Zetkin qui devait représenter l'IC au congrès de Tours aurait reçu des consignes en ce sens. L'arrivée du fameux télégramme de Zinoviev remettait tout en question.

Le vote du congrès sera clair : la SFIO devenait SFIC sans Longuet ni Faure.

Le Comité Directeur élu comprend 24 membres : Alexandre Blanc, Joseph Boyer, René Bureau, Cartier, Marcel Cachin, Antonio Coen, Amédée Dunois, Eugène Dondicol, Albert Fournier, Ludovic Oscar Frossart, Henri Gourdeaux, Antoine Ker, Georges Lévy, Fernand Loriot, Lucie Leiciague, Paul-Louis, Victor Méric, Charles Rappoport, Daniel Renoult, Louis Sellie, Georges Servantier, Boris Souvarine, Albert Treint, Paul Vaillant-Couturier.

Parmi les 24, 13 quitteront ou seront exclus du Parti.

Frossart devient secrétaire général.

A noter les réactions de la droite à ce congrès, Xavier Vallat, député de l'Ardèche : « Les soldats de France ont fait taire les Bertha, il appartient au gouvernement de la République de faire taire les Clara ».

Léon Daudet lui, dénonce la « bochesse révolutionnaire ».

La suite ? On peut raisonnablement se poser la question, comment ce Parti si prometteur allait-il disparaître progressivement : près de 30% des voix à la Libération, 2% actuellement ?

Plusieurs pistes de réflexion :

Malgré les votes majoritaires, malgré un courant fortement révolutionnaire, si l'on regarde les choses en détail (dans l'Isère en particulier), le Parti communiste reste un « Parti socialiste » de gauche avec ses élus locaux, ses compromis avec les radicaux « pour gagner les élections », promouvoir l'école publique, etc.

La décision de Zinoviev, secrétaire de l'Internationale, de « bolcheviser » les Partis, principalement les Partis français et italiens, aboutit davantage à une caporalisation qu'à une véritable transformation.

En France, le rôle de Treint et Suzanne Girault dans ce processus, les brutalités, le placage de la rivalité entre Zinoviev, Kamenev, Staline ligués contre Trotsky vident le Parti d'une grande partie de ses cadres fondateurs : les anarchistes ralliés, Rosmer, Monate, les jeunes, Lorient, Souvarine sont exclus ou s'en vont.

Par la suite, la rupture entre Staline et Zinoviev-Kamenev entraîne d'autres purges et d'autres départs. La fonte des effectifs, les défaites électorales se combinent avec l'arrivée d'Hitler au pouvoir en Allemagne : le plus puissant Parti communiste en dehors d'URSS, le KPD, disparaît sans combat, la rivalité socialistes-communistes prenant part à ce déclin. Les émeutes de février 34 en France amènent une réaction forte de la classe ouvrière pour l'unité. C'est là que se situe le « tour de passe-passe » qui amène le parti communiste et Thorez à transformer l'unité PC-PS en pacte avec les radicaux sous la forme du Front Populaire : c'est à dire l'union avec les radicaux sur le programme des radicaux. On a parlé des lois sociales de 1936, mais elles n'étaient pas dans le programme du Front Populaire : c'est la grève qui les a imposées.

Stalinisation des cadres, Front populaire, procès de Moscou, soutien à la bourgeoisie de gauche en Espagne, alors que les masses se tournent de plus en plus vers un PC qui représente pour elles le combat et la révolution d'Octobre, parce qu'elles sont à la recherche de solutions politiques, le PC, lui, continue une politique contre révolutionnaire dont le sommet sera le Pacte germano-soviétique.

La Résistance maintiendra ce paradoxe : les jeunes en particulier affluent dans la résistance communiste car ils croient en la révolution et au changement, pendant que la direction choisit la collaboration, de classe, avec de Gaulle. Là, se situe le « pacte » entre de Gaulle et Thorez : les lois sociales, un certain nombre d'acquis contre la paix sociale.

Le Parti semble renforcé par cette politique mais la classe ouvrière est désarmée. Thorez au gouvernement laisse passer le bombardement d'Haïphon, de Sétif et de Guelma, la non-épuration. Quand la bourgeoisie n'a plus besoin du PC pour reconstruire l'économie, « retrousser ses manches » disait Thorez, les valets socialistes de l'impérialisme (Blum et Moch) les chassent du gouvernement. Le PC déclenche la grève de 1947, c'est un échec.

Le « rideau de fer », la caricature de socialisme qui s'abat sur l'Europe centrale, puis les événements de Berlin (1953), de Budapest (1956) de Prague (1968), la « trahison » du PC en

mai 68, le soutien à Mitterrand en 1981, achèvent le travail de recul et de destruction du « grand parti des travailleurs ».

Il faut revenir sur deux notions fondamentales, qui ont été la réflexion et l'action même de Marx, d'Engels, de Lénine et de Trotsky : la rupture avec la bourgeoisie, particulièrement avec la « gauche » petite bourgeoise. Il faut se rappeler Marx et Engels en 1848, la Commune de Paris, le ralliement à l'Union nationale en 1914, la lutte contre les mencheviks en 1917 alliés à Kerensky, la question des Fronts Populaire, etc.

Le second élément, la politique des dirigeants aussi bien socialistes que communistes répétant à qui mieux mieux : ce n'est pas le moment, la classe n'est pas prête, les conditions ne sont pas mûres, etc. Or toute la politique de Lénine en particulier est d'expliquer qu'il « faut y aller » quand même, car c'est dans la lutte que la classe apprend à se battre et prend conscience de sa force.

LE CONGRÈS DE TOURS (décembre 1920). TEXTES D'ILLUSTRATION

DOC 1. Intervention de Marcel Sembat⁴³ (dimanche 26 décembre 1920)*



Photo de Henri Manuel datant de 1910 environ. ©Wikipedia

⁴³ Marcel Sembat (1862-1922), avocat et journaliste, d'abord blanquiste, puis membre du Parti Socialiste Révolutionnaire qui devint la SFIO en 1905. Élu député de Paris en 1893, il sera réélu jusqu'à sa mort. Nommé ministre des Travaux publics le 27 août 1914 dans le gouvernement d'Union Sacrée de René Viviani (malgré les sentiments pacifistes qu'il avait exprimés auparavant, participant même au Congrès de Bâle de l'Internationale de novembre 1912 sur la paix), il eut comme chef de cabinet Léon Blum et resta ministre jusqu'au 12 décembre 1916 dans le gouvernement d'Aristide Briand. Il avait adhéré à la Grande Loge de France en 1891, puis au Grand Orient de France dont il fut le vice-Président du conseil de l'ordre. Délégué au Congrès de Tours, il se prononça bien évidemment contre l'adhésion à la IIIe Internationale et la création du Parti Communiste (SFIC). Pour en savoir plus : <https://maitron.fr/spip.php?article73506>, notice SEMBAT Marcel, Étienne par Justinien Raymond, version mise en ligne le 24 août 2009, dernière modification le 18 avril 2020.

Ce n'est pas la première fois qu'on prépare dans le Parti la révolution ! Quand je suis entré à la Chambre, j'ai porté mon adhésion au groupement qui s'appelait alors le Comité révolutionnaire central, et qu'inspirait Vaillant⁴⁴. Je vous assure qu'on y parlait beaucoup de révolution et que même souvent on y examinait les moyens pratiques de la préparer. D'autres, au P.O.F., la préparaient aussi. Par quelle étrange erreur s'est-on figuré que le Parti Ouvrier Français était purement et simplement un parti de votards ?

Voulez-vous me permettre – Lebas⁴⁵ ne me démentira pas – de vous raconter une anecdote ? Un jour que je me trouvais avec Guesde à Roubaix, où nous allions faire une conférence au moment du plein développement de nos forces dans ces admirables régions du Nord et du Pas-de-Calais et en même temps dans ce que Guesde appelait superbement les pays rouges du Midi. Guesde me dit avec l'accent profond et sincère que vous lui connaissez : « Le jour où le Midi sera organisé aussi complètement que le Nord et le Pas-de-Calais, non, je n'attendrai pas ! Nous n'attendrons pas d'avoir la majorité des suffrages dans toute la France ! » Alors je lui dis : « Ah ! Guesde, voilà une parole que vous me permettrez de répéter au Comité

⁴⁴ Édouard Vaillant (1840-1915), une des principales figures du mouvement ouvrier et socialiste. Membre actif de la Commune de Paris, condamné à mort par contumace en juillet 1872, il se réfugie en Angleterre. D'abord blanquiste, il quitte l'Internationale qu'il trouve trop modérée. À son retour en France après le vote des lois d'amnistie en juillet 1880, il collabore avec Blanqui et après la mort de celui-ci (1881) crée le Comité Révolutionnaire Central (CRC) que Sembat évoque au début de son intervention. Il est élu pour la première fois conseiller municipal simultanément dans son Cher natal et à Paris et opte finalement pour exercer son mandat dans le quartier populaire de Belleville. En 1893, il est élu député dans le quartier du Père Lachaise et le restera jusqu'à sa mort. Il adopte une position conciliatrice visant à unifier les nombreux courants socialistes. En 1898, le CRC devient le Parti Socialiste Révolutionnaire (PSR) et fusionne trois ans plus tard avec le Parti Ouvrier Français (POF, également cité par Sembat) de Jules Guesde et l'Alliance Communiste Révolutionnaire, scission du Parti Ouvrier Socialiste Révolutionnaire (POSR) de Jean Allemane pour créer l'Unité Socialiste Révolutionnaire (USR) qui prend le nom en 1902 de Parti Socialiste de France (PSDF), puis devient en 1905 (23-25 avril, Congrès du Globe à Paris), par la fusion du PSDF avec le Parti Socialiste Français (PSF) de Jaurès, la SFIO. En 1913, E. Vaillant est le candidat de la SFIO à la Présidence de la République et arrive en troisième position derrière Raymond Poincaré qui est élu et le candidat radical. Favorable à l'Union sacrée en 1914, Vaillant s'éteint l'année suivante. Notons à titre anecdotique qu'il est en fait l'arrière-grand-père de la philosophe bien connue Elisabeth Badinter.

Pour en savoir plus : <https://maitron.fr/spip.php?article24386>, notice VAILLANT Édouard [VAILLANT Marie, Édouard] par La biographie d'Édouard Vaillant a été élaborée en grande partie par Justinien Raymond., version mise en ligne le 30 janvier 2009, dernière modification le 9 avril 2020.

⁴⁵ Jean Lebas (1878-1944), qu'A. Kriegel prénomme abusivement Jean-Baptiste (cf. Le Congrès de Tours, op. cit. p. 27 note 5), alors que Baptiste (cf. la référence du « Maitron » citée ci-dessous) n'est que son second prénom, naît dans une famille ouvrière et militante de Roubaix. On dit qu'un discours de Guesde auquel il a assisté à l'âge de 14 ans a déterminé sa vocation et sa dévotion envers ce dirigeant à laquelle il ne dérogea jamais. Ouvrier tisserand, il fut très vite licencié en raison de son activité militante et trouva un emploi de 1901 à 1906 dans la coopérative socialiste de sa ville. Il avait adhéré au POF dès 1896, et dix ans plus tard il devint secrétaire-adjoint, puis premier secrétaire de l'importante fédération du Nord. Élu conseiller municipal en 1908, il devint en 1912 maire de Roubaix. Il fut élu député du Nord et devint un important dirigeant national du Parti, considéré comme un guesdiste orthodoxe et remplaça Marcel Déat à la tête du « Populaire », quotidien de la SFIO quand celui en fut exclu. Ses compétences en droit du travail, lui valurent le poste de ministre du Travail du gouvernement de Léon Blum à l'époque du Front Populaire. En cette qualité, il fut étroitement associé à toutes les mesures sociales symboliques (semaine des 40 heures, congés payés etc.) de ce court épisode historique. Sous l'Occupation, il participa à la résistance contre les nazis et fut arrêté par la Gestapo en mai 1941, en même temps que son fils Raymond et que sa nièce. Déporté en Allemagne, il fut condamné aux Travaux forcés et déporté au camp de Sonnenberg, où il mourut en 1944, victime des conditions de travail et de détention qui régnaient dans ce camp.

Pour en savoir plus : <https://maitron.fr/spip.php?article107731>, notice LEBAS Jean, Baptiste par Jean Piat, Justinien Raymond, version mise en ligne le 12 novembre 2010, dernière modification le 16 avril 2020.

révolutionnaire central. – Comment, me répliqua-t-il, si je vous le permettrai ? Mais je vous en prie ! Le jour où je sentirai, aussi bien dans le Midi qu'ici, la population ouvrière en bon état d'organisation, certes, non, je n'attendrai pas ! »

[...]

Ceux qui, comme Vaillant-Couturier⁴⁶ et comme ce pauvre Raymond Lefebvre⁴⁷, qui me l'avait dit, s'efforcent d'enseigner au peuple que nous ne sommes pas en période révolutionnaire, mais en période pré-révolutionnaire, c'est à eux que je veux dédier le commencement des explications que je voudrais vous donner sur les résultats pratiques que va avoir le vote du Congrès de Tours et sur les dangers auxquels vous exposez le Parti.

A mon avis – je l'ai déjà indiqué à plusieurs de mes amis qui sont du côté de la IIIe Internationale, vous allez sans vous en douter, ou du moins sans le voir complètement (et je ferai tout à l'heure les réserves qu'il faut : car je parle avec une bonne foi entière et en énonçant aussi bien les arguments qui sont les miens que ceux qu'on pourrait m'opposer), vous allez, dis-je, livrer, beaucoup plus complètement que vous ne le croyez, le Parti à la discrétion de tout gouvernement qui aura besoin, comme aux approches du mois de mai dernier, de montrer de la poigne et de tenter un coup de force. (Applaudissements sur un certain nombre de bancs).

⁴⁶ Paul Vaillant Couturier (1892-1937), né dans une famille aisée de la bourgeoisie protestante. Au Lycée Janson de Sully, il se lie d'amitié avec Raymond Lefebvre auquel il restera lié jusqu'à la disparition prématurée de ce dernier (voir note 5 ci-dessous). En 1912, il est inscrit au barreau de Paris. Mobilisé en 1914, il est blessé sur le front en décembre 1916 et est décoré de la Croix de guerre et reçoit le grade de sous-lieutenant en juillet 1918. Il avait adhéré à la SFIO en 1916. Il se lie à Romain Rolland et à un groupe d'intellectuels pacifistes dont Henri Barbusse et participe à la création de l'Association Républicaine des Anciens Combattants (ARAC), association progressiste qui joua un rôle important dans les années d'après-guerre. Il publie des recueils de poèmes et des romans et collabore à des publications de la mouvance socialiste. Un temps sensible à la propagande wilsonienne, il adhère à un pacifisme de plus en plus radical qui lui vaut même un court emprisonnement au fort d'Épinal à la fin de l'année 1918. En novembre 1919, il est élu député avec Sembat et Marcel Cachin dans le deuxième secteur de Paris. À la chambre, il ferraille contre l'Action Française. Il participe au Congrès de Tours, où il se prononce pour l'adhésion à l'Internationale et l'acceptation des 21 conditions comme on le voit ci-dessus par ses interventions dans le discours de Sembat. À la direction du PC, il est chargé des questions agraires et coloniales et est délégué au IIIe Congrès de l'IC de juin 1921 au cours duquel il rencontre Lénine. Il appartient avec Boris Souvarine et Alfred Rosmer à la tendance de « gauche » et est élu au Comité directeur du Parti. Mis quelque peu à l'écart comme intellectuel durant la période dite de « bolchévisation », il est remplacé par Doriot à la direction des questions coloniales. Il se livre au journalisme et devient rédacteur-en-chef de « L'Humanité » de 1926 à 1929. Remis en selle après l'élimination du groupe Barbé-Célor, au début des années 1930, il fait plusieurs voyages en URSS et acquiert de plus en plus de popularité jusqu'à redevenir rédacteur en chef de « L'Humanité ». Il déploie tout au cours des années 1930 une activité intense, notamment pour accroître le rayonnement du PC dans les milieux intellectuels et littéraires et pour faire de « L'Humanité » un journal de large audience, se heurtant à la Direction autoritaire d'André Marty. Au début de l'année 1937, il assiste avec Cachin aux procès de Moscou dont il approuve les méthodes scandaleuses. Il meurt soudainement en octobre 1937 vraisemblablement d'un infarctus et devenant ainsi une figure emblématique du PCF. Après avoir divorcé de sa première épouse, il s'était remarié en cette même année 1937 avec une photographe, Marie-Claude Vogel (1912-1996) qui déportée à Auschwitz et Ravensbrück, et témoin de l'accusation au procès de Nuremberg et plus tard (1987) à celui du tortionnaire nazi Klaus Barbie, puis de longues années, députée du PCF est devenue elle aussi une figure marquante de l'histoire du PCF sous son nom marital de Marie-Claude Vaillant Couturier.

Pour en savoir plus : <https://maitron.fr/spip.php?article24394>, notice VAILLANT-COUTURIER Paul [COUTURIER Paul, Charles, dit] par Annie Burger, version mise en ligne le 1er février 2009, dernière modification le 19 juin 2020.

⁴⁷ Raymond Lefebvre (1891-1920), ami d'enfance et de jeunesse de P. Vaillant Couturier, comme il a été dit à la note précédente, ancien combattant comme lui de la Première guerre mondiale, puis militant antimilitariste, il opta lui aussi pour l'adhésion à la IIIe Internationale, fit partie de la délégation française au IIe Congrès de l'IC de juillet 1920 et disparut en mer au large de Mourmansk sur le chemin du retour dans des circonstances qui ne furent jamais élucidées.

Pour en savoir plus : <https://maitron.fr/spip.php?article117117>, notice LEFEBVRE Raymond par Nicole Racine, version mise en ligne le 24 novembre 2010, dernière modification le 16 septembre 2020.

Voici ce que je veux dire par là. Vous comprendrez et vous jugerez tous. Permettez-moi de rappeler encore le même exemple que tout à l'heure ! Au Comité révolutionnaire central, autrefois, nous avons également comme programme la révolution. Et, ma foi ! les traditions dont s'inspiraient nos anciens dans ce Comité étaient bien aussi des traditions de conspirateurs. Mais fichtre ! nous n'étions pas cela, comme vous l'étalez dans les conditions de Moscou. Le lendemain de votre vote, quand un Parquet, quand un Gouvernement voudra mettre la main sur tous ceux du Parti qu'il lui plaira et qu'il croira devoir mettre en prison, – je vous parlerai tout à l'heure de ce qu'on fait en ce moment, il le fera avec des armes dont vous aurez armé le Parquet. C'est vous-mêmes qui aurez dit au Parquet, que votre organisation...

Rappoport.⁴⁸ – Vous donnez des armes en ce moment.

Marcel Sembat. – Alors j'aime mieux quitter la tribune. Pour ma part, je trouve inadmissible qu'on me dise que je donne des armes, alors que je ne fais que montrer le péril qui résulte des conditions qui sont imprimées. Ce n'est pas moi qui ai fait imprimer que le Parti, désormais serait conduit par des organisations clandestines ! C'est vous !

Vaillant-Couturier. – C'est une redoutable bienveillance.

Marcel Sembat. – Vous voulez que j'abandonne ce développement ? Je l'abandonne.

Vaillant-Couturier. – Parce qu'il est trop tard. Je vous prie de continuer.

Marcel Sembat. – Je ne comprends pas, Vaillant-Couturier, comment des camarades dont j'ai tout à l'heure admiré l'ardeur et la bonne foi ...

Vaillant-Couturier. – Je ne doute pas de votre bonne foi ...

Marcel Sembat. – ... peuvent ne pas comprendre que ce n'est pas moi qui crée le péril. Mais j'ai le devoir de vous montrer le péril que vous créez pour le Parti.

Un délégué. – Nous le connaissons.

Marcel Sembat. – Vous pourriez me dire : « Est-ce qu'en ce moment le gouvernement s'est gêné pour organiser le Complot⁴⁹ ? » [...] Mais ne voyez-vous pas la différence profonde qu'il

⁴⁸ Charles Rappoport (1865-1941), né en Lituanie russe dans une famille aisée d'origine juive, C.Rappoport lié aux milieux révolutionnaires, fuit la Russie pour se réfugier en France, en 1887, lors de l'attentat contre le tsar Alexandre qui fut la cause, on le sait, de l'exécution du frère aîné de Lénine et une des causes de l'engagement de ce dernier dans la lutte politique. C. Rappoport adhéra ensuite à la SFIO et fit partie des militants contre l'Union sacrée. Présent, comme on le voit ici, au Congrès de Tours, il fait partie de la majorité qui se rallie à l'IC et devient une figure importante du Comité Directeur du PC (SFIC). Lui aussi écarté des sphères dirigeantes par la bolchévisation et de plus en plus critique vis-à-vis de l'involution stalinienne, il finit par le quitter en 1938 et meurt dans l'isolement trois années plus tard.

Pour en savoir plus : <https://maitron.fr/spip.php?article128117>, notice RAPPOPORT Charles, Léon (pseudonyme ARNOLD Félix) par Justinien Raymond et Marc Lagana, version mise en ligne le 30 novembre 2010, dernière modification le 22 septembre 2020.

⁴⁹ Le « Complot » dont il est question ici est une allusion aux mesures répressives prises par le deuxième gouvernement d'Alexandre Millerand suite à la grève générale des cheminots lancée au printemps 1920 et qui culmina par un mouvement qui pouvait faire penser à la grève générale insurrectionnelle, prônée et fiévreusement attendu par certains, le 1er mai, journée marquée par de très sérieux affrontements avec la police. Réagissant avec vigueur le gouvernement, la police et la justice aux ordres lance une opération d'envergures comprenant arrestations, inculpations de militants ouvriers et syndicalistes dont deux figures de l'aile gauche de la SFIO, Fernand Loriot, membre du Conseil Confédéral de la CGT et secrétaire du Comité pour la Reprise des Relations Internationales (CIRRI) et Boris Souvarine, deux dirigeants du futur PC né à Tours. Devant ces attaques, un mouvement de reflux se produit qui isole la grève de cheminots et conduit à une défaite importante du mouvement ouvrier.

y a entre l'abus intolérable, inqualifiable, la monstruosité que constitue l'organisation policière de ce complot prétendu, et la possibilité que vous mettez demain à la disposition de n'importe quel gouvernement à poigne ? Puisque certains de nos camarades trouvent qu'en soulignant le danger je l'accroîtrais, je passe.

Je comprends très bien, je le répète, l'élan, l'enthousiasme qui – vous me méconnaîtrez singulièrement si vous croyiez trouver dans mes paroles une trace d'ironie – vous entraînent vers Moscou. Comment en serait-il autrement ? Je me rappelle le temps où je disais à Édouard Vaillant : « Citoyen Vaillant, vous êtes bien heureux, car vous, au moins, vous avez vu la Commune ! » Voici aujourd'hui que dans un grand pays, nous voyons tout à coup se dresser en maître le socialisme révolutionnaire. Comment s'étonner qu'un tel événement déchaîne l'enthousiasme ? Vraiment, quel socialiste pourrait rester indifférent devant un tel fait ? Je comprends donc très bien que ce pôle – Moscou – vous attire ! Mais en face de Moscou il y en a un autre, qui est certainement moins brillant, moins attirant, mais qui, tout de même nous attire, mes amis et moi : c'est l'Angleterre, c'est Londres ! Je veux parler du mouvement ouvrier tel que vous l'avez vu organisé et agissant tout récemment en Angleterre. Nous ne sommes pas les seuls à le trouver admirable. Zinoviev, dans une lettre que j'ai gardée précieusement car elle est bien révélatrice, a salué le mouvement anglais. En effet, il méritait d'être salué, ce mouvement ! Il groupait derrière lui des masses de travailleurs organisés, conscients, qui ont réfléchi. Ceux des membres de notre Congrès qui sont plus particulièrement familiers avec la vie anglaise comprendront ce que je vais dire. Ces ouvriers ont exercé non seulement une action efficace sur leurs gouvernants, mais ils ont accompli ce miracle de peser efficacement sur l'opinion anglaise, si chatouilleuse, si ombrageuse !

Zinoviev s'exprimait, en félicitant ce mouvement, dans des termes que je vous prie de méditer : « C'est un mouvement bolchéviste mené par des mencheviks. » Quelle belle phrase, camarades ! (Rires.) Et comment, en même temps, elle nous montre bien l'erreur et la méprise de Zinoviev ! Quiconque connaît le mouvement ouvrier anglais sait qu'une de ses caractéristiques est que vous ne trouvez chez lui aucune différence de formation intellectuelle entre les meneurs et les menés. Ceux qui sont à la tête – Longuet⁵⁰ entre autres pourrait confirmer ce que je viens de dire -, ceux qui sont à la tête des grandes organisations, des grandes corporations ouvrières, sont sortis du sein même de l'organisation. Il n'y a guère de différence entre eux et le plus modeste, le plus inconnu des travailleurs qu'ils ont derrière eux. Zinoviev se trompait. Peut-être vais-je scandaliser beaucoup d'entre vous. Mais j'ai le droit de dire – parce que cela exprime ma pensée – qu'il me semble qu'en Angleterre, ils ont presque réalisé le mouvement que la C.G.T. s'appliquait à créer en France.

Vous voyez maintenant à quelles questions et à quelles solutions je voulais arriver. En France, étant donné notre état économique et notre état moral, nous sommes plus proches du

⁵⁰ Jean Longuet (1875-1938). Petit-fils de Karl Marx (fils de sa fille Jenny et de Charles Longuet). Élu député de la SFIO en 1914, opposé à l'Union sacrée mais votant tout de même les crédits de guerre. Au Congrès de Tours, il faisait partie d'une tendance « centriste » dite aussi des « reconstructeurs » qui acceptait l'adhésion à la IIIe Internationale et même la transformation du Parti socialiste en « Parti communiste », mais qui refusait les 21 conditions. Suite au fameux télégramme de Zinoviev du 24 décembre mettant en cause la motion « centriste » qu'il avait présenté au Congrès avec Paul Faure, il opta finalement pour rester dans la SFIO. Devenu un des principaux dirigeants de ce Parti, il fut maire de Châtenay-Malabry en 1925 et le resta jusqu'à sa mort. Sa grande connaissance du mouvement ouvrier anglais sur laquelle insiste ici Sembat était due au fait que, étant né à Londres, il était parfaitement bilingue.

Pour en savoir plus : <https://maitron.fr/spip.php?article24516>, notice LONGUET Jean [LONGUET Frédéric, Jean, Laurent] par Gilles Candar, version mise en ligne le 12 février 2009, dernière modification le 20 avril 2020.

mouvement anglais et plus capables de l'imiter que nous sommes capables d'imiter le mouvement russe. (Très bien.) La ressemblance est plus grande, au point de vue économique, comme au point de vue de l'éducation socialiste, entre les masses françaises et les masses anglaises qu'entre les masses françaises et les masses russes (...).

En France comme en Angleterre, il existe une force, dont on sent si bien l'importance qu'on essaie tant qu'on peut de la fausser : c'est l'opinion. Quand j'ai rapproché l'Angleterre de la France, j'ai fait beaucoup d'honneur à la France.

Plusieurs voix. – Oui, oui !

Sembat. – En Angleterre, il existe une presse et des organes importants – je ne dis pas tous – mais il existe de nombreux organes qui s'appliquent à renseigner impartialement leurs lecteurs. Chez nous, au contraire on cuisine l'opinion par des procédés sur lesquels je n'ai même pas à insister. Je prêcherais des convertis ! (...)

Je viens de vous indiquer le deuxième et immense péril qui me paraît la conséquence directe du vote que va émettre le Congrès de Tours (...) Ce qui était possible, selon nous, c'était de concilier vos élans d'enthousiasme et votre admiration pour Moscou avec ce qui a toujours été la tradition et la vraie ligne du Parti socialiste telle que je vais tâcher de vous l'indiquer et telle que j'aurais souhaité que, ensemble, nous la reprenions demain. Quelle était donc cette tradition ? Elle est, hélas ! trop oubliée ! Je vais citer le nom d'un homme qui à vous a été très cher : Raymond Lefebvre ! Je l'ai entendu me dire : « Oui, l'unification avant la guerre, c'était – ce jeu de mots l'amusait – l'urnification. » Il croyait donc de très bonne foi que le but principal du Parti, c'était d'être un parti uniquement de votards et que toute l'espérance de tout le Parti résidait uniquement dans la conquête d'une majorité parlementaire. Laissez-moi assurer tous ceux qui veulent bien m'écouter ici que la vérité a toujours été extrêmement différente. (...)

**Ces extraits de l'intervention de M. Sembat sont tirés de l'édition critique partielle qu'en donne Annie Kriegel (cf. Le Congrès de Tours [1920]. Naissance du Parti communiste français, présenté par Annie Kriegel, Paris, René Julliard [Collection Archives dirigée par Pierre Nora : 7], 1964, p. 24-44 : 26-29, 34-35 et 38-40). NB Les coupures entre crochets sont le fait de la curatrice ; celles entre parenthèses sont de mon fait. Les notes sont de moi (FLB).*

DOC 2. Article de Marcel Cachin⁵¹ pour le 25^e anniversaire du Congrès de Tours (Décembre 1945)*



*Marcel Cachin (1869-1958), disciple de Jules Guesde, partisan de l'Union sacrée,
puis membre du PC (SFIC) après Tours.*

© Ph. Coll. Archives Larousse (date non renseignée)

⁵¹ Marcel Cachin (1869-1958), pour une biographie plus complète de cette personnalité qui constitue, malgré sa prise de position peu conforme à la tradition communiste durant la guerre, une sorte de grand ancêtre débonnaire et protecteur, on se référera à notre article « L'Affaire Tillon... » paru dans le n°85 des CMO déjà cité, en particulier p.115-116 note 22 où est cité le long article très bien documenté que lui consacrent Guillaume Bourgeois et Jean Maitron (révisé et mis à jour par Gilles Candar et Claude Penetier) dans le « Maitron en ligne », ainsi que ce que nous disons ci-dessous en particulier dans nos notes 10 et 12.

**Cet article intitulé « Il y a 25 ans naissait à Tours le Parti Communiste Français » fut publié dans le numéro de décembre 1945 des « Cahiers du communisme », revue mensuelle théorique du Comité Central du PCF. Il a été reproduit, 5 ans après la mort de M. Cachin dans un recueil anthologique d'un choix de ses écrits effectué par sa fille (M. Cachin, Écrits et portraits, recueillis par Marcelle Hertzog-Cachin, Préface de Jacques Duclos, Paris, Les Éditeurs Français Réunis, 1964, p. 99-110 : 99-100, 102-104, 109-110). (Les coupures signalées par des points de suspension entre crochets sont de notre fait).*

Il y a 25 ans naissait à Tours le Parti Communiste Français

C'est à Tours, à la Noël de 1920, que naquit le grand parti dont nous sommes aujourd'hui si légitimement fiers. Après 25 années il n'est pas inutile de rappeler les débuts de notre organisation forte aujourd'hui d'un million d'hommes et de femmes qui jouent dans la politique de notre pays, et dans la politique internationale un rôle de plus en plus important⁵².

⁵² Il est bon de rappeler sommairement quelle était la situation de la France et du PCF en décembre 1945 (date de parution de cet article) pour donner tout son sens à l'interprétation, évidemment quelque peu biaisée, qu'en donne M. Cachin, auréolé alors de sa qualité de témoin direct du congrès mais aussi de sa qualité de Directeur de « L'Humanité » et représentant de plus, en raison de son grand âge (il a 76 ans au moment où il écrit ces lignes, alors que les principaux dirigeants du Parti sont, à la même date, beaucoup plus jeunes : Maurice Thorez a 45 ans, Jacques Duclos 49, André Marty 59), un grand ancien, un sage, une sorte de figure tutélaire et apaisante à l'image de la force tranquille que veut incarner le PCF de l'époque. La guerre venait de s'achever avec la capitulation du Reich le 8 mai, mais durant la célébration de cet événement en Algérie (alors partie intégrante du territoire national, puisque le premier Gouvernement Provisoire de la République Française, le GPRF avait d'abord eu son siège à Alger le 2 juin 1944, avant de s'installer à Paris le 31 août 1944, quelques jours après la Libération de la capitale intervenue le 25 août), de graves affrontements à Sétif et Guelma entre nationalistes algériens, colons français soutenus par la police et l'armée, provoquent une répression qui fait des milliers de victimes, alors même que le premier gouvernement du général De Gaulle entré en fonction le 10 septembre 1944 compte deux ministres PCF (Charles Tillon, ministre de l'Air et François Billoux, ministre de la santé publique [cf. les biographies de ces deux personnages dans notre article « Charles Tillon : présentation et commentaire d'un extrait du livre de Pierre Daix, *Les hérétiques du PCF*» (Paris, 1980), CMO n° 85, numéro spécial de juin 2020, p. 107-116 : respectivement 110-111 note 5 et 112-113, note 11) et que « L'Humanité » n'hésite pas à imputer ce très grave démenti aux grandes proclamations « démocratiques » qui accompagne la victoire des Alliés sur le nazisme, à d'imaginaires agitateurs hitlériens. Bien entendu, Cachin se tait soigneusement sur ces faits qui ne datent pourtant que de quelques mois au moment où il célèbre la naissance du Parti Communiste de Tours, dont la raison même de la création était aux antipodes de l'attitude objectivement pro-colonialiste du PCF de 1945. En revanche, il n'a pas tout à fait tort de présenter sous un jour des plus favorables la position politique du PCF au moment où il écrit. Le Parti des « 75.000 fusillés », comme il se plaît à s'autoproclamer en gonflant exagérément le chiffre de ses militants effectivement tombés sous les balles des nazis et de leurs collaborateurs, a en effet le vent en poupe en cette fin d'année 1945. Le 1^{er} GPRF préside par De Gaulle s'est en effet achevé le 2 novembre et un second gouvernement De Gaulle voit le jour le 21 novembre avec une présence du PCF considérablement renforcée. Cinq ministres PCF siègent en effet dans ce nouveau gouvernement, dont le dirigeant incontesté du Parti, Maurice Thorez qui est nommé Ministre d'État, c'est-à-dire au plus haut rang de la hiérarchie gouvernementale. Charles Tillon conserve ses fonctions de ministre de l'Air, visiblement non ébranlé par le rôle joué par l'armée française dans la récente répression en Algérie ; deux ministres « sociaux » dont le rôle est exalté encore aujourd'hui, le premier pour la nationalisation de la Banque de France et d'EDF-GDF et le second pour réformes importantes du Code du travail et de l'instauration de la Sécurité Sociale qu'ils ont contribué à mettre en œuvre : l'ex déporté de Buchenwald Marcel Paul, ministre de la Production industrielle et Ambroise Croizat, ministre du Travail et de la Sécurité Sociale ; enfin François Billoux est ministre de l'Économie nationale.

Mais avant d'analyser les débats du congrès de Tours qui fut le berceau du Parti, il faut évoquer brièvement les événements qui précédèrent cet acte historique.

Les peuples d'Europe sortaient de la première guerre impérialiste de 1914-1918 qui leur avait coûté si cher. Ce conflit avait jeté à terre trois grands empires : l'empire du Tsar, l'empire du Kaiser, l'empire d'Autriche. Il avait aussi sonné le glas de la II^e Internationale socialiste ouvrière qui groupait alors dans de nombreux pays du monde, des millions de travailleurs. Cette Internationale avait avant la guerre de quatre années (1914-1918) fourni la preuve de son impuissance et de sa faillite définitive. En déclarant qu'elle « *n'était bonne que pour le temps de paix* » ses chefs l'avaient eux-mêmes condamnée. A ce moment-là les réels dirigeants de l'Internationale ouvrière étaient les chefs socialistes d'Allemagne. Et ils se rangeaient presque tous aux côtés de leurs impérialistes qui avaient déclenché le conflit⁵³. Même quand la guerre fut achevée et lorsqu'éclatèrent à Berlin des conflits sociaux très graves, les chefs socialistes allemands écrasèrent dans le sang les mouvements ouvriers dirigés par Karl Liebknecht et Rosa Luxembourg. Après cela, il était clair que toutes les tentatives de faire revivre cette Internationale devaient rester vaines. Elle était morte et bien morte !

(...)

LE CONGRÈS REJETTE LA CASUISTIQUE DE BLUM, PAUL FAURE ET RENAUDEL⁵⁴

⁵³ Dans un tout autre contexte, l'argumentation de Cachin pourrait paraître savoureuse par sa mauvaise foi véritablement gargantuesque. Il omet en effet scrupuleusement de dire qu'après l'attentat contre Jaurès et le début des hostilités, il fut « parmi les plus déterminés partisans de la Défense nationale » (Article biographique du « Maitron en ligne » de Marcel Guillaume Bourgeois et Jean Maitron, mis en ligne le 15 octobre 2008, dernière modification le 23 décembre 2020), qu'il avait même été jusqu'à déclarer de façon péremptoire dans « L'Humanité » du 23 mars 1915 : « C'est uniquement sur le champ de bataille que se règlera le conflit. Il faut un nouvel effort héroïque, chasser l'envahisseur, il faut vaincre, ou notre pays meurt », qu'en avril de cette même année 1915, il effectua en tant que membre influent de la Commission des Affaires extérieures de la Chambre un voyage en Italie, pour soutenir les partisans de l'entrée en guerre de ce pays au cours de laquelle il rencontra notamment pour un certain Benito Mussolini qui, dans un spectaculaire retournement de veste, venait d'être exclu du PSI pour être passé d'une opposition farouche à l'entrée en guerre de l'Italie aux côtés de l'Entente à la position exactement inverse et qu'à la suite de cette rencontre, il avait loué, toujours dans « L'Humanité » du 27 avril chez le futur Duce son « énergique attitude » et vu en lui un homme « qui savait juger les choses de haut » ! (cf. Article biographique du « Maitron en ligne », *cit.*). On remarquera aussi qu'en 1945, l'« anti-bochisme » chauvin qu'à Tours, les artisans de l'adhésion à la III^e Internationale avaient fort justement rejeté, étant revenu de mode au PCF (on se souvient de cette honteuse exhortation lancée aux résistants lors de la bataille pour la libération de Paris par les dirigeants du PCF « Chacun son boche ! »), il se donne libre cours ici dans l'imputation bien unilatérale des responsabilités de la guerre aux seuls dirigeants « allemands » de la II^e Internationale ce qui, étant donné la position prise par Cachin au cours de ces années- là et que nous venons de relever en le citant, est non seulement mensongère, mais ridicule !

⁵⁴ Léon Blum (1872-1950), collaborateur de Jaurès lors de la création de « L'Humanité » en 1904, il adhère à la SFIO en 1905. Il est favorable à l'Union sacrée et est de 1914 à 1916 chef de Cabinet du ministre SFIO des Travaux Publics, Marcel Sembat (voir texte d'illustration n°1, note 1 ci-dessus). En 1919, il devient l'un des dirigeants de la SFIO et est élu député. A Tours, il est l'un, comme on le voit dans les présents extraits de la commémoration de Cachin, des principaux orateurs qui combattent l'adhésion à la III^e Internationale. Personnalité principale du socialisme réformiste, il devient président du Conseil au moment du Front Populaire et reste la référence de ce courant politique jusqu'à sa mort.

Paul Faure (1878-1960), d'abord guesdiste, il se rapproche par la suite du courant centriste de Jean Longuet (voir texte d'illustration n° 1, note 8, ci-dessus). Opposé à l'adhésion à la III^e Internationale à Tours, il devient secrétaire de la SFIO et le demeure jusqu'en 1940. Il sera ministre d'État de 1936 à 1938, au moment du Front Populaire.

Pierre Renaudel (1871-1935), d'abord blanquiste, il se rapproche par la suite de Jaurès. Il est Directeur de

Les 96 fédérations du Parti étaient représentées au Congrès. Une campagne quotidienne de quatre mois dans l'HUMANITÉ ouverte à toutes les opinions, puis de très larges débats locaux et régionaux avaient permis à chacun des délégués de faire son choix entre les diverses tendances qui s'affrontaient. Chacun avait en main un mandat formel. Durant cinq jours la discussion fut très passionnée devant les représentants des fédérations. On sait qu'elle aboutit à une scission et il ne faut pas se lasser de répéter que la droite du congrès en prit seule la responsabilité.

Ceux qui s'opposaient de propos délibéré à l'acceptation de l'adhésion à la III^e Internationale appartenaient les uns à la droite extrême du Parti, les autres au centre. A la droite, on trouvait Renaudel, Alexandre Varenne, Marquet ancien maire de Bordeaux ; Grumbach, Weil député de l'Alsace ; Evrard, Paul Boncour, Frot, Mayéras, Sembat, etc. Le centre était représenté surtout par Paul Faure, Blum, Longuet, Le Troquer, Paoli, Mistral, Pressemane⁵⁵. Ils devaient,

« L'Humanité » pendant la guerre et partisan de l'Union sacrée. Il quittera la SFIO en 1933, lors de la scission de droite dite « néo-socialiste dirigée par Marcel Déat.

⁵⁵ Alexandre Varenne (1870-1947), avocat, proche de Jaurès qui l'associe à la création de « L'Humanité », partisan de l'Union sacrée, il deviendra même gouverneur de l'Indochine française en 1928, exclu puis réintégré dans la SFIO, il quitta lui aussi ce Parti avec Déat.

Adrien Marquet (1884-1955), anarchiste dans sa jeunesse, il adhéra au Parti socialiste français en 1902, puis à la SFIO dont il fut secrétaire fédéral de la Gironde de 1909 à 1914. Partisan de l'Union sacrée, il accéda à la mairie de Bordeaux grâce à une alliance avec les radicaux en 1925 et resta à ce poste jusqu'en août 1944. Exclu de la SFIO, il rejoignit les néo-socialistes de Déat et fut ministre du Travail dans le second gouvernement du radical Gaston Doumergue (du 8 février au 8 novembre 1934). Il collabora avec les gouvernements du Maréchal Pétain et de Pierre Laval sous lesquels il fut ministre de l'intérieur, puis ministre d'État. A la Libération, il fut condamné à dix ans d'indignité nationale, mais réussit à revenir en politique juste avant son décès.

Salomon Grumbach (1884-1952), né à Hatstatt en Alsace qui fait alors partie du Reich allemand, il est d'abord régionaliste. En 1907 il collabore à « L'Humanité » et fréquente les milieux de la SFIO et du SPD allemand. Il critique de plus en plus la germanisation de l'Alsace et, réfugié en Suisse pendant la guerre, il défend de plus en plus le côté de l'Entente. Naturalisé français en 1918, il adhère à l'aile droite de la SFIO opposée à l'adhésion à la III^e Internationale. Il œuvre ensuite au développement des relations franco-allemandes jusqu'à l'arrivée de Hitler au pouvoir. Il alerte alors sur les dangers du nazisme et en juillet 1940 il fait partie de la fuite de personnalités politiques françaises vers le Maroc sur le *Massilia*. Brièvement emprisonné, il rejoint alors la Résistance. Après la guerre, il reprend son activité en faveur du développement des relations franco-allemandes.

Georges Weill (1882-1970), originaire de Strasbourg, il fréquente les milieux socialistes allemands et français. Il est élu député de Metz au Reichstag en 1912 et collabore au quotidien social-démocrate « Vorwärts ». Le 31 juillet 1914, assis en face de Jaurès, il assiste à l'attentat qui coûte la vie à ce dernier. Il s'engage dans l'armée française et est condamné à mort par contumace en Allemagne. Promus capitaine, il est envoyé en mission auprès de Kerenski au moment du gouvernement provisoire issu de la révolution de février. Après la guerre, il est membre de la SFIO et proche de Blum, puis de Renaudel. Dans les années 1930, il est tenté un moment par la scission néo-socialiste de Déat mais reste à la SFIO. Pendant la seconde guerre mondiale, il est officier de renseignements et réussit à rejoindre Alger.

Evard (*sic !* dans le texte), Cachin veut sans doute parler de Raoul Evrard (1879-1944), figure typique de militant ouvrier socialiste du Nord de la France. Issu d'une famille de militants ouvriers (son père Florent [1851-1917] et son frère cadet Raoul [1898-1972] furent également des syndicalistes et des militants actifs de la SFIO), il devint secrétaire de la Fédération socialiste du Pas-de-Calais en 1919 et fut élu député la même année (il fut réélu régulièrement jusqu'en 1936). Résolument réformiste, il était opposé à l'adhésion à la III^e Internationale et par la suite fut un adversaire résolu du Parti communiste.

Paul Boncour (*sic !* dans le texte), en fait « Paul » n'était pas le prénom mais une partie du patronyme de Joseph Paul-Boncour (1873-1972), avocat qui fut le secrétaire particulier de Pierre Waldeck-Rousseau, républicain modéré et Président du conseil de 1899 à 1902, puis directeur du cabinet de René Viviani co-fondateur de « L'Humanité » avec Jaurès. Il fut ministre du Travail dans l'éphémère cabinet (2 mars 1911-27 janvier 1912) du républicain Ernest Monis. Après s'être engagé durant toute la durée de la guerre, il adhéra à la SFIO en 1916 fut réélu député sous cette étiquette en 1919. Il fut avocat de la partie civile dans le procès intenté à Raoul Villain, l'assassin de Jaurès. Délégué à Tours, il fit évidemment partie des adversaires de l'adhésion à la III^e

Internationale. Situé à l'extrême droite du Parti socialiste, il quitta la SFIO en 1931 et adhéra au Parti Socialiste Républicain, se distinguant cependant des néo-socialistes de Déat. Il occupa plusieurs postes ministériels, mais fut clairvoyant face au danger représenté par le nazisme. Le 10 juillet 1940, il fit partie des 80 députés qui refusèrent de voter les pleins pouvoirs au Maréchal Pétain et se distingua pendant la guerre par quelques actions d'aide à la Résistance. A la libération il fit encore partie de l'Assemblée consultative et fut nommé conseiller de la République.

Eugène Frot (1893-1983) qu'il ne faut pas confondre avec son homonyme Léon Frot (1900-1942), militant communiste fusillé comme otage à Clairvaux par les nazis, fut avocat et adhéra après la guerre à la SFIO où il fut proche du courant dit des « reconstituteurs » de Jean Longuet (voir note 12 ci-dessus). Délégué à Tours, il décida comme Longuet de rester à la SFIO. Il fut comme J. Paul-Boncour déjà cité plus haut partisan de la participation des socialistes au gouvernement. Il quitta la SFIO en 1932 et était ministre de l'Intérieur du cabinet Daladier lors des incidents du 6 février 1934. Sous le Front Populaire, il se rapprocha des communistes, mais vota les pleins pouvoirs à Pétain le 10 juillet 1940 et siégea au Conseil national de l'État français. En 1970, il gagna le procès qu'il avait intenté à Jacques Duclos lequel l'avait accusé dans ses *Mémoires* d'avoir donné l'ordre de tirer dans la foule lors des journées de février 1934.

Barthémy Mayéras (1879-1942), Brillant élève et distingué au Concours général 1897 en philosophie et en histoire, il adhéra au POF en 1895, puis au Parti Socialiste de France et à la SFIO dont il fut membre de la direction en 1910. Il fut aussi rédacteur à « L'Humanité » et élu député le 10 mai 1914. Adversaire des zimmerwaldiens et des bolcheviks, les 24 et 25 mars 1919, il ne s'en éleva pas moins à la Chambre avec M. Cachin précisément contre l'intervention en Russie. A Tours il s'opposa évidemment à l'adhésion à la III^e Internationale et pourtant proche de Longuet, il s'abstint même de voter la motion « centriste » de ce dernier. Il collabora jusqu'en 1935 au « Populaire », puis se retira de la vie politique en invoquant des raisons de santé.

André Le Troquer (1884-1963), avocat, il avait adhéré au mouvement socialiste dès 1902, puis fut membre de la SFIO et collaborateur de « L'Humanité ». Mobilisé le 10 août 1914, il perdit le bras droit à la guerre qu'il termina décoré de la Croix de guerre et de la Légion d'honneur. Élu conseiller municipal de Paris en novembre 1919, il était à l'origine favorable à l'adhésion à la III^e Internationale, mais chargé de lire le télégramme dit « de Zinoviev », à la Tribune du Congrès, comme il le rappellera beaucoup plus tard lorsqu'il fut chargé, en tant que Président de l'Assemblée Nationale de prononcer l'éloge funèbre de Marcel Cachin, il avait accueilli ce dernier et Ludovic-Oscar Frossard (cf. note ci-dessous) à leur retour de Russie et s'était inquiété de l'enthousiasme un peu excessif manifesté par Cachin, il décida finalement de ne pas s'associer à la motion majoritaire. Il resta donc une des figures importantes de la SFIO et fut élu député en 1932, puis en 1936 à la faveur du Front Populaire. Le 18 juin 1940, devant l'Assemblée réunie à Bordeaux à cause de la débâcle, il demanda la destitution du Maréchal Pétain et du général Weygand. Il s'embarqua lui aussi sur le *Massilia* (cf. ci-dessus la biographie de S. Grumbach) en juillet 1940 et revint sur le territoire national, il défendit courageusement Léon Blum devant la Haute cour réunie à Riom en juin 1942. Traqué par la Gestapo, il passa dans la clandestinité et représenta la SFIO au Conseil National de la Résistance, il fut ensuite nommé Commissaire à la guerre du gouvernement provisoire d'Alger par le général De Gaulle et entra dans Paris le 25 août 1944 avec la 2^e DB du général Leclerc. En janvier 1946, il fut nommé Ministre de l'intérieur dans le Gouvernement de Félix Gouin et fut élu Président de l'Assemblée Nationale de la IV^e République désormais constituée le 12 janvier 1954. La fin de sa carrière politique fut assombrie par son implication dans le scandale dit des « Ballets roses » qui lui valut en 1960 une condamnation d'un an d'emprisonnement avec sursis et de 3000 francs d'amende.

Dominique Paoli (1882-1922), d'origine corse, il adhéra en 1907 à la SFO et fut délégué au célèbre Congrès de Bâle (1912) de l'Internationale. Militant socialiste actif, il fut aussi administrateur adjoint de « L'Humanité ».

Adversaire de l'adhésion à la III^e Internationale, c'est lui qui rédigea avec Blum, Bracke Desrousseaux et Mayéras la motion de la minorité qui fut d'ailleurs appelée la motion Blum-Paoli. Le 29 décembre c'est lui qui prononça à la tribune la déclaration rendant officielle la scission. Il mourut peu après le Congrès de Tours.

Paul Mistral (1872-1932), travailleur d'origine modeste originaire de l'Isère, il adhère avec son groupe de jeunes sympathisants socialistes au POF en 1897, puis à la SFIO en 1905. En 1919, il est élu député et maire de Grenoble. Il se déclare partisan de la Défense nationale mais dans l'esprit du patriotisme révolutionnaire de 1792 et n'hésite donc pas à se joindre à certaines manifestations contre le militarisme. Admirateur de la révolution russe, il participe à Paris à une réunion avec les maximalistes italiens du PSI. A Tours, considéré comme un des principaux représentants du « centre » entre les droitières de Blum-Renaudel et la « gauche de Cachin-Frossard, il présente une motion dans laquelle il dit refuser les exclusions demandées par le fameux télégramme attribué au seul Zinoviev. Battu, il demeure à la SFIO et gère jusqu'à sa mort la ville de Bordeaux en promouvant des réformes sociales et en veillant à faire observer un laïcisme rigoureux.

les uns et les autres, quitter la salle du Congrès au soir du 4^e jour lorsque l'Assemblée eut écarté leurs motions à une majorité des deux tiers. Avant leur départ, plusieurs d'entre eux prononcèrent de grands discours dont nous rappellerons le contenu essentiel. Mais il faut dire qu'*avant leur arrivée à Tours leur résolution était prise de faire la scission*. C'est ce que montra clairement une intervention de mon vieux camarade Daniel Renoult⁵⁶, à laquelle personne n'opposa de démenti.

Daniel Renoult déclara : « *Aussitôt après la réception du télégramme envoyé de Moscou par Cachin et Frossard au Conseil National de Boulogne, certains déclarèrent qu'ils ne suivraient pas le Parti s'il acceptait les propositions des deux délégués du Parti. Ces hommes envoyèrent une lettre à la direction pour le confirmer* ». Et le maire de Montreuil désigna Blum comme celui qui « *avait pris la tête de l'entreprise de scission* ».

Au cours de leurs interventions, Paul Faure et Blum qui furent les adversaires les plus déterminés de l'adhésion, mirent en avant des arguments identiques dont on jugera par la suite l'extrême faiblesse et le peu de succès. Ils s'en prirent exclusivement dans leurs critiques aux conditions imposées par la nouvelle Internationale aux partis désireux de rentrer dans ses rangs. Ces conditions étaient au nombre de 21. Je les avais pour ma part acceptées après de très longues explications avec nos camarades de Moscou. C'est contre elles que s'élevèrent très âprement les adversaires des communistes.

(...)

Paul Faure, Blum nous répondirent :

« *Nous refusons absolument de nous soumettre à la subordination que vous exigez de nous, à vos théories de commandement. Nous voulons conserver notre liberté de pensée. Surtout nous avons horreur des organismes clandestins que vous recommandez et qui commanderaient sans contrôle. Nous repoussons ce carbonarisme, ces sociétés secrètes, occultes, dont on ne*

Adrien Pressemane (1879-1929), travailleur de la céramique, il adhère à l'âge de 16 ans au syndicat des ouvriers porcelainiers. En 1897, il est membre d'un groupe socialisant qui rejoint le POF en 1902. Il adhère ensuite à la SFIO. Militant apprécié, il est élu député en 1914. Mobilisé, il participe seulement brièvement aux opérations et exprime un dégoût profond de la guerre. A Tours, il présente une motion dans laquelle il dit approuver la révolution russe mais ne pouvoir accepter le principe dicté par la III^e Internationale du rejet de la Défense nationale. Il reste donc à la SFIO où il continue à œuvrer pour la défense des intérêts des travailleurs jusqu'à son décès prématuré.

⁵⁶ Daniel Renoult (1880-1958), d'abord anarchiste et interpellé plusieurs fois par la police pour avoir hurlé des slogans subversifs, il se rapproche de la SFIO à laquelle il adhère en 1906 en manifestant son accord avec le courant allemaniste. Il entre comme rédacteur à « L'Humanité » en 1908. Témoin de l'assassinat de Jaurès le 31 juillet 1914, quand la guerre éclate il se rallie à la Défense nationale sans pour autant prôner l'Union sacrée. Mobilisé, il combat en France et en Macédoine. Favorable à la révolution russe, il écrit dans « Le Populaire » qui s'oppose à la ligne social-chauvine de « L'Humanité ». Il prend ses distances avec M. Cachin du Comité pour la Renaissance de la II^e Internationale et à Tours, il intervient avec vigueur pour l'adhésion à la III^e Internationale, tentant en vain d'obtenir le ralliement de Longuet et de ses partisans. Membre, avec Cachin, de la tendance du « centre » du jeune Parti communiste, il s'oppose notamment à la tactique du Front Unique décidée au IV^e Congrès de l'IC qu'il interprète comme une unité avec les sommets des organisations réformatrice. Spécialiste des Balkans et membre du Comité Central du Secours Rouge, il lutta tout particulièrement contre la répression dans cette partie de l'Europe et intervint en faveur de la solidarité avec l'URSS. Maire-adjoint de Montreuil, il fut suspendu de ses mandats électifs en octobre 1939 par le mouvement Daladier, puis arrêté au début de l'année 1940, il connut plusieurs prisons et fut détenu dans la citadelle de Sisteron d'où il ne fut libéré qu'en juillet 1944 par les FTP. Élu membre du Comité central du PCF au Congrès de Paris de 1945, il devint également maire de Montreuil, puis membre de la Commission de Contrôle Financier du Parti. Sa dernière apparition publique fut de participer le 1^{er} juin 1958 à la manifestation organisée à Montreuil contre l'arrivée au pouvoir de De Gaulle. Il mourut un peu plus d'un mois après la même année que son « vieux camarade » Marcel Cachin.

connaît pas les chefs qui sont inconnus, qui sont des masques. » (Je rappelle leurs expressions textuelles).

« D'après votre conception, le Parti doit devenir celui des coups de main à la mode blanquiste. Il vous faut des groupes peu nombreux, sans rapport avec les masses, pour prendre le pouvoir tout de suite. Vous voulez être suivis par des troupes inorganiques, inconscientes, entraînés à leur insu par des avant-gardes. Vos méthodes sont terroristes ! Ce sont celles de l'anarchie ! Vous faites fi du recrutement. Le nombre vous importe peu. Vous coupez en tronçons les syndicats. Vous divisez les ouvriers.

« Et puis, votre tactique clandestine ne peut aboutir qu'à renforcer la répression gouvernementale ; elle aidera les intrigues de la réaction qui recherche les occasions de violence. Vous allez entraîner la classe ouvrière dans des guet-apens de police. Vous donnerez occasion au pouvoir de poursuivre les travailleurs égarés par vous avec des mitrailleuses et des gaz asphyxiants. Vous allez à la débâcle⁵⁷, au massacre. Vous allez décourager les prolétaires, provoquer en eux le dégoût. En fait, vous tournerez le dos à la révolution. Nous nous opposons à votre agitation stérile. Ne vous interdit-on pas de déposer des propositions ou d'exercer une action en vue de l'amélioration de la classe ouvrière ?

« Nous nous élevons aussi contre vos exclusions. Nous entendons conserver une unité où se rejoignent toutes les contradictions. Notre dignité est en jeu. Elle nous empêche de voter l'adhésion ». Ainsi s'exprimèrent Blum et Paul Faure dans leurs diatribes. L'histoire de notre Parti s'inscrit en faux contre toute cette pauvreté et cette mauvaise foi. Et Blum conclut son attaque en nous disant :

« J'ai, devant vos propositions un mouvement d'effroi, de recul. Pendant que vous irez courir l'aventure nous resterons garder la grande maison ».

On peut juger aujourd'hui, après 25 ans d'expérience la valeur de cette casuistique, de ces fausses prophéties, de ces affirmations hautaines et tranchantes, toutes contredites par la vie, par l'expérience. Les faits ont démontré que la ligne politique par nous adoptée malgré Renaudel, Blum, Paul Faure et leurs amis, n'était nullement *catastrophique*, comme le prétendaient les augures de l'opportunisme et du réformisme confortable. C'est l'application de la tactique de Tours qui a fait de notre parti le plus grand de tout le pays.

Au reste, nous avons vu ce que sont devenus plusieurs de nos adversaires passionnés de 1920 : les Paul Faure, les Marquet de Bordeaux, les Compère-Morel⁵⁸ et autres violents ennemis du communisme. L'état d'esprit de la droite du congrès de Tours c'était déjà l'anticommunisme et l'anti-soviétique⁵⁹ les plus brutaux et les plus aveugles. On sait désormais quel mal ces prophètes de malheur ont fait à notre peuple de France. Dans le

⁵⁷ *Sic !* dans le texte.

⁵⁸ Constant Morel dit Compère Morel (1872-1941), horticulteur et socialiste dès 1890. De tendance guesdiste, il adhère en 1893 au POF, puis au PSdF et enfin à la SFIO en 1905. Il devient maire de sa commune d'origine, Breteuil dans l'Oise, où il se distingue par son excellente connaissance des questions agraires et liées à la condition paysanne et aussi par son opposition à l'anticléricisme selon lui outrancier de certains de ses camarades de parti. En 1909, il est présenté à la députation par les socialistes du Gard et est élu. Il se prononce contre la grève générale comme moyen d'accéder au pouvoir. Pendant la guerre il se prononce pour la Défense nationale mais contre la participation des socialistes au gouvernement. Au Congrès de Tours, il présente une motion du Gard qui se prononce pour l'unité du Parti. Après la scission, il combat les communistes et redonne vie au journal « Le Populaire » qui devient l'adversaire de « L'Humanité », inversant les positions qui avaient celles de ces deux organes pendant la guerre où « Le Populaire » était l'organe des milieux opposés à la guerre, alors que le journal fondé par Jaurès était celui des partisans de l'Union sacrée. Il devient alors le grand spécialiste des questions agraires au Parlement. Alors qu'il s'était toujours montré réticent sur l'opportunité de la participation des socialistes au gouvernement, il change diamétralement de position en 1933 et se rapproche de Renaudel et de Déat. Après 1940, il se rallie à Pétain et meurt l'année suivante.

⁵⁹ *Sic !* Dans le texte, lapsus probable pour « antisoviétisme ».

congrès, nous ne manquâmes pas de défendre, contre tous les sophismes, la motion déposée par nous en faveur de l'adhésion.

(...)

CONCLUSION

Le peuple français comprit bien notre langage. A la fin du congrès de Tours les chefs et les élus quittèrent la salle des délibérations. Ils avaient été battus par les deux tiers des délégués. Notre motion, votée le 30 décembre, recueillit en effet 3 028 voix contre 1 022 à celle de Blum et les 397 abstentions des partisans de Renaudel.

Les scissionnistes entraînent avec eux les chefs, les élus, les cadres dans une forte proportion. Sur 70 députés socialistes environ⁶⁰ que comptait la Chambre d'alors, 10 seulement restèrent dans nos rangs. C'étaient : Aussoleil, Georges Lévy, Ernest Lafont, Vaillant-Couturier, Alexandre Blanc, Philbois, Morucci, Renaud Jean, Dormoy et Marcel Cachin⁶¹.

⁶⁰ Dans l'édition sur laquelle nous nous fondons, cette approximation de Cachin est suivie d'une note non signée (mais vraisemblablement de la curatrice qui n'est autre que la fille de ce dirigeant) que nous reproduisons ici et qui corrige un peu le propos :

« *Le parti socialiste comptait 78 députés en 1920. Treize d'entre eux restèrent au Parti communiste (aux noms cités il faut ajouter : A. Berthon, Maurel, Ch. Baron). Huit restèrent au Parti Communiste leur vie entière : Aussoleil, A. Blanc, M. Cachin, G. Lévy, Morucci, Philbois, Renaud Jean, Vaillant-Couturier* ».

⁶¹ François Aussoleil (1861-1928), professeur de rhétorique, il adhère à la SFIO en 1903 et devient secrétaire de la Fédération socialiste de la Corrèze. En 1919, il est élu député et opte à Tours pour le Parti Communiste. Il est membre de la Commission Administrative du journal « L'Humanité ». Condamné à deux mois de prison en 1925 pour délit d'opinion, il adresse à Pierre Laval, alors ministre de la Justice, une lettre sarcastique dans laquelle il le tutoie au nom de leur passé commun de défenseurs des travailleurs.

Georges Lévy (1874-1961), docteur en médecine, d'abord dreyfusard, puis proche de Jaurès. Il adhère à la SFIO en 1910 et assiste au dernier discours de Jaurès en faveur de la paix à Vaise le 25 juillet 1914. Mobilisé dans l'armée d'Orient, il est rapatrié pour raisons de santé et fait alors campagne contre la guerre. En 1919, il est élu député et participe à la création et à la direction de l'Association Républicaine des Anciens Combattants (ARAC) qui joue un grand rôle dans la fondation du futur Parti Communiste. Après Tours, il appartient lui aussi à la tendance « centriste » du jeune PC, s'installe à Lyon où il devient une figure marquante du communisme local. Il se rend aussi en URSS et effectue des missions pour le CE de l'IC. En 1936, il est à nouveau élu député. Il est arrêté en octobre 1939 et condamné à cinq ans d'emprisonnement et 5 000 francs d'amende. Fin 1941 il est détenu en Afrique du nord et fait partie des députés communistes qui adressent une lettre controversée à Pétain lors du procès de Riom contre Léon Blum. Libéré par le débarquement américain en Algérie en février 1943, il est rapatrié en métropole où le Comité de Libération le nomme maire de Villeurbanne. Il est considéré jusqu'à sa mort comme le patriarche du communisme lyonnais.

Ernest Lafont (1879-1946), avocat spécialiste du droit du travail, il faisait partie durant ses études d'un groupe d'étudiants socialisants. Il participa courageusement dans le département de la Loire à plusieurs mouvements contre la réaction locale. Il fut élu maire de Firminy en 1912 et demeura en 1919. Durant la guerre il se prononça pour une participation conditionnelle des socialistes à la Défense nationale. Après Tours, il devint secrétaire fédéral du PC de la Loire, mais en désaccord avec l'exclusion des francs-maçons décidée par le IV^e Congrès de l'IC, il fut exclu du PC en janvier 1923 et rejoignit les oppositionnels de l'Union Socialiste Communiste, puis, se déclarant partisan du Bloc des gauches, il rejoignit la SFIO dont il fut exclu en 1933 pour son soutien à Daladier et pour sa participation comme ministre de la Santé du gouvernement de P. Laval. Après avoir été battu aux élections de 1936 par le candidat du Front Populaire, il quitta la vie politique.

Pour la biographie de Paul Vaillant Couturier (1892-1937, voir ci-dessus, document n°1, note 4.

Alexandre Blanc (1874-1924), qu'il ne fait pas confondre avec son exact homonyme Alexandre Blanc (1887-1953), également membre du Parti Communiste, chauffeur de taxi dans la Région parisienne de son état et interné à Clairvaux en 1941 mais qui ne fut jamais député. Alexandre Blanc, originaire du Var, fut, lui, instituteur, membre de la Libre Pensée et adhérent de la Fédération socialiste du Vaucluse.

Avec ces élus les masses ouvrières restaient à nos côtés. Nous avions leur confiance et nous avons pu malgré des intrigues malhonnêtes, conserver L'HUMANITÉ. C'était à mes yeux l'essentiel !

Tel fut le Congrès de Tours !

Dès le lendemain, nous fûmes soumis à une répression gouvernementale qui ne désarma jamais durant 20 ans. Chaque étape de la répression était suivie d'abandons et de médiocres trahisons dans nos rangs. Nous vîmes les Frossard, les Louis Sellier, les Doriot, les Barbé, les Gitton, passer cyniquement dans le camp du capital et du fascisme. Nous les vîmes se mêler à toutes les persécutions contre leurs anciens compagnons de lutte. Mais notre Parti se renforçait toujours après ces épurations successives. Il a montré depuis quelle était la qualité, quelle était la valeur morale de ses militants et de ses dirigeants.

Notre Parti a été dissous en 1939. Six années après il s'affirme le premier des partis de France. Il est à la veille des grands succès qu'il a mérités par sa constance, par son courage, sa clairvoyance et l'intelligence politique de sa direction.

C'est tout cet avenir de progrès qu'ont préparé à Tours les modestes prolétaires que la plupart de leurs chefs abandonnèrent sans gloire. Ce sont les ouvriers et les paysans français, délégués là-bas, il y a 25 ans qui, contre leurs conducteurs aveugles, ont créé le grand Parti communiste, espoir de la France, espoir de la démocratie, garant de l'avenir de notre patrie⁶².

⁶² Comme on le voit le Parti créé à Tours dans l'optique de diriger une révolution prolétarienne sur le modèle de la Russie ce qui passait par une critique sans concession du chauvinisme et l'exclusion des éléments qui y avaient succombé par renoncement au renversement du pouvoir de la bourgeoisie et de son état était célébré vingt-cinq ans plus tard pour des motifs exactement inverses de ceux qui avaient motivé sa création et son évolution dans les années qui suivirent immédiatement le congrès de Tours : une fois de plus, Marcel Cachin, en balayant systématiquement le moindre grain de poussière sur le tapis, faisait preuve de la souplesse d'échine qui le caractérisa tout au long de sa longue existence.

DOC 3. Extraits des *Mémoires* de Jules Humbert-Droz



Photo de Jules Humbert-Droz / bataillesocialiste.wordpress.com

Jules Humbert-Droz est né en Suisse en 1891. Dans sa jeunesse, influencé par le tolstoïsme, il envisage de devenir pasteur, puis abandonne la conception religieuse du monde et adhère au parti socialiste suisse. Hostile au social-patriotisme pendant la guerre de 1914-1918, il se prononce en faveur de l'Internationale communiste (I.C.) dès sa fondation en mars 1919 et part alors pour Moscou. Bientôt promu membre du comité exécutif de l'Internationale, il est désigné comme l'un de ses trois secrétaires aux côtés du finlandais Otto Kuusinen et du hongrois Mathias Rakosi. A ce titre il participe à la rédaction du texte des 21 conditions d'admission dans l'Internationale. Il est chargé en particulier de la campagne pour la fondation du parti communiste en France et en Italie et au cours des années suivantes sera chargé de suivre l'activité du PC de France. En 1928 il préside le VI^e congrès de l'Internationale, puis en 1929 part en Amérique latine participer à la conférence des partis communistes de la région. Il soutient la position en URSS de Boukharine, le leader de l'opposition de droite, hostile à la collectivisation massive et forcée. Staline le contraint à faire son autocritique de « déviationniste de droite » puis le démet de ses fonctions dans l'I.C. Il participe néanmoins en 1935 au VII^e et dernier congrès de l'Internationale communiste qui valide la politique de front populaire. De retour en Suisse peu après ce VII^e congrès, il est exclu du PC suisse sur ordre de Moscou à la fin de 1942 juste avant la dissolution de l'Internationale par Staline en mai 1943. Il rejoint alors le Parti socialiste suisse dont il sera le secrétaire central de 1946 à 1959 et meurt en 1971. Il a publié quatre tomes très riches de *Mémoires*. Le passage ci-après est extrait des dernières pages du 1^{er} tome.

Les Congrès de Tours et de Livourne.

Au congrès de Tours, l'Internationale communiste se montra très large dans l'application des vingt et une conditions. Elle fit même des avances au groupe des reconSTRUCTEURS, Jean Longuet et Paul Faure et passa facilement l'éponge sur le passé nationaliste de Cachin, de Frossard et de nombreux autres social-patriotes, devenus partisans de l'Internationale communiste par opportunisme.

Le Parti communiste français né au congrès de Tours était une organisation de masse qui conservait l'*Humanité* de Jaurès. Mais il ne s'était séparé que de l'extrême droite et n'avait de communiste que le nom. (...)

J'écrivais alors dans Le Phare :

« (...) La décision de Tours, si réjouissante qu'elle soit ne saurait nous illusionner. Le Parti socialiste français adhère à l'Internationale communiste, il affirme clairement sa sympathie pour les principes qui guident la révolution russe, mais il n'est pas devenu, par la décision de Tours un parti communiste. Tours est non un point d'arrivée mais un début qui marque la voie dans laquelle le parti devra évoluer, se purifier grandir et devenir un parti pratiquant réellement une politique communiste. La scission faite par les social-patriotes de Renaudel et les centristes de Longuet, en débarrassant le parti de ses éléments corrompus d'opportunisme facilitera cette évolution. Les vingt-et-une conditions sont votées, il faut maintenant les appliquer. (...) »

Disons franchement que les débats du congrès de Tours et la campagne qui les a précédés dans les sections et les débats régionaux du parti ne nous ont nullement satisfaits. Il a manqué un effort de clarté. Devant la masse ouvrière et paysanne, on n'a pas suffisamment montré le crime de la politique passée de la droite et du centre, on n'a pas fait clairement comprendre la nécessité d'une rupture avec cette politique et avec ceux qui l'ont menée ».
(...)

Ce souci de l'unité, cette hantise de conserver Longuet et son groupe n'ont pas permis l'effort de clarté nécessaire. Au lieu de montrer nettement tout ce qui séparait les communistes de l'ensemble des politiciens du centre, au lieu de faire comprendre pourquoi il était nécessaire de rompre avec leur politique, pourquoi la scission était impérieuse, vitale pour un parti qui se veut révolutionnaire, Frossard a cherché à montrer ce qui unissait la majorité communiste aux centristes, et sur bien des questions il est resté dans l'obscurité et l'équivoque.

C'est le cas particulier de la défense nationale. Frossard fit, d'après l'*Humanité*, les déclarations suivantes que l'Internationale communiste ne saurait admettre :

« J'ai été la défense nationale pendant la guerre. Je ne renie pas mon passé. Le parti, avant la guerre, a toujours été pour la défense nationale. Je reste l'adversaire de l'anti-patriotisme grossier que l'on avait opposé à cette doctrine. Notre défense nationale, c'est la paix ; Le problème n'est pas simple. La défense nationale est moins une question de doctrine qu'une question de circonstance ».

Nous attendions, et nous attendons encore de Frossard qu'il sorte de l'équivoque, qu'il renie son passé de défense nationale. Nous attendons du parti français, purgé de Renaudel, de Longuet et Compagnie, qu'il déclare avoir abandonné sa doctrine d'avant 1914. Que Frossard ne joue pas sur les mots en désignant du terme de « défense nationale » la défense de la révolution prolétarienne. La défense nationale admise par le parti socialiste français, celle que Frossard a pratiquée avec Longuet pendant la guerre et qu'il ne renie pas, celle que Jaurès préparait par son « armée nouvelle », ce n'était pas la défense de la révolution prolétarienne, mais la défense de la patrie bourgeoise, dans la guerre impérialiste. L'Internationale communiste doit exiger une déclaration de principe contre la défense nationale »⁶³.

Dans le même numéro je critiquais la décision de l'exécutif de l'Internationale communiste concernant l'adhésion du parti communiste ouvrier (KAPD) allemand à l'Internationale, en tant que parti sympathisant :

*« Nous avons dit déjà que nous n'étions pas d'accord avec l'Exécutif dans sa tactique qui consiste à accepter plusieurs organisations d'un même pays. Ce que nous disions de l'admission des groupes syndicalistes, nous le pensons encore au sujet de l'admission du KAPD. Au moment où se crée un parti communiste unifié, où l'Exécutif fait appel aux membres du KAPD pour qu'ils s'y rallient, c'est je crois une erreur qui nuit à l'unification que de reconnaître le KAPD comme membre sympathisant »*⁶⁴.

⁶³ *Le Phare*, n° 16, p. 227, 228, 229.

⁶⁴ *Idem*, p. 231.

LE CONGRÈS DE LIVOURNE ET LA CRÉATION DU PARTI COMMUNISTE D'ITALIE (5- 22 janvier 1921)

Frank La Brasca

Nous nous sentons les héritiers de cet enseignement qui nous vint d'hommes aux côtés desquels nous avons fait nos premiers pas et qui aujourd'hui ne sont plus avec nous.

Si nous devons partir, nous emporterons avec nous l'honneur de votre passé, camarades !

Extrait du discours prononcé le 19 janvier 1921 par Amadeo Bordiga, leader de la fraction communiste au XVIIe Congrès du Parti Socialiste Italien de Livourne et principal artisan de la fondation du PC d'I.

Dans un récent livre à succès, à mi-chemin entre l'histoire et le roman, l'écrivain italien Antonio Scurati décrit ainsi un épisode de la séance d'ouverture du XVIIe Congrès du PSI dans le beau théâtre Goldoni de la ville portuaire de Livourne :

Le XVIIe congrès du Parti socialiste italien fut inauguré à Livourne – ville touristique célèbre pour ses établissements balnéaires et thermaux renommés – le cinq janvier mil neuf cent vingt-et-un à 14 heures par le président provisoire Giovanni Bacci⁶⁵ qui prononça un discours ému sur l'insurrection spartakiste de mil neuf cent dix-neuf. Aussitôt après lui, le secrétaire du Congrès Francesco Frola⁶⁶ lut la traduction italienne de l'adresse aux délégués du Comité

⁶⁵ G. Bacci (1857-1928), journaliste socialiste, député au moment de l'ouverture du Congrès de Livourne, remplaça brièvement au secrétariat du PSI maintenu après la scission communiste (du 21 janvier au 15 octobre), Egidio Gennari (1876-1942) passé au PC d'I qui sera, quant à lui un personnage important de l'IC où il représenta le PC d'I en 1927-26 après avoir participé au IVe Congrès de l'Internationale de 1922.

Cette figure de militant fut importante puisqu'il émigra de nouveau au Brésil, puis au Mexique, où il organisa avec l'agent stalinien Vittorio Vidali les milieux antifascistes influencés par le stalinisme. Nous nous proposons de revenir ultérieurement sur le personnage qui, revenu en Italie après la guerre, appartient à la tendance du PSI socialiste favorable à une unité, voire une fusion, avec le PCI de Togliatti en un « Front Populaire » qui subit une cuisante défaite électorale en 1948 face à la Démocratie Chrétienne d'Alcide De Gasperi, inaugurant ainsi pratiquement un demi-siècle d'hégémonie démocrate chrétienne sur la politique italienne.

⁶⁶ Francesco Frola (1886- date et lieu de mort inconnus mais décès postérieur à 1953, date de son dernier écrit). Fils de Secondo Frola, ancien ministre de la « gauche » parlementaire maire de Turin de 1905-1909, il émigra dans sa jeunesse en Argentine et revint en Italie en 1911 où il s'inscrivit au PSI, participant en 1915 avec Angelica Balabanov et Angelo Tasca (autre personnalité importante et dont nous allons reparler, appartenant au groupe de Gramsci « L'Ordine nuovo » et qui figurera aussi parmi les premiers dirigeants du PC d'I). A Livourne, il appuya la position de la tendance « maximaliste », dite aussi « communiste unitaire » favorable à

*exécutif de l'Internationale : une attaque très dure de Moscou contre les camarades réformistes et ceux qui s'obstinent encore à ne pas les exclure du parti. C'est à ce moment précis, tout de suite après déjeuner, que s'ouvrit la tragédie du prolétariat italien*⁶⁷.

Que le prolétariat italien (et pas seulement lui, hélas !) ait été appelé à connaître dans les trois décennies qui suivirent une véritable et effroyable « tragédie », la suite des événements que nous connaissons tous ne peut laisser aucun doute à ce sujet, mais que cette « tragédie » fût inscrite dans le déroulement du Congrès de Livourne tel que nous allons essayer de le restituer, cela est loin d'être évident.

C'est pourtant un jugement que reprend à son compte le romancier-historien que nous venons de citer, mais qui est aussi devenu un lieu commun chez tous ceux qui à demi-mot ou plus franchement répudient au fond la rupture fondatrice que constitue la Révolution d'Octobre 1917, soit parce qu'ils l'ont dès son origine condamnée, soit parce que, se fondant sur une appréciation erronée de la dégénérescence stalinienne et de son aboutissement récent qui dans les années 1990 a vu la disparition de l'URSS et la dissolution ou du moins le quasi-total effacement des Partis et courants qui en étaient historiquement issus dans le monde entier, ils la croient désormais irrémédiablement inactuelle et condamnée par le déroulement même de son histoire.

Revenir aux origines, explorer, comme nous le faisons ici, dans ce numéro 86 des « *Cahiers du Mouvement Ouvrier* », le Congrès de Tours ou celui de Livourne, ne relève pas seulement de la commémoration obligée et pour ainsi dire conventionnelle, mais est aussi, au-delà même des considérations de nature purement historique, une façon de poser concrètement des problématiques qui sont celles du mouvement ouvrier contemporain : que signifie vraiment l'unité d'action des forces qui disent œuvrer en faveur des intérêts des travailleurs et de leur rôle dirigeant dans la société ? Qu'est-ce qu'une situation révolutionnaire ? Comment penser l'articulation entre la nécessaire dimension internationale de l'action de l'avant-garde révolutionnaire et la non moins nécessaire prise en compte des particularités et spécificités nationales ?

On conviendra aisément que de telles interrogations (qui sont d'ailleurs loin d'être les seules qu'on pourrait exprimer à propos de cette séquence de l'histoire humaine que constitue le « court » vingtième siècle) n'ont rien perdu de leur actualité et de leur urgence.

Mais revenons un instant à notre roman-histoire. Dans les lignes qui suivent, A. Scurati évoque un épisode ultérieur de ce Congrès de Livourne qui pourrait, si les circonstances n'étaient pas si graves, avoir un aspect burlesque à la limite des pantalonnades de la célèbre *Commedia dell'arte* italienne.

Pourtant, il ne s'agit pas seulement d'une invention plaisante de romancier, mais d'un événement dont la véracité factuelle est confirmée dans la monumentale histoire du Parti Communiste Italien en cinq gros volumes qui font encore aujourd'hui autorité de l'historien

l'adhésion à l'IC mais se refusant à changer le nom du Parti en celui de « Parti communiste » et, surtout, à en exclure la droite réformiste.

⁶⁷ Antonio Scurati, *M. Il figlio del secolo*, Milano, Bompiani (Narratori italiani), 1919, p. 307. Sur le genre littéraire incertain de cet ouvrage, cf. la recension que donne Nicolas Weill (« Antonio Scurati. Mussolini, la tyrannie du vide », *Le Monde des livres*, 4 septembre 2020, p. 1-2) de sa traduction française (*M. L'enfant du siècle*, Traduit de l'italien par Nathalie Bauer, Paris, Les Arènes, 2020). Les citations que nous faisons ci-dessus sont traduites par nous à partir de l'édition originale italienne. Les lecteurs qui voudraient avoir recours à la toute récente traduction éditée de N. Bauer, les retrouveront aisément car, le prolifique ouvrage (868 pages dans la traduction française !) étant organisé en courtes saynètes chronologiquement disposées, on peut facilement s'y repérer. La saynète dont sont extraits les passages que nous citons s'intitule : « *Nicola Bombacci Livourne, 16-17 Janvier 1921 ; Giacomo Matteotti, 18-22 janvier 1921* ».

Paolo Spriano⁶⁸.

Scurati poursuit donc ainsi son évocation de Livourne en décrivant les séances des 16 et 17 janvier :

Le 16 au matin, c'est Khristo Kabatchiev⁶⁹, délégué de l'Internationale, qui prend la parole. Après avoir ajusté son nœud papillon et ses petites lunettes de myope, le communiste bulgare a tonné son ultimatum : il n'y a plus de temps à perdre, la situation est révolutionnaire, par conséquent quiconque y fait obstacle en se rangeant aux côtés des réformistes timorés, n'est qu'un traître. Le Comintern de Moscou exclura donc ceux qui voteront la motion unitaire des maximalistes. Bombacci⁷⁰ et les communistes l'ont applaudi tandis que dans tous les autres

⁶⁸ Paolo Spriano (1922-1988), professeur et historien. Après avoir participé activement à la Résistance contre le nazi-fascisme dans les rangs du groupe démocrate et républicain de gauche « Giustizia e Libertà », il adhéra au PCI en 1948, devint membre du CC de ce parti en 1972 malgré les divergences qu'il avait exprimées publiquement après l'invasion de la Hongrie par les troupes du Pacte de Varsovie en 1956. Il fut aussi de 1979 à 1981, Directeur de l'Institut Gramsci qui se transforma sous son impulsion en Fondation. Il est l'auteur, entre autres ouvrages historiques, de cette exhaustive histoire du PCI (*Storia del Partito comunista italiano*, Torino, Giulio Einaudi editore [Biblioteca di cultura storica 95/1], 5 vols.1967-1975) qui fait encore autorité aujourd'hui. Signalons que les CMO ont publié dans leur n° 78 (Deuxième trimestre 2018), p. 34-46, sous le titre « Document », une traduction par Emmanuel Brandely du premier chapitre (« Bordiga, Gramsci et Serrati de la guerre à l'après-guerre ») du premier volume de cette histoire (P. Spriano, *Storia del Partito comunista italiano. I. Da Bordiga a Gramsci, op. cit.*, p. 3-19). **NB : Ce document est consultable sur ce site : rubrique « Les Cahiers » ; onglet « Téléchargements ».**

⁶⁹ Khristo Kabatchiev dit Christo Stefanov (1878-1940), né en Roumanie, gagné au socialisme en Bulgarie et à Genève. Représentant de l'IC aux congrès de Halle et de Livourne, puis secrétaire du PC bulgare (cf. Pierre Broué, *Histoire de l'Internationale communiste (1919-1943)*, Paris, Librairie Arthème Fayard, 1997, p. 1022).

⁷⁰ Nicola Bombacci (1879-1945), instituteur et romagnol comme Mussolini dont il fut le collègue, Bombacci connut une ascension rapide en raison de son charisme personnel dans le Parti socialiste dont il devint pratiquement le principal dirigeant de la majorité maximaliste. Il s'inscrivit au PSI en 1903 et abandonna l'enseignement en 1909 pour se consacrer à la politique. En 1911, il devint également membre du Conseil National du syndicat ouvrier CGdL et acquiert une influence politique considérable parmi les ouvriers agricoles (*braccianti*) de la région de Modène en Émilie. Après la guerre, l'arrestation successive des deux personnalités principales du maximalisme pour activités antipatriotiques (Costantino Lazzari avait été arrêté en janvier 1918 et Serrati en mai de la même année), fait de lui un dirigeant de premier plan. En octobre 1919, il rédige avec Serrati, Egidio Gennari et Luigi Salvadori la plate-forme de la fraction maximaliste qui va triompher au XVIe Congrès national du PSI (5-8 octobre 1919) de Bologne et il est élu député le 16 novembre de la même année. En janvier 1920, il présenta un projet pour la création de soviets en Italie et participa à Moscou au IIe Congrès de l'IC (juillet 1920). Il fonda avec Bordiga, Gramsci, E. Gennari et Antonio Gaziadei la fraction communiste et dirigea la publication « Il comunista ». Comme on l'a vu, il fut un des plus fervent partisans de la scission à Livourne et fut élu lors du Congrès de fondation du PC d'I membre du CC et du CE du Parti. Aux élections du printemps 1921, il fut réélu député pour la circonscription de Trieste. Mais très vite, s'opposant avec Francesco Misiano à la direction sous l'influence du groupe de Bordiga notamment pour sa position en faveur d'un rapprochement avec les maximalistes du PSI, il est marginalisé et considéré comme un droitier et est même exclu du Parti en octobre 1923, sans toutefois l'accord de l'IC. On lui reprochait (fait significatif parce qu'il anticipe les positions que prendra par la suite le groupe dirigeant stalinisé en 1936, cf. sur ce site à la rubrique « Points d'histoire » à la date du 21 décembre 2020) d'avoir dans un discours à la Chambre suggéré une convergence entre les deux « révolutions », la bolchévique et ... la fasciste ! Il fut toutefois présent à Moscou en janvier 1924 pour les funérailles de Lénine et réintégré dans le PC d'I sur intervention de Zinoviev. Rentré en Italie, il travaille à l'Ambassade soviétique de Rome et s'occupe des relations commerciales entre les deux pays. S'éloignant de plus en plus de la perspective encore « révolutionnaire » de la direction clandestine du PC, il en est exclu, cette fois définitivement en septembre 1927. Dans les années suivantes, il se rapproche de plus en plus du Régime, sans toutefois adhérer au Parti National Fasciste dont il ne prendra d'ailleurs jamais la carte. Au début de 1936, les autorités fascistes l'autorisent à publier une revue qui prendra le nom, dans une intention provocatrice claire, de « La Verità » (allusion transparente à la « Pravda »). A la chute du Régime en juillet 1943, Bombacci rejoint la république fantoche de Salò où il devient un des conseillers de Mussolini, libéré de sa prison par une opération commando organisée par la SS, en plaidant notamment pour une soi-disant « socialisation » des entreprises, censée être en continuité avec son rôle passé dans les organisations socialistes et communistes. Arrêté comme Mussolini en avril 1945, il est fusillé à Dongo en lançant, dit-on, au moment de succomber sous les balles, une dernière déclaration d'allégeance au « socialisme ». Quelques jours plus tard, son cadavre fut

secteurs du théâtre éclataient des hurlements sarcastiques :

« C'est l'Excommunication solennelle ! Vive le Pape ! Vive le Papachiev ! On n'est pas des larbins, les légats pontificaux, on n'en veut pas ! » Bref, on aurait dit un cirque équestre à trois pistes. Durant toute la journée du 17, la polémique entre réformistes et révolutionnaires, unitaires et scissionnistes, intransigeants de droite et de gauche, politiques et syndicalistes se poursuit dans un climat tumultueux, quand, vers le soir, c'est Vincenzo Vacirca⁷¹, un syndicaliste sicilien qui, à l'âge de seize ans a organisé la ligue paysanne de Raguse et a déjà échappé à de nombreux attentats tant en Italie qu'aux États-Unis, qui prend la parole ... puis, ... se met à attaquer les directives de Moscou. Pour l'ennemi que constituent les grands propriétaires terriens, communisme et socialisme sont une seule et même chose. Les responsables de la réaction qui est en train de frapper le mouvement ouvrier et paysan sont, donc, les révolutionnaires de la parole qui prêchent vainement la violence en invoquant ainsi la répression de la bourgeoisie, oui, les responsables sont ces « révolutionnaires brandissant des canifs ».

Un souffle de réalisme s'est introduit à l'improviste dans la prison formée par les formules idéologiques. Le théâtre Goldoni est soudain plongé dans le silence. L'expression de Vacirca est restée dans le vague, mais l'allusion est claire, directe, le sarcasme vise quelqu'un de précis : en effet, au cours d'une interview qu'il avait donnée au mois d'octobre précédent, Nicola Bombacci, le « Christ des ouvriers », à propos du rôle de la violence, en homme doux et sincère, avait déclaré « être incapable de manier même un canif ».

Pour que sa raillerie envers Bombacci soit encore plus blessante, Vacirca, après avoir tiré de de sa veste un petit couteau de poche, se met à présent à sortir lentement la lame de son étui,

pendu par les pieds et livré à la vindicte publique avec ceux de Mussolini et de sa jeune maîtresse Claretta Petacci sur la place Loreto à Milan.

⁷¹ Vincenzo Vacirca (1886-1956), militant syndicaliste et politique sicilien dont la vie témoigne du sérieux et du courage de l'engagement. Il débuta son activité en organisant un cercle socialiste à Vittoria (province de Raguse) dès l'âge de 13 ans. Trois ans plus tard il organise la Ligue des paysans de Raguse. On le retrouve en 1904 à la tête de la Camera del Lavoro (Bourse du Travail) de Bari. En 1906, il devient secrétaire de la section socialiste de Ravenne. En butte à la répression policière et aux attaques d'hommes de main au service de ses adversaires politiques, il se réfugie d'abord à Venise puis est contraint d'émigrer d'abord au Brésil d'où il est expulsé vers l'Argentine, deux pays dans lesquels il poursuit inlassablement ses activités d'organisateur socialiste auprès des communautés italiennes émigrées. Rentré clandestinement en Italie en 1911, il est de nouveau contraint d'émigrer à Trieste, alors principal port de l'Empire austro-Hongrois. Il est à nouveau expulsé d'Autriche et émigre cette fois aux États-Unis où il organise syndicalement et politiquement les travailleurs à New York, Chicago et Boston. A la Nouvelle-Orléans, lors d'une manifestation contre l'entrée de l'Italie dans la première guerre mondiale, il est gravement blessé par des nationalistes italiens. De retour en Italie en 1919, il est élu député et envoyé par la Direction du Parti Socialiste en Sicile où se déroulent d'importants mouvements d'agitation autour de la petite ville de Modica (toujours dans la province de Raguse). En 1920, il est à Moscou où il interviewe plusieurs dirigeants bolcheviks pour le journal du PSI l'« Avanti ! ». Au cours de la même année il subit plusieurs agressions de la part d'hommes de main fascistes, dont l'une, particulièrement grave, se déroule à Raguse et provoque la mort de trois ouvriers et une soixantaine de blessés. Comme on l'a vu, c'est donc un militant et dirigeant particulièrement aguerri et éprouvé au feu de la lutte des classes qui s'oppose à Bombacci lors de l'épisode du Congrès de Livourne rapporté ici. Vigoureusement opposé à la scission communiste, il reste donc au PSI après Livourne, mais dès l'année suivante, alors que la droite du Parti provoque une nouvelle scission, il rejoint le petit Parti Socialiste Unifié de Turati et Matteotti qui regroupe les réformistes. De nouveau victime de la dictature fasciste qui s'installe dans ces années-là, il émigre une nouvelle fois d'abord à Londres, puis aux États-Unis où en 1927, il subit encore une agression de la part d'émigrés italiens partisans du fascisme. En 1934, il écrit un violent pamphlet contre Mussolini (*Storia di un cadavere* [Histoire d'un cadavre] !) qui ne sera publié qu'en 1942, à New York. En 1943, il rentre en Italie et se met au service de l'organisation de renseignements américaine OSS dans sa lutte contre le nazi-fascisme. A la libération, il adhère au Parti Socialiste de la Liberté d'Italie (PSLI), qui scissionne sur la droite du PSI de P. Nenni et qui devient le Parti Social-Démocrate Italien, dirigé par Giuseppe Saragat, futur Président de la République italienne.

avec une expression de défi et d'ironie. Pendant un instant toute division disparaît dans la salle et tous se tournent en direction des balcons de gauche où est assis, derrière sa barbe abondante couleur châtain, le « Lénine de la Romagne ».

Nicola Bombacci, comme poussé par le puissant courant de honte qui sourd de la salle, s'est levé. Il tremble de colère mais ne sait quoi faire.

« Prends donc ça, montre-lui de quoi tu es capable ». Derrière Bombacci, la voix de Umberto Terracini⁷² – dirigeant communiste favorable aux thèses de Moscou – souffle à son oreille. Plus bas, cachées, ses mains lui tendent un revolver.

Nicola Bombacci n'a jamais pris une arme en main de toute sa vie. Il la saisit, se penche au balcon et la pointe sur Vacirca, qui se tient comme paralysé au pupitre de l'orateur, le bras encore tendu dans un geste moqueur et accusateur.

« Ça ce n'est pas un canif, tu vas voir ! »

Sa voix s'étrangle, hystérisée par l'humiliation ressentie. Tout autour de l'estrade, les délégués se jettent sous les sièges. Mais la main qui empoigne l'arme, potelée, rose, délicate, vacille sous le poids du revolver à barillet.

L'engin qui vient d'être brandi, est à présent baissé. Bombacci s'effondre dans la pénombre du balcon. La tragédie a viré à la farce⁷³.

Malgré le parti-pris évident qui transparaît dans l'écriture de cette scène (par ailleurs parfaitement documentée, répétons-le) en faveur de la crédibilité du réformiste solide et près du terrain (Vacirca) contre le doux rêveur prônant une violence qu'il est incapable d'assumer (Bombacci) et qui relève d'un schéma bien connu revenant souvent dans les inévitables et éternelles polémiques politiques entre les tendances opposées de ceux qui « mouillent la chemise » et ceux qui sont censés être des doctrinaires « en chambre », il nous semble qu'elle

⁷² Umberto Terracini (1895-1983), issu d'une famille juive d'origine piémontaise, il fit la rencontre au lycée d'Angelo Tasca sous l'influence duquel il adhéra à la jeunesse socialiste en 1911. Il participa à la campagne contre la guerre de Libye et dès 1912 il devient secrétaire de la section locale du PSI, puis secrétaire de la province de Turin à la veille du déclenchement de la première guerre mondiale. En septembre 1916, il est arrêté et condamné à un mois d'emprisonnement pour avoir organisé un rassemblement d'opposition à la guerre. Enrôlé dès sa sortie de prison, il est envoyé sur le front en 1917. A la fin de la guerre, il obtient son diplôme d'avocat, profession qu'il exerce à partir de septembre 1919. Il participe avec Tasca, Gramsci et Togliatti à la création de « L'Ordine nuovo » et dirige lui-même d'autres publications socialistes Le 28 septembre 1920, à la direction du PSI, il prend parti pour la Fraction communiste « pure » de Bordiga, participe ensuite activement au Congrès de Livourne comme on l'a vu ci-dessus et fait partie avec Bordiga, Bombacci, Ruggero Grieco, Bruno Fortichiari, Luigi Reossi au premier Comité Exécutif du PC d'I et est élu député de ce Parti en 1921 et 1924. Il est arrêté en septembre 1926 et jugé en même temps que Gramsci par un Tribunal spécial qui le condamne à 22 ans et six mois de prison. En 1939, il condamne le Pacte germano-soviétique et est exclu du Parti dans lequel il ne sera réintégré qu'en 1943, après avoir trouvé refuge en Suisse. Après la chute du fascisme, il est élu en 1946 député de l'Assemblée Constituante dont il devient le président en 1947. En 1948, il se déclare en faveur du Front Démocratique Populaire formé par le PSI de Pietro Nenni et le PCI de Togliatti qui perd les élections lors de la campagne violemment anti-communiste menée par la Démocratie Chrétienne d'Alcide de Gasperi. Cette même année, il est néanmoins élu au Sénat, siège qu'il conservera jusqu'à sa mort en 1983. En 1956, il conteste vivement le fait que la direction du PCI, à la suite du XXe Congrès du PCUS se contente de parler d'« erreurs » de Staline ce qu'il considère pour sa part comme des « crimes ». Malgré cela, il approuve la même année l'intervention soviétique qui écrase la révolution hongroise. Personnalité hors norme mais intouchable du PCI, il est son candidat lors de l'élection à la Présidence de la République en 1962 où, malgré un score plus qu'honorable, il s'incline devant le social-démocrate G. Saragat. Dans les années 1970, il intervient à plusieurs reprises en faveur d'un traitement juridiquement équitable des jeunes gens de la mouvance terroriste et, par ailleurs, déploie une activité d'assistance à la popularisation des témoignages des communistes et antifascistes italiens réfugiés en URSS qui furent victimes de la répression stalinienne. Il se singularisa aussi dans la même période pour ses positions en faveur du droit à l'existence de l'état d'Israël contre le soutien de certains milieux de gauche et d'extrême gauche à l'aile la plus radicale de la résistance palestinienne.

⁷³ A. Scurati, *M. Il figlio del secolo*, op. cit., p. 308-310.

nous permet de nous faire d'emblée une idée d'ensemble de ce qui s'est joué en cette mi-janvier 1921 de capital pour le mouvement ouvrier italien.

Nous nous proposons à présent de « zoomer » en quelque sorte sur l'événement pour essayer d'en mettre en évidence les antécédents, les détails et les conséquences.

Les prémisses de Livourne (1919-1920) : succès et déboires du mouvement des masses.

La position de « L'Ordine nuovo » consistait essentiellement en ceci :

1) avoir su traduire dans un langage historique italien les principaux postulats de la doctrine et de la tactique de l'Internationale Communiste ; dans les années 1919-20 cela a signifié le mot d'ordre des Conseils d'usine et du contrôle de la production, c'est-à-dire l'organisation de masse de tous les producteurs pour l'expropriation des expropriateurs, pour substituer le prolétariat à la bourgeoisie dans la direction de l'industrie et donc, nécessairement, de l'État ;

2) avoir soutenu, au sein du Parti socialiste, qui représentait à l'époque la majorité du prolétariat, le programme intégral de l'Internationale communiste et pas seulement telle ou telle de ses parties.

Antonio Gramsci, *Il nostro programma*, « L'Ordine nuovo », 1-13 avril 1924⁷⁴.

Les années se suivent et ne se ressemblent pas et paraissent même jouer à se distinguer du tout au tout l'une de l'autre, même quand elles se succèdent immédiatement. L'année 1919, qui est celle de la proclamation de l'Internationale Communiste (2-6 mars), est sans conteste une année faste pour le mouvement ouvrier italien et pour le Parti qui en incarne la représentativité, le PSI. Les horreurs de la guerre impérialiste et le marasme économique qui succèdent à une « victoire » si chèrement acquise et que, de plus, les éléments nationalistes s'empressent de déclarer « mutilée » provoquent une vague intense de mécontentement dans les masses ouvrières et paysannes dont les dirigeants maximalistes du Parti socialiste se voient parfois contraints de modérer l'ardeur d'en découdre. Cette même direction produit toute une série de textes, de motions, de résolutions dans lesquels elle dit s'inscrire pleinement dans le processus de révolution internationale que semble laisser présager la victoire des bolcheviks en Russie et leur lutte héroïque contre l'agression des puissances capitalistes. Elle se dit prête à s'appuyer sur la détermination revendicative de masses pour instaurer une république socialiste en Italie fondée sur un gouvernement de dictature du prolétariat. Ces mâles paroles, même si elles sont peu suivies de mesures concrètes permettant de les inscrire de manière effective dans un processus réel ayant quelque chance de leur conférer une réalité, puisque dans le même temps toute latitude est laissée à la tendance droitiste ouvertement réformiste et gradualiste qui tient bien en main, le groupe parlementaire, les syndicats et les organismes d'assistance et d'entraide ouvrière pour tenter de négocier avec les divers représentants des partis bourgeois qui se succèdent au pouvoir des compromis et des aménagements pouvant apporter des améliorations des conditions de vie et de travail limitées dans les secteurs très circonscrits de la classe ouvrière. Mais, comme cela est bien naturel, dans leur enthousiasme, les masses en mouvement ne perçoivent pas les contradictions et les dangers que représentent le hiatus entre la propagande radicale de la direction socialiste et sa confusion et son inefficacité quand il s'agit de passer aux actes et à leur programmation et à leur organisation.

Le Parti connaît donc un afflux d'adhésions considérable passant de moins de 50 000

⁷⁴ Cité par P. Spriano, *Storia del Partito Comunista Italiano. I Da Bordiga a Gramsci*, op. cit., p. 49.

adhérents avant l'entrée en guerre en mai 1915 à 87 000 au début de cette année 1919.

Aux élections législatives du mois de novembre de la même année, alors que le fondateur des faisceaux de combat, embryons du Parti fasciste (créés en mars) le transfuge socialiste Benito Mussolini subit l'humiliation de ne même pas être élu à Milan, la ville où il a installé le siège national de son organisation, le PSI avec 32,3% des suffrages et 156 élus au Parlement connaît, lui, un véritable triomphe.

Partout se multiplient les grèves, les mouvements revendicatifs pour l'amélioration immédiate des conditions de vie et de travail, les occupations de terres par des paysans qui, après les souffrances endurées dans les tranchées n'acceptent plus d'être bercés de belles paroles.

Ce climat favorise évidemment la radicalisation au sein du Parti : le 1er mai, un groupe de jeunes intellectuels qui se sont connus à l'Université de Turin, Antonio Gramsci, Umberto Terracini, Angelo Tasca et Palmiro Togliatti⁷⁵ fondent un hebdomadaire « L'Ordine nuovo »

⁷⁵ Antonio Gramsci (1893-1937) est encore aujourd'hui une des figures les plus connues et les plus étudiées du mouvement communiste non seulement italien mais mondial. On peut aller jusqu'à dire qu'il a été érigé, pour le meilleur et pour le pire, au rang de véritable mythe.

Pour Umberto Terracini, (cf. note 8 ci-dessus)

Angelo Tasca (1892-1960), brillant élève du prestigieux lycée classique Gioberti de Turin où il se lia d'amitié avec U. Terracini (cf. note 8 ci-dessus), il fut d'abord l'un des dirigeants de la Jeunesse socialiste italienne (FGSI), puis de la fédération de Turin du PSI. Après la guerre, il dirigea la Camera del Lavoro (Bourse du Travail) de Turin fonda avec Gramsci et Togliatti le journal « L'Ordine Nuovo » dont le lancement fut financé à 50% par son propre beau-père. Partisan de la scission de Livourne, il fut élu parmi les quinze membres du premier CC de ce Parti, puis fit parti du secrétariat qui succéda à celle de la gauche en 1924. Dès l'année suivante, il rompit avec Gramsci et Togliatti et se positionna clairement à la droite du PCd'I. Arrêté à deux reprises en 1923 et 1926 par les autorités fascistes, il se réfugia en France et fit partie en 1928-29 du Présidium de l'IC où il adopta des positions proches de celle de Boukharine. En 1929, il fut exclu du PCd'I pour ses critiques sur le tournant ultragauchiste de la direction stalinienne. En France il devint le rédacteur-en-chef de l'hebdomadaire « Monde » fondé et dirigé par Henri Barbusse de 1930 à 1933. Il adhéra au PSI en 1935 où il milita contre l'unité d'action avec le PC d'I. Durant la guerre d'Espagne, il soutint le POUM et se vit confier par Léon Blum la rubrique de politique étrangère du quotidien socialiste « Le Populaire ». Il devint avec G. Saragat et Oddino Morgari l'un des trois dirigeants du PSI, lors de la démission de P. Nenni (favorable à l'Union avec le PCd'I) en 1939. Pendant l'Occupation il collabora avec Vichy et dirigea même le Centre d'Études du Ministère de l'Information de Paul Marion. A la Libération, il fut arrêté en 1944 pour collaborationnisme, mais fut relâché au bout d'un mois après avoir pu établir sa participation pendant l'Occupation à un réseau résistant situé en Belgique. Dans la période suivante, il collabora à de nombreuses publications française et italiennes, notamment au quotidien « Le Figaro » et, considéré comme un « expert » du communisme, il publia sous le pseudonyme d'A. Rossi plusieurs ouvrages de critique de l'histoire du stalinisme comme *Physiologie du Parti Communiste Français* (Paris, Éditions Self, 1948) ou encore *Le Pacte germano-soviétique* (Paris, éditions de la Liberté et de la Culture, 1954), mais son ouvrage à juste titre le plus important est sans doute son analyse de la prise du pouvoir par le fascisme, qu'il avait vécue de près et en tant que protagoniste politique de premier plan : *Naissance du fascisme. L'Italie de 1918 à 1922* (Paris, Gallimard, 1938 encore republié en 2004 dans la Collection « Tel » de la même maison d'édition). Pendant la guerre froide il travailla aussi comme « Consultant » sur les affaires « communistes » du Bureau d'Études européen de l'OTAN. Ajoutons pour la petite histoire que la fille de Tasca, Catherine (née à Lyon en 1941) a été députée PS des Yvelines de 1997 à 2000, sénatrice PS de 2004 à 2017, ministre et secrétaire d'État de divers gouvernements sous les Présidences de François Mitterrand et Jacques Chirac entre 1988 (Gouvernement Rocard I) et 2002 (Gouvernement Jospin).

Palmiro Togliatti (1893-1964), membre, comme nous l'avons vu, du noyau fondateur du courant « ordinoviste », P. Togliatti devint dès 1927 le principal dirigeant du PCd'I et un des principaux dirigeants de l'Internationale Communiste stalinisée. Après la guerre, il fut ministre à plusieurs reprises dans les gouvernements d'union nationale de la République italienne en formation et fut même vice-Président du Conseil des ministres du 12 décembre 1944 au 2 juin 1945 sous les Présidences du conseil successives d'I. Bonomi et de Ferruccio Parri. Comme nous l'avons dit à propos de Gramsci (cf. note 11 ci-dessus), il a été lui aussi en quelque sorte mythifié par une grande partie de l'intelligentsia de gauche qui, chose assez incroyable, l'ont transformé, contre toute évidence historique, en opposant au stalinisme et en précurseur, par sa mise en avant dans les années soixante de prétendues « voies nationales » et « pacifiques » au socialisme, de cet eurocommunisme « berlinguerien » des

qui va jouer un rôle culturel et politique capital, notamment dans le mouvement de l'« Occupation des usines » qui se déroulera l'année suivante.

Malgré cette conjonction d'éléments favorables, la faiblesse théorique de la tendance majoritaire et les divisions très profondes qui existent entre les réformistes déclarés, Filippo Turati⁷⁶, qui fait figure de grand théoricien et de figure tutélaire du Parti, Roberto Mondolfo⁷⁷, philosophe et idéologue de la conception gradualiste de la lutte pour le socialisme et les éléments les plus radicaux qui ont commencé à se regrouper autour de la Fraction abstentionniste dirigée par Amadeo Bordiga montrent à l'évidence que ce Parti est structurellement incapable de mettre en pratique ses retentissantes proclamations révolutionnaires, ce que les dirigeants de l'IC devront reconnaître à Livourne en critiquant vivement, non seulement pas la bouche du bulgare Kabatchiev comme nous venons de le voir, mais aussi du représentant du Parti communiste allemand unifié (VKPD), créé un mois avant au Congrès de Halle (4-7 décembre 1920) par la fusion de la gauche social-démocrate de l'USPD avec le KPD issu du spartakisme, Paul Levi⁷⁸, qui, malgré ses velléités conciliatrices est contraint de se rallier à la position intransigeante de l'Internationale.

L'année 1920 sera celle où toutes les faiblesses et les malentendus dissimulés par les

années 1970-80 qui, par sa prise de distance avec la direction bureaucratique fossilisée des dernières années de l'URSS, loin de frayer la voie à un quelconque socialisme, a au contraire préparé le ralliement des trois principaux Partis communistes ouest-européens (PCF, PCE, PCI) à la défense ouverte de leur Etat bourgeois respectif, jusqu'à entraîner en Italie l'autodissolution du PCI dans le Parti démocrate d'aujourd'hui. Nous avons à plusieurs reprises évoqué le personnage dans les CMO (cf. sur ce site la rubrique « Les Cahiers » ; **Thème : « Stalinisme hors d'URSS », CMO n° 32, 4e trimestre 2006** *Les répercussions de la révolution hongroise sur le PC italien et La réunion du BP du PC italien sur la révolution hongroise (30 octobre 1956)* et **CMO n°72, 4e trimestre 2016** *Les Kominformistes dans la Yougoslavie de Tito* et « D'accord penchez Nagy, mais seulement après les élections en Italie »). Vu l'importance considérable de Togliatti dans l'histoire du mouvement communiste et donc du mouvement ouvrier, nous nous proposons de revenir sur son rôle et son action politiques dans des numéros ultérieurs des CMO.

⁷⁶ Filippo Turati (1857-1932), sur sa figure de théoricien marxiste et de figure emblématique du socialisme propre à la Deuxième Internationale fidèle au modèle unanimement accepté avant 1914 du SPD allemand, on se référera au dossier *Italie 1919-1920 : situation révolutionnaire*, in « Les Cahiers du Cermtri » n° 114 (septembre 2004). (**Disponible au Cermtri, 3 rue Meissonier 93500 Pantin cermtri@wanadoo.fr**)

⁷⁷ Rodolfo Mondolfo (1877-1976), Universitaire, penseur et théoricien du socialisme né dans une famille aisée d'origine israélite de la province d'Ancône dans les Marches, il fut un lycéen doué puis un étudiant remarqué à Florence où son frère aîné le mit en contact avec les milieux littéraires et politiques de la ville. Il adhéra au PSI et devint collaborateur de la grande revue socialiste « Critica Sociale » fondée par Turati. En 1914, il fut nommé à la chaire d'histoire de la philosophie de l'Université de Bologne. Il publia alors un grand nombre d'articles et d'ouvrages dans lequel il réexamina la tradition hégélienne et marxiste (Ludwig Feurbach, Friedrich Engels, Karl Marx, Ferdinand Lassalle) dans un sens humaniste, critiquant le dogmatisme, le déterminisme économique qui lui semblaient trahir le sens profond de la doctrine marxiste. Ses recherches le rapprochèrent des conceptions de Jaurès. Il devint donc en quelque sorte l'idéologue de la tendance réformiste du PSI ce qui lui valut d'être taxé par Gramsci (lui aussi de formation philosophique) de « marxiste de la chaire ». Malgré son opposition jamais dissimulée au régime fasciste, il participa au cours des années Trente à la rédaction de la monumentale « Encyclopédie Italiennes », bénéficiant de la protection de son collègue philosophe Giovanni Gentile, ministre de Mussolini et idéologue officiel du Régime. Toutefois, en raison des lois raciales promulguées en 1938, il fut démis de ses fonctions de professeur d'Université et trouva alors refuge en Argentine où il fut successivement (de 1940 à 1948) professeur de grec ancien à l'Université de Cordoba, puis professeur de philosophie antique à l'Université de Tucumàn. Malgré le fait qu'il avait été réintégré dans sa chaire de philosophie de l'Université de Bologne à la Libération, il continua à exercer en alternance en Italie et en Argentine et mourut presque centenaire à Buenos Aires en 1976.

⁷⁸ Paul Levi (1883-1930), avocat et dirigeant socialiste compagnon de Rosa Luxembourg connu pour sa lutte contre les « gauchistes » de l'intérieur et de l'extérieur de l'IC, nous renvoyons à notre recension de l'opuscule récent que lui ont consacré Jean-François Claudon et Vincent Prémey (Paul Levi. *L'occasion manquée*, Rochefort-en-Terre Morbihan, Éditions de Maignon [Hier et Aujourd'hui], 2017, in CMO n° 80, 4e trimestre 2018, p. 29-32).

apparentes victoires de 1919 vont apparaître au grand jour.

Certes les grèves se multiplient et prennent même des aspects spectaculaires comme la grève dite des « aiguilles » au mois d'avril contre la tentative de la direction des usines FIAT d'imposer aux travailleurs l'heure et surtout l'occupation des usines impulsée par le groupe de « L'Ordine nuovo » en août septembre qui se soldèrent toutes deux par un échec, à la fois du fait du manque de soutien évident des dirigeants réformistes de la CGL et de l'inconséquence de la direction maximaliste du PSI⁷⁹.

Parallèlement, le mouvement d'occupation des terres par les paysans se poursuivant avec une intensité et une violence inédites, les bandes armées fascistes qui avaient semblé avoir subi un coup d'arrêt par l'impasse dans laquelle les avait apparemment plongées l'année précédente la montée en puissance des socialistes, trouvèrent au service des grands propriétaires fonciers de plus en plus inquiets, une occasion de se refaire une santé en intervenant de façon toujours plus brutale contre les paysans et en commençant à user de la menace et de la voie de fait contre le mouvement ouvrier organisé qu'elles avaient plus ou moins ménagé dans un premier temps.

La situation internationale avec le développement de la guerre civile en Russie et, notamment l'échec de l'armée rouge à Varsovie et en Ukraine (août-septembre), les bolcheviks eux-mêmes sont divisés sur les possibilités d'effectuer la jonction entre la Russie révolutionnaire sortie exsangue de la guerre civile et d'éventuelles, mais problématiques révolutions victorieuses dans d'autres pays d'Europe occidentale (France, Allemagne, Italie).

Pour une part, ce sont ces incertitudes et ces alternances de prévisions exagérément optimistes et d'inquiétudes qui expliquent la tactique que va suivre l'IC dans la scission du Parti Socialiste Italien⁸⁰.

Le premier Congrès de Livourne (15-21 janvier 1921) : Une scission pour quoi ?

C'est tout notre vieux mouvement qui se voit brisé par un déchaînement de violence qui n'a d'égal dans aucun autre pays ; nous vivons des journées d'angoisse.

Et il n'y a rien à faire contre tant d'arrogance impunie car, malheureusement, pendant que tout le monde parlait de révolution, personne ne la préparait.

A présent nous sommes les victimes de cette exaltation révolutionnaire purement verbale qui a trompé un peu tout le monde au cours des mois qui viennent de s'écouler.

Giacinto Menotti Serrati⁸¹, leader de la tendance maximaliste majoritaire du PSI, lettre à Jacques Mesnil du 28 janvier 1921⁸².

⁷⁹ Pour une étude plus détaillée de ces mouvements, cf. le dossier du Cermtri n°114 *Italie 1919-1920 : situation révolutionnaire*, cité à la note 12 ci-dessus.

⁸⁰ P. Broué parle à ce propos de divergences entre Trotsky qui émet des doutes sur la possibilité que les premières victoires de l'Armée rouge en Pologne débouchent sur une série de révolutions permettant de briser l'isolement de la Russie comme on l'avait déjà cru lors de la révolution allemande de novembre 1918 noyée dans le sang par les dirigeants du SPD et Lénine qui avec Zinoviev incline plutôt vers le contraire (cf. P. Broué, *Histoire de l'Internationale communiste*, op. cit., p. 159 et 851).

⁸¹ Sur Giacinto Menotti Serrati (1872-1926), voir le dossier *Italie 1919-1920 : situation révolutionnaire*, cit., cf. notes 15 et 12 ci-dessus.

⁸² Jacques Dwelshauvers dit Jacques Mesnil (1872-1940) : journaliste, anarchiste et critique d'art belge. Après des études de médecine et de lettres classiques, il se rendit en Italie pour y compléter sa formation médicale, où il entra en contact avec Errico Malatesta et les milieux anarchistes. En 1897 il entra aussi en rapport avec le savant

Mais revenons à ce début d'année 1921 dont nous avons anticipé en introduction un épisode significatif. Le gouvernement italien est dirigé par le vieil homme providentiel de la bourgeoisie libérale italienne Giovanni Giolitti déjà âgé de 78 ans⁸³ lorsqu'il est appelé pour la cinquième fois à la Présidence du Conseil par le roi Victor Emmanuel III le 15 juin 1920. Il a déjà par sa politique relativement conciliatrice qui se fonde sur la conviction que les dirigeants syndicaux et les réformistes à la tête du PSI n'ont aucune intention révolutionnaire, sauvé la mise au patronat en faisant d'habiles concessions mineures aux revendications des travailleurs et en s'efforçant d'intégrer toujours davantage les dirigeants socialistes à l'état bourgeois.

Le gouvernement qu'il préside et qui restera en fonction jusqu'au 15 juin 1921, c'est-à-dire au moment de Livourne et dans les premiers mois d'activité du PCd'Italie, est d'ailleurs le reflet de cette habile politique de convergence puisqu'il compte dans ses rangs comme ministre de la Guerre une ancienne figure du mouvement socialiste, Ivano Bonomi⁸⁴, qui avait été exclu du PSI, notamment sur l'initiative de Mussolini lors du Congrès de Reggio d'Émilie en juillet 1912 pour avoir soutenu la guerre coloniale de Lybie, tandis qu'une autre figure au passé de l'extrême gauche du PSI, l'ex-syndicaliste révolutionnaire Arturo Labriola⁸⁵, lui aussi partisan de l'aventure coloniale libyenne, était Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale dans ce même gouvernement.

Il mettra cette politique en œuvre durant l'épisode de l'Occupation des usines des mois d'août septembre, en refusant les manières fortes préconisées par certains dirigeants patronaux, comprenant parfaitement, et même bien mieux que les ordinovistes à l'origine de cette action, que les divisions dans le PSI, en dépit des slogans tonitruants brandis par les maximalistes, étaient un gage d'échec pour ce mouvement revendicatif si particulier.

Néanmoins, les violences des *squadristi*, groupes d'hommes de main qui incendient, violentent et parfois tuent ouvriers, paysans, opposants s'intensifient et, pour ne nous limiter qu'aux deux semaines qui précèdent le début des travaux du Congrès socialiste, il ne se passe presque pas de jours sans qu'il n'y ait dans la péninsule des faits de violence très graves et qui peuvent s'assimiler à une guerre civile larvée : le 1er janvier 1921, à Casale Monferrato dans le Piémont c'est un officier de l'armée qui tue d'un coup de pistolet l'ouvrier socialiste Secondo Reale à la suite d'une altercation, le surlendemain 3 janvier les bandes fascistes de

anarchiste et ancien communard Elisée Reclus. Il se rend ensuite à Florence où il se passionne pour l'étude de l'art de la Renaissance sur lequel il publia de nombreux ouvrages et articles, devenant ainsi un spécialiste reconnu dans ce domaine. Passé en France en 1906, il se lia d'amitié avec Romain Rolland. Ébranlé par le ralliement à l'Union sacrée de plusieurs libertaires en 1914, il se rapprocha des socialistes pacifistes et collabora au journal « L'Humanité », finissant même par adhérer à la SFIO en 1918. En 1920-21, il continue à collaborer à l'« Humanité » et au « Bulletin Communiste ». La répression par les bolcheviks de l'insurrection de Kronstadt en mars 1921, l'éloigne du PCF il participe cependant en compagnie de Vaillant-Couturier et Souvarine au IIIe Congrès de l'IC de juin 1921 où il rencontre Boris Souvarine, Victor Serge et Pierre Pascal. Sa collaboration avec « L'Humanité » est interrompue en août 1924 et il collabore alors à « La révolution prolétarienne » de Pierre Monatte et, à partir de 1928 avec la revue « Monde » d'H. Barbusse. Parmi ses articles politiques on peut signaler un compte-rendu sur le célèbre ouvrage de Lénine *La maladie infantile du communisme* dans le « Bulletin Communiste » n°10 du 10 mars 1921. Cette lettre que lui adresse Serrati est citée par Mimmo Franzinelli dans son récent ouvrage sur la naissance du fascisme, *Fascismo anno zero. 1919 : la nascita dei Fasci italiani di combattimento*, Milano, Mondadori (Collezione Le Scie), 1919, p. 162.

⁸³ Giovanni Giolitti (1842-1926), cf. le dossier *Italie 1919-1920 : situation révolutionnaire*, cité aux notes 17, 15 et 12 ci-dessus.

⁸⁴ Ivano Bonomi (1873-1951). Sur ce dirigeant ultra-réformiste, exclu du PSI dès 1912 qui fut par la suite président du Conseil, voir le dossier *1913-1915 : De la neutralité à la guerre* publié dans « Les Cahiers du Cermtri », n° 154, (2014).

⁸⁵ Arturo Labriola (1873-1959) qu'on se gardera de confondre avec son homonyme Antonio Labriola (1843-1904), philosophe et important théoricien introducteur du marxisme en Italie, lié à Friedrich Engels et aux principaux dirigeants de la social-démocratie allemande d'avant la première guerre mondiale.

Ferrare se livrent à des représailles dans toute la ville suite aux coups de feu qu'elles ont essuyés de la part de membre de la municipalité socialiste de la ville le 21 décembre précédent, le 7, à Vercelli dans le Piémont ce sont une dizaine d'anciens combattants qui tentent de déboulonner une plaque apposée par les socialistes pour commémorer les « morts qui, sans le savoir, ont sacrifié leur jeunesse à la cause du capitalisme », des échauffourées s'ensuivent au cours desquels un des assaillants nationalistes, membre de l'équipe locale de football est mortellement blessé par une décharge de plombs, à la suite de quoi le maire adjoint socialiste de la ville est arrêté, le 8, à Rovigo (Vénétie), le fasciste Gigi Lanzoni exaspéré par la dispute qui l'oppose à un groupe de socialistes se met à tirer dans le tas, blessant gravement trois de ses interlocuteurs et même son camarade, Umberto Klinger, un légionnaire qui vient d'être évacué de la ville de Fiume suite à son occupation illégale de plus d'un an sous la direction du Commandante Gabriele D'Annunzio auquel le gouvernement Giolitti a mis fin, le même jour dans la petite commune toscane de San Valentino di Sorano (dans la province de Grosseto) des carabinieri ouvrent le feu sur un groupe d'ouvriers agricoles qui occupent des terres et font un mort... on enregistre des faits analogues, voire plus graves encore les 10, 11, 12, 13 janvier tandis que la 15, le jour où commencent les débats enflammés de Livourne, des *squadristi* tuent un travailleur lors d'un assaut sur le port de Gênes. Le 18 janvier le député de la minorité socialiste réformiste Giacomo Matteotti⁸⁶ qui assiste au Congrès pour y défendre le refus d'accepter les conditions d'appartenance à l'IC est obligé de quitter précipitamment Livourne car il apprend qu'à Ferrare, encore une fois, ville dont il est l'une des personnalités politiques les plus importantes, les autorités viennent d'arrêter le maire socialiste ainsi que le dirigeant des ligues paysannes rouges, à la suite des

⁸⁶ Giacomo Matteotti (1885-1924), avocat et journaliste originaire de la province de Rovigo dans le sud de la Vénétie, adhérent au PSI, il exprime pendant la guerre des opinions pacifistes qui lui valent d'être envoyé en relégation en Sicile. Brillant activiste et excellent orateur, il est élu député du PSI en 1919 et sera régulièrement réélu dans cette fonction aux élections de 1921 et 1924. L'année suivante il devient aussi secrétaire de la Camera del Lavoro (Bourse du travail) de Ferrare, important centre agricole de la basse vallée du Pô. D'un grand courage physique il publie en 1921 une enquête sur les agissements des bandes fascistes en Italie. Exclu du PSI pour réformisme en novembre 1922 (quelques jours après la Marche sur Rome), il rejoint le Parti Socialiste Unitaire dont il devient le secrétaire. Au début de 1924 son livre *Un anno di dominazione fascista* [Une année de domination fasciste] est traduit en anglais. Le 30 mai 1924, il prononce à la Chambre un discours mémorable où il dénonce impitoyablement les irrégularités et les violences fascistes qui ont marqué les élections du 6 avril précédent dont il demande l'invalidation (Proposition qui sera bien sûr refusée par la chambre dominée par les fascistes par 285 voix contre 57 et 42 abstentions). A la fin de son intervention, il dit à ses camarades du PSU venus le féliciter : « Moi, mon discours je l'ai prononcé, maintenant vous pouvez préparer mon oraison funèbre ». Le 10 juin 1924, alors qu'il se rend à pied à la Chambre vers 16h15, une voiture l'attend avec à son bord quatre hommes de main dirigés par le voyou criminel au service de ce qu'on appelle par dérision dans les milieux du pouvoir la « Čeka » du Parti National Fasciste (donc, avec des complicités au plus haut niveau des dignitaires du Régime), Arrigo Dùmmini né aux Etats-Unis, ancien membre de commandos d'élite dans l'armée italienne pendant la guerre et qui se présente volontiers en public en faisant suivre son identité de la mention « 9 homicides ». Les voyous poussent de force Matteotti dans la voiture (sans doute dans le dessein de le séquestrer), mais le député se débat vigoureusement si bien que l'un de ses assaillants le poignarde sauvagement à plusieurs reprises et le tue. Affolés les assassins se débarrassent alors du corps qu'ils enterrent à la va-vite dans un terrain vague de la banlieue romaine. La disparition de Matteotti crée un énorme émoi dans l'opinion publique et la classe politique. Plusieurs responsables du PNF démissionneront de leurs fonctions, certains se constituant même prisonniers, sûrs qu'ils sont de la clémence d'une justice désormais aux ordres. Le 26 juin la plupart des députés de l'opposition décident, en reprenant un ancien mode de protestation des plébéiens contre les injustices commises par les consuls au temps de la république romaine antique, de faire sécession (c'est ce qu'on a appelé par référence à l'Antiquité la sécession de l'Aventin en référence à la colline romaine qui était le lieu de résidence où s'étaient retirés les plébéiens). Le cadavre de Matteotti ne fut retrouvé que le 16 août à l'indignation presque générale et au grand désarroi de la plupart des fascistes eux-mêmes craignant d'être définitivement discrédités et de perdre le pouvoir. Ce n'est que le 3 janvier 1925, lors d'un discours mémorable à la Chambre, que Mussolini, niant et revendiquant à la fois sans craindre de se contredire la responsabilité morale de l'assassinat, décida de passer en force et de transformer par des lois à juste titre qualifiées de « fascistissimes » le Régime dans une dictature ouverte qui ne fit que s'aggraver jusqu'à sa chute finale.

affrontements du début du mois. Il est attendu par un comité d'accueil de militants fascistes qui l'insultent, le couvrent de crachats, le bousculent et même le giflent sans que les forces de l'ordre ne s'interposent⁸⁷.

C'est donc dans un tel climat de tension que s'ouvrent les travaux du Congrès.

En fait, les jeux sont en grande partie déjà faits et la scission presque certaine.

Les trois groupes en présence, communistes « purs » de Bordiga, maximalistes de Serrati et réformistes de la « Concentration socialiste » de Turati campent sur leurs positions.

Ils connaissent par ailleurs des divisions internes qui rendent la situation encore plus confuse et qui apparaîtront bientôt de façon criante, notamment dans les premières années d'existence du jeune Parti Communiste et aboutiront à la stratification d'une tendance qui existe toujours de nos jours, même si elle est extrêmement minoritaire et qu'on baptise du nom de « gauche italienne » ou « gauche communiste », Bordiga et ses partisans théorisant le principe de l'élaboration nécessairement collective d'une ligne véritablement marxiste révolutionnaire et refusant donc toute personnalisation.

Le moindre des paradoxes est qu'au moment où s'ouvre le Congrès, les trois tendances sont de fait membres de l'Internationale Communiste puisque, même les réformistes les plus droitiers n'ont pas refusé de s'y rallier lors de sa proclamation en mars 1919, avant la publication des fameuses 21 conditions au deuxième Congrès de l'IC en septembre 1920. En octobre 1919, sur le conseil d'un émissaire russe de l'IC, le bolchevik Nicolai Liubarsky⁸⁸, les maximalistes créent un bimensuel intitulé « Comunismo » et qui se proclame « Revue de la Troisième Internationale » sous la direction de Serrati⁸⁹.

Mais les futurs partisans du ralliement au Parti international de la révolution se sont déjà en fait positionnés et comptés dès février 1917⁹⁰ lors d'une réunion organisée à Rome en remplacement du Congrès national qui avait été interdit par les autorités où la gauche, qui rejetait tout autant la position de la majorité centriste maximaliste (qui préconisait « ni d'adhérer ni de saboter » la participation de l'Italie à la guerre impérialiste), que celle de la droite réformiste (qui donnait des signes de plus en plus clairs qu'elle était sur le point de céder à l'union sacrée), présenta une motion qui obtint le chiffre remarquable et significatif de 14 000 mandats contre les 17 000 qui se portèrent sur celle présentée par le centre maximaliste et à laquelle se rallia la droite⁹¹. Cette orientation de la gauche fut confirmée dans

⁸⁷ Ces renseignements sont extraits du site en ligne cinquantamila.it animé par Giorgio Dell'Arti.

⁸⁸ Nikolai Markovitch Liubarsky, militant bolchevik qui avait émigré aux États-Unis avant la révolution pour échapper à la prison, fut en 1917 secrétaire de la Douma de la ville de Vladivostok. Il fut envoyé en mission en Italie par l'Internationale en 1919 et prend le pseudonyme de Carlo Niccolini. Rentré en Russie en 1921, il fut envoyé comme ambassadeur d'URSS en Mongolie et travailla aussi à l'Institut pour l'agriculture. Exclu du PC (b) et déporté en Sibérie, il fut probablement victime de la répression stalinienne nous sommes redevable de ses informations biographiques à P. Spriano, cf. *Storia del Partito Comunista Italiano. I Da Bordiga a Gramsci, op. cit.*, p. 37 et note 2, qui déclare les tenir de Vassili Antonov, longtemps correspondant en Italie de l'Agence soviétique Rosta (l'ex-Tass) et qui assista en cette qualité au procès intenté à Gramsci par le Tribunal spécial fasciste. Signalons, toujours à ce sujet, que dans son *Histoire de l'Internationale Communiste*, ouvrage que nous avons citée aux notes 16 et 5 ci-dessus, P. Broué commet une confusion sur ce personnage qu'il confond avec un autre envoyé de l'Internationale en Italie, le polonais Chaïm Heller (1881-1943) qui avait pris en Italie le nom de Gaetano Chiarini et qui fut membre de la direction du Parti italien jusqu'en 1943 (cf. dans l'« Index biographique » de l'ouvrage de Broué le renvoi à « Heller, Caïn [sic ! NB on trouve le même étrange prénom chez Spriano] » au lemme « NICCOLINI, Carlo », in P. Broué, *Histoire de l'Internationale communiste, cit.*, p. 1057, alors que dans le corps du texte, aux pages 90, 94 et 114, les deux personnages sont bien distingués, avec cette différence que Chiarini se voit attribué le prénom d'« Antonio » (p. 94).

⁸⁹ Cf. illustration ci-dessous p. 14.

⁹⁰ Cette réunion se déroule au moment même où la Révolution de février vient d'éclater en Russie le 23 février.

⁹¹ Cf. « Il convegno di Roma, febbraio 1917, e altre manifestazioni della Sinistra, ch. 19 de *Storia della sinistra comunista*, vol. I, Milano, edizioni « il programma comunista » del partito comunista internazionalista, 1964, p.

une réunion qui se tint à Florence au mois d'août de la même année⁹² où fut créée la « Fraction Intransigeante Révolutionnaire », alors même que se produisaient les insurrections populaires spontanées contre la guerre et les conditions de vie de Turin⁹³.

C'est dans ce climat où se construisait peu à peu une tendance communiste que furent créés aussi deux journaux *Il Soviet* à Naples par Bordiga en décembre 1918 et *l'Ordine nuovo* à Turin en mai 1919 dont le rôle politique dans le tour que prirent les événements à Livourne ne sauraient être surestimés. Sans compter qu'un autre groupe radical agissait par ailleurs à Milan sous la direction de Luigi Repossi et d'Abigaille Zanetta⁹⁴ et qu'un autre était également actif à Florence avec Egidio Gennari et le cheminot Spartaco Lavagnini⁹⁵.

104-11. Ce résultat traduit en effet la radicalisation que la guerre et son cortège d'horreurs et d'injustices provoquait à l'intérieur du PSI, laquelle n'était à son tour que le reflet de celle qui touchait des larges masses de la population et que l'évolution similaire de la situation en Russie jusqu'à la Révolution d'Octobre allait bien entendu intensifier.

⁹² Donc en concomitance avec le putsch contre le gouvernement provisoire du général Kornilov qui échoua grâce au soutien militaire et non politique que les bolcheviks accordèrent alors à Kerenski.

⁹³ Nous les avons évoquées dans l'article « L'année 1917 en Italie », CMO n°65 (Premier trimestre 2015), pages 147-160 : 151-156 (**à consulter sur ce site**).

⁹⁴ Sur Luigi Repossi (1882-1957) qui sera élu au Comité Exécutif du PCd'I à Livourne et Abigaille Zanetta (1875-1945), figure féminine de la gauche du PSI qui elle ne rejoignit jamais le PC, voir la traduction que nous avons donné d'un article de Bruno Fortichiari (1892-1981) dans notre article « L'année 1917 en Italie », CMO n° 65 (Premier trimestre 2015), p. 147-160 : 157-160 (**à consulter sur ce site**).

⁹⁵ Egidio Gennari (1876-1942), jeune étudiant il prit part à la grève qui fut organisée à l'Université de Rome en 1896 à la suite de l'annulation du cours universitaire donné par le philosophe marxiste Antonio Labriola (sur ce personnage, cf. note 21 ci-dessus). Il adhère au PSI l'année suivante et exerce la profession d'enseignant dans diverses villes (Pesaro, Crémone, Ascoli). En 1911, il s'installe à Florence et adhère à la fraction intransigeante du PSI. Il est alors rédacteur de l'hebdomadaire socialiste « La Difesa » [La Défense] et membre du Comité Exécutif de la province de Florence. Il participe à la propagande contre la guerre impérialiste. A la tête de la section de Florence, notamment avec Spartaco Lavagnini qui adhérerait comme lui au PC d'I et sera la victime de la violence fasciste le 27 février 1921, il la fait prospérer puisqu'elle double dans cette période le nombre de ses adhérents et devient avec Milan, Turin et Naples l'un des grands pôles révolutionnaires du pays. En 1917, il change de positions sur la question de la rupture avec les réformistes à laquelle il s'était opposé jusqu'alors. Après la réunion de Florence du mois d'août 1917 dont nous avons parlé (cf. note 28 ci-dessus), il contribua à la rédaction de la plateforme de la « fraction révolutionnaire intransigeante » du 23 août qui constitua une étape importante dans la formation du groupe qui allait former le PC d'I, il participa à la réunion clandestine du mois de novembre de la même année où se rencontrèrent pour la première fois Bordiga et Gramsci (cf. notre article « L'année 1917 en Italie », CMO n° 65, cité à la note 29 ci-dessus, p. 159). En janvier 1918, suite à l'arrestation du secrétaire du PSI Costantino Lazzari que nous avons évoquée ci-dessus à la note 6, E. Gennari fut appelé à la direction nationale du Parti. Opposé à l'abstentionnisme de Bordiga, il abandonna la Commission qu'il formait avec ce dernier et Serrati et qui avait été chargée de rédiger un nouveau programme pour le Parti. Au XVIe Congrès national de Bologne (octobre 1919), le programme adopté fut attribué à son influence. Le 25 février 1920, il devient secrétaire du PSI et polémique avec les ordinovistes. Lors d'une convention nationale qui se tient à Florence les 8 et 9 mai 1920, il se déclare contre la scission, mais après le demi-échec du mouvement de l'Occupation des usines, il change de position et adhère à l'ordre du jour présenté à la direction du Parti par Terracini (1er octobre 1920) qui se prononce pour l'acceptation des 21 conditions fixées par l'IC. Il demeurerait néanmoins opposé à Bordiga et au Congrès de la Fraction communiste à Imola dont il est question ci-dessus dans le texte (p. 13) une violente altercation les opposa. A Livourne il intervint cependant contre Serrati et fut élu lors de la seconde session où fut créé le PC d'I au Comité Central du parti. Par la suite, il se distingua de la Direction en prenant position pour la collaboration des communistes avec les formations de lutte antifasciste constituées par les « Arditi del popolo » dont il est question ci-dessous (p. 19). Élu député en mai 1921, il cède la place à Gramsci. Il est le représentant italien au IIIe Congrès de l'IC dont il fait partir du Comité Exécutif International. Il s'aligne sur la nouvelle direction (Gramsci, Togliatti) qui, avec l'accord de l'IC devait intégrer une partie des maximalistes dans le PC. Condamné par contumace en Italie, il se réfugia en URSS où il effectua plusieurs missions, notamment en Amérique latine au service de l'IC stalinisée. Dans un article de juillet 1935 de la revue « Lo Stato operaio », il préconisa d'accorder une attention aux dissensions qui se manifestaient dans certains milieux fascistes qui critiquaient l'« embourgeoisement » des hiérarques du Régime et participa jusqu'en 1937 à cette tentative d'union nationale avec le « fascisme des origines » à juste titre stigmatisé dans le « Point d'histoire » du 21 décembre 2020 qu'on peut consulter sur ce site et que nous avons déjà cité à la note 6 ci-

Cette orientation fut formalisée dans un rassemblement de tous ces courants de gauche dans leur diversité qui se tint à Imola les 28 et 29 novembre 1920. 130 délégués représentant 430 sections ou groupes militants sans oublier des représentants des majorités des partis socialistes de France et du Luxembourg. La discussion fut riche et contradictoire et certains participants manifestèrent leur opposition à tel ou tel point de la motion qui fut néanmoins adoptée à l'unanimité. Elle comprenait cinq points principaux qui confirmaient l'adhésion à l'IC, le changement du nom du Parti de « socialiste » en « communiste », l'exclusion de fait de tous les éléments en désaccord avec les principes et les conditions fixées par l'Internationale dont les résolutions du 2e Congrès devaient être approuvées sans réserves et considérées comme fondement de la nouvelle organisation. Venaient ensuite énumérés cinq tâches essentielles que devait se fixer le nouveau Parti : la préparation « sur le plan spirituel et matériel » des moyens indispensables propres à assurer le succès de l'action révolutionnaire du prolétariat, la constitution de groupes communistes de propagande au sein de toutes les organisations prolétariennes, l'annulation immédiate du pacte d'alliance liant le Parti à la Confédération syndicale CGdL, la participation aux élections législatives et municipales mais de façon tout à fait opposée à la pratique mise en œuvre jusqu'ici dans ce domaine (on peut considérer que cette tâche était une concession faite par l'ex-fraction « abstentionniste » de Bordiga, partie intégrante du rassemblement d'Imola aux autres tendances qui y étaient représentées), centralisation de toutes les diverses instances d'organisation et d'expression du Parti (en particulier sa presse) selon une discipline stricte. Ce fut cette motion qui sera soumise à Livourne par la fraction communiste « pure » et qui servira de base à la scission et à la création du PC d'I.⁹⁶

On le voit, malgré les imputations de « gauchisme » qui furent par la suite prononcées, notamment par la nouvelle direction « gramsciste » du PC d'I lors contre les militants qui contribuèrent à forger cette orientation qui devait déboucher sur la scission de 1921⁹⁷, il est difficile de soutenir qu'elle était déconnectée de la réalité de la situation mondiale et notamment des bouleversements qui s'annonçaient en Russie avec leur écho en Italie et qu'elle allait à contre-courant de la constitution latente d'une tendance mondiale de la Révolution qui, malgré les vicissitudes qu'elle devait connaître par la suite, constitue tout de même une des réalités majeures de l'histoire universelle du XXe siècle.

Le Congrès s'ouvrit donc le 15 janvier, en présence des délégués invités : nous avons déjà évoqué Kabatchiev pour l'Exécutif de l'IC et Paul Levi pour le VKPD, étaient également présents Jules Humbert-Droz et Rosa Bloch⁹⁸ pour le Parti communiste suisse et Matyas Rákosi qui représentait le PC hongrois et l'exécutif International.

Le premier orateur fut Antonio Graziadei⁹⁹ qui tente une ultime démarche pour essayer de

dessus. Par la suite, il rejoignit à nouveau l'URSS et fut frappé de paralysie en 1940 et décéda dans la ville de Gorky deux ans plus tard.

⁹⁶ Le texte intégral de cette motion est donné dans *Storia della sinistra comunista, tome III, Da II al III Congresso dell'Internazionale Comunista settembre 1920-giugno 1921*, Milano, edizioni il partito comunista, p. 190-191.

⁹⁷ Cette critique s'applique, à notre sens, à plus forte raison, à tous les historiens contemporains actuels proches de l'ancien PCI ou pas qui, on comprend aisément pourquoi, s'entêtent à abonder parfois de façon totalement décontextualisée et donc partisane dans le même sens.

⁹⁸ Pour Jules Humbert-Droz (1891-1971), cf. Pierre Broué, *Histoire de l'Internationale communiste, op. cit.*, p. 1018.

⁹⁹ Antonio Graziadei (1873-1953), issu d'une famille conservatrice il adhéra dès 1893 au PSI et connut Andrea Costa, ancien anarchiste devenu une figure mythique du socialisme italien et premier élu socialiste de l'histoire de l'Italie moderne. En 1910, il le remplaça même en tant que député. D'abord proche de la droite réformiste du Parti et notamment d'un de ses leaders Leonida Bissolati exclu par Mussolini en 1912 pour sa position favorable au jeune impérialisme italien, il réussit à passer à travers les mailles du filet et passa peu à peu au maximalisme. Malgré ses positions révisionnistes, notamment dans le domaine économique où, en tant qu'universitaire, il avait

rallier les maximalistes à l'acceptation des 21 conditions et de la séparation d'avec les réformistes, dans le cas où cette proposition serait rejetée, il se déclare prêt avec ceux qui le suivent à voter pour la motion présentée par la fraction communiste. Après la première intervention de Kabatchiev qui met les maximalistes au pied du mur en leur indiquant qu'il n'est plus temps de tergiverser et qu'il faut choisir entre le camp de la révolution qui s'annonce en Italie comme ailleurs et celui de l'attentisme qui ouvre la voie à la réaction, c'est le représentant des maximalistes Adelchi Baratono¹⁰⁰ qui s'appuie en partie sur ce que vient de dire le délégué bulgare pour prêcher l'unité du Parti et donc le refus de la scission d'avec les réformistes qui, en Italie ne seraient pas de véritables réformistes mais des socialistes à « la mentalité réformistoïde »¹⁰¹. Les orateurs maximalistes qui suivent C. Lazzari et V. Vacirca dont nous avons déjà parlé insistent sur la puissance et les acquis du Parti en faveur de la classe ouvrière et de la paysannerie, sans ajouter vraiment aucun argument au débat essentiel qui tourne autour de la rupture souhaitée par l'IC.

Le véritable événement fut en fait constitué par le discours que prononça le patriarche du Parti, Filippo Turati, chef de file moral incontesté des réformistes de la « concentration » socialiste qui, elle, avait au moins le mérite d'annoncer clairement son opposition à la perspective révolutionnaire créée par la constitution de l'état ouvrier russe.

Commençant avec une grande habileté à se présenter comme un combattant qui au cours de sa longue vie militante a eu à affronter, dit-il, de nombreux tribunaux. Au moins se réjouit-il de pouvoir aujourd'hui prendre la parole devant un tribunal qui se veut révolutionnaire et qui donc est beaucoup plus clément, au fond, que ceux de la justice bourgeoise officielle.

Autre habileté, il n'hésite pas à se revendiquer « communiste », précisément en tant que « socialiste » et dénie le droit à ceux qui s'acharnent à vouloir l'exclure de l'exclure « de lui-même » et pour conforter ce refus, il n'hésite pas, bien entendu, à souligner sa proximité, ne serait-ce que chronologique avec les fondateurs du socialisme scientifique¹⁰² :

Camarades je n'évoquerai que deux points dans ce – je le répète – bref discours que je vais prononcer : un point de doctrine et un point pratique. Dans la doctrine, sur le terrain

consacré plusieurs écrits à la critique de Marx, il adhéra au PC d'I et se rangea dans la tendance de droite de ce Parti aux côtés de Tasca (voir note 11 ci-dessus), au titre de cette tendance distincte des ordinovistes comme de la gauche communiste, il siégea au Comité central en 1923-1924. En 1928, il fut finalement exclu pour révisionnisme. Durant le régime fasciste, il perdit son poste à l'Université de Parme mais le récupéra en 1945 où il fut même réintégré dans le PC devenu PCI et membre de l'Assemblée législative provisoire qui devait déboucher sur la création de la République italienne.

¹⁰⁰ Adelchi Baratono (1875-1947), Étudiant puis enseignant de philosophie, de formation positiviste il adhère au PSI dans les premières années de l'existence de ce Parti. Il est conseiller municipal de la ville de Savona en Ligurie. Il appartient à la Fraction intransigeante et accède à la direction nationale du PSI en janvier 1920 et est avec Serrati, l'un des dirigeants de la fraction dite « communiste unitaire » qui se déclare d'accord avec l'IC sauf pour l'exclusion des réformistes. A Livourne, il est le rédacteur de la motion d'Imola qui est majoritaire et décide de continuer le PSI (cf. p. 17 ci-dessous), mais en 1922 lors du Congrès de Rome du PSI, il opte pour les réformistes qui créent alors le PSU de Turati, Matteotti. Pendant le fascisme il collabore à la revue « Quarto Stato » dirigée par Carlo Rosselli et Pietro Nenni, un des deux frères qui seront assassinés par des tueurs de la Cagoule agissant pour le compte des services secrets fascistes à Bagnoles-de-l'Orne le 9 juin 1937. En 1931 l'universitaire antifasciste Piero Martinetti (un des très rares universitaires qui refusèrent de prêter serment de fidélité au Régime comme ils en avaient l'obligation sous peine de destitution), lui céda sa chaire de philosophie morale à l'Université de Milan. Après la guerre, Baratono collabora au quotidien du PSI « Avanti ! » dont le directeur était son ancien élève Sandro Pertini, futur président de la République italienne (1978-1985).

¹⁰¹ Cité dans le tome III (*Dal II al III Congresso dell'Internazionale Comunista : settembre 1920-giugno 1921*) de *Storia della sinistra comunista*, Milan, edizioni il programma comunista del partito comunista internazionale, 1986, p. 255.

¹⁰² Cité dans le tome III (*Dal II al III Congresso dell'Internazionale Comunista : settembre 1920-giugno 1921*) de *Storia della sinistra comunista*, Milan, edizioni il programma comunista del partito comunista internazionale, 1986, p. 255.

doctrinal, je revendique, nous revendiquons solennellement notre droit de citoyenneté dans le socialisme, qui est le communisme et qui n'est pas pour nous le socialisme communiste et le communisme socialiste, parce que dans ces distinctions artificielles, hybrides, il est évident que l'adjectif a pour but de discréditer le substantif et ce dernier de contredire l'adjectif. Le communisme a pris deux sens – vous le savez tous parfaitement – dans l'histoire moderne du mouvement prolétarien.

Ou bien il a été le communisme critique d'Engels et de Marx, le communisme classique, opposé pour des raisons toutes allemandes et passagères aux faux socialismes qui prévalaient il y a un quart de siècle, des socialismes philanthropiques illusoire, à tous les socialismes antirévolutionnaires de l'époque – tout ce fatras est aujourd'hui dépassé en Allemagne, comme en Italie, comme partout -, ou bien le communisme entendu au sens idéologique du terme, comme prévision de la forme que prendrait la future société socialiste, allant au-delà du collectivisme, un communisme qui au principe du système collectiviste (« à chacun selon son travail, excepté les invalides, les enfants etc. »), substituait le principe beaucoup plus extensif du « à chacun selon ses besoins », ce qui revient à puiser dans le fond commun, comme on disait de manière synthétique et qui, plus que deux principes opposés constituaient deux phases successives de l'évolution. La première s'appliquant à une société de la période classique du capitalisme, la seconde à une société d'abondance, de prospérité, où les conditions sociales permettraient une consommation de masse, une distribution généralisée et égalitaire de tous les biens.

Camarades, ce communisme, qu'on le prenne dans l'un ou l'autre de ces sens, ce communisme qui est le socialisme, peut bien m'exclure des rangs du Parti, mais il ne pourra pas m'exclure de moi-même (...).

Ce communisme, ce socialisme et ce communisme nous l'avons non seulement appris dans nos années de jeunesse sur nos textes sacrés – irais-je jusqu'à dire – de notre doctrine, mais en Italie nous l'avons, par le simple mérite de l'ancienneté, je le répète, enseigné aux masses, à notre Parti, aux Partis qui ont précédé le nôtre dans le développement du socialisme, quand les uns l'ignoraient, les autres le craignaient, d'autres s'en méfiaient, d'autres encore s'y opposaient.

Et c'est ainsi que moi, avec un très petit nombre d'autres, en un temps dont les jeunes ne peuvent avoir le souvenir, nous avons introduit pour la première fois en Italie – certes en l'empruntant de l'étranger qui était plus avancé que nous dans cette voie – dans la lutte du prolétariat la perspective de ce qui est la finalité suprême du socialisme, à savoir la conquête du pouvoir par le prolétariat constitué en Parti politique en toute indépendance de classe, oui cette conquête du pouvoir que le camarade Terracini présentait hier – si je me souviens bien – comme un trait discriminant entre son groupe et le nôtre, entre l'ancien programme et le tout nouveau (...).

*Non ce n'est pas cela qui nous distingue aujourd'hui. Ce qui nous distingue ce n'est pas l'idéologie socialiste de fond, la question des buts à atteindre et pas non plus celle des moyens pour y parvenir, mais une pure et simple évaluation de la maturité du processus social et du prolétariat à prendre des positions précises à tel moment donné : **c'est uniquement l'évaluation de l'adéquation des méthodes épisodiques précises de la lutte. La violence, qui pour nous n'est pas un programme, qui ne peut ni ne doit être un programme**¹⁰³.*

Le vieux maître a parlé avec éloquence, il a su user avec une rhétorique consommée de sa stature de fondateur qui a conféré à son discours une solennité et une orthodoxie apparemment impeccable qui a laissé interdits y compris ses adversaires les plus résolus à

¹⁰³ Traduction du texte intégral de ce discours publié sur le site www.socialismoitaliano1892.it

l'exclure. Spriano rapporte que le discours fut suivi d'une véritable ovation provenant même des rangs des maximalistes, sans doute reconnaissants au chef de file de leurs adversaires supposés d'avoir formulé des raisons qu'eux-mêmes, dans leur radicalisme purement verbal, n'étaient pas en mesure d'exprimer. Le même historien nous apprend aussi que dans une lettre, la fidèle compagne et admiratrice du vieux chef, A. Kuliscioff lui renvoya de leur lointaine Milan cet écho de la résonance considérable qu'avait eue son allocution : « Ainsi, d'accusé et de quasiment condamné, te voilà devenu le triomphateur du congrès »¹⁰⁴. Bien des années plus tard, les descendants de la fraction communiste « pure » de Livourne, peuvent encore écrire, saluant non sans une certaine élégance militante le leader incontesté de leurs plus ardents ennemis :

*Le seul discours qui, de l'autre côté de notre barricade, se soit élevé au-dessus des contingences, pour essayer de resituer les problèmes du moment historique dans une vision d'ensemble, en les reliant au fil d'une tradition de lutte qui leur conférât continuité et cohérence, fut celui de Turati. Ce n'était pas la première fois au cours des trois décennies écoulées, que le « grand solitaire » polarisait dans sa brève intervention tous les états d'âme socialistes présents dans le Congrès : c'est par là que l'on peut comprendre l'insistance de Serrati pour qu'on ne jette pas au vent ce qui, malgré tout, est en Italie la véritable aiguille de la balance du socialisme propre à la deuxième Internationale. Son arsenal théorique est modeste : comme à Bologne, l'as qu'il tire de sa manche est ce texte tronqué et mal digéré de la préface de 1892 d'Engels à La lutte de classe en France, interprété comme une... antidote à l'essence révolutionnaire du marxisme*¹⁰⁵.

Alors que le groupe ordinoviste est très discret et que Gramsci, présent au Congrès, restera muet, les orateurs de la gauche communiste « pure » se succèdent et parmi eux, bien entendu, le leader de l'ex-fraction abstentionniste, Amadeo Bordiga qui, tout en prenant soin de relier la position présente à la tradition révolutionnaire antérieure du Parti tout comme l'avait fait Turati, s'applique cependant à mettre clairement les points sur les i et en ciblant surtout le « révolutionnarisme » des maximalistes :

(...) Pour l'instant, nous disons que précisément parce qu'il a écrit avant la guerre des pages véritablement marxistes, notre Parti devait nécessairement et en dépit de toutes les difficultés parvenir dans un de ses courants de gauche aux mêmes conclusions révolutionnaires que d'autres partis, et se montrer capable de les élaborer en Italie tout comme elles l'ont été ou sont en train de l'être ailleurs. Ce ne sont pas un avertissement, et encore moins des ordres venant de l'extérieur qui nous tracent notre voie, ce sont nos propres précédents, notre propre expérience qui nous soutiennent et nous conduisent à nos conclusions. Il faut comprendre que si à la veille de la guerre il était marxiste et révolutionnaire de prôner l'intransigeance et de refuser tout bloc électoral, tant aux élections politiques qu'aux élections administratives, de refuser toute collaboration, toute franc-maçonnerie, aujourd'hui intransigeance signifie quelque chose de plus. Si hier collaboration de classes voulait dire des ministres socialistes dans un ministère monarchiste, aujourd'hui collaboration de classes veut dire au contraire un ministère socialiste se superposant à la structure étatique de l'oppression bourgeoise.

Si hier être intransigeant signifiait expulser ceux qui voudraient participer au Gouvernement et revêtir la livrée des serviteurs de la monarchie, aujourd'hui être intransigeant signifie se débarrasser de quiconque ne comprend pas que la lutte doit être dirigée contre les institutions politiques bourgeoises, que la lutte doit viser à la conquête révolutionnaire de tout le pouvoir

¹⁰⁴ P. Spriano, *Storia del Partito comunista. I. Da Bordiga a Gramsci, op., cit.*, p. 113 et note 2.

¹⁰⁵ *Dal II al III Congresso dell'Internazionale Comunista : settembre 1920-giugno 1921*, tome III de *Storia della sinistra comunista, op. cit.*, p. 259. Cette préface d'Engels à l'ouvrage de Marx *La lutte des classes en France* rédigée le 6 mars 1895 a souvent été invoquée par les sociaux-démocrates révisionnistes pour justifier leur refus absolu d'envisager désormais une prise de pouvoir par le prolétariat qui ne passerait pas par la voie des urnes.

pour le prolétariat, tout comme dans les prévisions de Marx.

C'est dans ce sens, camarades, que le Parti doit aller. Vous me direz : c'est ce qu'il a fait à Bologne en acceptant le programme maximaliste, en adhérant à la IIIe Internationale, en inscrivant ses thèses sur les cartes de ses membres. Oui, mais par la suite, nous avons connu une période aujourd'hui exploitée par ceux qui, à Bologne, se sont déclarés pour le programme maximaliste par discipline et qui, triomphant après coup de la majorité d'alors (qui n'est plus celle d'aujourd'hui), proclament que son programme maximaliste a fait faillite. Vous voyez la discipline qu'on peut attendre d'eux, c'est la discipline de gens qui contresignent un programme et qui se taisent en attendant qu'il échoue¹⁰⁶.

Au matin du 20 janvier, Kabatchiev, au nom de l'IC constatant le refus des maximalistes serratiens de rompre avec le réformisme, déclara que toutes les fractions qui refusaient d'accepter les thèses de l'Internationale en étaient de fait exclues et présenta avec Rakosi et une motion écrite qui se référant au récent échec de la république hongroise des conseils, stipula que l'IC repoussait toute résolution différant de celle présentée par la fraction communiste « pure ».

Le jour suivant, on passa au vote qui donna les résultats suivants :

Sur 172 487 mandats, on enregistrait 981 abstentions ; 98 028 mandats pour la motion de Florence (maximalistes unitaires) ; 59 783 mandats pour la motion d'Imola (communistes « purs ») ; 14 695 pour la motion de Reggio Emilia (réformistes).

Dès que ces résultats furent proclamés, Bordiga prit la parole et fit la déclaration suivante :

La Fraction communiste déclare que, même s'il est indiscutable que sa motion est minoritaire, le vote, en raison de la manière dont on a procédé et du fait que la Commission de validation des mandats n'a pas pu fonctionner, ne donne aucune garantie de régularité.

La Fraction Communiste déclare que la majorité du Congrès, par son vote, s'est placée en-dehors de la Troisième Internationale communiste. Les délégués qui ont voté en faveur de la motion de la Fraction communiste sont invités à quitter la salle et sont convoqués à 11 heures au Théâtre San Marco pour discuter de la constitution du Parti communiste, section italienne de la IIIe Internationale¹⁰⁷.

Cette fois-ci *Acta est fabula !*, comme dit l'expression consacrée : trois ans plus tard, la gauche ayant été écartée de la direction du jeune Parti avec la collaboration active de l'IC, le silencieux Gramsci de Livourne, désormais principal dirigeant de la nouvelle majorité, pourra retrouver la parole pour déclarer sans ciller que « la scission de Livourne a été sans aucun doute le plus grand triomphe de la réaction dans la mesure où elle a détaché la majorité du prolétariat italien de l'Internationale communiste »¹⁰⁸. Pour le meilleur et pour le pire (surtout

¹⁰⁶ Traduction française de l'intervention de Bordiga à Livourne le 19 janvier 1921 publiée dans « En mémoire d'Amadeo Bordiga. La gauche communiste sur le chemin de la révolution », in « Programme communiste », Revue théorique du parti communiste international n° 50, 15e année (octobre 1970-mars 1971), p. 23-72 : 65-66.

¹⁰⁷ Traduit de l'italien, *Dal II al III Congresso dell'Internazionale Comunista : settembre 1920-giugno 1921*, tome III de *Storia della sinistra comunista*, op. cit., p. 277.

¹⁰⁸ Il s'agit d'une note non formellement datée mais qu'on considère comme de 1923 (P. Spriano, *Storia del Partito comunista italiano. I. Da Bordiga a Gramsci*, op. cit., p. 120 et note 1) qui est également évoquée dans l'article *Le Parti communiste d'Italie face à l'offensive fasciste (1921-1924)*, 5e partie, in « Programme communiste », Revue théorique du parti communiste international, n° 50, cit., p. 7-22 : 9 et dans l'ouvrage d'Onorato Damen (1893-1979) membre avec Bordiga de la gauche communiste qui rompra avec lui à partir de 1952, *Gramsci tra marxismo e idealismo*, Milano, Edizioni Prometeo, 1988, p. 84. Par ailleurs Gramsci renouvellera la même étonnante critique de la scission de Livourne au processus et aux conséquences immédiates de laquelle il avait pourtant participé de bout en bout dans un article de « L'Ordine Nuovo » du 15 mars 1924 intitulé « Contro il pessimismo » (Contre le pessimisme) cité par P. Spriano, *Storia del Partito comunista. I. Da Bordiga a Gramsci*, op. cit., p. 120-121.

pour le pire, hélas, comme le montrera les neuf décennies qui suivront) ce Parti était entré dans l'histoire.

Le second Congrès de Livourne (21-22 janvier 1921) : les « purs » quittent le « camp d'Agramant »¹⁰⁹.

Point n°2 : (...) Les rapports de production actuels sont protégés par le pouvoir de l'État bourgeois lequel, fondé sur le système de représentation démocratique, constitue l'organe de la défense des intérêts de la classe capitaliste (...)

Point n°3 : (...) Le prolétariat ne peut briser ni modifier le système des rapports de capitalistes (...) sans abattre par la violence le pouvoir de la bourgeoisie (...)

Point n°4 : (...) L'organe indispensable de la lutte révolutionnaire est le parti politique de classe (...)

Point n° 7 : (...) La forme de représentation politique de l'État prolétarien est le système des Conseils de travailleurs (ouvriers et paysans) tels qu'ils se sont manifestés durant la révolution russe, point de départ de la révolution prolétarienne mondiale et première réalisation stable de la dictature du prolétariat (...)

Extraits de quelques-uns des dix points du Programme du PC d'I publié le 31 janvier 1921 dans l'organe central du Parti le bi-hebdomadaire « Il Comunista »¹¹⁰.

En cette fin de matinée du 21 janvier, ceux qui viennent de voter pour la motion d'Imola quittent donc la salle du Théâtre Goldoni et se dirigent comme convenu vers l'autre théâtre de Livourne, le San Marco¹¹¹ en chantant l'Internationale. Le Congrès communiste se déroule en deux sessions, au cours de la première sont entendus les délégués étrangers (Kabatchiev, Rosa Bloch, Humbert-Droz, des représentant anglais, allemand et norvégien), puis les représentants de la jeunesse, des femmes et de quatre syndicalistes ouvriers. Dans l'après-midi on décide d'installer le siège central du Parti à Milan et on élit un Comité central de 15 membres parfaitement représentatif des différents courants (abstentionniste, ordinoviste, maximaliste)¹¹².

Une nouvelle qui semble de bon augure arrive moins d'une semaine plus tard, lors de son congrès qui s'est tenu à Florence le 27 janvier la Fédération de la jeunesse socialiste (FGSI) décide à une majorité écrasante (35 000 mandats sur 43 000) la constitution de la Fédération de la Jeunesse Communiste d'Italie (FGC d'I) qui adhère au tout nouveau PC d'I. Ne dit-on

¹⁰⁹ Nous empruntons cette curieuse et amusante allusion littéraire au titre du 5e paragraphe du Ve chapitre de l'ouvrage plusieurs fois cités dans les notes précédentes (36, 40 et 42) *Dal II al III Congresso dell'Internazionale Comunista : settembre 1920-giugno 1921*, tome III de *Storia della sinistra comunista*, op. cit., p. 279-305 qui s'intitule en effet « 5. Ancora per poco nel campo di Agramante » [Pour s'attarder encore un peu dans le camp d'Agramant], ce « camp d'Agramant » voulant signifier ici de manière plaisante « le camp de l'ennemi ». En effet, Agramant est l'un des personnages de deux grands poèmes épiques de la Renaissance italienne *Le Roland amoureux* de Matteo Maria Boiardo (1441-1494) et *Le Roland furieux* de l'Arioste (1474-1533). Il est le général-en-chef des troupes sarrasines acharnées à combattre l'armée chrétienne des paladins de Charlemagne. Dans la tradition épique il figure donc l'Ennemi par antonomase.

¹¹⁰ Extrait de l'ouvrage Bruno Fortichiari. *In memoria di uno dei fondatori del PC d'I*, Milano, edizioni Lotta Comunista, 2006, p. 117-118.

¹¹¹ Ce théâtre dont la construction datait du début du XIXe siècle était encore plus élégant que le théâtre Goldoni. Il fut détruit pendant les bombardements de la deuxième guerre mondiale et il n'en reste aujourd'hui qu'une partie de la façade. Détail pittoresque, déjà à l'époque où se déroule le congrès de fondation du PC d'I la toiture est en mauvais état ce qui oblige les congressistes, il est vrai sûrement assez réchauffés par leur enthousiasme, à s'abriter de la pluie qui pénètre dans la salle sous des parapluies.

¹¹² Cf. P. Spriano, *Storia del Partito comunista italiano. I. Da Bordiga a Gramsci*, op. cit.

pas en effet que « la jeunesse est la flamme de la révolution prolétarienne » ? Le Comité central de cette organisation de jeunesse comprend des noms qui sont appelés à jouer un rôle de premier plan dans l'histoire du mouvement communiste international puisqu'on y compte entre autres Giuseppe Berti (qui après avoir été proche de la gauche communiste de Bordiga, puis de la droite du Parti représentée par Tasca, se rallia à la direction togliattienne et surtout stalinienne de l'Internationale jusqu'à devenir dans les années 1936-37 le principal dirigeant de ce que était encore du moins formellement le PC d'I¹¹³, Luigi Longo (futur secrétaire général succédant à Togliatti à la tête du PCI en 1964, puis président du Parti à l'avènement d'Enrico Berlinguer au secrétariat général en 1972), mais aussi un certain Secondo Tranquilli mieux connu dans l'histoire de la littérature contemporaine sous le nom d'Ignazio Silone qui, lui deviendra au contraire un opposant résolu au fascisme et au stalinisme et qui intervint avec toute la fougue de la jeunesse au Congrès de Livourne soulevant dans les rangs des communistes la vague d'enthousiasme qu'on imagine¹¹⁴.

La direction du Parti était elle-même composée d'hommes relativement jeunes : Terracini n'avait que 26 ans, Fortichiari, Tasca et Togliatti entre 27 et 28, Gramsci 30, Bordiga 32, Repossi 38¹¹⁵.

Par ailleurs malgré son infériorité numérique par rapport au PSI, le PC d'I. conserve une

¹¹³ Il joua à ce titre un rôle de premier plan dans l'ignominieuse tentative de constituer un bloc avec les fascistes « des origines », cf. sur ce site le « Point d'histoire » du 21 décembre 2020, déjà mentionné aux notes 6 et 31 ci-dessus.

¹¹⁴ Secondo Tranquilli connu sous le nom d'Ignazio Silone (1900-1978) est un des écrivains importants du XXe siècle italien. Beaucoup de ses romans ont été traduits en français, le plus connu étant sans doute *Fontamara*, une critique cinglante de la réalité du fascisme dans un petit village des Abruzzes qui connut un succès mondial et fut traduit en 27 langues. Il parut en langue originale à Zurich (où Silone s'était réfugié pour fuir le Régime) en 1933 et pour la première fois en France dès l'année suivante aux éditions Rieder dans la Collection « Prosateurs étrangers modernes », traducteur Jean-Paul Samson. Rééditée à plusieurs reprises cette traduction fut republiée selon le texte italien définitif par Michèle Causse, Paris Grasset, 1981 et plus récemment chez le même éditeur (Collection « Cahiers rouges » n° 210), 1995. Notons également que le livre a fait l'objet d'une belle adaptation cinématographique en 1980 par le réalisateur Carlo Lizzadri avec l'acteur italien Michele Placido dans le rôle principal. I. Silone a aussi été un militant politique, membre du PC d'I dès sa fondation, exclu en 1930 pour avoir pris la défense de Trotsky et de Zinoviev, il passa à la social-démocratie puis à une sorte de christianisme social, se définissant dans un de ses essais comme un « chrétien sans église ». En 1934, il publia à Zurich où il était exilé politique un riche ouvrage en langue allemande sur le fascisme, qui ne fut traduit et publié en Italie sous le titre *Nascita e sviluppo del fascismo* [Naissance et développement du fascisme], qu'en 1992 (Milano, Sugarco), puis en 2003 et tout récemment en 2020 (Milano, Mondadori). Dans la période récente certains historiens en s'appuyant de manière discutable sur des documents d'archives (sur ce problème particulier nous renvoyons sur ce site au document publié par Jean-Jacques Marie « **Du bon usage des archives** », rubrique « **A propos des cahiers** »), ont cru pouvoir démontrer que Silone avait été un agent de l'OVRA, la police politique fasciste. Ces tout derniers jours, le quotidien italien « Il Messaggero » a publié sous la plume d'Antonio Gasbarrini, le 15 janvier 2021, un compte-rendu du livre d'un jeune chercheur, Alessandro La Monica consacré à un examen critique approfondi des vicissitudes éditoriales (A. La Monica, *La scrittura violata. « Fontamara » tra propaganda e censura*, Sesto San Giovanni, Mimesis, 2020) et dans un encart a reproduit le texte de la brève allocution de Silone à Livourne que nous traduisons ici en guise de document peu connu qui illustre la richesse non seulement politique mais culturelle de l'événement : *Camarades, je vous apporte ici le salut bref et enthousiaste de la Fédération de la jeunesse socialiste. Les destinées de la jeunesse ouvrière et paysanne sont étroitement liées à celles du prolétariat tout entier ; ce Congrès est aussi notre Congrès, c'est pourquoi la jeunesse communiste italienne a participé aux débats préparatoires avec une grande ferveur, en se déclarant dans sa large majorité favorable aujourd'hui à la Troisième Internationale, demain au Parti communiste qui naîtra de ce Congrès* (applaudissements du côté des communistes, vifs commentaires dans toute la salle). *Camarades, aujourd'hui la jeunesse ouvrière et paysanne du monde entier se souvient de notre grand camarade Karl Liebknecht, l'an dernier à Moscou, devant le Kremlin, la jeunesse russe en souvenir de Karl Liebknecht a brûlé un mannequin représentant Scheidemann, cette année la jeunesse socialiste italienne demande aux représentants communistes de brûler le mannequin de l'Unité du Parti* (applaudissements du côté des communistes, hurlements).

¹¹⁵ Cf. la fiche introductive au deuxième chapitre de Bruno Fortichiari. *In memoria di uno dei fondatori del PC d'I*, op. cit., p. 120.

influence non négligeable dans la classe ouvrière dont témoigne la très faible proportion parmi ses adhérents des membres des professions libérales traditionnellement très surreprésentés dans les partis de gauche et même dans le PSI de l'époque. Il conservait la direction des Camere del Lavoro (Bourses du Travail) de Livourne, Salerne, Tarente. L'historien Giorgio Galli en se fondant sur un recueil de documents sur la naissance du PC d'I.¹¹⁶, dément la légende d'un parti de purs doctrinaires, se désintéressant des réalités concrètes de la lutte des classes à la base. A côté de sa panoplie de publications politiques, le Parti disposait aussi d'un hebdomadaire syndical (*Il sindacato rosso*) et d'autres publications destinées à la jeunesse (*Avanguardia*), aux femmes (*Compagna*) ainsi qu'une quinzaine de périodiques provinciaux.

Son manifeste en dix points adopté à la fin de janvier 1921 précisait même clairement :

*Les communistes se lanceront à la conquête de tous les organismes prolétariens qui ont été constitués dans des visées économiques et contingentes comme les ligues, les coopératives, les Bourses du travail, afin de les transformer en instruments de l'action révolutionnaire directe du Parti ... Le Parti communiste entreprendra ... la conquête de la Confédération générale du travail*¹¹⁷.

On ne discerne pas ici une quelconque sous-estimation du rôle des organes de défense de ses conditions de vie et de travail de la classe ouvrière par des activistes indifférents aux problèmes revendicatifs quotidiens.

Un autre *punctum dolens* de la ligne suivie par le jeune Parti Communiste d'Italie est sa supposée passivité face aux nécessités impérieuses d'assurer la sécurité des militants et plus généralement des travailleurs face à la violence de plus en plus déchaînée des bandes fascistes qui vont permettre à Mussolini d'accéder « légalement » au pouvoir un peu plus d'un an et demi après Livourne.

Beaucoup, pas seulement les « bolchévisateurs » de 1924 ou encore les staliniens et leurs héritiers honteux, mais même des critiques de gauche de l'involution de l'IC, reprochent amèrement à la direction des deux premières années de vie du Parti de ne pas avoir emboîté le pas par exemple aux formations des « Arditi del Popolo », ces milices formées souvent d'anciens combattants d'élite de la récente guerre qui organisèrent militairement, en remportant quelques succès, la résistance aux milices fascistes.

Là encore, c'est faire bon marché des faits, car les documents abondent au contraire qui montrent que dès Livourne, l'appareil clandestin du Parti, un appareil qui, par définition, ne pouvait donner à ses méthodes d'organisation une publicité qui laisse trop de traces dans les archives, avait veillé à organiser une véritable structure militaire dans le but de ne pas laisser se perpétrer les agressions, les incendies, les bastonnades, les meurtres dont furent malheureusement victimes de nombreux travailleurs et militants.

Dès le 19 juillet 1921 « L'Ordine Nuovo » publiait une série de dispositions qui concrétisaient l'encadrement militaire du Parti : tous les membres du Parti et de la jeunesse communiste avaient l'obligation de participer à l'activité des groupes militaires (« squadre ») du Parti. Les sympathisants étaient admis, mais ne pouvaient avoir des fonctions de commandement. Chaque groupe (« squadra ») devait être composée de dix membres et une compagnie était composée de cinq à dix de ces « squadre ». Une formation au combat comprenant des entraînements périodiques était prévue et une stricte hiérarchie de commandement devait

¹¹⁶ Ce document cité par Giorgio Galli (*Storia del partito comunista italiano*, [Schwarz, 1958], réédition anastatique Milan, Pantarei edizioni, 2011, p. 40 note 1) s'intitule *Come si costituì il Partito Comunista d'Italia* [Comment fut constitué le Parti Communiste d'Italie].

¹¹⁷ G. Galli, *op. cit.*, p. 52.

fonctionner sur une discipline très sévère. Toute manœuvre nationale ou locale de pacification avec l'ennemi était exclue. C'est Bruno Fortichiari qui était chargé du bureau qui supervisait ce secteur d'activité.

Une circulaire du 14 juin avait déjà ordonné de procéder à un recensement des jeunes communistes sous les drapeaux en vue de la constitution d'une organisation communiste au sein de l'armée¹¹⁸.

Tout au long des années 1921 et 1922 eurent lieu à l'initiative des groupes d'action communistes des affrontements très violents avec les fascistes suite à des actions de grève organisée par l'Alliance du Travail une coalition syndicale lancée par le syndicat des cheminots indépendant de la CGdL.

Dans un document anonyme saisi par la police en 1923 qui a aujourd'hui disparu des Archives Centrales d'État, voici comment était décrite de l'intérieur l'action militaire de résistance à la violence fasciste menée par le PC d'I. à l'été 1921 :

Les membres du très jeune Parti communiste (qui aux élections a obtenu 300 000 voix), payant de leurs personnes, organisent la résistance ouvrière. Le 21 juillet ils lancent le mot d'ordre de créer des formations militaires, de s'armer, de riposter. Mais le fascisme occupe déjà trop de terrain, il a pris trop de force ; tandis que le prolétariat est découragé par les réformistes qui conseillent de faire profil bas (cf. l'appel de Turati au mois de mai) et pire encore qui concluent des Pactes de pacification (au mois d'août), tandis que l'ennemi multiplie ses forces et ses activités. Il organise de grands rassemblements de force de 10, 15, 20 mille squadristes qui passent à l'action de façon coordonnée. Les villes qui résistent le mieux et où se déroulent de beaux épisodes de bravoure sont les suivantes : Parme qui, assiégée depuis des mois, fait front. L'assaut contre Parme est lancé dans la nuit. Les ouvriers défendent la ville. Les blindés entrent en lice, il y a des morts et des blessés. A Tortona, prise dans la nasse qui se referme sur elle de jour en jour, de courageux jeunes gens passent à la contre-attaque contre les villages voisins, ils frappent des fascistes. Le prolétariat de la ville les soutient, il menace et se livre à des actions de rue pour les soutenir...¹¹⁹

Mais force est de constater que le vent semble désormais avoir tourné, le découragement des masses se traduit, comme c'est toujours le cas en de telles circonstances, par une baisse très nette des grèves. Les élections du 15 mai 1921 traduisent une stagnation des scores électoraux du PSI après le triomphe de 1919, tandis que les fascistes entrent au Parlement. La liste quotidienne des exactions et des crimes fascistes se poursuit sans relâche malgré le Pacte de pacification passé en août entre le PSI et les fascistes qui est souvent refusé par les « squadre » fascistes locales et finalement désavoué en septembre par Mussolini lui-même. La situation internationale devient de moins en moins favorable va provoquer un virage de la ligne de l'Internationale qui impose la réintégration d'une partie des maximalistes dans le PC d'I. Une nouvelle direction formée de Gramsci et de Togliatti se substitue de plus en plus à celle de Livourne, affaiblissant encore les révolutionnaires tandis que le PSI subit pour sa part une scission sur sa droite par la création d'un Parti Socialiste Unitaire, le Parti de Turati et de Matteotti.

En conclusion de cette évocation d'un événement marquant, lourd de conséquence et riche d'enseignements non seulement pour l'histoire de l'Italie contemporaine, mais pour celle du

¹¹⁸ Cf. Bruno Fortichiari. *In memoria di uno dei fondatori del PCd'I, op. cit.*, p. 124-125.

¹¹⁹ Publié pour la première fois par l'historien Renzo De Felice sous le titre « La guerra civile 1919-1921, in documento del Partito Comunista d'Italia » dans la « Rivista Storica del Socialismo », n° 27, janvier-avril 1966, p. 119-125, ce document a été repris sous le titre « L'attività dei comunisti alle soglie del fascismo » [L'activité des communistes au seuil du fascisme], dans Bruno Fortichiari. *In memoria di uno dei fondatori del PC d'I, op. cit.*, p. 137-143 : 137-138.

mouvement ouvrier du monde entier, nous voudrions revenir un instant sur les problématiques que nous évoquions dans l'introduction de cet article et dont nous disions qu'elles semblaient n'avoir rien perdu de leur actualité pour nos réflexions et nos luttes d'aujourd'hui. Les conditions tourmentées de la naissance de ce Parti ont en effet donné lieu à bien des spéculations de la part de ceux qui ont voulu y voir la justification plus ou moins ouvertement assumée de certains renoncements actuels, il nous a semblé au contraire qu'une étude un peu attentive et scrupuleuse des dites conditions ne semblent pas forcément plaider en faveur de déductions de cette sorte et que la brève expérience « radicale » à laquelle on s'efforça de barrer le chemin de toute part avait et a peut-être conservé pour les temps qui sont les nôtres une potentielle efficacité à tenter comme l'ont fait ceux dont nous sommes unanimes à célébrer l'audace créatrice « l'assaut du ciel ».



*Filippo Turati (1857-1932),
leader et théoricien incontesté de la tendance réformiste du PSI,
opposée à l'adhésion à l'IC*



*Giacinto Menotti Serrati (1873-1926) en conversation avec Trotsky
au IIe Congrès de l'IC (juillet 1920)*

L'ORDINE NUOVO

Rassegna settimanale di cultura socialista

Insegnatevi, perché avremo bisogno
di tutta la nostra intelligenza
Agitatevi, perché avremo bisogno
di tutto il nostro entusiasmo
Organizzatevi, perché avremo bisogno
di tutta la nostra forza

Segretario di redazione:
ANTONIO GRAMSCI

1° MAGGIO 1919

Redazione e Amministrazione: Via XX Settembre, 19 - TORINO

Abbonamenti: Annuale L. 10; Semestrale L. 5,
trimestrale L. 3; Abbonamento straordinario dal maggio
a tutto dicembre 1919 L. 6.

Abbonamento ordinario in L. 20, semestrale L. 10, trimestrale

ANNO I. - N. 1.

Un numero: Cent. 20

Conto corrente con la Posta

SOMMARIO

Materiali: Battute di preudio. La situazione italiana.
- Programma di lavoro. - Max Eastman: Uno
statista dell'Ordine Nuovo. - Rosalia Rolland:
La via che sale a spirale. - Fantasio: Luigi Blanc
- l'organizzazione del lavoro. - La distacca di
Agostino Lanzillo. - A. Bonaccorsi: Albina. -
Palmiro Togliatti: Parole oneste sulla Russia. -
A. Gramsci: Vita Politica Internazionale. - La
Battaglia delle Idee: La politica d'un filosofo, Un
libro del prof. Vaccaro, I « segreti » della moda.

Occorre alla propaganda parolista, che ri-
pete stancamente, con fiducia mal celata dalla
onorità e dall'audacia tutta esteriore delle
frasi, sostituire la propaganda del programma
socialista, di quel complesso cioè di soluzioni ai
grandi problemi sociali che solo possono conciliarsi e vivificarsi in un tutto armonico e com-
patto nell'ideologia socialista. Vogliamo che in
tutta la propaganda socialista cioè si faccia
seguire sempre la critica della società capitali-
critica, del falso ordine borghese coll'ordine
nuovo comunista.

fecondare l'opera fattiva della ricostruzione
sono oggi i soli e veri « pratici ».

I soli e veri « pratici », se pratica è unit
e adeguatezza del fine coi mezzi: se è vero ch
gli ideali sono i mezzi più potenti di trasforma
zione sociale. Ai socialisti poi il dovere che qu
sto magnifico slancio non si perda in van
logomachie, e giunga, rapido, consapevole,
col minor numero possibile di vittime, all
meta.

Rispondo nell'animo nostro, monito e in-
tamente, la parola d'un socialista russo. Mvek

Premier numéro de la « Revue hebdomadaire de culture socialiste » L'Ordine nuovo de Gramsci, Tasca, Togliatti, Terracini, 1er mai 1919. Dans le bandeau de gauche, juste sous le titre on peut lire ces trois exhortations qui se veulent programmatiques : « Instruisez-vous, car nous aurons besoin de toute notre intelligence. Mettez-vous en mouvement car nous aurons besoin de tout notre enthousiasme. Organisez-vous car nous aurons besoin de toute notre force »

Collaboratori di "COMUNISMO",

ITALIA

Cesare Alessandri, Anando, Ambrogio Belloni, Amadeo Bordiga, Nicola Bombacci, Aryo Cerchiaro, Ettore Croce, Bruno Fortichiari, Egidio Gennari, Antonio Gramsci, Dante Galani, Eugenio Guarino, Costantino Lazzari, Letterio Lizzini, Carlo Nicolini, Marco Ramperti, Italo Toscani, Angelo Tasca, Otilio Vernocchi, ed altri.

ESTERO

Russia: N. Lenin, G. Zinowief, N. Bukarin, M. Gorki, A. Lunatcarsky, Angelica Balabanoff, Leone Trotzky.

Olanda: Hermann Gorter, Antonio Pannekoek.

Francia: A. Loria, J. Mesnil, Louise Saumoneau, C. Rappoport, Audoye.

Germania: Sturm, H. Berliner.

Austria: Iso Brante, C. Tomann

Inghilterra: Sylvia Pa

Svezia: Höglund, Grö

Norvegia: Stang.

Finlandia: Strola.

Lettonia: Winter.

Lituania: Kapsukas.

Stati Uniti: Martens.

Ucraina: Piatakow.

Svizzera: Humbert D

Serbia: Katzlerowit, A

Bulgaria: Blagoiew, K

Rumenia: Rakowsky.

Polonia: Karsky, Fell

Il primo numero di successo.

Seimila copie sono
Abbiamo trovato li
tanza di abbonati - che
si sono affrettati a da

Non abbiamo che
chiedercele, spedendoc

Raccomandiamo, a
perchè non avvenga el
separate, con danno e
zione.

Ricordiamo infine
che - costando la no
possiamo permettere i

Chi vuole "COMU

gli sforzi, si affretti a

Gli abbonamenti s

Via S. D

ANNO I.

Milano, dal 15 al 30 ottobre 1919

N.

COMUNISMO

Rivista della Terza Internazionale

Esce il 1° ed il 15 di ogni mese.

Direttore G. M. SERRATI



I comunisti dichiarano apertamente ch
loro scopo non potrà essere raggiunto che
la caduta violenta di tutti gli ordinamenti
ciali finora esistiti. Le classi dominanti poss
tremare davanti ad una rivoluzione comun
I proletari non hanno nulla da perdere in e
fuorchè le loro catene. Hanno tutto un mo
da guadagnare.

Proletari di tutti i paesi, unitevi!

MARX ed ENGE
(Manifesto dei comu

MILANO

COOPERATIVA GRAFICA DEGLI OPERAI

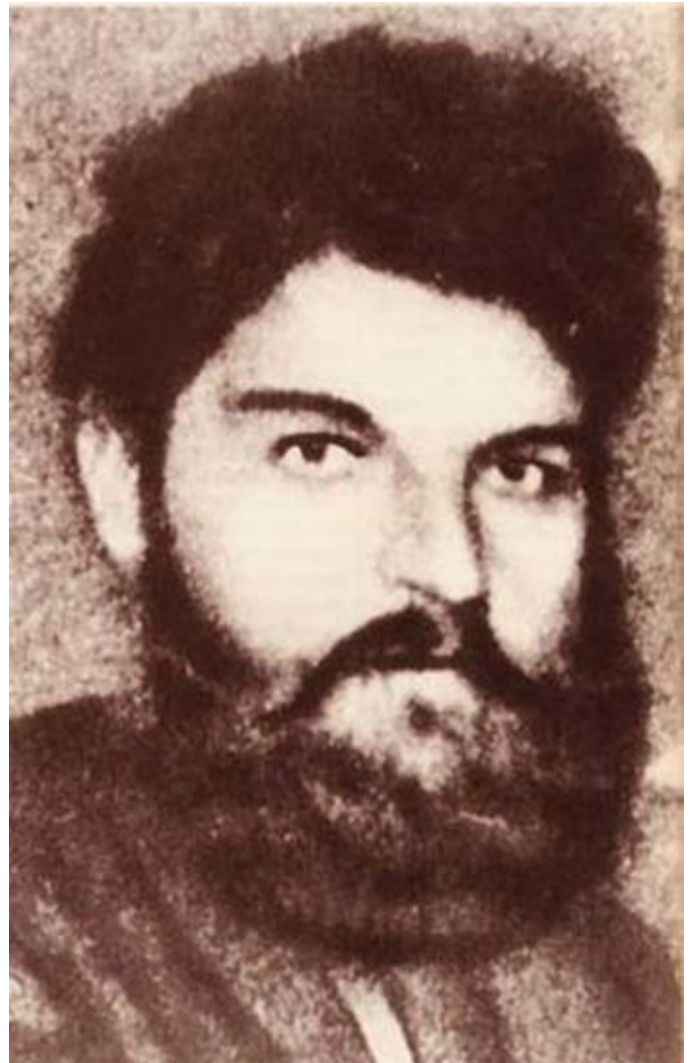
1919

Revue de la IIIe internationale créée en Octobre 1919 par la direction maximaliste du PSI. Parmi les collaborateurs français (en haut de la page à gauche), on relève les noms de A. Loria et Charles Rappoport. Notons aussi quelques « célébrités » du mouvement ouvrier révolutionnaire : Herman Görter et Anton Pannekoek (Hollande), Sylvia Pankhurst (Angleterre), Piatakow (Ukraine), Humbert-Droz (Suisse), Rakowsky (Roumanie). Cette reproduction est extraite de l'ouvrage publié par les éditions « Lotta Comunista » et cité à plusieurs reprises dans les pages ci-dessus : Bruno Fortichiari. In memoria di uno dei fondatori del PC d'I.



Portrait d'Amadeo Bordiga (1889-1970), principal artisan de la scission de Livourne et de la fondation du PC d'I (la photo date de 1924).

Nicola Bombacci (1879-1945). Un des plus ardents partisans du ralliement à l'IC. Passé par la suite au fascisme, il mourut avec Mussolini en 1945 lors de l'écroulement de la République fantoche italienne créée par les nazis dans le Nord de l'Italie de 1943 à 1945.





Carte d'adhérent au Parti Communiste d'Italie

PAGES SUIVANTES :

Une de l'«Avanti» du lendemain de la scission (22 janvier 1921). Le gros titre dit : « Le vieux et glorieux Parti poursuit sa route ».

On peut lire au centre de la une (Article intitulé « Les travaux du Congrès se poursuivent ») diverses interventions des principaux protagonistes cités dans notre article : Serrati, Modigliani, Baraton.

« Il Soviet », organe de la « Fraction communiste abstentionniste » 22/02/1920 (Remarquer, au centre de la « une » l'article polémique avec les Ordinovistes de Gramsci, Tasca, Terracini, Togliatti : « Prendre l'Usine ou prendre le Pouvoir ? »

ANNEXE : LES 21 CONDITIONS D'ADHESION A LA TROISIEME INTERNATIONALE¹²⁰

II° Congrès de l'I.C., Juillet 1920

Conditions d'admission des Partis dans l'Internationale Communiste

Le premier Congrès constituant de l'Internationale Communiste n'a pas élaboré les conditions précises de l'admission des Partis dans la III° Internationale. Au moment où eut lieu son premier Congrès, il n'y avait dans la plupart des pays que des tendances et des groupes communistes.

Le deuxième Congrès de l'Internationale Communiste se réunit dans de tout autres conditions. Dans la plupart des pays il y a désormais, au lieu des tendances et des groupes, des Partis et des organisations communistes.

De plus en plus souvent, des Partis et des groupes qui, récemment encore, appartenaient à la II° Internationale et qui voudraient maintenant adhérer à l'Internationale Communiste s'adressent à elle, sans pour cela être devenus véritablement communistes. La II° Internationale est irrémédiablement défaite. Les Partis intermédiaires et les groupes du « centre » voyant leur situation désespérée, s'efforcent de s'appuyer sur l'Internationale Communiste, tous les jours plus forte, en espérant conserver cependant une « autonomie » qui leur permettrait de poursuivre leur ancienne politique opportuniste ou « centriste ». L'Internationale Communiste est, d'une certaine façon, à la mode.

Le désir de certains groupes dirigeants du « centre » d'adhérer à la III° Internationale nous confirme indirectement que l'Internationale Communiste a conquis les sympathies de la grande majorité des travailleurs conscients du monde entier et constitue une puissance qui croît de jour en jour.

L'Internationale Communiste est menacée de l'envahissement de groupes indécis et hésitants qui n'ont pas encore pu rompre avec l'idéologie de la II° Internationale.

En outre, certains Partis importants (italien, suédois), dont la majorité se place au point de vue communiste, conservent encore en leur sein de nombreux éléments réformistes et social-pacifistes qui n'attendent que l'occasion pour relever la tête, saboter activement la révolution prolétarienne, en venant ainsi en aide à la bourgeoisie et à la II° Internationale.

Aucun communiste ne doit oublier les leçons de la République des soviets hongroise. L'union des communistes hongrois avec les réformistes a coûté cher au prolétariat hongrois.

C'est pourquoi le 2° Congrès international croit devoir fixer de façon tout à fait précise les conditions d'admission des nouveaux Partis et indiquer par la même occasion aux Partis déjà affiliés les obligations qui leur incombent.

Le 2° Congrès de l'Internationale Communiste décide que les conditions d'admission dans l'Internationale sont les suivantes :

¹²⁰ <https://www.marxists.org>

1. La propagande et l'agitation quotidiennes doivent avoir un caractère effectivement communiste et se conformer au programme et aux décisions de la III^e Internationale. Tous les organes de la presse du Parti doivent être rédigés par des communistes sûrs, ayant prouvé leur dévouement à la cause du prolétariat. Il ne convient pas de parler de dictature prolétarienne comme d'une formule apprise et courante ; la propagande doit être faite de manière à ce que la nécessité en ressorte pour tout travailleur, pour toute ouvrière, pour tout soldat, pour tout paysan, des faits mêmes de la vie quotidienne, systématiquement notés par notre presse. La presse périodique ou autre et tous les services d'éditions doivent être entièrement soumis au Comité Central du Parti, que ce dernier soit légal ou illégal. Il est inadmissible que les organes de publicité méusent de l'autonomie pour mener une politique non conforme à celle du Parti. Dans les colonnes de la presse, dans les réunions publiques, dans les syndicats, dans les coopératives, partout où les partisans de la III^e Internationale auront accès, ils auront à flétrir systématiquement et impitoyablement non seulement la bourgeoisie, mais aussi ses complices, réformistes de toutes nuances.

2. Toute organisation désireuse d'adhérer à l'Internationale Communiste doit régulièrement et systématiquement écarter des postes impliquant tant soit peu de responsabilité dans le mouvement ouvrier (organisations de Parti, rédactions, syndicats, fractions parlementaires, coopératives, municipalités) les réformistes et les « centristes » et les remplacer par des communistes éprouvés, – sans craindre d'avoir à remplacer, surtout au début, des militants expérimentés, par des travailleurs sortis du rang.

3. Dans presque tous les pays de l'Europe et de l'Amérique la lutte de classes entre dans la période de guerre civile. Les communistes ne peuvent, dans ces conditions, se fier à la légalité bourgeoise. Il est de leur devoir de créer partout, parallèlement à l'organisation légale, un organisme clandestin, capable de remplir au moment décisif, son devoir envers la révolution. Dans tous les pays où, par suite de l'état de siège ou de lois d'exception, les communistes n'ont pas la possibilité de développer légalement toute leur action, la concomitance de l'action légale et de l'action illégale est indubitablement nécessaire.

4. Le devoir de propager les idées communistes implique la nécessité absolue de mener une propagande et une agitation systématique et persévérante parmi les troupes. Là, où la propagande ouverte est difficile par suite de lois d'exception, elle doit être menée illégalement ; s'y refuser serait une trahison à l'égard du devoir révolutionnaire et par conséquent incompatible avec l'affiliation à la III^e internationale.

5. Une agitation rationnelle et systématique dans les campagnes est nécessaire. La classe ouvrière ne peut vaincre si elle n'est pas soutenue tout au moins par une partie des travailleurs des campagnes (journaliers agricoles et paysans les plus pauvres) et si elle n'a pas neutralisé par sa politique tout au moins une partie de la campagne arriérée. L'action communiste dans les campagnes acquiert en ce moment une importance capitale. Elle doit être principalement le fait des ouvriers communistes en contact avec la campagne. Se refuser à l'accomplir ou la confier à des demi-réformistes douteux c'est renoncer à la révolution prolétarienne.

6. Tout Parti désireux d'appartenir à la III^e Internationale, a pour devoir de dénoncer autant que le social-patriotisme avoué le social-pacifisme hypocrite et faux ; il s'agit de démontrer systématiquement aux travailleurs que, sans le renversement révolutionnaire du capitalisme, nul tribunal arbitral international, nul débat sur la réduction des armements, nulle réorganisation « démocratique » de la Ligue des Nations ne peuvent préserver l'humanité des guerres impérialistes.

7. Les Partis désireux d'appartenir à l'Internationale Communiste ont pour devoir de reconnaître la nécessité d'une rupture complète et définitive avec le réformisme et la politique du centre et de préconiser cette rupture parmi les membres des organisations. L'action

communiste conséquente n'est possible qu'à ce prix.

L'Internationale Communiste exige impérativement et sans discussion cette rupture qui doit être consommée dans le plus bref délai. L'Internationale Communiste ne peut admettre que des réformistes avérés, tels que Turati, Kautsky, Hilferding, Longuet, Mac Donald, Modigliani et autres, aient le droit de se considérer comme des membres de la III^e Internationale, et qu'ils y soient représentés. Un pareil état de choses ferait ressembler par trop la III^e Internationale à la II^e.

8. Dans la question des colonies et des nationalités opprimées, les Partis des pays dont la bourgeoisie possède des colonies ou opprime des nations, doivent avoir une ligne de conduite particulièrement claire et nette. Tout Parti appartenant à la III^e Internationale a pour devoir de dévoiler impitoyablement les prouesses de « ses » impérialistes aux colonies, de soutenir, non en paroles mais en fait, tout mouvement d'émancipation dans les colonies, d'exiger l'expulsion des colonies des impérialistes de la métropole, de nourrir au cœur des travailleurs du pays des sentiments véritablement fraternels vis-à-vis de la population laborieuse des colonies et des nationalités opprimés et d'entretenir parmi les troupes de la métropole une agitation continue contre toute oppression des peuples coloniaux.

9. Tout Parti désireux d'appartenir à l'Internationale Communiste doit poursuivre une propagande persévérante et systématique au sein des syndicats, coopératives et autres organisations des masses ouvrières. Des noyaux communistes doivent être formés, dont le travail opiniâtre et constant conquerra les syndicats au communisme. Leur devoir sera de révéler à tout instant la trahison des social-patriotes et les hésitations du « centre ». Ces noyaux communistes doivent être complètement subordonnés à l'ensemble du Parti.

10. Tout Parti appartenant à l'Internationale Communiste a pour devoir de combattre avec énergie et ténacité l'« Internationale » des syndicats jaunes fondée à Amsterdam. Il doit répandre avec ténacité au sein des syndicats ouvriers l'idée de la nécessité de la rupture avec l'Internationale Jaune d'Amsterdam. Il doit par contre concourir de tout son pouvoir à l'union internationale des syndicats rouges adhérant à l'Internationale Communiste.

11. Les Partis désireux d'appartenir à l'Internationale Communiste ont pour devoir de réviser la composition de leurs fractions parlementaires, d'en écarter les éléments douteux, de les soumettre, non en paroles mais en fait, au Comité Central du Parti, d'exiger de tout député communiste la subordination de toute son activité aux intérêts véritables de la propagande révolutionnaire et de l'agitation.

12. Les Partis appartenant à l'Internationale Communiste doivent être édifiés sur le principe de la centralisation démocratique. A l'époque actuelle de guerre civile acharnée, le Parti Communiste ne pourra remplir son rôle que s'il est organisé de la façon la plus centralisée, si une discipline de fer confinant à la discipline militaire y est admise et si son organisme central est muni de larges pouvoirs, exerce une autorité incontestée, bénéficie de la confiance unanime des militants.

13. Les Partis Communistes des pays où les communistes militent légalement doivent procéder à des épurations périodiques de leurs organisations, afin d'en écarter les éléments intéressés et petit-bourgeois.

14. Les Partis désireux d'appartenir à l'Internationale Communiste doivent soutenir sans réserves toutes les républiques soviétiques dans leurs luttes avec la contre-révolution. Ils doivent préconiser inlassablement le refus des travailleurs de transporter les munitions et les équipements destinés aux ennemis des républiques soviétiques, et poursuivre, soit légalement soit illégalement, la propagande parmi les troupes envoyées contre les républiques soviétiques.

15. Les Partis qui conservent jusqu'à ce jour les anciens programmes social-démocrates ont pour devoir de les réviser sans retard et d'élaborer un nouveau programme communiste adapté aux conditions spéciales de leur pays et conçu dans l'esprit de l'Internationale Communiste. Il est de règle que les programmes des Partis affiliés à l'Internationale Communiste soient confirmés par le Congrès International ou par le Comité Exécutif. Au cas où ce dernier refuserait sa sanction à un Parti, celui-ci aurait le droit d'en appeler au Congrès de l'Internationale Communiste.

16. Toutes les décisions des Congrès de l'Internationale Communiste, de même que celles du Comité Exécutif, sont obligatoires pour tous les Partis affiliés à l'Internationale Communiste. Agissant en période de guerre civile acharnée, l'Internationale Communiste et son Comité Exécutif doivent tenir compte des conditions de lutte si variées dans les différents pays et n'adopter de résolutions générales et obligatoires que dans les questions où elles sont possibles.

17. Conformément à tout ce qui précède, tous les Partis adhérant à l'Internationale Communiste doivent modifier leur appellation. Tout Parti désireux d'adhérer à l'Internationale Communiste doit s'intituler Parti Communiste de... (section de la III^o Internationale Communiste). Cette question d'appellation n'est pas une simple formalité ; elle a aussi une importance politique considérable. L'Internationale Communiste a déclaré une guerre sans merci au vieux monde bourgeois tout entier et à tous les vieux Partis social-démocrates jaunes. Il importe que la différence entre les Partis Communistes et les vieux Partis « social-démocrates » ou « socialistes » officiels qui ont vendu le drapeau de la classe ouvrière soit plus nette aux yeux de tout travailleur.

18. Tous les organes dirigeants de la presse des Partis de tous les pays sont obligés d'imprimer tous les documents officiels importants du Comité Exécutif de l'Internationale Communiste.

19. Tous les Partis appartenant à l'Internationale Communiste ou sollicitant leur adhésion sont obligés de convoquer (aussi vite que possible), dans un délai de 4 mois après le 2^o Congrès de l'Internationale Communiste, au plus tard, un Congrès extraordinaire afin de se prononcer sur ces conditions. Les Comités Centraux doivent veiller à ce que les décisions du 2^o Congrès de l'Internationale Communiste soient connues de toutes les organisations locales.

20. Les Partis qui voudraient maintenant adhérer à la III^o Internationale, mais qui n'ont pas encore modifié radicalement leur ancienne tactique, doivent préalablement veiller à ce que les 2/3 des membres de leur Comité Central et des Institutions centrales les plus importantes soient composés de camarades, qui déjà avant le 2^o Congrès s'étaient ouvertement prononcés pour l'adhésion du Parti à la III^o Internationale. Des exceptions peuvent être faites avec l'approbation du Comité Exécutif de l'Internationale Communiste. Le Comité Exécutif se réserve le droit de faire des exceptions pour les représentants de la tendance centriste mentionnés dans le paragraphe 7.

21. Les adhérents au Parti qui rejettent les conditions et les thèses établies par l'Internationale Communiste doivent être exclus du Parti. Il en est de même des délégués au Congrès extraordinaire.

DOCUMENTS RARES

RAPPORT SUR LES RESULTATS DE L'ENQUETE SUR L'INSURRECTION DANS LA VILLE DE CRONSTADT.

Jacob Agranov



Jacob Agranov / fr.nextews.com

Au lendemain de l'écrasement de l'insurrection de Cronstadt la direction de la Tcheka charge l'un de ses dirigeants, Jacob Agranov, de mener une enquête et de rédiger un rapport sur les causes, le déroulement et le sens de l'insurrection. Si l'orientation générale du rapport se situe bien entendu dans le cadre général des décisions prises par le parti communiste, le rapport contient un certain nombre de remarques, d'éléments, voire de conclusions intéressantes. Vu la longueur du rapport nous le publierons en trois parties.

Après la chute du soulèvement de Cronstadt une grande partie des membres du Comité révolutionnaire insurrectionnel et la majorité des participants actifs du soulèvement ont fui en Finlande. Les principaux dirigeants du mouvement ont ainsi échappé à l'enquête.

Les données de l'enquête et de l'interrogatoire personnel des quelques participants actifs de la révolte permettent de saisir comment l'insurrection armée de Cronstadt a débuté, comment elle s'est développée et d'en percevoir les causes.

Le soulèvement contre-révolutionnaire de la garnison et des ouvriers de Cronstadt (1^{er} mars au 17 mars inclus) est le développement direct et logique des troubles et des grèves de plusieurs usines et fabriques de Pétersbourg qui ont éclaté dans la dernière semaine de février. La concentration dans les entreprises industrielles de Pétersbourg d'une quantité significative d'ouvriers mobilisés dans le cadre du service obligatoire du travail, puis la fermeture soudaine de la majorité des entreprises qui venaient tout juste d'être mises en marche due à la crise du combustible suscitèrent le mécontentement et l'irritation parmi les couches d'ouvriers les plus arriérés de Pétersbourg. Les mobilisés du service obligatoire du travail apportèrent avec eux de la campagne dans le milieu des ouvriers l'état d'esprit démoralisant des petits propriétaires rendus furieux par le système des réquisitions, l'interdiction du commerce libre et les actions des détachements de barrage.

La réduction de la ration alimentaire décrétée au début de février donna l'impulsion directe à l'explosion du mécontentement croissant d'une partie des travailleurs de Piter¹²¹ et provoqua des grèves dans toute une série d'usines : l'usine de la Baltique, l'usine Troubotchny, la fabrique Laferme et d'autres. L'une des causes fondamentales de ce mouvement fut incontestablement la polémique ardente qui éclata dans le Parti communiste avant son congrès, l'affaiblissement du sentiment d'unité du parti chez une grande partie de ses membres. Les ouvriers en grève ne se contentaient pas d'exiger l'augmentation de la ration de pain et la suppression des détachements de barrage. Dans les cercles les plus arriérés on avançait même le mot d'ordre de convocation de l'Assemblée constituante. Mais globalement le mouvement se développa sous le mot d'ordre de la suppression de la dictature du parti communiste et de l'instauration du pouvoir des Soviets librement élus. Si le mouvement ne prit pas un caractère organisé et ne se généralisa pas à Pétersbourg, c'est dû pour une sérieuse part à la liquidation rapide et effectuée à temps des organisations des S-R¹²², des menchéviks, des S-R de gauche et des anarchistes de Pétersbourg, ce qui priva le mouvement d'une direction organisée.

Des conditions et un état d'esprit analogues existaient aussi à Cronstadt à la veille de la révolte. La tension nerveuse qui régnait dans la masse ouvrière était renforcée par la dégradation permanente des conditions d'existence. L'interrogatoire de toute une série de participants à l'insurrection a montré que l'atmosphère de mécontentement ne cessait de s'épaissir dans la masse des matelots et des soldats rouges, pour l'essentiel issus de la

¹²¹ Piter : nom populaire de Pétersbourg ou Petrograd.

¹²² S-R : abréviation usuelle pour Socialistes-révolutionnaires.

paysannerie surtout parce que les nouvelles reçues de leurs familles avec lesquelles cette masse n'avait pas rompu ses liens leur apportaient sans cesse des informations sur la crise de l'agriculture, sur les abus des autorités locales, sur le poids de la réquisition... etc., accroissaient encore leur exaspération.

Cette masse importante concentrée sur le petit territoire de Cronstadt et dans l'ensemble désœuvrée, placée dans les conditions d'une existence collective de caserne fut très vite contaminée par l'atmosphère régnante d'hostilité sourde contre le régime de la dictature du prolétariat.

La décomposition de l'organisation communiste de Cronstadt, due à la domination en son sein de matelots déchaînés et d'un faible niveau politique allait déjà à pas de géant avant l'insurrection et s'accéléra incroyablement à la suite des discussions acharnées dans les rangs du parti sur les questions fondamentales du moment.

L'éclatement de l'organisation en différents groupes et nuances de pensées dans ces conditions devait déboucher inévitablement sur sa dislocation. Les adhérents de base du parti, dont la conscience politique ne s'élevait en rien au-dessus du niveau de conscience de la masse sans parti des matelots et des ouvriers apportèrent dans cette masse tout le désarroi idéologique qui rongait l'organisation communiste et par là contribuèrent à séparer la masse prolétarienne et demi-prolétarienne du parti communiste, dans lequel elle commençait à voir le prétendu responsable de la ruine généralisée.

Mais l'explosion de troubles à Pétersbourg bouscula vigoureusement l'état d'esprit globalement passif de cette masse et la fit sortir de son état d'équilibre instable. La masse des matelots s'agita. Le désarroi inouï des dirigeants de l'organisation de Cronstadt et de corps des commissaires de la flotte de la Baltique et de la forteresse de Cronstadt a joué un rôle colossal dans la catastrophe qui s'est développée avec une rapidité inattendue. Si une majorité significative des membres du parti communiste russe de Cronstadt se sont vite détournés du parti et ont combattu, les armes à la main dans les rangs des insurgés, les responsables communistes, à cause de leur incompréhension de la signification du mouvement et du sens dans lequel il s'engageait, n'ont pris aucune mesure pour dissiper l'atmosphère enflammée ; ils ont même, quoique inconsciemment aidé à la naissance de l'insurrection en laissant se tenir ou même en convoquant des réunions des équipages pourtant alors surexcités et en aidant à l'envoi d'une délégation de Cronstadt dans les usines en grève.

Si les commissaires des navires insurgés, le Petropavlovsk et le Sébastopol, navires dont les équipages comprenaient un grand nombre de membres du parti communiste avaient pris des mesures rapides et résolues, n'avaient pas admis la tenue de réunions, avaient pris en main le service des liaisons et avaient essayé d'opposer à une masse en émoi mais inorganisée la force unie des collectifs de communistes, on aurait pu alors circonscrire le mouvement et l'étouffer dès son commencement. Mais à peu près aucune tentative ne fut faite en ce sens.

L'organisation du parti affaiblie s'est disloquée et dissoute dans la masse bouillonnante et enragée.

L'insurrection s'est déroulée globalement comme suit : lorsque les nouvelles sur les grèves qui avaient éclaté à Petrograd sont parvenues à Cronstadt la masse des matelots est entrée en effervescence. Cela s'est traduit par une chute rapide de la discipline et les conversations ouvertes que menaient les matelots mêlaient des critiques brutales contre le régime communiste à des marques de sympathie pour les ouvriers en grève.

Le 25 février se réunit une assemblée générale de l'équipage du navire Sebastopol, dont la tenue avait été autorisée par le commissaire de la brigade des grands cuirassés, le camarade Zossimov, sur proposition du commissaire Tchistiakov, décida d'envoyer une délégation de 5

matelots pour éclaircir les causes de la grève dans les fabriques et les usines de Pétersbourg et les revendications avancées par les ouvriers. Le cuirassé Petropavlovsk élut lui une délégation de 7 matelots. Nous n'avons pas pu établir avec certitude le nom de famille des délégués, à une seule exception, celui de Savtchenko, un matelot sans parti, ignare, originaire de la des paysannerie du district de Koustanais. Mais dans ce cas, comme dans les réunions suivantes de matelots, les premiers candidats à se présenter ont été élus. Après leur arrivée à Pétersbourg les délégués se sont divisés en plusieurs groupes pour visiter les usines en grève où ils ont engagé des conversations avec des ouvriers isolés comme avec des groupes entiers d'ouvriers. Ils ont ainsi été informés de façon unilatérale sur la situation à Pétersbourg et ont manifestement été contaminés par l'état d'esprit des grévistes, même si les mots d'ordre réactionnaires, qui avaient du succès dans certaines usines comme convocation de l'Assemblée constituante, liberté de parole, liberté des syndicats et des réunions pour tous les partis, ce qui allait beaucoup plus loin que les revendications avancées dans le milieu des matelots.

Le 27 février les matelots revinrent sur leurs navires et exposèrent à des assemblées générales des équipages les causes des troubles survenus dans les usines de la Baltique, Troubotchny, sur les cuirassés Gangout et Poltava mouillés sur la Neva ; ils ont dépeint la situation à Pétersbourg avec exagération et ils ont lu la résolution contre-révolutionnaire adoptée par les travailleurs de l'usine de la Baltique. A la suite de ces rapports une assemblée générale de l'équipage du Petropavlovsk adopte le 28 février la fameuse résolution, en treize points élaborée par un groupe de 7 ou 8 matelots. Appartenaient à ce groupe Petritchenco, le premier secrétaire du Petropavlovsk, Ian Ianovitch Veiss-Guinter du Petropavlovsk, plus tard membre du comité de ce navire. Les noms des autres membres n'ont pas encore été établis. D'abord seul le principe de la résolution fut adopté et sa rédaction définitive fut confiée à cette même commission. Ce même 28 février le texte final de la résolution fut adopté par l'équipage du Petropavlovsk, puis par celui du Sebastopol ; il fut établi plus tard que la majorité des communistes des deux navires ont voté cette résolution. Seule une minorité insignifiante de communistes se sont alors abstenus.

Le 1^{er} mars une assemblée générale des équipages de la 1^e brigade des grands navires de ligne a adopté la résolution en présence des représentants de la 2^e brigades des navires de ligne. C'est à cette assemblée que les 14^e et 15^e points ont été ajoutés. Le commissaire de la flotte Kouzmine a participé à cette réunion des brigades. Ce sont des communistes qui ont présidé presque toutes les assemblées. Petritchenco présida la réunion des brigades. Le 1^{er} mars la résolution fut soumis à l'assemblée générale de la garnison de Cronstadt qui s'est tenue sur la place de l'Ancre en présence du président du Comité exécutif central des Soviets Kalinine et du commissaire de la flotte Kouzmine. C'est le président du soviet de Cronstadt qui présida l'Assemblée au cours de laquelle intervinrent l'anarchiste Choustov, chauffeur du Petropavlovsk, qui, pendant la mutinerie, sera le commandant de la prison des interrogatoires, et Petritchenco. La résolution évoquée ci-dessus proposée par ce dernier fut adoptée à une écrasante majorité de la garnison. Le même jour sur le Petropavlovsk furent élus des comités de navire formés de matelots pour gérer la vie sur les navires. Cette décision liquidait le pouvoir des commissaires. Dans le comité du Sébastopol furent élus 9 matelots, parmi lesquels Korovkine, ancien membre du parti communiste, qui avait quitté le parti lors de la séance de réenregistrement de l'automne 1920 ; Perepelkine et Ossossov, par la suite membres du Comité révolutionnaire des mutins. Korovkine fut élu président du comité du navire Sebastopol. Le service de liaison et les gardes sur les navires passèrent dans les mains des comités de navire.

Le soir du 1^{er} mars se tint sur le Petropavlovsk une réunion du comité de navire à laquelle ont

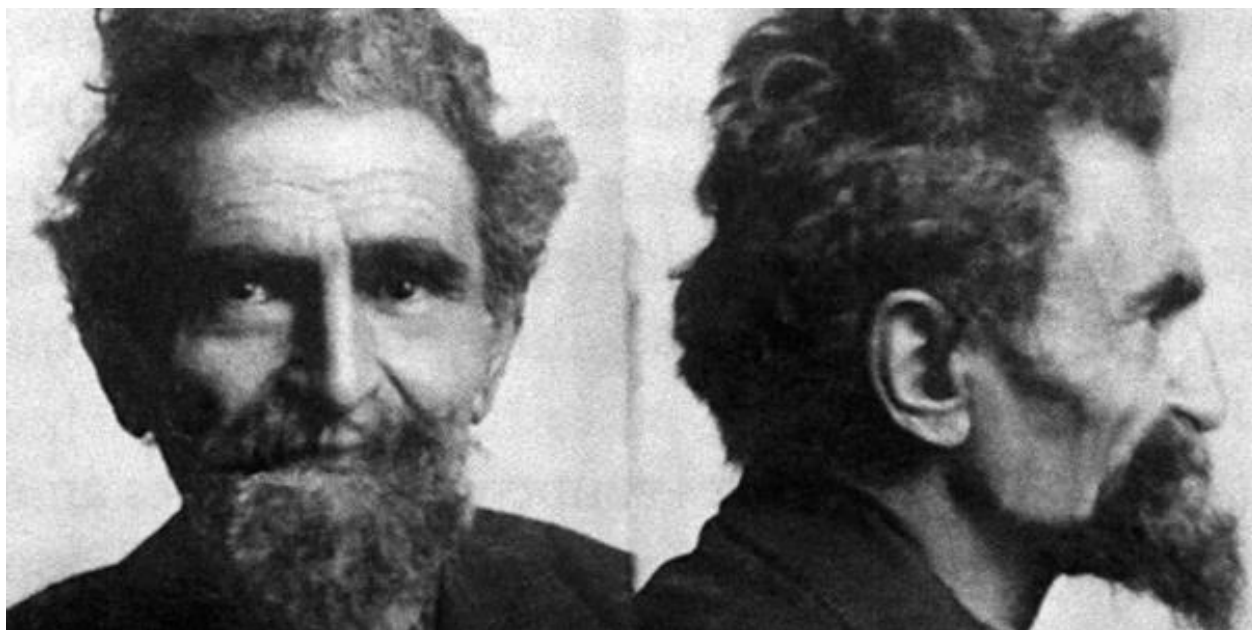
pris part des représentants des équipages du Trouvor et d'Ogon, amarrés sur la Neva à Pétersbourg. Sur proposition des commissaires de ces deux navires, qui présidaient ces réunions, il fut décidé d'envoyer une délégation à la conférence sans parti des équipages des navires à Cronstadt. Parmi les délégués figurait le citoyen Gueorgui Frantsevitch Tan-Fabian, qui, lors de son arrestation, se déclarera sympathisant du parti des socialistes-révolutionnaires de gauche.

Après la réunion du soir citée plus haut sur le Petropavlovsk une partie des délégués de Piter décida de rester à Cronstadt pour revenir ensuite à Pétersbourg avec une délégation de Cronstadt à Pétersbourg où, sur la base d'un rapport de Tan-Fabian les équipages des navires Trouvor et Ogon, adoptèrent une résolution contre laquelle ne votèrent que quelques matelots.

Lors de cette réunion le soir du 1^{er} mars sur le Petropavlovsk une motion proposant de retenir Kalinine en otage fut soumise au vote mais la majorité des présents la rejetèrent, après quoi on laissa Kalinine quitter Cronstadt.

L'ALLIANCE INTERNATIONALE DES TRAVAILLEURS (ou PREMIERE INTERNATIONALE) 1922

Errico Malatesta



E. Malatesta : photos signalétiques prises en mars 1921 lors de l'un de ses très nombreuses arrestations © Lux Éditeur Montréal (Québec)

Errico Malatesta naquit le 4 décembre 1853 dans une petite ville de Campanie, Santa Maria Capua Vetere, aujourd'hui dans la province de Caserta, au nord de Naples, localité qui se trouve sur l'emplacement de l'antique Capoue dont les « délices » eurent tant d'attraits pour les troupes d'Hannibal qu'elles les empêchèrent de mettre à profit la terrible défaite qu'ils avaient infligée à l'armée romaine lors de la fameuse bataille du lac Trasimène (217 av. J.-C.), pour abattre la puissance de leur ennemi juré.

Né dans une famille aisée de propriétaires terriens qui possédait aussi une importante entreprise locale de tannerie, il effectua ses études secondaires dans un collège tenu par des religieux de l'Ordre des Écoles Pies (dit aussi des Scolopi ou des Piaristes), puis partit faire des études de médecine qu'il n'acheva jamais dans la métropole régionale de Naples. Dès l'âge de 14 ans, il avait adhéré intellectuellement au républicanisme patriotique inspiré de la pensée et de l'action politiques de Giuseppe Mazzini (1805-1872), l'une des figures essentielles avec Giuseppe Garibaldi, surnommé le « héros des deux mondes » (1807-1882) du *Risorgimento* italien. Ce fut la Commune de Paris qui l'incita, avec d'autres jeunes gens de même formation politique que lui, à abandonner le républicanisme pour adopter des idées socialisantes et anarchisantes.

Dès août 1872, il fonde avec Andrea Costa, futur dirigeant du Parti Socialiste italien¹²³, Carlo Cafiero traducteur du *Capital* de Marx en italien, Tito Zanardelli le républicain libertaire, Celso Ceretti combattant de l'armée des Vosges (comme Garibaldi pourtant âgé alors de 63 ans) lors de la guerre franco-prussienne de 1870 et le sicilien Saverio Friscia¹²⁴, la section italienne de l'Association Internationale des Travailleurs (AIT) antiautoritaire qui s'opposait au Conseil général de Londres de l'Internationale dirigée par Marx et avait scissionné lors du V^e Congrès de La Haye de la Première Internationale. Les 15 et 16 septembre 1872, il participa au Congrès historique de Saint-Imier (Jura Suisse) dont il fête le cinquantième anniversaire dans l'article de 1922 que nous reproduisons ci-dessous et qui est considéré comme le moment fondateur de l'anarchisme politique.

Comme Malatesta l'explique dans son texte commémoratif les fondements idéologiques définis lors de ce Congrès procédaient d'un anti – autoritarisme sourcilieux, de l'idée que la société capitaliste, son état et ses institutions ne pouvaient être abattus que par la violence insurrectionnelle et que la société future devait reposer que sur un collectivisme autogestionnaire privilégiant le principe libertaire de la spontanéité des masses et de leur liberté totale d'organisation.

Ces idées connurent un certain succès parmi la classe ouvrière encore liée à l'artisanat local et la paysannerie des régions de l'Émilie-Romagne, des Pouilles et même dans une certaine mesure de la Sicile.

En 1874, le russe Mikhaïl Bakounine, adversaire résolu de Marx et du Conseil Général de Londres, se rendit en Italie et dirigea une tentative insurrectionnelle en Émilie (Bologne) à laquelle participèrent Malatesta, Cafiero, Costa et sa maîtresse russe Anna Koulistioff, elle aussi future figure dominante du futur Parti Socialiste Italien, qui échoua et aboutit à l'arrestation de ses principaux participants dont E. Malatesta qui fut condamné à un an de prison.

Cet épisode rocambolesque (pour échapper à ses poursuivants, Bakounine fut obligé de fuir déguisé en ecclésiastique !), révélateur des ressources mais aussi des faiblesses du mouvement ouvrier révolutionnaire italien, alors à ses premiers balbutiements, a donné lieu à la publication en 1927 (du vivant donc de Malatesta et en plein régime fasciste) d'un intéressant roman historique de l'écrivain italien Riccardo Bacchelli (1891-1985) sur lequel nous

¹²³ *Cette brève présentation est en grande partie inspirée par l'article biographique de Giampietro Berti, Professeur d'histoire contemporaine de l'Université de Padoue, paru dans le *Dizionario Biografico degli Italiani, Roma, Istituto per l'Enciclopedia Italiana, vol. 68 (2007), ad voc.*

¹²⁴ Sur tous ces personnages cités qui présentent à peu près le même profil politique puisqu'ils passèrent du patriotisme mazzinien ou garibaldien à un socialisme anarchisant avec, pour certains d'entre eux, nous reviendrons également prochainement dans ce futur article cité à la note précédente.

Carlo Cafiero (1846-1892), très lié à Bakounine, à Kropotkine et à la Russie (En 1874 il épousa même à Saint-Petersbourg, une jeune révolutionnaire russe, Olympia Kutuzova qu'il avait connue en Suisse).

Tito Zanardelli (1848- ?), très curieux personnage qui abandonna la politique et devint un linguiste et philologue renommé et qu'il ne faut pas confondre avec son homonyme Giuseppe Zanardelli (1826-1903) qui fut Président du Conseil du Royaume d'Italie du 15 février 1901 au 3 novembre 1903.

Celso Ceretti (1844-1909) qui, après la défaite de Sedan, combattit aussi aux côtés des patriotes bosniaques et serbes contre la domination turque et dont la mort fut célébrée dans « *L'Humanité* » du 17 janvier 1909 par une autre haute figure du mouvement révolutionnaire italien, l'ex-communard Amilcare Cipriani (1843-1918).

Saverio Friscia (1813-1886) avait participé aussi activement au succès de l'expédition de Garibaldi en Sicile en mai 1860.

comptons revenir dans un prochain numéro des CMO¹²⁵.

Après sa libération, Malatesta participa du 27 au 29 octobre 1876 au VIII^e Congrès de Berne de l'AIT antiautoritaire qui adopta les principes d'un communisme anarchiste et de la propagande par l'action exemplaire destinée à stimuler la mise en mouvement des masses.

L'année suivante, en avril 1877, il organisa avec Cafiero et d'autres révolutionnaires républicains et anarchistes parmi lesquels se trouvait un activiste russe Sergueï Stepniak-Kravtchinski (1851-1895) futur terroriste du groupe populiste russe « Terre et Liberté », une véritable guérilla dans le massif montagneux du Matese qui se trouve à la frontière de la Campanie et de la région du Molise, dans le but de provoquer un soulèvement de cette région particulièrement déshéritée. Malgré son échec, cette action connut un rayonnement certain, mais ses promoteurs furent presque tous arrêtés et emprisonnés dans la ville de Bénévent.

Après avoir été relaxé en septembre 1878, Malatesta abandonna l'Italie et passa d'Égypte, en Syrie, puis au Liban, en France et finalement en Suisse, traditionnelle patrie d'adoption des anarchistes et révolutionnaires italiens (un certain Benito Mussolini y vécut quelque temps presque en clochard dans sa prime jeunesse).

Après un bref passage en Roumanie, il se déplaça fréquemment entre la Belgique, la France et la Suisse jusqu'au début de l'année 1880. Il fut arrêté en France en juin 1880 et condamné à sept mois de prison, à l'issue desquels il se rendit à Londres où il participa en juillet 1881 avec l'anarchiste napolitain Francesco Saverio Merlino (1856-1930) futur défenseur de Gaetano Bresci l'auteur de l'attentat qui coûta la vie au roi d'Italie Humbert 1^{er} le 29 juillet 1900, le théoricien russe de l'anarchisme Pierre Kropotkine et entre autres, la communarde Louise Michel (1830-1905) au Congrès international anarchiste.

En juin 1882, il se rend à nouveau en Égypte pour se joindre au soulèvement antibritannique du nationaliste Ahmed Urabi Pacha. Arrêté par les autorités anglaises, il ne sera libéré qu'en 1883.

Revenu en Italie, il s'opposa à son ex-compagnon A. Costa qui s'était rallié à un socialisme d'inspiration marxiste et gradualiste. À nouveau condamné pour ses publications jugées subversive, il émigre cette fois en Argentine où vit une très importante communauté italienne. Il participa à la création de plusieurs syndicats et se fait même chercheur d'or dans l'extrême sud du pays pour tenter de financer ses activités politiques.

En 1889, il revient en Europe et s'établit à Nice où il fonde une revue de propagande nommée « L'Associazione ».

Il participe en 1891 au Congrès anarchiste de Capolago, dans le Tessin et est arrêté à Lugano où après deux mois d'incarcération, il se rend une nouvelle fois à Londres, puis en Espagne où il participe à des soulèvements sporadiques. De retour à Londres, il s'oppose à la dérive terroriste que connaît le mouvement anarchiste.

Après avoir participé à une énième tentative insurrectionnelle en Belgique en 1893, il est de retour en Italie où se déroule en Sicile l'important mouvement insurrectionnel paysans dit des « faisceaux siciliens »¹²⁶, ainsi que des agitations d'inspiration anarchistes parmi les

¹²⁵ Le roman qui fut d'ailleurs éreinté par le fils adoptif de Bakounine, Carlo (1868-1943) qui était ingénieur en Argentine, a été traduit en français plus récemment sous le titre *La Folie Bakounine* qui désigne la propriété que C. Cafiero avait achetée pour celui qu'il considérait comme son maître, non loin de Lugano dans le Tessin (cf. R. Bacchelli, *La Folie Bakounine*, Préface de Paul Renucci, Traduction de Giovanni Ioppolo, Paris, Julliard, 1973).

¹²⁶ On désigne sous ce nom de « Fasci Siciliani dei Lavoratori » (Faisceaux Sicilien des Travailleurs), on notera au passage que le fascisme mussolinien n'a encore une fois rien inventé, un très vaste et sérieux mouvement à connotation libertaire et sociale qui impliqua le petit prolétariat des villes, les mineurs de soufre et les ouvriers agricoles des « latifundia » de 1889-1893 et donna lieu à une très féroce répression de la part des forces

extracteurs de marbre des célèbres carrières de Carrare dans le nord de la Toscane¹²⁷.

En 1896, il participe au Congrès de Londres de l'Internationale Socialiste où se discute la question de la légitimité de la revendication d'indépendance nationale de la Pologne.

Il s'établit à nouveau en Italie en mars 1897, cette fois dans la cité portuaire d'Ancône dans les Marches où il se livre à une intense activité propagandiste.

Arrêté de nouveau, il est cette fois condamné à deux mois d'emprisonnement malheureusement assortis d'une assignation à résidences dans les lointaines îles d'Ustica, puis de Lampedusa, respectivement au Nord et au Sud de la Sicile.

Il réussit à s'évader de l'île de Lampedusa et à rejoindre l'Angleterre à travers la Tunisie, puis l'île de Malte. Il émigre ensuite vers les États-Unis où il tient de nombreuses conférences de propagande, mais regagne assez vite l'Angleterre où il se trouve au moment de l'assassinat du roi d'Italie que nous avons évoqué précédemment. Selon certains historiens, il n'est pas exclu que Gaetano Bresci, l'assassin qui était précisément venu des États-Unis pour commettre l'attentat de Monza, ait eu des contacts avec Malatesta avant de mettre son projet à exécution.

Après quelques années d'inactivité forcée par les conditions draconiennes de neutralité politique qui lui sont imposées par les autorités britanniques, il participe en août 1907 au Congrès international anarchiste d'Amsterdam où se discute la question du syndicalisme révolutionnaire dont la CGT française qui vient de tenir son Congrès d'Amiens et d'y adopter la fameuse Charte dont on parle souvent encore aujourd'hui est en quelque sorte le fer de lance.

Au cours du Congrès une controverse très importante l'oppose au jeune Pierre Monatte (1881-1960) sur la valeur révolutionnaire du syndicalisme à propos de laquelle Malatesta exprime son scepticisme.

De retour en Italie en 1913, il s'installe de nouveau à Ancône où il fonde un nouvel hebdomadaire intitulé « Volontà ». En juin de l'année suivante prend naissance justement à Ancône un très important mouvement de protestation contre la guerre et le militarisme que l'on a baptisé du nom significatif de « Settimana rossa » (Semaine rouge). Malatesta se lance à corps perdu dans cette bataille qui s'étend bientôt à la Romagne et à la Toscane en invoquant la grève générale nationale. Dans le feu de ces événements, deux jeunes dirigeants appelés à jouer un rôle éminent dans les décennies suivantes sont au centre du mouvement : Pietro Nenni (1891-1980), futur dirigeant historique du Parti Socialiste Italien jusque dans les années 1970 et ... Benito Mussolini (1883-1945), alors Directeur du quotidien du PSI « L'Avanti » et qui est appelé à jouer le rôle que l'on sait, après avoir effectué un spectaculaire retournement de veste belliciste en 1915.

Après le nouvel échec de la « Semaine rouge », Malatesta fut contraint de retourner en Angleterre où il passa toutes les années de la première guerre mondiale.

Revenu en Italie en décembre 1919, il jugea que le bouillonnement politique qui y régnait avec une spectaculaire montée en puissance du PSI alors dirigée par la majorité maximaliste favorable, en paroles du moins, à la Révolution russe, l'apparition de courants encore plus radicaux se proposant de s'inspirer de la politique victorieuse des bolcheviks pour l'appliquer en Italie et l'apparition, à vrai dire encore timide, d'un mouvement politique nouveau se

policières et militaires de l'état bourgeois italien avec la collaboration de la fameuse « mafia ». Nous nous proposons là aussi d'y revenir de façon plus développée prochainement dans les CMO.

¹²⁷ Cette région a été marquée jusqu'à une période récente par une forte présence anarchiste. On cite le fait par exemple qu'à la fin des années 1980 à Carrara, le chef-lieu de la province, un monument avait été érigé à la mémoire de Gaetano Bresci, l'anarchiste qui assassina le roi d'Italie le 29 juillet 1900 (une initiative à la fois parallèle et antithétique de celle des « déboulonneurs » de statues d'aujourd'hui).

prétendant anti-bourgeois mais aussi antimarxiste et pratiquant l'action violente contre le mouvement ouvrier et paysan, créait une situation favorable pour cette Révolution libertaire qu'il avait tenté de déclencher durant toutes les années précédentes dans tous les pays et les régions où la répression l'avait contraint de se réfugier. Au début de 1920, il fonda le quotidien anarchiste « Umanità Nova » (Nouvelle Humanité) qui, signe des temps, tira bientôt à 50.000 exemplaires et qui se propose de fédérer les énergies de toutes les forces décidées à en finir avec le régime : républicains, anarchistes, socialistes et syndicalistes C'est dans cette publication qu'il publie l'article commémoratif que nous présentons ici.

Il est arrêté en mars 1921 et entame une grève de la faim. Il est libéré en 1922, mais retrouve un climat bien changé car l'échec du Mouvement de l'Occupation des Usines (à l'automne 1920), la scission de l'aile gauche du Parti Socialiste à Livourne en janvier 1921, puis la nouvelle scission des éléments réformistes du PSI l'année suivante et la recrudescence des violences fasciste et la montée en puissance de ce qui est devenu le Parti National Fasciste désormais aux portes du pouvoir semblent ouvrir de très dramatiques perspectives pour le mouvement ouvrier et dévoiler un horizon où la perspective de la Révolution prolétarienne, si présente de 1919 à 1920, semble à présent s'éloigner¹²⁸.

Sans désespérer et en butte comme les socialistes, les communistes, les réformistes et même l'aile libérale de la bourgeoisie aux agressions et aux violences incessantes des bandes fascistes, il crée un nouveau journal « Pensiero e volontà » (Pensée et volonté) dans lequel au milieu de milles difficultés et de mille dangers il s'efforce de faire vivre les théories qu'il a toujours défendues.

Contrairement à de nombreux militants et dirigeants qui, devant l'installation par la dictature d'une chape de plomb de plus en plus pesante, il décide de ne pas émigrer ni de passer dans la clandestinité. Mais à partir de 1926, il est dans l'incapacité de continuer à faire connaître publiquement ses idéaux et passe ses dernières années comme un reclus constamment sous la surveillance de la police et des milices du Régime.

Dans la traduction française d'un ouvrage de l'historien de l'anarchisme italien Pier Carlo Masini (1923-1998), parue sous le titre *Anarchistes et communistes dans le mouvement des conseils à Turin* (Paris, Nautilus, 1983), est reproduit un intéressant jugement de Malatesta sur le mouvement d'Occupation des usines du triangle industriel Turin-Milan-Gênes à l'été 1920 qui est considéré par beaucoup (mais pas par tous) comme un des épisodes révolutionnaires les plus marquants de l'histoire moderne du mouvement ouvrier révolutionnaire, exprimé dans un article publié par le quotidien qu'il dirigeait « Umanità Nova » du 28 juin 1922. En voici quelques extraits en guise d'illustration de la pensée du théoricien anarchiste :

Les ouvriers métallurgistes commencèrent le mouvement pour des questions de salaires. Il s'agissait d'une grève d'un genre nouveau. Au lieu d'abandonner les usines, ils restaient dedans sans travailler, en les gardant nuit et jour pour que les patrons ne puissent lock-outer.

Mais on était en 1920. Toute l'Italie prolétarienne tremblait de fièvre révolutionnaire, et le mouvement changea rapidement de caractère. Les ouvriers pensèrent que c'était le moment de s'emparer définitivement des moyens de production. Ils s'armèrent pour la défense, transformant de nombreuses usines en véritables forteresses, et ils commencèrent à organiser la production pour eux-mêmes. Les patrons avaient été chassés ou déclarés en état d'arrestation. ... C'était le droit de propriété aboli en fait, la loi violée dans tout ce qu'elle a de défense de l'exploitation capitaliste. C'était un nouveau régime, une nouvelle forme de vie sociale qui étaient inaugurés. Le gouvernement laissait faire, parce qu'il se sentait incapable

¹²⁸ Pour un tableau un peu plus complet et précis du climat de ce « biennio rosso » (les deux années rouges), nous renvoyons dans ce numéro même 86 des CMO à notre article sur le Congrès de fondation du Parti Communiste d'Italie (Livourne 15-22 janvier 1921).

de s'y opposer, comme il l'avouera plus tard en s'excusant de l'absence de répression.

Le mouvement s'étendait et tendait à embrasser d'autres catégories. Des paysans occupaient les terres. C'était la révolution qui commençait et se développait à sa manière, je dirai presque idéale.

Les réformistes, naturellement, voyaient les choses d'un mauvais œil et cherchaient à les faire avorter. Même « Avanti ! » ne sachant à quel saint se vouer, tenta de nous faire passer pour des pacifistes, parce que dans « Umanità Nova » nous avions dit que si le mouvement s'étendait à toutes les catégories, si les ouvriers et les paysans avaient suivi l'exemple des métallurgistes en chassant les patrons et en s'emparant des moyens de production, la révolution se serait faite sans verser une goutte de sang. Peine perdue.

La masse était avec nous. On nous demandait de nous rendre dans les usines pour parler, encourager, conseiller, et nous aurions dû nous diviser en mille pour satisfaire toutes les demandes. Là où nous allions c'étaient nos discours que les ouvriers applaudissaient, et les réformistes devaient se retirer ou se camoufler.

La masse était avec nous, parce que nous interprétions mieux ses instincts, ses besoins et ses intérêts.

Et cependant, le travail trompeur des gens de la Confédération Générale du Travail et ses accords avec Giolitti suffirent à faire croire à une espèce de victoire avec l'escroquerie du contrôle ouvrier et à convaincre les ouvriers à laisser les usines, juste au moment où les possibilités de réussite étaient les plus grandes¹²⁹.

LA PREMIERE INTERNATIONALE¹³⁰

« A la mi-février tombe le cinquantenaire du Congrès de Saint-Imier en Suisse, fameux dans l'histoire de la Première Internationale et du socialisme en général, parce que c'est avec lui que commence, en quelque sorte, l'histoire officielle du mouvement anarchiste.

« Les camarades suisses célébreront cet anniversaire par une fête intime, à laquelle participeront probablement quelques-uns parmi les rares survivants ; et ce sera une fête émouvante pour ceux qui vécurent ces jours de pénibles luttes intellectuelles et de vierge enthousiasme, pour ceux qui conservent encore, après cinquante ans de vicissitudes diverses, de tribulations, toute entière – et plus forte que jamais – la foi de leur première jeunesse. Que de grandes espérances restent liées à ce souvenir !

« L'Association Internationale des Travailleurs, ébauchée en 1862 et née à Londres en 1864, avait tout à coup changé les termes de la lutte pour le progrès et pour l'émancipation humaine.

« Jusqu'alors, les masses travailleuses, quand elles s'intéressaient aux questions économiques et sociales, le faisaient à la suite, et pour le compte, des partis bourgeois ; elles attendaient tout de l'avènement d'hommes et de gouvernements meilleurs. Dans le prolétariat, il

¹²⁹ Pier Carlo Masini, *Anarchistes et communistes ...*, Traduction d'Isabella De Caria de *Anarchici e comunisti nel movimento dei consigli a Torino (primo dopoguerra rosso 1919-1920)*, Torino, 1951, *op. cit.*, p. 63-64.

¹³⁰ Les archives de l'anarchie. Supplément n° 5 de l'*Entente Anarchiste*.

manquait la conscience de classe, de l'antagonisme d'intérêts, entre celui qui travaille, et celui qui vit du travail des autres, la conscience de l'injustice fondamentale d'où dérivent les maux sociaux. C'est pourquoi la grande majorité, la presque totalité des ouvriers, même avancée, n'aspirait qu'à des changements superficiels de formes gouvernementales, à de menues réformes qui laissaient intactes aux mains de quelques-uns la possession monopolisée des moyens de production, et par la même la domination réelle sur toute la vie sociale.

« Avec l'Internationale, fondée par l'initiative de quelques hommes qui, dès cette époque, comprenait la vraie nature de la question sociale, et la nécessité de soustraire les travailleurs à la direction des partis bourgeois, commença une ère nouvelle. Les travailleurs, qui avaient toujours été une force brute au service de dirigeants plus ou moins bien intentionnés, s'érigeaient en facteur principal de l'histoire humaine ; et en luttant pour leur émancipation propre, déclaraient lutter pour le bien de tous, pour le progrès humain, pour la fondation d'une civilisation supérieure.

« Nous écrivîmes jadis, et nous ne saurions que le répéter :

« L'Internationale détacha les travailleurs de la suite des partis bourgeois, et leur donna une conscience de classe, un programme propre, une politique propre ; elle mit en discussion et en mouvement tous les problèmes sociaux d'importance vitale ; elle élaborait ce socialisme moderne, que par la suite quelques écrivains ont prétendu avoir tiré de leur propre cerveau ; elle fit trembler les puissants, suscita l'ardent espoir des opprimés, inspira des héroïsmes et des sacrifices sans nombre... et au moment où elle paraissait plus prête que jamais à ensevelir la société capitaliste, elle se disloqua et mourut.

« Pour quelle raison ? Pour quelle cause ?

« On a voulu attribuer la dissolution de l'Internationale, soit aux persécutions, soit aux luttes personnelles qui éclataient en son sein, soit à son mode d'organisation, soit à toutes ces causes en même temps.

« Je crois qu'il en fut autrement.

« Les persécutions eussent été par elle-même, impuissantes à anéantir l'Association : souvent elles ne firent qu'accroître sa popularité et son extension.

« Les luttes personnelles ne furent en réalité que des symptômes secondaires, et tant que le mouvement eut assez de vitalité, elles contribuèrent plutôt à intensifier l'action des divers partis et des individus les plus actifs.

« Le mode d'organisation, devenu centraliste et autoritaire sous l'influence du Conseil Général de Londres, et spécialement de Karl Marx qui en était l'âme, conduisit effectivement à la scission de l'Internationale en deux branches et au rapide déclin de la branche autoritaire ; mais la branche fédéraliste et anarchiste, qui comprenait les fédérations d'Espagne, d'Italie, de Suisse Romande, de Belgique, du midi de la France, ainsi que des sections d'autres pays, ne lui survécut que durant quelques années. On dira peut-être que dans la branche anarchiste aussi subsistait le mythe autoritaire et que là aussi quelques individus faisaient et défaisaient à leur gré au nom de la masse, qui, passivement, les suivaient ; et c'est vrai ; mais il faut noter qu'en ce cas, l'autoritarisme n'était pas voulu ; qu'il n'était pas inscrit dans les formes de l'organisation et dans les principes dont elles s'inspiraient ; ils n'étaient sans doute qu'une conséquence naturelle, nécessaire, du fait auquel se rapporta la dissolution de l'Internationale et que je vais exposer.

« Dans l'Association Internationale des Travailleurs, fondée en tant que fédération des « sociétés de résistance » pour donner une plus large base à la lutte économique contre le capitalisme, il est exact que se manifestèrent bien vite, deux tendances, l'une autoritaire,

l'autre libertaire, qui divisèrent les internationales en fractions ennemies, lesquelles eurent pour chefs ou du moins comme représentants extrêmes Marx et Bakounine.

« Il est exact que les uns voulaient faire de l'Association un corps discipliné sous les ordres d'un Comité central, tandis que les autres voulaient qu'elle fût une libre fédération de groupes autonomes ; que les uns voulaient se soumettre la masse pour faire, selon la superstition autoritaire, son bien par la force, tandis que les autres voulaient la soulever, et l'amener à se libérer d'elle-même. Mais un trait commun caractérisait les inspireurs des deux fractions, en ce qu'ils prêtaient à la masse des adhérents leurs propres idées, pensant l'avoir convertie alors qu'ils n'en n'avaient obtenu qu'un acte de confiance et de docilité superficielle.

« C'est ainsi que nous vîmes l'Internationale devenir rapidement, de mutualiste, collectiviste, puis socialiste-révolutionnaire ou anarchiste, avec une rapidité d'évolution qui s'inscrivaient dans les délibérations des congrès et dans le contenu de la presse périodique, mais qui ne pouvait correspondre à une évolution réelle et contemporaine de l'immense majorité des associés.

« Rappelons qu'il n'y avait pas d'organes distincts, d'une part pour la lutte économique, d'autre part pour l'élaboration des idées, de sorte que chaque internationaliste devait déployer au sein de l'Internationale même toute son activité de pensée et d'action ; il en résultait nécessairement, chez les esprits les plus hardis, ou bien un retard volontaire pour se maintenir au niveau de la masse arriérée et pesante, ou bien, comme il advenait généralement, une tendance à progresser et évoluer seule, dans l'illusion que la masse les comprenait et les suivait.

« Ainsi les éléments les plus avancés, étudièrent, discutèrent, énoncèrent les besoins du peuple, formulèrent en programmes concrets les vagues aspirations de la masse, affirmèrent le socialisme, affirmèrent l'anarchisme, prophétisèrent l'avenir et le préparèrent – mais ce faisant ils tuèrent l'Association.

« En moins de dix ans, la lame avait usé le fourreau.

« Je ne dis pas que cela fut un mal. Si l'Internationale était restée une simple organisation de résistance et n'avait pas été agitée par les tempêtes de la pensée et par les passions partisans, elle aurait duré, mais comme durent les Trade Unions anglais, inutiles, et peut-être nuisible à l'histoire de l'émancipation humaine. Il vaut mieux qu'elle soit morte en jetant au vent des grains féconds : par elle naquirent en effet le mouvement socialiste et le mouvement anarchiste.

« Mais il faut bien comprendre qu'aujourd'hui on ne peut, ni ne doit, refaire l'Internationale d'autrefois. Aujourd'hui, l'illusion et l'équivoque dont vécut et mourut l'ancienne Internationale n'est plus possible. L'antagonisme entre libertaires et autoritaires, et la distance qui existe entre les hommes d'idées et la masse semi-consciente mue seulement par les intérêts, s'oppose plus que jamais à la naissance, à la croissance et à la durée d'une Internationale qui serait, comme la première, en même temps une association de résistance économique, un laboratoire d'idées, et une association révolutionnaire.

« Une nouvelle Internationale (je parle d'une association de travailleurs réunis en tant que travailleurs et non un mouvement fondé par une communauté d'idées et de buts révolutionnaires), une nouvelle Internationale de Travailleurs, pour être viable et accomplir sa mission, doit s'ouvrir à tous les travailleurs et grouper autant de travailleurs qu'il est possible, sans distinction d'opinions sociales, politiques et religieuses, pour la lutte contre l'exploitation directe : partant elle ne doit être ni individualiste, ni collectiviste, ni communiste, elle ne doit être ni religieuse ni anti-religieuse. L'unique idée commune, l'unique condition d'admission, c'est la volonté de lutte contre les exploités du travail salarié, et contre l'exploitation elle-

même.

« Si par la suite, illuminée par la propagande, conduite, par l'expérience acquise dans la lutte, aux racines des malheurs sociaux et aux remèdes qui leur sont applicables, éperonnée par l'exemple des groupes révolutionnaires, forcée par la réaction à recourir à des méthodes radicales, la masse des associés éclate en affirmations socialistes, anarchistes, anticléricales, alors tant mieux, parce que le progrès sera réel et non illusoire.

« Au fond, c'est dans cette évolution que résident le but et l'espoir que nous poursuivons quand nous nous intéressons au mouvement ouvrier.

Un vieil internationaliste

CE QU'ETAIT LA PLATE-FORME CONSTITUTIVE DE LA GAUCHE REVOLUTIONNAIRE (oct 1935).



Marceau Pivert / Marxists.org

La montée de la lutte des classes en France, comme dans de nombreux pays d'Europe provoque au début des années la formation dans la SFIO d'une aile gauche qui se traduit d'abord par la création d'une tendance nommée la Bataille socialiste, dirigée par Marceau Pivert et Jean Zyromski ,qui se prononce pour l'unité du PC et de la SFIO (que rejettent les dirigeants du PC et dont ne veulent pas les dirigeants de la SFIO soucieux de défendre l'état bourgeois). La manifestation de masse du 12 février 1934 où la mobilisation ouvrière impose l'unité en réponse à la manifestation des liges fascistes du 6 février 1934 accélère cette cristallisation. La direction de la SFIO y répond... en organisant la chasse aux trotskystes

entrés ouvertement dans la SFIO. Pivert signe en août 1935 un appel à une Conférence nationale contre la guerre et l'union sacrée qui affirme : « Ce n'est pas d'une guerre impérialiste mais de luttes sociales que nous attendons la chute du régime hitlérien ». En même temps Pivert se déclare partisan de constituer des groupes d'autodéfense musclée (Les TPPS) pour répondre aux bandes fascistes, bref partisan de ne pas confier la protection des militants et manifestants aux forces de l'ordre bourgeois. La Bataille socialiste, qui a par ailleurs approuvé l'exclusion, condamnée par Pivert de 13 militants trotskystes ou trotskysants des Jeunesses socialistes rejette ces conceptions. Les désaccords aboutissent à l'explosion de la Bataille socialiste et à la fondation en septembre 1935 de la tendance Gauche révolutionnaire sur la base d'une plateforme reproduite ci-après. En juin 1938 la Gauche révolutionnaire sera exclue de la SFIO – dont le secrétaire général, Paul Faure, deviendra ministre d'Etat de Pétain deux ans plus tard – et fonde le Parti socialiste ouvrier et paysan (PSOP) que la guerre liquidera.

1° DE LA DEFENSIVE ANTI-FASCISTE A L'OFFENSIVE CONTRE LE CAPITALISME

Les forces productives développées par le capitalisme se heurtent de plus en plus aux obstacles dressés par leur propre exploitation.

Pour parer à ces difficultés croissantes, le capitalisme est forcé de s'imposer des formes planifiées.

Mais comme à l'époque du capitalisme de libre concurrence, puis du capitalisme monopoleur, le capitalisme étatique reste soumis à la loi du profit et son évolution l'entraîne vers la généralisation de la misère.

En même temps se transforme la superstructure politique et la démocratie bourgeoise devient un système périmé de domination capitaliste : ELLE TEND A SE TRANSFORMER EN ETAT AUTORITAIRE.

L'alternative qui se pose est donc : dictature autoritaire du grand capital contre l'ensemble des masses laborieuses ou dictature du prolétariat, représenté par un gouvernement ouvrier et paysan, issu de la révolution, substituant à l'appareil étatique de la bourgeoisie les organismes démocratiques des masses laborieuses et construisant le socialisme.

Si les partis ouvriers se bornent à défendre la démocratie bourgeoise périmée, ils ne montreront pas d'issue réelle aux masses souffrantes, ils permettront aux démagogues fascistes d'identifier les partis ouvriers avec la démocratie capitaliste et de conquérir ainsi de larges couches désespérées pour les buts fascistes. C'est pourquoi le P.S. doit transformer la défensive anti-fasciste en offensive contre le capitalisme et rassembler les masses laborieuses sous son drapeau en prenant comme point de départ aussi bien leurs besoins économiques que la défense des libertés démocratiques, conquises de haute lutte par nos aînés.

2° POUR UN FRONT POPULAIRE DE COMBAT

Le Front Populaire actuel est un rassemblement des masses contre la menace fasciste. Les aspirations de ces masses ne peuvent être réalisées désormais que par des combats avec le grand capital et ne devraient avoir comme issue que la chute de la domination bourgeoise. Mais la politique actuelle de ses dirigeants freine les aspirations révolutionnaires.

Un gouvernement du Front Populaire rencontrera dès qu'il essaiera de satisfaire même aux

plus modestes aspirations des masses la plus farouche résistance extraparlamentaire des forces capitalistes. Il lui faudra alors, ou bien trahir ces masses et capituler honteusement, ou bien se jeter – sous la pression des masses – dans un combat en direction du socialisme. Seul un gouvernement qui s'appuiera sur la volonté des masses organisées, résolues à la lutte et au moins partiellement équipées pour le combat pourra se transformer en gouvernement ouvrier et paysan et mener à son terme sa tâche révolutionnaire.

La tactique du Parti Socialiste doit découler de ces considérations.

Il doit préparer les masses à l'action directe, à la lutte sous toutes ses formes (depuis les meetings et démonstrations de rue jusqu'à la grève générale en accord avec les syndicats). L'amoindrissement continu de l'importance du parlementarisme impose au parti le passage à l'action extraparlamentaire et la dénonciation des illusions électoralistes. Toute l'activité du Parti doit lui être dictée non par la légalité de son ennemi de classe, mais par la volonté des masses travailleuses et les nécessités de la lutte révolutionnaire.

3° POUR UNE MILICE POPULAIRE ET DES COMITES DE SALUT

Des mots d'ordre concrets, adaptés à la situation et perceptibles par les masses en mouvement augmentent leur capacité offensive.

Ainsi, en présence des provocations fascistes qui se multiplient, nous lançons le mot d'ordre de la MILICE OUVRIERE ET PAYSANNE ; ce mot d'ordre implique la création immédiate des organismes de défense active destinés à l'encadrement des masses. Le développement de la milice sera déterminé par le processus révolutionnaire et contribuera à la désagrégation du moral de l'ennemi fasciste.

D'autre part, dans chaque localité, dans chaque quartier, un COMITE de salut public (COMMUNE) doit se constituer à la faveur des luttes : les paysans seront appelés à contrôler eux-mêmes les prix de vente de leurs produits et les COMITES PAYSANS se prépareront à prendre en mains la gestion des minoteries et des grands domaines. Des COMITES POPULAIRES contrôleront les prix dans les villes ; d'autres, en accord avec les syndicats, contrôleront la fabrication et le transport des armements. Partout les travailleurs constitueront, à côté du pouvoir officiel de la bourgeoisie, les éléments du POUVOIR POPULAIRE. Les délégués de tous les Comités populaires locaux se réuniront pour constituer les ETATS GENERAUX DES MASSES TRAVAILLEUSES.

En même temps, une propagande active et une pénétration méthodique s'exerceront parmi les forces coercitives de la bourgeoisie.

Une révolution ne s'improvise pas. Le parti doit donc la préparer et envisager l'action révolutionnaire sous toutes ses formes et dans tous ses moyens.

4° CONTRE LA GUERRE ET L'UNION SACREE

Le prolétariat doit se dresser de toutes ses forces contre la guerre menaçante.

Les techniques modernes de guerre font de la prétendue « défense nationale » en régime capitaliste une expression vide de sens et une duperie sanglante.

En aucun cas le prolétariat ne saurait s'associer à une guerre menée par ses exploités.

Ni au nom de la « démocratie » contre les fascistes extérieurs. On ne porte pas la liberté à un peuple à la pointe des baïonnettes. Et on ne lutte pas contre le fascisme d'autrui après avoir accepté dans son propre pays un régime équivalent (état de siège, censure, suppression de

toutes les libertés, destruction physique et morale du peuple, etc.).

Ni au nom de la défense de l'U.R.S.S. car la seule défense efficace de la première Révolution prolétarienne victorieuse, c'est son extension vers la révolution mondiale.

Ni, à plus fortes raisons, au nom de considérations diplomatiques quelconques.

Il ne peut faire confiance, pour l'empêcher, à un organisme international quelconque des Etats impérialistes (comme la S.D.N.). De même il ne peut raisonnable attendre que le capitalisme consente à se désarmer lui-même.

Le prolétariat trahirait sa mission s'il marchait sous un prétexte quelconque à la remorque d'un impérialisme contre un autre.

Toute lutte contre la guerre doit être menée de manière autonome, et avec tous les moyens d'action directe de classes. Le danger de guerre ne peut disparaître que par le renversement du capitalisme.

Notre mot d'ordre essentiel de lutte contre la guerre est :

« SI TU VEUX LA PAIX, PREPARE LA REVOLUTION ».

Nous ne l'abandonnerons sous aucun prétexte.

Si malgré nos efforts la guerre éclate, les socialistes utiliseront les difficultés créées par les hostilités pour renverser leur propre bourgeoisie par les moyens révolutionnaires. Ils tendront à transformer la guerre capitaliste en guerre civile.

Ils doivent être convaincus que la défaite de la bourgeoisie de leur pays sera le levier de leur victoire et la seule aide véritable à la révolution russe.

5° POUR LA LIBERATION DES PEUPLES COLONIAUX

(développé en une p.f. spéciale, voir n° 4 de la « G.R. »).

Les socialistes ont le devoir de soutenir les mouvements des peuples coloniaux en faveur de leur libération. Toutefois, dans ces luttes ils doivent conserver leur propre organisation et leur politique socialiste en face des éléments indigènes féodaux, capitalistes et petits-bourgeois.

6° POUR L'UNITE ORGANIQUE ET REVOLUTIONNAIRE

La politique actuelle de chacune des deux Internationales ne traduit pas la volonté révolutionnaire des masses.

L'unité ne saurait être seule la garantie de la victoire, car le parti unifié groupera les courants les plus contradictoires.

Mais c'est de l'intérieur du mouvement prolétarien unifié que nous voulons chercher les possibilités de redressement révolutionnaire. Car la fusion des deux partis attirera nécessairement des milliers de prolétaires inorganisés aujourd'hui, contribuera à élever la volonté combative de la classe ouvrière et donnera de nouvelles possibilités à l'action révolutionnaire.

D'où, NECESSITE URGENTE DE LA RECONSTITUTION DE L'UNITE ORGANIQUE NATIONALE ET INTERNATIONALE et de la plus large DEMOCRATIE INTERIEURE pour que les différentes tendances puissent gagner les militants à leurs conceptions.

7° NOTRE BUT est de gagner la majorité des militants de la S.F.I.O. à ces points de vue.

LES GIROUETTES POLITIQUES. LES HAUTS DIGNITAIRES DU PCUS PASSES A L'HYSTERIE ANTICOMMUNISTE (1998).

Vadim Rogovine



Vadim Rogovine / Mehring.com

Question : La transformation de nos principaux idéologues du communisme en anticomunistes acharnés reste jusqu'à présent une énigme pour beaucoup. Comment des gens, qui ont passé de longues années au pouvoir et servi avec dévouement les idéaux socialistes, ont-ils pu en un instant changer radicalement d'opinion ? On peut, certes, comprendre l'évolution d'un jeune homme qui cherche et modifie ses convictions. Mais comment expliquer cette « conversion » en masse, ces palinodies de gens d'âge respectable, d'idéologues communistes de l'envergure de Iakovlev, Eltsine, Chevarnadze et tant d'autres ?

V.Z. Rogovine : Le phénomène, vu de l'extérieur, peut effectivement paraître étonnant. Il ne s'était encore jamais produit dans l'histoire à une telle échelle. On peut évoquer une girouette politique comme Fouché, jacobin devenu ministre de Napoléon, puis du roi (chemin brillamment décrit par Stéphane Zweig). Dans notre histoire récente, on peut y rattacher par exemple les mencheviks de droite, Andreï Vychinski et David Zaslavski qui, après avoir violemment dénoncé le bolchevisme, l'ont défendu avec ardeur quand le stalinisme triomphait. Mais cela peut s'expliquer. Staline, au milieu des années 30, a réalisé dans le pays une contre révolution antibolchevique, ne conservant qu'une phraséologie pseudo-marxiste pour en camoufler la nature. Pour beaucoup c'était évident déjà à l'époque. En témoignent les écrits du français André Gide, du philosophe émigré Fedotov et d'autres.

Aux procès politiques des années 30, les vieux bolcheviks étaient accusés de vouloir restaurer le capitalisme, d'être des contre-révolutionnaires, etc. Mais pour convaincre des millions de gens, dans notre pays et à l'étranger qu'une telle dégénérescence était possible, il a fallu les efforts colossaux de la machine de propagande stalinienne et un système de torture digne de l'inquisition.

Aujourd'hui cette dégénérescence est devenue réalité. Et ce qui était une honte pour les bolcheviks des années 30 est devenu un sujet de fierté pour le haut bureaucrate du parti à la fin des années 80.

En fait il n'est pas très difficile d'expliquer cette dégénérescence, si l'on connaît notre histoire. Pour instaurer son nouveau régime, Staline a presque totalement exterminé deux générations de vrais bolcheviks. Non seulement ils ont été physiquement liquidés, mais Staline a réussi à éradiquer de la conscience populaire l'esprit, la mentalité bolchevique. Une nouvelle génération a succédé à celle qui avait été anéantie, une génération de tout jeunes gens, sans aucun passé politique. Des exécutants consciencieux, capables d'une obéissance absolue et prêts à effectuer docilement toute injonction du chef, sans trop réfléchir à sa validité, son caractère moral ou immoral. Ils étaient totalement redevables à Staline de leur accession au pouvoir et de tous les biens et privilèges qui en découlait. Le dévouement de cette génération à Staline était cimenté par le sang des milliers de victimes du régime d'inquisition, de la lutte contre l'opposition. C'est pourquoi jamais aucun d'eux n'a eu l'intérêt ou le désir de démasquer totalement Staline, n'a voulu démêler les vraies raisons de la lutte dramatique dans le parti, rétablir la vérité historique.

Les protégés de Staline se sont maintenus presque un demi-siècle au pouvoir. Ils ne voulaient absolument pas céder la place aux plus jeunes. Pendant la période de la stagnation, si quelques-uns ont pu parvenir jusqu'aux sommets du pouvoir, c'est qu'ils s'étaient distingués par la souplesse de leur échine, leur absence de principes, leur hypocrisie. C'étaient les qualités requises par le système pour gravir les échelons du pouvoir. Telles étaient les règles du jeu. Je me souviens comment, en 1976, beaucoup n'en croyaient pas leurs yeux en lisant le discours adressé à Brejnev par Chevarnadze au XXV^e congrès du PCUS. Son panégyrique était si obséquieux que même des gens habitués à louer le premier personnage de l'Etat l'ont trouvé tout simplement indécent. Le trait le plus intolérable de notre régime – la toute-puissance du « Premier » – s'est maintenu jusqu'à nos jours.

Deux ans et demi après la perestroïka, au plénum d'Octobre, il a suffi d'une remarque critique à l'adresse du secrétaire général dans l'intervention confuse d'un délégué, pour que celui-ci soit violemment dénoncé par les 26 membres du comité central et quasiment traité d'ennemi du parti. Le plus grand crime d'Eltsine fut d'avoir dit que certains louaient exagérément le nouveau secrétaire général. Telle était la mesure de l'audace de Eltsine et la mesure des principes de ceux qui le soutiennent aujourd'hui. A peine un culte s'était-il éteint, celui de Gorbatchev, qu'un autre prenait son essor, celui de Eltsine que les mêmes s'employèrent à louer avec ardeur.

La mentalité bolchevique, comme je l'ai déjà signalé, avait été extirpée dans notre pays par le feu de l'inquisition. Bien entendu, il y avait, il y a encore aujourd'hui beaucoup de gens sincèrement attachés aux principes du socialisme. Mais on peut dire sans exagération que plus on monte dans la hiérarchie du parti, moins ils sont nombreux. Les formules rituelles obligées sur le communisme, le mode de vie soviétique, Lénine, la révolution d'Octobre, etc. étaient indispensables à la nomenclature du parti pour dissimuler son pouvoir, ses privilèges, pour tromper le peuple. Les années 70-80 ont été des années de putréfaction de la couche dirigeante, tous les étages de l'appareil ont été gangrenés par la corruption. La partocratie, soucieuse avant tout de conserver les privilèges acquis et qui avait fusionné avec les structures mafieuses, constituait, pour l'essentiel, la nouvelle couche précapitaliste.

Naturellement, tout comme les acteurs de l'économie de l'ombre, elle aspirait à s'émanciper des entraves de la légalité soviétique et à assurer ses privilèges non seulement pour sa vie entière, mais pour ses descendants, à posséder légalement les moyens de production qu'elle administrait. Elle aspirait de plus en plus à investir les richesses acquises (par le moyen des privilèges officiels, de la corruption, des pots de vin), c'est-à-dire à devenir capitaliste. Pour satisfaire les convoitises, les prétentions, les appétits voraces des partocrates il fallait un changement du régime social. Ils étaient déjà prêts à le mettre en oeuvre.

NOTES DE LECTURE

LA REVOLTE DES FORCATS DE LA MORT.

REMI ADAM : Les révoltés de La Courtine. Histoire du corps expéditionnaire russe en France (1916-1920).

566 pages. 25 euros.

Agone.



RÉMI ADAM

Les révoltés de La Courtine

Histoire du corps expéditionnaire russe
en France (1916-1920)

Par Jean-Jacques Marie

AGONIE
REVOLUTIONNAIRE

Les offensives fleur au fusil déclenchées par l'état-major français contre les lignes allemandes dès aout 1914 ont, en moins d'un an de guerre, envoyé à la mort près de 600 000 soldats français. Il faut les remplacer. Or, rappelle Rémi Adam, « *la révision des réformés et des exemptés, entreprise partiellement lancée dès septembre 1914, puis, de nouveau en avril et aout 1915 a donné des résultats très inférieurs aux attentes et surtout insuffisants pour reconstituer les unités. Le pouvoir a aussi largement fait appel aux troupes recrutées ou raflées – non sans rencontrer de résistances – dans son empire colonial* »¹³¹. N'est-il pas normal que le colonisé soit prêt à mourir pour son exploiteur et oppresseur ?

¹³¹ Rémi Adam, p.20.

Devant l'insuffisance de ces renforts l'état-major et le gouvernement français ont une brillante idée, dont Rémi Adam décrit avec précision les différentes formulations plus ou moins délirantes : faire appel aux moujiks qui, selon l'état-major forment un « *immense capital humain* »... à rentabiliser au plus vite. L'évaluation de l'apport attendu monte jusqu'à 120 000 hommes par mois, soit en dix mois 1 200 000 hommes. Le ministre des finances Paul Doumer, envoyé à Petrograd, affirme « *la Russie peut aisément nous donner quatre cent mille hommes* »¹³². Avec une finesse douteuse, il propose en échange de ce capital humain... la fourniture supplémentaire de 150 000 fusils à la Russie. En gros un fusil pour trois hommes...

Première difficulté dans l'organisation de la boucherie à laquelle la chair à canon doit être soumise, l'état-major russe est largement aussi efficace que l'état-major français et l'armée russe a subi de lourdes pertes. L'état-major russe est donc réticent. Le tsar Nicolas II aussi. Néanmoins deux brigades (soit au total un peu moins de 20 000 hommes) sont envoyées en France. La 1^{re} brigade quitte Moscou le 3 février 1916. Après 23 jours de train, elle embarque du Japon – où les soldats russes n'ont pas eu le droit de mettre le pied – pour Marseille où ils arrivent après sept semaines de bateau à fond de cale, sauf pour les officiers qui se pavanent sur le pont... Un détachement part par Arkhangelsk, pour rejoindre les troupes anglaises et françaises, qui dans les Dardanelles combattent l'armée turque. Après de longues tractations, la promesse, signée le 11 mai 1916, est faite d'envoyer 80 000 soldats russes en France. A la mi-août la 3^e brigade part d'Arkhangelsk et arrive à Brest et à La Rochelle. Finalement, on les envoie sur le front.

Deux événements vont bouleverser ce que l'on n'ose appeler le train-train de la vie dans les tranchées marquée par des offensives plus ou moins meurtrières et sans autre résultat que des communiqués de l'état-major. Au début de mars (le 8 dans le calendrier grégorien et le 23 février dans le calendrier julien) éclate la première révolution russe qui va bientôt éveiller chez les soldats russes une aspiration croissante à la liberté et le sentiment de leur dignité personnelle piétinée par le corps des officiers qui au moindre prétexte rouent de coups de verges, de baguettes de fusils ou de fouets les soldats. Or malgré la distance et la censure les soldats russes installés en France apprennent bientôt l'existence du prikaz (ordre) n° 1 promulgué par le soviet de Petrograd qui, entre autres mesures, interdit les châtiments corporels. C'est le début d'un bouleversement dans la conscience des opprimés provoqué par la révolution, que Rémi Adam décrit fort bien.

Un mois plus tard, à la mi-avril, le général Nivelle déclenche sur le secteur du chemin des Dames une offensive aveugle qui débouche sur une « hécatombe » : 271 000 morts (la grande majorité), blessés, disparus et prisonniers. Parmi ces pertes, plus de 7 000 Africains et près de 4 500 Russes. Le choc est brutal pour ces derniers ; la conjonction avec les nouvelles qui viennent de leur village de plus en plus ébranlé par une vague révolutionnaire montante suscite dans le corps expéditionnaire un mécontentement et une réflexion de plus en plus profonds, dont Rémi Adam décrit les différentes étapes avec un soin minutieux.

Les soldats russes refusent de retourner sur le front, réclament d'abord leur envoi dans un camp pour se reposer puis leur rapatriement en Russie. Peu après la bourgeoisie, soucieuse de soigner ses héros, récompense le général Nivelle (tout en l'éloignant prudemment du lieu de ses sanglants exploits) en le nommant gouverneur de l'Algérie... où certains soldats russes le retrouveront une année plus tard ! L'administration coloniale et les colons ont en effet, grand besoin d'un homme à poigne pour faire suer le burnous aux indigènes gratis ou presque ».

Soucieux d'éviter une contagion avec les mutineries, qui soulèvent alors plusieurs régiments français, l'état-major décide d'envoyer les deux brigades dans la Creuse dont la première, déjà rebelle, dans un camp situé près de la bourgade de La Courtine dans le Limousin, l'autre, la 3^e à quelques kilomètres de là pour éviter sa jonction avec les soldats révoltés de la 1^{re} brigade... Les deux brigades ont conservé leur armement que l'état-major français se juge incapable de leur reprendre sans susciter une

¹³² Ibid, p. 24.

réaction incontrôlable. Les soldats de la 1^e brigade chassent leurs officiers et multiplient les meetings. Le gouvernement provisoire de Kerenski, qui au même moment, déclenche une offensive désastreuse en Galicie, qui se solde par 70 000 morts... pour rien, envoie, mi-juillet, deux de ses représentants pour tenter de calmer une agitation que leurs discours et leurs menaces ne font qu'aggraver. Les officiers russes sur place, de plus en plus violemment rejetés par la masse des soldats, sont impuissants.

Face à une mutinerie de moins en moins rampante l'état-major décide d'éloigner la 3^e brigade, plus modérée, en l'expédiant au camp du Courneau en Gironde. De Pétrograd le gouvernement provisoire de Kerenski exige le châtimement des rebelles que le gouvernement français veut, de son côté, mater. Pour atteindre ce but il utilise néanmoins des détachements restés dociles de la 3^e brigade et quelques centaines d'artilleurs russes passant par la France pour rejoindre les troupes françaises et anglaises qui combattent l'empire Ottoman à Salonique.

Le 16 septembre 1917 commence l'attaque du camp au canon et à la mitrailleuse, un armement, supérieur à celui des occupants de La Courtine, qui résistent trois jours avant d'être obligés de se rendre. Rémi Adam met légitimement en doute le bilan officiel des pertes des insurgés fixé à 9 tués (sans doute 3 ou 4 fois plus) et 44 blessés. Plusieurs centaines de soldats sont faits prisonniers, des dizaines de « meneurs », c'est-à-dire les dirigeants que les soldats se sont donnés plus d'autres fortes têtes (au total près de 250) sont emprisonnés loin de toute agitation à l'île d'Aix où ils demeureront jusqu'en 1920.

Fort de cette victoire grandiose, Georges Clemenceau, décidé à combattre toute manifestation de « bolchevisme » met les mutinés vaincus face à un choix : ou le renvoi au front ou l'incorporation dans des compagnies de travail, où entrent un peu plus de 10 000 soldats des deux brigades. Les 5 000 et quelques qui refusent, soit un tiers environ des anciens du corps expéditionnaire, sont envoyés en Algérie sous les ordres du gouverneur général Nivelle, qui les emploie pour les besoins de l'Etat ou comme main d'oeuvre quasi gratuite pour les colons français. Selon Rémi Adam « *Ce furent deux années de travaux forcés, de privations, d'isolement, de surveillance et de brimades imposées par les autorités françaises. Mais elles furent marquées par le développement prodigieux de leur conscience révolutionnaire* »¹³³. Certains soldats pour échapper à ce sort, acceptent de retourner sur le front (quelques dizaines), de participer à des détachements de travail en métropole (quelques petites centaines) soit de s'engager dans une légion russe envoyée rejoindre les Blancs du général Denikine (300 hommes environ), mais dont les survivants se rallieront vite à l'Armée rouge.

Après d'après négociation avec les bolcheviks que les armées blanches, soutenues et financées par les gouvernements français, anglais, américain et autres n'ont pas réussi à vaincre – même si tous ensemble sont parvenus à parachever la ruine totale du pays – commence le rapatriement des mutins de La Courtine – y compris in fine les travailleurs gratuits d'Algérie – qui se prolonge jusqu'en 1920. Seuls quelques centaines décident de rester en France où il se fixeront.

On peut lire l'ouvrage de Rémi Adam aux accents parfois épiques de plusieurs points de vue : y voir un tableau du cynisme brutal des autorités françaises ; s'intéresser aux caprices de la destinée qui s'y manifestent : l'un des mutins, ainsi, deviendra ministre : le mitrailleur Rodion Malinovsky accédera plus tard à la dignité de Maréchal et sera ministre de la Défense sous Khrouchtchev, après avoir été envoyé comme prétendu, (puisqu'il est désigné comme tous ses compatriotes), « volontaire soviétique » en Espagne en 1936-1937.

On peut prendre comme point de vue central, celui-là même qu'a choisi Rémi Adam et sans aucun doute le meilleur : la vision des bouleversements qu'une authentique révolution produit chez ceux qui s'y trouvent mêlés même sur des rives éloignées. L'ambassadeur de France à Pétrograd, Joseph Noulens qui, quoique de loin, suit l'affaire de près, en donne un tableau frappant: « *Des moujiks d'une*

¹³³ Ibid, p. 352.

ignorance complète, venus du fin fond de l'Oural ou des rives de la Volga péroraient à l'infini, tranchaient, décidaient non seulement sur les devoirs des officiers envers les soldats, l'administration des corps de troupes ou les problèmes tactiques, mais encore sur les buts de la guerre mondiale, sur l'impérialisme des gouvernements occidentaux, sur les droits de la France au Maroc et dans ses colonies »¹³⁴ au lieu de laisser tous ces problèmes à la seule discrétion des grands – surtout financiers – de ce monde et de leurs dociles domestiques politiques, présidentiels, ministériels et parlementaires.

Rémi Adam cite en conclusion la leçon tirée par l'un des soldats embarqués dans cette aventure, l'un des membres de la longue cohorte des anonymes qui contribuent à faire l'histoire, souvent plus que les péroreurs, mais qui en sont d'ordinaire les grands oubliés : *« Nous avons acquis la science, nous avons acquis la conscience du bien et du mal. Pas une université n'a instruit ses élèves comme la vie nous a instruits pendant notre séjour ici et maintenant nous est apparu tout le mensonge qui s'était caché habilement de nous si longtemps »¹³⁵.*

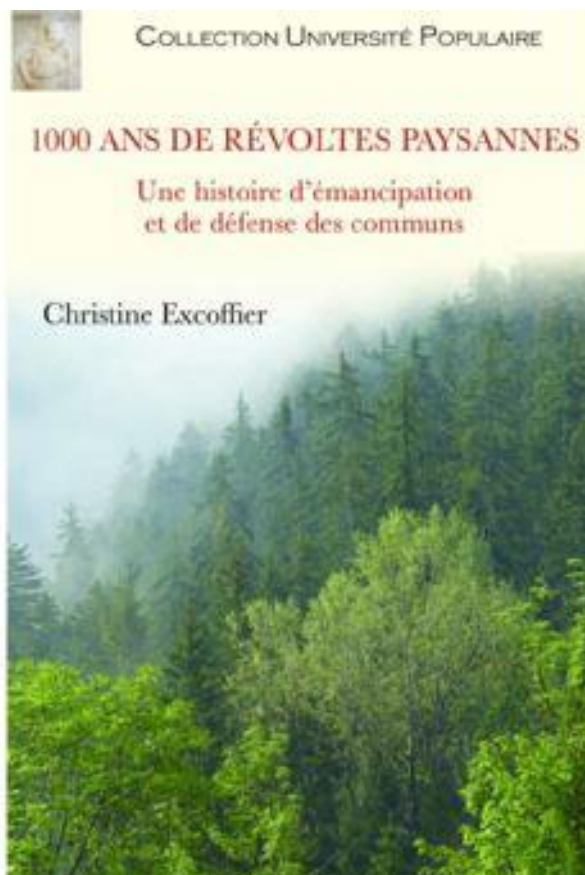
¹³⁴ Ibid, p. 79-80. Joseph Noulens, *Mon ambassade en Russie soviétique*, T.1, p. 138.

¹³⁵ Rémi Adam, p. 495.

CHRISTINE EXCOFFIER : 1000 ans de révoltes paysannes. Une histoire d'émancipation et de défense des communs.

226 pages, 12 euros,

L'atinoir (Collection
Université Populaire,
Marseille, 2019).



Par Odile Dauphin

A partir des travaux des « pionniers » (Marc Bloch, Georges Lefebvre, Georges Duby...), et d'une riche documentation qui, sur des dizaines d'années et dans plusieurs régions, interroge le vécu et les révoltes de ceux que l'on appelle alors péjorativement les « Jacques », jusqu'aux études les plus récentes et « décentrées », Christine Excoffier nous invite à parcourir 1000 ans de révoltes paysannes.

Très fouillé, savant, cet ouvrage n'en est pas moins très clair et abordable grâce notamment à des notes, aussi explicatives que précises, correspondant à l'objectif de la collection : « *diffuser sous une forme accessible aux non-spécialistes des connaissances de niveau universitaire* ».

Six chapitres parcourent le millénaire, « *L'an Mil, domination, dépendances et révolte paysanne* », « *Servitude et liberté* », « *Le long XVIIe siècle : le siècle des guerres paysannes* », « *A l'assaut des communs* », « *Les paysans en Révolution* », « *Nouvel ordre des bois et désordres des forêts* ».

Chacun d'entre eux commence par une présentation de la condition paysanne tenant compte des dernières découvertes en la matière, et analyse les rapports de domination en milieu rural liés à la propriété du sol et/ou au pouvoir.

C'est ainsi, qu'après une période de relative indépendance liée à la désagrégation de l'empire romain, les paysans perdent, avec la reconstitution d'une aristocratie, la « *propriété éminente* » sur les terres qu'ils exploitent. Le servage apparaît, et la guerre devenant l'apanage de spécialistes dont il faut

financer l'équipement, les paysans « libres » n'ont d'autre choix que de se placer sous leur protection. La féodalité se met en place. Ce nouvel ordre social, justifié par l'Eglise, relègue tous ceux qui ne sont ni *oratores*, ni *bellatores*, à la condition pénible mais indispensable de *laboratores* ou *agricolantes*. Si les « *visages et usages* » de la servitude varient quelque peu d'une région à l'autre, et évoluent avec le temps, ils n'en sont pas moins toujours « *signe d'infamie* » et extrêmement lourds.

La période moderne, avec l'affirmation progressive d'un « *Etat militaro-financier* », renforce la tutelle financière et fiscale (la gabelle...) de celui-ci sur les communautés paysannes, et la création par Colbert de grands corps de l'Etat leur interdit désormais les usages coutumiers des forêts. « *Manger l'herbe d'autrui, quel crime abominable !* » Le roi, reprenant la justification de la « propriété éminente » des seigneurs dès le XVIIe, taxe les communaux.

Au XVIIIe, les physiocrates s'appuient sur le « modèle anglais » des enclosures (pourtant contesté), et prônent la privatisation des communs afin de permettre leur rentabilisation par la culture. Ils recommandent aussi la constitution de grandes propriétés, ce que la vente des biens nationaux par grands lots garantit pendant la Révolution jusqu'à la loi du 3 juin 1793 votée par la Convention montagnarde.

Les XIXe et XXe siècles voient des formes plus sophistiquées de contrôle des espaces communs et du travail des paysans se mettre en place. Au nom de la conservation des forêts, le Code forestier de 1827 tout en épargnant les forêts privées, dessaisit les communes de la gestion des leurs. Les Eaux et Forêts développent le reboisement sous le Second Empire et la IIIe République, sans tenir aucun compte des réalités locales.

Parallèlement la IIIe République met en place tout un système, qui au nom d'un soutien de l'Etat, permet à celui-ci de contrôler la profession paysanne. Création du Ministère de l'Agriculture en 1881, de l'Institut de Recherche Agronomique en 1921. La loi Waldeck-Rousseau (1884) favorise les deux fédérations paysannes existantes (l'une des grands propriétaires, l'autre des républicains), qui appuient l'Etat dans la mise en place d'un encadrement de la profession (coopératives, caves viticoles, caisses locales et régionales du Crédit agricole en 1894). Ces structures peuvent devenir très contraignantes et entraîner des dérives, comme le montre l'exemple, certes extrême, étudié en Bretagne¹³⁶.

En 1964-66, est créé l'Office National des Forêts afin d'accélérer le reboisement dont un des buts est de mettre en place une sylviculture rentable. Et la création des Parcs nationaux contribue à l'éviction de l'activité agricole de certaines zones.

Le récit des révoltes paysannes face à ces différentes formes de domination est une « histoire par en bas », qui met en évidence les tentatives d'organisation, de résistance à une dégradation des conditions de vie (déjà bien précaires), à des mesures jugées comme abusives, injustes. Qu'il s'agisse d'aggravation de leur situation par l'imposition de nouvelles redevances, de nouvelles taxes, ou par la mise en place d'intermédiaires libres de percevoir ce que bon leur semble, ou des conséquences directes et indirectes de guerres, les causes de ces révoltes relèvent de ce qu'Edward Thompson a appelé « *l'économie morale de la foule* »¹³⁷.

Si la « Grande Peur » et la nuit du 4 août 1789 font partie du bagage historique acquis très tôt, comme un des éléments fondateurs de l'histoire contemporaine française, il est rarement précisé que cette

¹³⁶ //clio-cr.clionautes.org/algues-vertes-lhistoire-interdite.html Notes de lecture sur *Algues vertes. L'histoire interdite*, de Inès Léraud et Pierre Van Hove, éditions Delcourt, 2019 : Le chapitre 6 montre la difficulté que les paysans ont à quitter un système contrôlé par les coopératives agricoles. Ces groupes contrôlent toute la filière agroalimentaire de l'amont à l'aval : vente de pesticides, engrais, animaux mais aussi achats des bêtes. Peu d'agriculteurs réussissent à être indépendants, ceux qui essaient de le devenir, qui sont réfractaires au système se voient vendre des produits de mauvaise qualité, ne sont pas distribués en temps réel, ne peuvent être repris dans d'autres groupes... Elle met l'accent aussi sur l'importance des subventions qui tiennent le système mais qui sont aussi parfois détournées comme dans le cas des subventions du plan algues vertes.

¹³⁷ Christine Excoffier, p. 17.

explosion dans les campagnes s'inscrit dans une suite ininterrompue d'insurrections paysannes¹³⁸. Le livre de Christine Excoffier nous offre le récit circonstancié d'un grand nombre d'entre elles.

Révolte en Normandie en 996 contre la remise en cause des droits d'usage collectifs des forêts, prés, étangs, cours d'eau et l'établissement du monopole des « moutures » (moulin banal).

Dans le contexte de la Guerre de Cent ans, et de la Peste noire, révolte les « Jacques » (ainsi nommés par Froissart) au Nord de Paris, contre les nobles jugés responsables des défaites militaires en 1358, des « Tuchins » en 1381-1383 dans le Languedoc, contre les exactions des armées et l'imposition de la gabelle...

En Guyenne en 1548, révolte contre les officiers royaux chargés de percevoir cet impôt sur le sel dont ils étaient exemptés jusque-là. « *Vive le roi sans gabelle* » sera aussi la cause du soulèvement des Nus-pieds de Normandie en 1639.

La « guerre des farines » en 1775 est déclenchée dans le Bassin parisien par la libéralisation du commerce des grains, considérée comme une rupture du contrat social de subsistance entre le roi et son peuple, remettant de fait en cause le droit « d'exister ». Elle s'étend à plusieurs régions jusqu'à la Provence et se poursuit pendant les premières années de la Révolution, alors que le suffrage censitaire permet aux possédants (élargis à la grande bourgeoisie) de gouverner en fonction de leurs intérêts propres.

Ces révoltes ne sont pas seulement des « émotions » générées par le désespoir, et longtemps présentées comme quasi-suicidaires. Elles s'accompagnent souvent d'une coordination qui manifeste clairement la volonté de gagner. Organisation quasi-militaire en bandes, compagnies, désignant pour les guider un « companhos » (chez les Tuchins), des capitaines et un « coronal » (colonel) en Guyenne, un « capitaine des communes soulevées du Périgord » en 1637, et même une « Armée de Souffrance » en 1639 avec son capitaine Jean Nudz-Pieds¹³⁹. Ces luttes prennent parfois la forme d'une « guérilla » qui suppose elle aussi une bonne coordination et une complicité absolue de l'ensemble de la population, chez les Pitauds au XVIe, les Camisards des Cévennes au début du XVIIIe.

La répression est à la hauteur du risque encouru par les pouvoirs, seigneurial, royal, de voir se propager ces soulèvements. D'où une lutte sans merci menée par de véritables armées (jusqu'à plusieurs milliers de soldats). Torture, logement des gens de guerre avec toutes les souffrances et horreurs que cela entraîne, arrestations, exécutions sommaires, envoi aux galères, villages brûlés...

Toutefois, par la suite, souvent le roi consent à un compromis. Parfois même, c'est le retour à la situation antérieure satisfaisant ainsi les revendications paysannes. C'est le cas pour les Travailleurs anglais à la fin du XIVE siècle, pour les paysans catalans à la fin du XVe, pour les Pitauds, les Nu-Pieds, les Croquants au XVIIe siècle. Et il est réconfortant de constater qu'en effet : « *la lutte, quand elle est organisée et déterminée, paye* ». Pas toujours bien sûr, et les concessions obtenues avec beaucoup de difficultés sont toujours à défendre, et souvent insuffisantes. Ainsi, pendant la Révolution, les paysans continuent à s'insurger pour obtenir que les droits féodaux soient supprimés sans rachat, et que les Biens Nationaux ne soient plus vendus par grands lots, jusqu'à ce que la Convention montagnarde leur donne satisfaction.

Un des intérêts majeurs de ce livre est en effet de montrer que ces révoltes paysannes se sont parfois structurées de façon très cohérente, les paysans tenant des assemblées pour délibérer et élaborer de véritables manifestes. Quelquefois soutenus et aidés par les pauvres des cités, et même par des curés, ils ont envahi des villes, porteurs des revendications de toutes les « petites gens ». Les Travailleurs anglais révoltés contre la Poll-tax, rentrent dans Londres en 1381¹⁴⁰. En 1440, 20 000 familles catalanes se regroupent dans un syndicat pour racheter (à leur seigneur) leur liberté. La rédaction des

¹³⁸ Ibid, p. 84-86, p. 151.

¹³⁹ Ibid, p. 91-94.

¹⁴⁰ Ibid, p. 77-79.

Cahiers de Doléances se place dans cette perspective tout en la déployant, et concentre toutes les revendications.

Ces révoltes dans la durée et parfois très étendues dans l'espace ont été organisées dans le cadre communautaire. Le cas le plus abouti est sans doute celui de la République des Escartons dans le Briançonnais¹⁴¹. Le « grand escarton » refuse de rédiger les cahiers de doléances en 1788 (et d'élire des députés par ordres). Pour justifier cette décision, il fait imprimer le texte de la Transaction de 1343 entre « le dauphin du Viennois, prince du Briançonnais » et « les syndics et procureurs des communautés de la province du Briançonnais en Dauphiné ». Les communautés villageoises organisées dans le cadre des activités agricoles en milieu naturel difficile (exploitation commune des forêts, des pâturages, estives, irrigation des vallées...), ont en effet dès le XIVe siècle fait reconnaître leurs « libertés » individuelles et collectives. Si la suzeraineté delphinale puis royale persiste, les paysans ont acquis un statut intermédiaire entre la roture et la noblesse (qui disparaît pratiquement), et des libertés politiques, le droit de s'assembler, d'élire des députés au « grand escarton » qui fédère 5 escartons (mais qui doivent en référer avant toute décision à leurs assemblées respectives). L'énoncé des droits en matière d'autonomie fiscale, de défense des communautés, de garantie des subsistances, et des libertés en matière économique en fait une exception. Mais cela montre que la condescendance avec laquelle on a, jusqu'à très récemment traité des « émotions » paysannes, relève surtout de l'ignorance et des préjugés.

La solidarité paysanne face aux exigences seigneuriales toujours renouvelées, et qui se construit dans le cadre d'assemblées des deux sexes, ne gomme pas les inégalités entre les paysans. Toutefois, elle s'exprime de façon durable dans la défense des droits d'usage et des communaux, contre les seigneurs d'abord, puis les tenants d'une agriculture plus rentable (mais au profit des plus riches seulement), à partir des XVIIe, surtout XVIIIe, et même au-delà.

C'est ainsi que la « guerre des Demoiselles » de la forêt de la Chaux dans le Jura en 1765 contre l'ordonnance de Colbert de 1669 (restreignant l'usage des forêts, et appliquée avec retard dans cette région), trouve un prolongement en Ariège, entre 1829 et 1872, en opposition au Code forestier de 1827.

Enfin, un autre intérêt, et non des moindres, de cette synthèse est de montrer la continuité entre un passé jugé souvent trop vite révolu et les problématiques du présent... Dans ce début du XXIe siècle, où crises financière et économique, écologique et maintenant sanitaire au niveau mondial, amènent à reconsidérer bien des idées reçues sur « le progrès », et surtout les applications qui en ont été faites, la remise en cause des « communs » au niveau mondial par le landgrabbing continue de creuser de façon catastrophique les inégalités, et à susciter des résistances.

L'ouvrage s'achève au début du XXe siècle : il évoque rapidement la permanence des révoltes paysannes qui s'apparentent à celles des siècles précédents (révoltes de subsistances, révoltes fiscales, défense de pratiques communautaires) mais s'attarde sur deux épisodes, le soulèvement des campagnes du Midi en 1851 qui introduit une première inflexion dans l'histoire des mobilisations paysannes et la révolte des vigneron du Midi de 1907, qui introduit une véritable rupture dans cette histoire. .

En 1851, en réaction au coup d'Etat de Louis Napoléon Bonaparte, les campagnes du Midi se soulèvent, avec des prolongements dans le sud-ouest et le centre de la France. Mobilisation d'un nouveau type, en défense de la République, face à laquelle la répression est d'une violence inouïe : proclamation de l'état de siège, plus de 27 000 arrestations, emprisonnement et même transportation en Algérie et au bagne en Guyane de plusieurs milliers d'insurgés. Fin XIXe, début XXe siècles, la crise du phylloxéra qui touche une grande partie du vignoble français provoque la « révolte des vigneron du Midi de 1907 ». Ceux-ci s'organisent d'abord dans le cadre de manifestations préparées,

¹⁴¹ Ibid, p. 61-66.

médiatisées, encadrées. Mais face à l'absence de réponse, le mouvement se radicalise, des élus démissionnent et une grève de l'impôt commence. On connaît la suite, réaction brutale du gouvernement Clemenceau qui envoie la troupe : affrontements (six morts et une dizaine de blessés à Narbonne), suivis de mutineries, barricades, émeutes, dégradations de bâtiments, incendie de la préfecture de Perpignan, blocage des voies ferrées pour empêcher la circulation des convois militaires... tout un répertoire d'actions que l'on retrouve dans les mobilisations paysannes des XXe et XXIe siècles. Puis comme ce fut souvent le cas sous l'Ancien Régime, le gouvernement cède : amnistie et mesures censées protéger la viticulture. Toutefois, la Confédération générale des Vignerons, créée dans le but de contrôler l'application de ces mesures en collaboration avec l'Etat, les prive désormais de leur indépendance...

« Une autre voie aurait pu être suivie » : avant même la révolte de 1907, les ouvriers agricoles, les premiers et les plus durement touchés par la crise avaient fondé la Fédération des travailleurs agricoles du Midi de tendance anarcho-syndicaliste, et avaient mené des grèves très dures, confirmant l'existence d'une « lutte des classes en France dans les campagnes », contrariant le mythe d'une « paysannerie unie » derrière des organisations officielles. Ils avaient tenté aussi avec de petits propriétaires d'organiser un mouvement coopératif indépendant¹⁴². La guerre de 14-18 a eu raison de ces expériences. Provisoirement ?

¹⁴² Ibid, p. 212.



Cahiers du mouvement ouvrier

revue fondée en 1998

Courrier de lecteur, à propos de l'article sur le Congrès de Livourne et la fondation du Parti communiste en Italie (CMO n° 86)

Courrier du 31 mars 2021, adressé par Enrique Muñoz, à partir de la page « nous contacter » du site.

Bonjour chers camarades,

Tout d'abord bravo pour votre persévérance dans ce travail militant d'historien du mouvement ouvrier.

J'ai une demande de précision auprès de Frank La Brasca.

Page 81 du CMO 86 vous attribuez à Gramsci, « *silencieux à Livourne* » la phrase suivante :

« La scission de Livourne a été sans aucun doute le plus grand triomphe de la réaction dans la mesure où elle a détaché la majorité du prolétariat italien de l'Internationale communiste. »

Voulez-vous dire que Gramsci, au moment où il aurait rédigé cela, considérait que la scission de 21 a été une erreur ?

N'ayant pas accès à toutes vos références de la note 108 page 81, j'ai cherché dans l'article du 15 mars 1924 de *L'Ordine Nuovo*.

Je n'y trouve rien d'équivalent à l'idée exprimée dans cette citation. Certes mon italien est sommaire !

Gramsci constate l'incapacité de la section italienne de l'Internationale communiste à gagner la majorité du prolétariat italien, la responsabilité historique et politique de cet échec dans » *la dissolution générale de la société italienne*« .

Mais je n'y trouve pas la formulation citée plus haut.

Auriez-vous l'amabilité de m'apporter quelques précisions sur le sens du paragraphe en question ?

Salutations communistes.

Enrique Muñoz, Paris.

Réponse de Frank Labrasca du 01/04/2021.

Cher M. Muñoz,

Je tiens tout d'abord à vous remercier d'être un lecteur aussi attentif et scrupuleux de nos CMO et d'avoir relevé en particulier un point qui ne vous a pas semblé parfaitement clair dans l'article que j'ai donné sur le Congrès de Livourne du PCd'I dans le n°86 en ligne de notre revue.

Jean-Jacques Marie et Odile Dauphin qui président aux destinées de ce site à mes

yeux si précieux pour la transmission de l'histoire du mouvement ouvrier international aujourd'hui si malmenée par certains historiens de profession mais aussi par de vulgaires propagandistes de telle ou telle obédience réactionnaire ou contre-révolutionnaire, m'ont à fort juste titre transmis votre demande de clarification à laquelle je réponds bien volontiers.

Dans la note 44 de mon article que je reproduis ci-dessous, je donne toutes les références que je connais de ce jugement, il est vrai assez surprenant, émis par Antonio Gramsci à propos de l'opportunité de la scission de Livourne et qui est par ailleurs corroboré dans un article postérieur signé du même A. Gramsci.

On pourrait m'objecter que certaines des sources (courant de la gauche italienne dite « bordiguiste », écrit d'Onorato Damen issu de ce courant avec lequel il a rompu ultérieurement) sont le fait d'adversaires politiques déclarés de Gramsci au sein de la minorité qui participa à la fondation du PC d'I à Livourne, mais le fait est que son authenticité est également confirmée par l'historien Paolo Spriano, qui fut longtemps membre du CC du PCI (qui est bien sûr une organisation très différente de ce qu'avait été le PC d'I de 1921) et qu'on ne peut pas soupçonner de sympathies « bordiguistes ». C'est également P. Spriano qui signale un article de l'«*Ordine Nuovo*» du 15 mars 1924 dans lequel Gramsci réitère la teneur de ce jugement probablement antérieur puisque Spriano le date de 1923.

Il n'était ni dans l'intention de mon article ni dans la conduite qui guide à fort juste titre la ligne éditoriale que se sont donnée les CMO dès leur co-fondation en 1998 par J.-J. Marie et le regretté historien russe Vadim Rogovine, de prendre parti dans les dissensions politiques qui ont opposé la gauche « italienne » à Gramsci mais surtout à ce « gramscisme » qui a été, à l'origine, fabriqué de toute pièce par la direction stalinienne du PCI à partir de 1943-1945 puis entretenu par ses héritiers plus ou moins honteux jusqu'à nos jours, mais simplement de signaler une curieuse réaction d'une des principales figures du mouvement ouvrier communiste non seulement italien mais international à cette fondation d'une organisation qui, comme je crois le démontrer dans mon article, fut soutenue à son époque de manière presque unanime par les principaux représentants de l'IC dans toute leur diversité (à cet égard, la position de Paul

Levi, peu suspect lui aussi de déviation « gauchiste », que je rappelle dans mon article est, je crois, éclairante).

J'espère avoir répondu de façon satisfaisante à votre interrogation, mais si cela n'était pas le cas, n'hésitez pas à me solliciter et je serais ravi de poursuivre avec vous une discussion sur ces questions comme sur d'autres.

En vous remerciant encore de votre attention, je vous prie de bien vouloir accepter, cher lecteur, mes plus cordiales salutations

F. La Brasca

P.S :

[44\]](#) Il s'agit d'une note non formellement datée mais qu'on considère comme de 1923 (P. Spriano, *Storia del Partito comunista italiano. I. Da Bordiga a Gramsci, op. cit.*, p. 120 et note 1) qui est également évoquée dans l'article *Le Parti communiste d'Italie face à l'offensive fasciste (1921-1924)*, 5e partie, in « Programme communiste », Revue théorique du parti communiste international, n° 50, *cit.*, p. 7-22 : 9 et dans l'ouvrage d'Onorato Damen (1893-1979) membre avec Bordiga de la gauche communiste qui rompra avec lui à partir de 1952, *Gramsci tra marxismo e idealismo*, Milano, Edizioni Prometeo, 1988, p. 84. Par ailleurs Gramsci renouvellera la même étonnante critique de la scission de Livourne au processus et aux conséquences immédiates de laquelle il avait pourtant participé de bout en bout dans un article de « *L'Ordine Nuovo* » du 15 mars 1924 intitulé « *Contro il pessimismo* » [Contre le pessimisme] cité par P. Spriano, *Storia del Partito comunista. I. Da Bordiga a Gramsci, op. cit.*, p. 120-121.

Réponses d'Enrique Muñoz

Le 01/04/2021

Cher camarade,

Je vous remercie pour la célérité de votre réponse.

C'est en effet une remarque très étonnante. Je continue à m'interroger sur le sens précis que Gramsci lui attribuait.

En souhaitant une bonne continuation aux CMO, recevez mes salutations cordiales.

Enrique Muñoz

Le 09/04/2021

Bonjour,

En fouillant au sujet de l'énigmatique « Gramsci le silencieux » j'ai trouvé ceci :

Ordine Nuovo, 18 octobre 1919 dans un article intitulé « *L'Unita del Partito* » Gramsci se réjouit de la conclusion unitaire du congrès de Bologne (octobre 1919) et réaffirme la nécessité que les différentes tendances du PSI préservent son unité. Il y écrit que diviser le parti c'est affaiblir le meilleur instrument dont dispose les opprimés pour leur émancipation.

Gramsci changera d'avis l'année suivante en se rapprochant, sur la question de la nécessité d'un PC, de Bordiga.

En tous les cas, je vous remercie d'avoir signalé un point, sans doute peu connu, sur l'évolution politique de Gramsci au sujet de la question du parti.

Cordialement, salutations communistes.

Enrique Muñoz